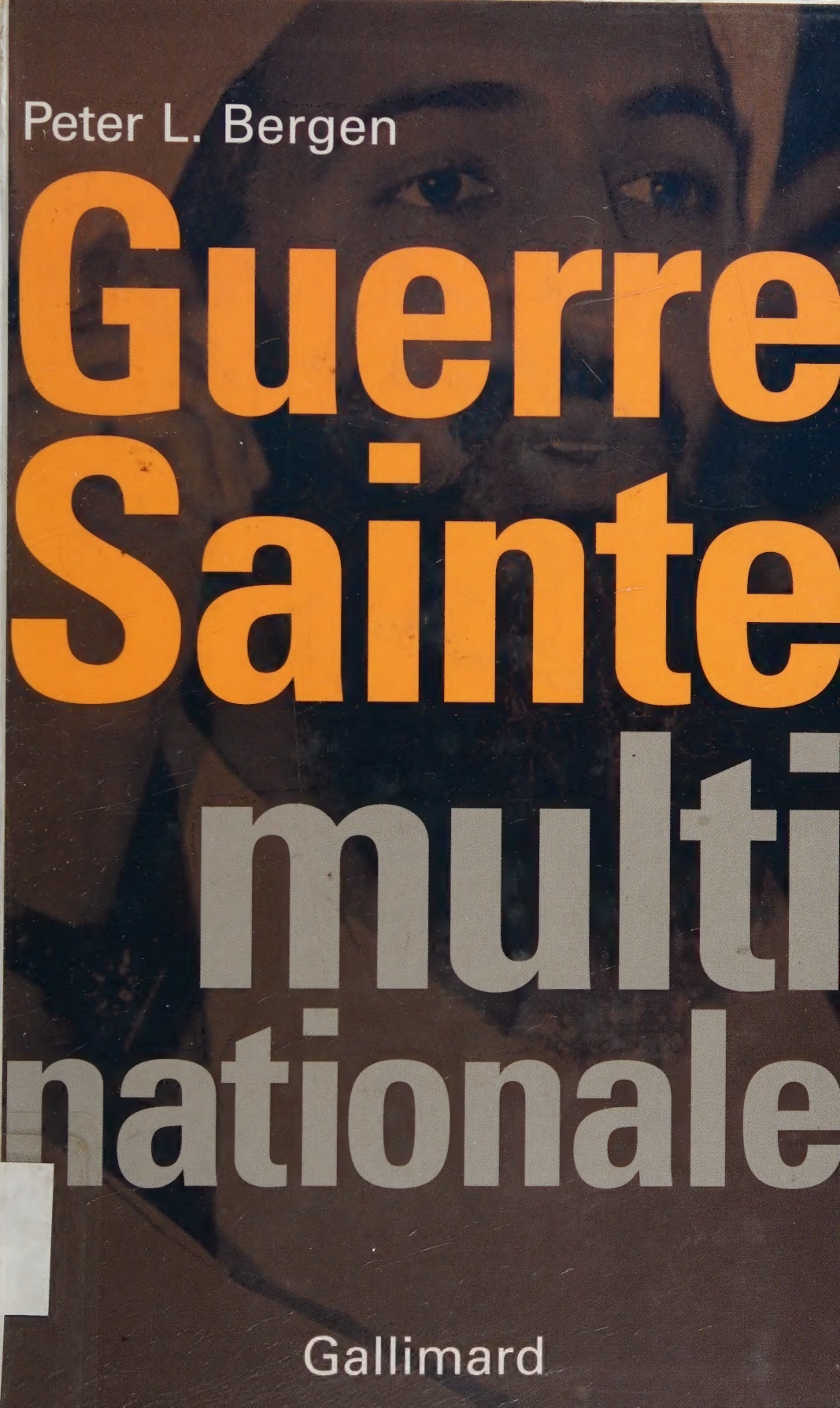
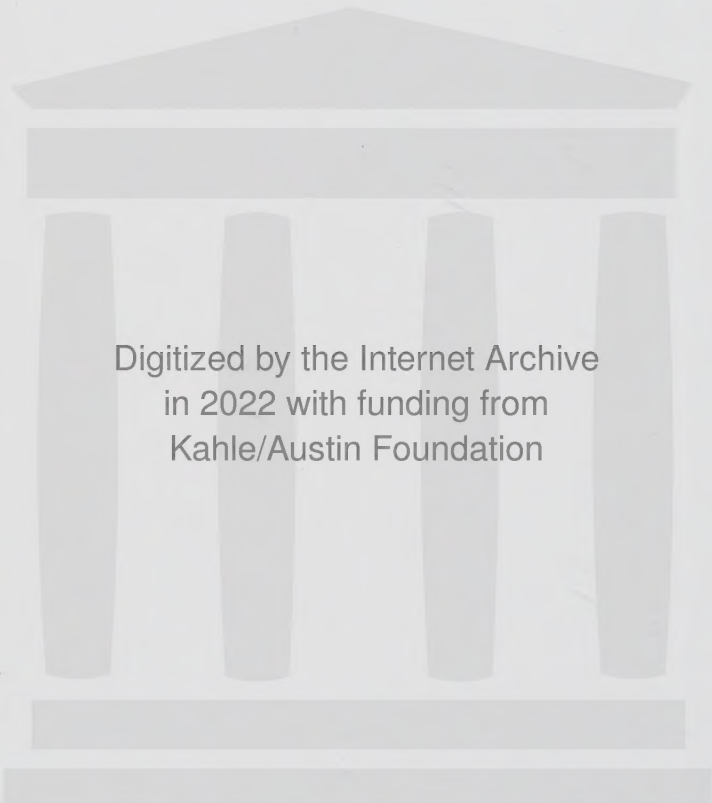
Peter L. Bergen

Guerre Sainte multinationale



Gallimard


Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/guerresaintemult0000berg

GUERRE SAINTE, MULTINATIONALE

PETER L. BERGEN

Guerre sainte, multinationale

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Pierre Milelli

BIBLIOTHÈQUE CENTRALE VILLE DE MONTRÉAL
2679
K 2664
1

nrf

RETIRÉ DE LA COLLECTION UNIVERSELLE
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

GALLIMARD

Titre original :

HOLY WAR, INC.

© Peter L. Bergen, 2001.
All rights reserved including the rights of reproduction in whole or in part in any form.
© Éditions Gallimard, 2002, pour la traduction française.

À mes parents, avec amour.

PROLOGUE

Comment trouver l'homme le plus recherché au monde

Lorsqu'on cherche Oussama Ben Laden, on ne le trouve pas, c'est lui qui vous trouve. C'est en mars 1997 que le téléphone sonna.

« Oussama accepte de vous rencontrer en Afghanistan », me dit une voix à l'autre bout du fil.

Ben Laden et ses conseillers avaient décidé que CNN, mon employeur d'alors, était la meilleure tribune pour accorder sa première interview télévisuelle destinée au monde anglophone.

Mon intérêt pour l'Afghanistan s'était éveillé en 1983 : je faisais un documentaire sur les millions de réfugiés afghans affluant au Pakistan après l'invasion soviétique de leur pays. Dix ans plus tard, je me rendis en Afghanistan pour enquêter sur les liens entre les rebelles soutenus par la CIA combattant les Soviétiques et l'attentat de 1993 contre le World Trade Center.

Pour moi, l'enquête du gouvernement américain sur la première tentative de détruire le World Trade Center, qui était aussi la première fois que des terroristes internationaux avaient réussi à mener un attentat sur le sol américain, avait quelque chose d'inachevé. Le gouvernement avait reconnu coupables les exécutants, mais qui était le cerveau de l'opération ? Qui avait financé le voyage en avion de deux exécutants depuis le Pakistan jusqu'à New York pour mener l'attaque ? Plus j'en lisais sur Ben Laden, plus il semblait un candidat plausible. En 1996, le Département d'État le présentait comme « le principal financier des activités islamistes extrémistes dans le monde d'aujourd'hui » et l'accusait de diriger des camps d'entraînement en Afghanistan et au Soudan. En août de cette année, Ben Laden publia son premier appel aux musulmans à attaquer des cibles américaines, une déclaration qui fut publiée dans tout le Proche-Orient.

Ma quête du mystérieux milliardaire saoudien commença au nord de Londres. La tranquille banlieue de Dollis Hill est recherchée par les immigrants arabes, qui ont fondé des mosquées et des écoles islamiques dans ses avenues ombragées. Dans une rue discrète, aux maisons des années trente en style Tudor, habitait Khaled al-Fawwaz, le porte-parole d'un groupe d'opposition saoudien nommé le Comité d'avis et de réforme. J'avais appelé Khaled des États-Unis quelques semaines plus tôt, mais il avait écourté la conversation.

« Il y a des sujets dont je ne veux pas parler au téléphone », m'avait-il dit. Sage précaution, puisque toute personne liée, même de loin, à Ben Laden est susceptible d'être placée sur écoute.

Lorsque j'arrivai au domicile de Khaled, tous les rideaux étaient tirés. Il ouvrit la porte, habillé d'une longue robe blanche et d'un keffieh, portant une barbe fournie à la manière de Mahomet, il y a un millénaire et demi. En entrant, je me déchaussai comme si j'étais au Proche-Orient. Khaled me conduisit dans un salon bien rangé qui tenait aussi lieu de bureau. Dans un coin, il y avait des ordinateurs, des imprimantes et des fax, et plus loin des étagères pleines de livres en arabe. Khaled avait trente-quatre ans, mais semblait plus âgé — peut-être était-il miné par les soucis d'un homme qui avait été entrepreneur en Arabie Saoudite avant de devenir un opposant à plein temps. Bien que la tradition libérale d'hospitalité de l'Angleterre envers les opposants lui eût permis de travailler, il trouvait que Londres n'était pas l'endroit idéal pour élever ses enfants, étant donné la constante agression de sa culture permissive et mercantile.

Avec une grande courtoisie, que j'en vins à reconnaître comme un de ses traits caractéristiques, Khaled m'offrit un café savoureux et un plat de dattes d'une oasis d'Arabie. Puis nous discutâmes travail, d'une certaine manière, car Khaled semblait avoir plus à cœur de discuter du Coran et de la politique saoudienne que d'organiser la logistique de notre interview avec Ben Laden.

Khaled se présenta à plusieurs reprises comme un « réformateur » du régime saoudien, non comme un révolutionnaire. Il n'entendait pas la réforme au sens libéral du XIX^e^ siècle mais dans l'acception littérale, cherchant à faire de l'islam pratiqué en Arabie ce qu'il était au VII^e^ siècle, au temps de Mahomet. J'étais frappé de constater combien ce désir de réformer l'islam ressemblait à celui de la Réforme protestante de corriger les abus de l'Église catholique médiévale et de revenir aux principes fondateurs du christianisme. L'islam avait connu des tentatives sans nombre pour res-

taurer la société parfaite de Mahomet et de ses successeurs immédiats, les quatre califes « bien guidés » [1].

Durant notre première semaine de rencontre, Khaled me brossa un bref portrait de son ami Oussama, le décrivant, avec un accent teinté des intonations du nord de Londres nouvellement acquises, comme « humble, charmant, intelligent, un gars très riche qui a tout abandonné pour aller se battre en Afghanistan ». Le rôle joué par Ben Laden dans la guerre contre l'occupant soviétique en Afghanistan dans les années quatre-vingt a fait de lui un héros dans tout le Proche-Orient.

Khaled me dit que Ben Laden, maintenant de retour en Afghanistan, était « violemment opposé à la présence des troupes américaines en Arabie Saoudite », troupes qui y étaient venues en réponse à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990.

Ben Laden pense aussi que la maison des Saud, la famille qui gouverne l'Arabie depuis des générations, est composée d'« apostats ». L'apostasie est une grave accusation pour la famille royale, qui se présente comme protectrice des lieux saints de l'islam, La Mecque et Médine, et pratique la forme la plus traditionnelle d'islam sunnite. L'antipathie de Ben Laden pour le régime saoudien a un sens particulier parce que sa famille s'est considérablement enrichie au contact de la famille royale.

Khaled souscrit à la critique de la monarchie saoudienne et de la présence américaine sur la terre sainte de la péninsule Arabique. Selon lui, le prophète Mahomet a interdit la présence permanente des infidèles en Arabie ; d'où l'opposition de Ben Laden aux milliers de soldats américains basés là-bas. Mais Khaled ajouta que s'il ne condamnait pas l'appel à la violence de Ben Laden, il ne l'approuvait pas.

Lorsque j'insistai auprès de Khaled sur le sujet de l'interview, il répondit qu'il y avait plusieurs problèmes potentiels. La sécurité personnelle de Ben Laden était son souci principal : plusieurs tentatives d'assassinat avaient été organisées contre lui par les services secrets saoudiens.

« Êtes-vous sûr qu'aucun membre de votre équipe n'est un agent de la CIA ? » me demanda-t-il brusquement.

Je lui assurai que ce n'était pas le cas — mais il est difficile pour des Proche-Orientaux de croire que les journalistes ne sont pas à la solde de leurs gouvernements, comme c'est parfois le cas dans leurs pays.

Cependant, Khaled me dit qu'il transmettrait notre demande d'interview.

L'infrastructure téléphonique de l'Afghanistan a été détruite par des années de guerre, de sorte que le seul moyen de communication est le téléphone par satellite. Ben Laden lui-même ne communique que par radio, me dit Khaled, car il sait bien que les services de renseignement peuvent écouter les appels téléphoniques par satellite. Il me dit que Ben Laden n'avait voulu accorder d'interview télévisuelle que depuis peu. Bien sûr, nous n'étions pas les seuls à vouloir interviewer l'exilé saoudien : Khaled me montra une pile de demandes émanant d'organes de presse du monde entier. Pourtant, dit Khaled, nous avions une chance. Entre-temps, il me suggéra de rencontrer le docteur Saad al-Fagih, un autre opposant saoudien, pour en apprendre davantage sur Ben Laden.

Le bureau du docteur al-Fagih n'était pas éloigné de la maison de Khaled. Intellectuel sérieux, maigre et nerveux, au visage encadré de grosses lunettes, le docteur enseignait la chirurgie à la prestigieuse université du roi Ibn Saud et avait étudié à l'école royale de chirurgie en Écosse. Al-Fagih me dit même avoir opéré le jour où il avait quitté l'Arabie pour s'exiler en Angleterre en 1994. Bref, c'était un révolutionnaire improbable.

La critique du régime saoudien par al-Fagih est autant politique que religieuse, ce qui se reflète dans son habillement, qui est invariablement un costume. Certes, al-Fagih est favorable à un État islamique conservateur, mais ses critiques contre le régime portent sur sa corruption et sa mauvaise gestion économique. Al-Fagih a appelé son groupe d'opposition le Mouvement pour la réforme islamique en Arabie Saoudite. Son approche pour ébranler le régime est résolument moderne. Lorsque je suis allé à son bureau, il y avait habituellement des jeunes gens sérieux et barbus penchés sur un écran d'ordinateur mettant à jour le site web du groupe, www. miraserve. com, en arabe et en anglais. Le site propose une analyse précise et impartiale des informations et des tendances de l'Arabie Saoudite. Le docteur me montra aussi fièrement son nouveau studio de radio, d'où il projette d'émettre son message par satellite vers le royaume saoudien.

Pendant les années quatre-vingt, il se rendit à Peshawar, au Pakistan, pour offrir ses services de chirurgien durant le jihad afghan contre les Soviétiques[2]. « Je pense que de douze mille à quinze mille hommes ont servi Ben Laden dans la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques, m'a dit al-Fagih. Parmi eux, quatre mille sont maintenant engagés pour sa cause dans le monde entier. » Il me dit que certains étaient liés hiérarchiquement à Ben Laden, mais que la majorité opérait comme une partie d'un réseau

virtuel, « dont le facteur commun est le respect pour Ben Laden comme grand chef ».

À Londres, je fus aussi présenté à un Arabe que j'appellerai Ali, qui avait participé en tant que médecin à la guérilla de Ben Laden en Afghanistan, pendant trois ans. C'est lui qui devait nous conduire jusqu'à Ben Laden, une fois que nous aurions obtenu le feu vert pour le rencontrer. Nos conversations étaient un peu restreintes puisqu'il ne parlait pas anglais et que je ne parlais pas arabe, ce qui nous forçait à communiquer dans un français rudimentaire.

Ayant passé plus de dix ans en Europe, Ali avait beaucoup écrit sur les combats des islamistes au Proche-Orient et en Asie. Musclé et trapu, souriant peu derrière une grosse barbe rousse, il donnait une impression de sérieux. On avait l'impression qu'il devait être très calme sous le feu.

Malgré les années qu'il avait passées en Europe, Ali avait une vision des choses assez réductrice. Au cours de l'une de nos discussions, il me dit : « Vous vous rendez compte que la politique étrangère américaine est dirigée par trois juifs ? Albright, Berger et Cohen ? » Je me contins pour ne pas répondre à Ali que c'étaient les deux hommes les plus puissants de Washington, Bill Clinton et Al Gore, qui conduisaient la politique, certes pro-israélienne, de Washington. Et qu'ils étaient tous deux baptistes et originaires du sud des États-Unis.

En dépit de nos différences idéologiques et de ses manières quelque peu bourrues, Ali semblait m'apprécier. Il m'expliqua la logistique de l'interview, m'apprenant que le voyage jusqu'à Ben Laden pouvait prendre de dix jours à plus de deux semaines. Comme toutes les estimations relatives à l'Afghanistan, la plus pessimiste fut la plus juste. Un plaisantin a dit : « Lorsque vous êtes en Afghanistan, l'horloge ralentit et vos intestins accélèrent. »

Le dernier commentaire d'Ali, prononcé d'un ton neutre, était que nous devions parler au téléphone en langage codé. En aucun cas nous ne devions prononcer le nom de Ben Laden, et notre voyage jusqu'à Jalalabad, en Afghanistan, où il vivait, devait être décrit comme un voyage destiné à nous faire rencontrer « l'homme du Koweït ».

Puis Khaled me rappela, me disant qu'il avait reçu un appel du conseiller pour les médias de Ben Laden. Ce dernier était favorablement disposé à ce que Ben Laden accorde sa première interview télévisée à la BBC, au « 60 minutes » de CBS ou à CNN. Khaled précisa qu'il était pour CBS ou CNN. Je lui fis remarquer que les

émissions de CNN étaient regardées dans plus de cent pays, alors que CBS n'était diffusé qu'aux États-Unis. Il sembla en prendre note. Je rentrai aux États-Unis et me mis à attendre le coup de téléphone de Khaled.

Il vint un mois plus tard. C'était parti.

Le correspondant serait Peter Arnett, qui avait obtenu le prix Pulitzer pour ses dix années passées au Vietnam, et dont la courageuse décision de rester à Bagdad durant la guerre du Golfe avait contribué à faire connaître CNN. Le cameraman, Peter Jouvenal, était un ancien officier de l'armée britannique qui avait peut-être séjourné plus de temps en Afghanistan que n'importe quel journaliste. (Il avait même loué une maison dans la capitale dévastée par la guerre, Kaboul, où il allait en *vacances*.) Quatre ans avant notre voyage pour rencontrer Ben Laden, je m'étais rendu en Afghanistan avec Arnett et Jouvenal, à l'époque où le Premier ministre d'alors, Gulbuddin Hekmatyar, se taillait la réputation de premier Premier ministre de l'Histoire à bombarder quotidiennement sa capitale.

Nous commençâmes notre voyage en Angleterre puisque nous prenions l'avion de Londres jusqu'au Pakistan. Les hôtesses de notre vol sur Pakistan International Airlines (PIA), portant saris et foulards, nous servaient des plats au curry qui étaient un avant-goût de notre destination. Juste avant le décollage, une prière enregistrée fut diffusée pour qu'Allah nous mène à bon port ; vu l'âge de la flotte des PIA, c'était une sage précaution.

Nous atterrîmes au petit matin dans la capitale du Pakistan. En descendant de l'avion, je respirai pour la première fois l'odeur enivrante de végétation douce, âcre et pourrie, caractéristique du continent indien. Une fois notre camionnette louée, nous avons traversé les rues tranquilles de la ville, nichée dans les collines verdoyantes du nord du Pakistan. Alors que la plupart des villes de ce pays sont des hymnes au chaos, à la surpopulation et à l'énergie frénétique, Islamabad est divisée en quartiers ordonnés baptisés G6 ou F1. Nous passâmes près des agréables villas des bureaucrates et des diplomates étrangers. Le parfum de la marijuana sauvage traversa la fenêtre ; elle pousse à profusion, même devant le quartier général de la police antidrogue.

Ayant récupéré de la fatigue due au décalage horaire, je me rendis à l'ambassade des États-Unis pour m'informer de la situation de la sécurité en Afghanistan. Comme beaucoup d'ambassades de pays où les États-Unis sont à la fois admirés et haïs, l'immeuble ressemblait à une prison. Un long mur de brique sur-

monté de fils barbelés entourait tout le parc. Pour entrer, je traversai deux points de contrôle blindés. L'ambassade semblait assiégée, ce qui d'une certaine manière était le cas. En 1979, la foule avait incendié la vieille ambassade. Et en 1988, l'ambassadeur avait été assassiné au cours d'un mystérieux accident d'avion avec le dictateur du pays.

Deux jours plus tard, nous chargeâmes notre camionnette afin de partir à Peshawar, la porte de l'Afghanistan. Cela voulait dire emprunter la grande route nationale où on risque davantage sa vie que dans la guerre civile de l'Afghanistan voisin. C'est l'une des expériences automobiles les plus formidables du monde, les chauffeurs s'y lancent dans une course-poursuite prolongée pour savoir qui sera le plus imprudent. Des témoignages de cette manière particulière de conduire peuvent être vus dans le grand nombre de véhicules brûlés sur le bord de la route. Les carcasses déchiquetées d'autocars sont les plus nombreuses — peut-être à cause des grandes quantités de haschisch que les chauffeurs ingèrent durant le voyage.

Au milieu de notre trajet nous traversâmes l'Indus, qui à sa source tibétaine n'est qu'un torrent mais en cet endroit est devenu un flot boueux et sinueux irriguant les plaines qu'il traverse. Près de Peshawar, nous longeâmes ce qui est peut-être la plus grande école religieuse du Pakistan, la Darul Uloom Haqqania, qui a fourni des centaines de recrues à la cause de Ben Laden et est parfois décrite comme la Harvard du mouvement taliban, le gouvernement de fait de l'Afghanistan[3].

Et d'un seul coup, nous fûmes à Peshawar, une ville poussiéreuse, presque du Far West. C'est la capitale de la province frontalière du Nord-Ouest, le seuil du défilé de Khyber, qui traverse le massif du Hindu Kuch jusqu'à l'Afghanistan. Pendant la guerre d'Afghanistan, Peshawar est devenue une Casablanca asiatique, pleine d'espions, de journalistes, de travailleurs humanitaires et de réfugiés. Parmi les visiteurs se trouvait un jeune Saoudien riche, Oussama Ben Laden.

Notre première étape fut à l'hôtel Pearl Continental. Dans le hall, une pancarte annonçait : LES CLIENTS DE L'HÔTEL DOIVENT DEMANDER À LEURS GARDES DU CORPS DE BIEN VOULOIR DÉPOSER LEURS ARMES À LA RÉCEPTION. Dans la chambre, une flèche verte sur un tableau indiquait la direction de La Mecque pour la prière.

Je me rendis rapidement au bar de l'hôtel, un des rares endroits du Pakistan où on peut boire en public à condition de ne pas être

musulman. Caché au dernier étage de l'hôtel, le Gul Bar est une grande pièce sans clients ni décoration, excepté quelques vitrines proposant une sélection d'alcools locaux. Le barman, un type triste à l'air cadavérique, me remit une liasse de feuilles tapées à la machine, et commençant d'une manière plutôt repoussante par FORMULAIRE PR-IV (Voir règlement 13-1) DEMANDE DE PERMIS POUR LA POSSESSION ET LA CONSOMMATION DE BOISSONS ALCOOLIQUES ÉTRANGÈRES PAR DES ÉTRANGERS NON MUSULMANS. Ce permis comportait cette phrase qui me laissa perplexe : « Ce permis est accordé par la présente au susmentionné, l'autorisant à posséder, acheter et transporter les boissons alcooliques énumérées ci-après selon les dispositions de la prohibition (application Hadd). » Après avoir rempli le formulaire en trois exemplaires, j'avais bien besoin d'un remontant.

Nous attendîmes quelques jours à Peshawar pendant qu'Ali et un ami, portant maintenant la *shalwar kamiz*, l'ample chemise et le pantalon qui constituent le vêtement national pakistanais, étaient partis « établir le contact ».

Pour échapper au bruit et à la pollution, je fis une visite au cimetière ombragé où des dizaines d'officiers et de soldats britanniques reposent. Peshawar avait joué un rôle crucial dans le « grand jeu » de l'Angleterre et de la Russie qui luttaient pour le contrôle de l'Asie centrale au XIX^e^ siècle. Le cimetière est un témoignage de la rude vie sur la frontière. On peut lire sur une pierre tombale : « Lieutenant-colonel Edward Henry Le March, assassiné par un fanatique, le 25 mars 1898, à l'âge de quarante ans. » Sur une autre : « George Mitchell Richmond Levitt, 20^e^ régiment d'infanterie du Penjab, mort à vingt-trois ans, le 27 octobre 1863, d'une blessure reçue la veille dans la défense du détachement du nid d'aigle, dans le défilé de l'Umbeyla. Bon soldat et chrétien sincère. » Une autre épitaphe rappelle le mode de vie que les Britanniques avaient importé en bloc pour que leur bon vieux et vert pays ne leur manque pas trop : « Lieutenant-colonel Walter Irvine. Ayant perdu la vie dans le fleuve Nagoroman alors qu'il conduisait l'équipage de chasse de Peshawar, dont il était le maître. »

Une semaine avant notre voyage, les talibans avaient décrété qu'il était anti-islamique de filmer ou photographier tout être vivant, ce qui posait un petit problème pour notre projet. C'était le dernier d'une longue liste de ce que l'on peut appeler des « talibannissements ». Le football, les cerfs-volants, la musique, la télévision et la présence de personnes de sexe féminin dans les écoles et les bureaux étaient interdits[4]. Certains décrets étaient dignes des

Monty Python, comme la loi prohibant les sacs en papier sous prétexte que le papier recyclé pourrait avoir été fait avec des feuilles du Coran[5]. Tout comportement que les talibans estimaient déviant était traité par des châtiments inventifs. Les intellectuels religieux ont longuement réfléchi sur la question vitale de l'attitude à avoir envers les homosexuels : « Certains disent que l'on devrait emmener ces pécheurs sur un toit et les précipiter dans le vide, tandis que d'autres pensent que l'on doit creuser un trou près d'un mur, les mettre dedans puis faire écrouler le mur sur eux[6]. »

Afin de régler des questions telles que celle du film et des visas, je décidai de rendre une visite au consulat des talibans à Peshawar. Là, je fus accueilli par un groupe de jeunes gens déguenillés qui semblaient sortis d'une estampe de Hogarth. J'eus pitié d'eux. L'Afghanistan était en guerre depuis 1978. Ils ne connaissaient que cela. Lorsque je leur dis que je cherchais le consul, ils me firent comprendre qu'il était sorti. L'un d'eux tira le pan de ma chemise alors que les autres commençaient à se presser autour de moi, me regardant d'un air mauvais et grimaçant. Je n'étais pas sûr de ce qui se passait mais ne souhaitais pas rester pour le savoir. Nous verrions bien assez tôt ce qui se passerait en Afghanistan.

Deux jours plus tard, Ali revint en m'apprenant qu'il avait eu le feu vert pour continuer.

Le lendemain matin, notre camionnette partit de l'hôtel à l'aube, car nous devions arriver à la base du régiment de chasseurs de Khyber à 9 heures. Le régiment allait nous fournir une escorte à travers le no man's land entourant le défilé de Khyber, entre le Pakistan et l'Afghanistan. Cette zone tampon, appelée l'agence de Khyber, est un legs du temps où la frontière du nord-ouest était aux mains des Anglais. Comme ils avaient du mal à soumettre les turbulentes tribus de la frontière, un accord fut conclu : les tribus pouvaient diriger leurs propres affaires mais la loi britannique s'appliquerait sur la route qui traverse le défilé de Khyber. Un accord semblable reste appliqué au Pakistan aujourd'hui. Si vous mettez le pied hors de la route qui traverse la passe, vous êtes en territoire tribal où règne la loi tribale et non la loi pakistanaise. Comme les tribus vivant près du défilé ont une grande tradition de prise d'otages, de conflits et de contrebande d'héroïne, la perspective d'être escorté par l'armée était bienvenue. Nous fûmes moins rassurés à la vue de celui qui devait être notre protecteur, un vieux soldat légèrement voûté, dont le fusil Lee Enfield n'avait pas dû tirer depuis la Première Guerre mondiale.

Nous arrivâmes aux bureaux de l'agence de Khyber, une cour

entourée de bureaux bas, blanchis à la chaux, datant du XIX^e siècle, dirigés par des fonctionnaires pakistanais bien nourris, entourés de piles de papiers retenus par des rubans rarement dénoués. Des membres des tribus, venus chercher réparation pour leurs diverses doléances, tournaient en rond. Au milieu de la cour, il y avait un cachot où des prisonniers croupissaient dans des conditions que n'aurait pas approuvées Amnesty International.

Après une épique démonstration de la manière de ranger et tamponner les papiers, nous obtînmes notre laissez-passer. Le vieux fusilier sauta à l'avant de notre camionnette, où il s'endormit rapidement. Alors nous traversâmes les alentours de Peshawar et arrivâmes à un poste de contrôle où une pancarte annonçait : ATTENTION : IL EST INTERDIT AUX ÉTRANGERS D'ALLER PLUS LOIN. Nous réveillâmes notre guide de son sommeil paisible et il montra aux soldats de service au poste frontière l'autorisation qui nous permettrait de continuer. On nous laissa passer. Nous étions maintenant en zone tribale. Le long de la route, il y avait des rangées de boutiques proposant des armes, et d'autres portant des queues de mouton à la fenêtre, ce qui voulait dire : haschisch à vendre.

À 40 kilomètres au sud se trouvait la ville de Darra, qui est peut-être le plus grand magasin d'armes du monde. On peut y acheter des pistolets en forme de stylo ne tirant qu'un coup — une affaire : 7 dollars. Des clients sportifs peuvent trouver des lance-flammes, des mitraillettes et des RPG. Vous préférez essayer ? Pour 50 dollars, on vous laissera tirer au bazooka. Les affaires des armuriers de Darra marchent bien. Aucun mâle qui se respecte dans la zone tribale ne sortirait sans arme à feu.

Nous continuâmes à l'est dans le défilé de Khyber, où le sous-continent indien rencontre l'Asie centrale. Les soldats d'Alexandre le Grand y passèrent avant d'aller à la conquête de l'Inde[7]. Sur une des murailles du défilé, on peut voir des souvenirs d'un autre empire : les insignes des régiments britanniques qui servirent sur cette frontière ensanglantée de l'Empire britannique au XIX^e siècle. (Moins glorieusement, le défilé de Khyber a aussi donné en argot londonien l'expression *Khyber pass*, qui désigne les fesses.)

Les collines devinrent rapidement des montagnes. Sur leurs sommets étaient dispersées les maisons des familles féodales, des forteresses en miniature dont les meurtrières ne sont pas décoratives. À côté de la route, il y avait le complexe de forteresses de Hajji Ayyoub Afridi, soi-disant un des plus grands barons de la drogue pakistanais. Une réputation qui ne l'empêcha pas de légi-

férer à l'Assemblée nationale[8]. J'avais déjà rencontré un Pakistanais travaillant comme précieux informateur pour le DEA américain. Comme beaucoup d'informateurs, il ressemblait à quelqu'un n'ayant pas dormi sur ses deux oreilles depuis des lustres. Il me dit que la maison d'Afridi avait été construite en quatre ans. « Il y a des tunnels cachés à l'intérieur des murailles, ajouta-t-il. Il possède sa propre station d'énergie. Il y a des vergers à l'intérieur. La maison est défendue par des canons et une DCA. Il peut repousser l'assaut d'une brigade. »

Vers midi, dans le défilé, nous atteignîmes la petite ville de Landi Khotal, un endroit apparemment inoffensif, qui a longtemps été le plus grand poste de contrebande d'héroïne au monde[9]. Des hommes armés, certains vêtus de petites capes violettes, d'autres en turbans, se promenaient dans les rues, leurs fusils négligemment passés en bandoulière sur le dos. Nous ne nous arrêtâmes pas pour nous rafraîchir. Le défilé montait de plus en plus jusqu'à atteindre une forteresse de l'armée pakistanaise.

Puis, d'un seul coup, l'Afghanistan s'étendit devant nous.

Le mot en lui-même est une incantation. J'ai toujours ressenti un frisson à la vue de ce pays. Dans mon imagination, il semble tout droit sorti du *Seigneur des anneaux* de Tolkien. Il annonce du mystère, un voyage dans un temps révolu de chevalerie et de cruauté, une absence de modernité à la fois saisissante et gênante, un lieu d'une extraordinaire beauté naturelle qui conduit l'esprit à la contemplation. Lorsqu'on demanda au conquistador espagnol Hernán Cortés à quoi ressemblait le Mexique, il répondit en prenant un morceau de parchemin et en le froissant pour montrer les infinies chaînes de montagnes de ce pays. Il aurait pu décrire ainsi l'Afghanistan.

Et puis il y a la lumière : pure et cristalline ; raccourcissant les distances et baignant tout d'un éclat virginal. Il est impossible de prendre une photo laide de l'Afghanistan. Bien que le pays soit en guerre, c'est un endroit où on peut trouver une sérénité personnelle rare en Occident.

Le poste frontière était un cirque. Nous espérions que les gardes talibans croiraient que nous étions des travailleurs humanitaires et nous laisseraient passer, c'est ce qui se produisit. En passant la frontière, je remarquai qu'elle était festonnée de longues et fines bandes noires : les restes des cassettes audio que les gardes avaient confisquées à des voyageurs insouciants. Dieu merci, me dis-je, ils n'ont pas fouillé notre camionnette et fait la même chose de nos cassettes vidéo.

Peu après le poste frontière, nous passâmes devant un cimetière où flottaient des drapeaux verts, marquant les tombes d'Arabes morts en combattant les Soviétiques. « Ici, je me suis battu contre les Russes », nous dit Ali, alors que le terrain montagneux faisait place à un paysage lunaire. Ils devaient être extraordinairement motivés pour attaquer les Soviétiques ici. Hormis un affleurement rocheux, il n'y avait aucun moyen de se couvrir dans ces plaines. La bravoure des Arabes ayant combattu sous la direction de Ben Laden était démente mais impressionnante.

Selon le journaliste pakistanais Rahimullah Yusufzai, les Arabes dressaient leurs tentes blanches bien en vue, dans l'espoir d'attirer les Soviétiques et de mourir en martyrs. « J'ai vu l'un d'eux pleurer parce qu'il avait survécu à une attaque aérienne », m'a dit Yusufzai [10]. Un musulman tué au cours du jihad est un *chahid*, un martyr assuré d'entrer au paradis. Selon certaines traditions, les martyrs sont attendus par soixante-dix vierges qui pourvoiront à tous leurs désirs.

Nous traversâmes ce qui avait été un gros bourg mais ressemblait maintenant aux fouilles archéologiques d'une ville sumérienne. La seule preuve que cela avait été une ville pleine de vie, c'étaient les fragments de murs déchiquetés. Les Soviétiques avaient détruit des milliers de villages de cette sorte, créant cinq millions de réfugiés et tuant au moins un million d'Afghans, sur une population d'environ quinze millions avant la guerre [11].

Les plaines devinrent des champs cultivés et des vergers. Peu de temps après, nous arrivâmes à Jalalabad, la petite ville où nous devions attendre avant de voir Ben Laden. Ali nous dit que les femmes de Ben Laden et ses enfants vivaient dans un petit camp de tentes aux alentours de la ville, dans un lieu appelé Hadda.

Lorsque nous entrâmes dans le bazar de Jalalabad, je fus intrigué par les nombreux tapis déroulés au milieu de la route. Quelqu'un m'expliqua que c'était une astuce des marchands, qui déroulaient leurs tapis afin que les camions et voitures de passage roulent dessus et leur donnent ainsi la patine qui augmente leur prix aux yeux des acheteurs occidentaux crédules.

Nous descendîmes à l'hôtel Springhar, du nom des montagnes enneigées qui dominent l'horizon au sud. J'y avais déjà résidé quatre ans plus tôt. C'était alors un des hôtels les plus sinistres, ayant déjà servi de logement pour des officiers soviétiques. Mais depuis ma dernière visite, une transformation remarquable était advenue. Un entrepreneur afghan ayant émigré en Californie durant la guerre était revenu pour reprendre en main l'hôtel,

l'embellissant grâce à des aménagements tels que l'eau chaude, la peinture fraîche et des jardins. Malheureusement, son sens des affaires n'allait pas jusqu'à comprendre la manière de voir des talibans. Juste avant notre arrivée, des responsables talibans avaient tenu un tribunal religieux irrégulier dans la salle de restaurant de l'hôtel Springhar et déclaré que ce dernier devait être réquisitionné. De temps en temps, le propriétaire apparaissait dans l'hôtel, le visage hagard.

Notre position à Jalalabad nous permit de découvrir les talibans. Leur nom est le pluriel de *talib*, qui signifie « étudiant religieux » et désigne un groupe d'étudiants d'écoles religieuses au Pakistan et en Afghanistan qui prirent le contrôle de l'ensemble du pays au milieu des années quatre-vingt-dix [12]. Les talibans protégèrent Ben Laden parce qu'ils admiraient son rôle dans la guerre contre les Soviétiques. L'admiration était mutuelle. Lorsque j'ai demandé à Khaled al-Fawwaz, l'ami de Ben Laden à Londres, quel régime ressemblait le mieux à sa vision d'un État islamique, il me dit que les talibans s'en approchaient.

À Jalalabad, les talibans fonçaient dans la ville en 4 × 4 japonais avec des drapeaux blancs sur leurs antennes. Les voitures étaient remplies de fiers combattants reconnaissables à leurs turbans noirs ou blancs — le Moyen Âge chevauchant des Toyota. En ville, les femmes, en vertu des décrets des talibans, étaient couvertes des pieds à la tête du tchadri, un vêtement masquant tout le corps.

Une fois, en voiture dans la ville, nous tombâmes sur le premier embouteillage que j'aie jamais vu dans la minuscule Jalalabad. Deux minutes plus tard, j'en compris l'origine : les talibans avaient stoppé tout trafic durant l'appel à la prière. Par la fenêtre de notre voiture, je vis un combattant taliban frappant un malheureux avec un bâton parce qu'il n'avait pas arrêté sa bicyclette.

En dépit de la réputation féroce des talibans, nous sommes restés plusieurs jours à Jalalabad sans être inquiétés. Soit les talibans étaient incompétents, ai-je pensé, soit ils étaient au courant de notre mission et avaient donné leur accord à cette interview au plus haut niveau. Comme beaucoup de choses en Afghanistan, cela ne fut jamais clair.

Les talibans étaient des parias sur la scène mondiale. À cause de leur traitement archaïque des femmes en particulier et de leurs très mauvais résultats en matière de droits de l'homme en général, seuls trois pays reconnaissaient leur gouvernement. Mais les critiques les plus sévères des talibans ne pouvaient nier leur principale réussite : ils avaient restauré l'ordre dans tout le pays.

Au milieu des années quatre-vingt-dix, l'Afghanistan était devenu un patchwork de fiefs dirigés par des seigneurs de guerre rivaux. Lors d'une visite en 1993, j'avais pu constater l'anarchie qui régnait dans le pays. La capitale, Kaboul, autrefois une jolie ville nichée dans une vaste vallée, avait été détruite par des milices religieuses et ethniques. À un poste tenu par une unité chiite, les soldats me pressèrent en riant de m'asseoir sur le siège d'une mitrailleuse de DCA et tirèrent quelques coups. Ils ne semblaient pas se rendre compte ni même se soucier que les projectiles allaient retomber quelque part dans la ville très peuplée.

Bon nombre de fantassins de ces milices n'étaient que des adolescents. J'ai encore une photographie d'un de ces groupes de soldats enfants. L'un tient une grenade, un autre porte consciencieusement un lance-roquettes, le troisième tient son fusil nonchalamment en regardant sans ciller vers l'appareil photo, prêt à faire son devoir. Il semble avoir dix ans.

Les combats avaient laissé des quartiers entiers en ruine. D'anciens palais étaient criblés de trous d'obus. Le musée de Kaboul, qui avait autrefois contenu des chefs-d'œuvre de l'art bouddhiste, était à ciel ouvert, ses plafonds détruits par des obus de mortiers. Une Rolls-Royce des années trente qui avait appartenu au roi gisait en un tas de métal écrasé sur le sol du musée. La piste de l'aéroport de Kaboul était jonchée de carcasses d'avions brûlés.

C'était comme si les Afghans avaient appliqué la logique démente de leur passion nationale, le *buzkashi*, un violent cousin éloigné du polo, à leur capitale. Le *buzkashi* se joue entre des cavaliers qui luttent pour attraper une carcasse décapitée de veau. C'est tout pour les règles. Comme le fait observer un livre consacré à ce sport : « Le veau est piétiné, traîné, tiraillé, arraché et perdu tandis que chaque concurrent cherche à en garder le contrôle [13]. » La carcasse était Kaboul.

C'est de cette sorte d'anarchie, dont je fus témoin en 1993, qu'émergèrent les talibans dans la ville de Kandahar, dans le sud-est du pays. Les gens de la région étaient las depuis plusieurs années des tributs prélevés par les diverses milices aux points de contrôle des routes menant à la ville. La goutte d'eau qui fit déborder le vase fut une histoire peut-être apocryphe, celle dont un journaliste dirait qu'elle est « trop bonne pour être vérifiée » : en 1994, deux seigneurs de guerre de la région, rivalisant pour obtenir les faveurs d'un jeune homme, menèrent une bataille de tanks dans le bazar de Kandahar [14]. À la satisfaction de beaucoup dans la région, un petit groupe d'étudiants dirigé par un mystérieux per-

sonnage, un religieux borgne appelé le mollah Mohamed Omar, s'empara de la ville [15]. Deux ans plus tard, le mollah et ses hommes avaient pris le contrôle de la majeure partie du pays, soit en achetant des commandants locaux, soit par leur tactique dynamique, fondée sur des déplacements rapides de camionnettes transportant huit combattants lourdement armés [16].

Et, sans aucun doute, les talibans avaient rendu le pays plus sûr. La route reliant Kandahar à Quetta, au Pakistan, avait été un coupe-gorge de points de contrôle de milices dont les occupants vous « taxaient » et volaient à leur guise [17]. Mais au cours de mon voyage de janvier 2000, le seul obstacle fâcheux fut un couple de chameaux copulant au milieu de la route. L'opération ne semblait pas donner de réelle satisfaction.

En fait, tous les types de crimes et de comportements socialement réprouvés avaient reculé sous les talibans. Cela pouvait s'expliquer en partie par les châtiments brutaux infligés par les guerriers religieux : on coupe la main aux voleurs, les adultères sont lapidés et les meurtriers peuvent être exécutés par des mâles de la famille de la victime [18]. Les amputations et exécutions sont la seule distraction publique dans un pays affamé de diversion. Ainsi, quand des chirurgiens maniant le couteau et des bourreaux accomplissent leur sinistre besogne chaque vendredi, dans le stade de Kaboul, des milliers de personnes assistent à l'événement pour les encourager [19]. Mais lorsque j'ai visité le stade par hasard, un vendredi après-midi de décembre 1999, une partie de football s'y déroulait. Selon les gens de la région, le nombre d'exécutions a baissé avec les années.

Malgré les améliorations dans le domaine de la sécurité, beaucoup d'Afghans trouvent que la politique sociale des talibans est une abomination. Dans mon hôtel de Jalalabad, j'ai rencontré deux hommes qui voulaient parler. Ils étaient pilotes de la compagnie nationale afghane, Ariana. Ils se laissaient pousser la barbe puisque c'était obligatoire, mais les leurs semblaient trop bien taillées pour être approuvées par les talibans. Fumant furtivement (les cigarettes constituent un autre vice réprouvé par les talibans), ils m'expliquèrent à voix basse que la politique des guerriers religieux pouvait convenir aux villages quasi médiévaux de la campagne, mais restait étrangère aux Afghans des villes.

Lorsque je fis remarquer que les talibans avaient ramené la sécurité dans la majeure partie du pays, l'un d'eux répliqua : « Oui, mais en prison aussi on peut être en sécurité. »

Un matin, je marchais dans le centre de Jalalabad avec Arnett lorsqu'une femme complètement voilée d'un tchadri noir vint vers

nous. Comme elle s'approchait, j'aperçus des chaussures rouge clair pointant sous le bas de ses habits. En arrivant près de nous, elle salua de la tête et dit en anglais, d'une voix claire et enjouée : « Bonjour, comment allez-vous ? Bonne journée. » Nous le prîmes comme une manière de dire : « Les talibans peuvent me faire porter cet accoutrement, mais ils ne peuvent pas contrôler mes pensées. »

Après plusieurs jours d'attente à l'hôtel de Jalalabad, nous reçûmes la visite d'un émissaire de Ben Laden. L'homme qui se présenta en tant que « conseiller pour les médias » de Ben Laden était jeune, portait les cheveux longs, un keffieh et des lunettes noires cachant une partie de son visage. Il n'était pas hostile, mais professionnel, il nous demanda s'il pouvait jeter un coup d'œil sur notre caméra et notre matériel d'enregistrement. Après une inspection pointilleuse de notre attirail, il annonça : « Vous ne pouvez pas l'utiliser pendant l'interview. » Être venu de si loin, avoir dépensé tant de temps et d'argent pour apprendre que l'interview serait sabotée, c'était plutôt rageant.

Les choses s'arrangèrent lorsque le conseiller pour les médias nous dit que nous pouvions filmer l'interview avec sa caméra digitale portable. Je savais que notre matériel aurait été plus performant mais il ne servait à rien de discuter. Ben Laden craignait que des étrangers équipés de matériel électronique ne cachent des appareils de reconnaissance qui révèlent sa situation. (Ali avait mentionné le cas de Terry Waite, un envoyé de l'Église anglicane ayant négocié la libération des otages occidentaux à Beyrouth dans les années quatre-vingt, qui avait été lui-même arrêté parce qu'on le suspectait de porter un tel appareil.)

Les hommes de Ben Laden n'avaient rien laissé au hasard : nous n'avons même pas pu emporter nos montres. Les derniers mots du conseiller pour les médias furent : « N'apportez que les vêtements que vous portez. » Il nous dit qu'on viendrait nous chercher le lendemain.

L'après-midi suivant, une camionnette Volkswagen bleue déglinguée arriva à notre hôtel. Ali nous fit signe de monter rapidement dedans puis tira les rideaux. Comme le soleil baissait, nous partîmes vers l'ouest sur la route de Kaboul. Il y avait trois hommes bien armés dans la camionnette.

Le voyage se déroula dans un silence pesant.

Après avoir traversé un long tunnel, Ali brisa le silence, disant comme en s'excusant : « C'est le moment du voyage où on demande aux hôtes s'ils cachent un appareil de reconnaissance,

dites-le-nous maintenant et ce ne sera pas un problème. » Nous comprîmes que tout « problème » serait réglé par une prompte exécution. Je regardai nerveusement mes deux collègues. Pouvais-je être absolument sûr qu'aucun d'eux n'avait un tel appareil ? Je l'assurai que nous en étions parfaitement dépourvus.

La nuit était tombée et, sous la pleine lune, nous prîmes une piste étroite qui traversait un terrain montagneux. Quelques minutes plus tard, nous arrivâmes sur un petit plateau et on nous demanda de descendre. Chacun reçut une paire de lunettes avec des morceaux de carton nous empêchant de voir. Nous fûmes alors transférés dans un autre véhicule, où on nous permit d'enlever nos lunettes. Nous étions dans une Jeep aux vitres très teintées. La piste montait, devenait de plus en plus raide. Parfois, elle semblait n'être que le lit d'un torrent de montagne ; ailleurs, elle avait été aménagée. Mes collègues et moi ne prononçâmes presque aucun mot durant ce voyage surréaliste. Aucun de nous ne savait comment il allait finir.

Soudain, un homme surgit de l'obscurité, pointant un RPG sur notre véhicule. Il nous cria de nous arrêter et échangea quelques mots rapides avec le conducteur avant de nous laisser passer. Cela se reproduisit quelques minutes plus tard. Finalement, un groupe d'une demi-douzaine d'hommes apparut et nous fit signe de descendre de voiture. Ils étaient armés de mitraillettes russes PK et de RPG.

« Ne craignez rien, nous dit leur chef, un Saoudien costaud qui nous demanda poliment de descendre de voiture. Nous allons venir vous fouiller », précisa-t-il dans un anglais presque sans accent. Ils nous fouillèrent d'une manière professionnelle et firent passer un instrument produisant un rayon lumineux rouge sur nous. J'ai pensé que c'était un détecteur d'appareils.

Nous marchâmes dans une vallée parsemée de galets sur 150 mètres environ. Marcher dans les montagnes afghanes donne très froid et je fus heureux d'avoir mis un blouson pour le voyage. On nous conduisit à une hutte en torchis dans laquelle il y avait des couvertures ; c'est là que nous devions rencontrer Ben Laden. À côté se trouvaient d'autres huttes, autour d'un torrent. Ce camp était probablement utilisé de temps en temps par des Kuchis, ces nomades qui parcourent les montagnes et les déserts de l'Afghanistan avec leurs troupeaux. On entendait le grondement sourd d'un générateur que les hommes de Ben Laden avaient installé pour nous afin de faire marcher les projecteurs et la caméra.

À l'intérieur de la hutte, une lampe à pétrole à la flamme vacillante éclairait les visages des acolytes de Ben Laden. Certains

étaient arabes ; d'autres, à la peau plus sombre, semblaient africains. Ils nous servirent un dîner à base de riz en abondance, de pain indien et d'une viande que je n'ai pas reconnue. Était-ce du mouton ? du poulet ? Difficile à dire dans cette obscurité. Je m'étais généralement astreint à ne pas manger ce que je ne pouvais identifier, depuis une rencontre mouvementée avec de la cervelle au curry à Peshawar. Mais j'avais une faim de loup, et je mangeai avidement.

Je calculai qu'il était peu avant minuit lorsque Ben Laden apparut avec sa suite (un interprète et plusieurs gardes du corps). Il est grand, plus de 1,80 mètre, son visage est dominé par un nez aquilin. Il portait un turban, une robe blanche et une veste de camouflage verte, il s'appuyait sur une canne et semblait fatigué, c'était moins un révolutionnaire qui plastronne qu'un ascète musulman. Ceux qui l'entouraient le traitaient avec la plus grande déférence, l'appelant du titre honorifique de « cheikh », hommage qu'il semblait accepter tout naturellement. On nous avait dit que nous disposions d'une heure environ. Lorsqu'il s'assit, il posa près de lui la kalachnikov qu'il ne quitte jamais. Ses partisans disent que c'était celle d'un Russe qu'il a tué.

Jouvenal mit en place les projecteurs et la caméra puis prononça les paroles attendues : « On a de la vitesse », ce qui signifie en langage de cameraman : « On est prêts. »

Peter Arnett et moi-même avions préparé une longue liste de questions, plus que Ben Laden n'aurait pu en traiter dans l'heure qui nous était impartie. On nous avait demandé de les soumettre à l'avance, et les hommes de Ben Laden en avaient retranché une partie portant sur sa vie personnelle, sa famille et ses finances. Nous n'allions pas savoir, à la manière de Barbara Walter, quelle espèce d'arbre Ben Laden pensait être. Mais il allait s'exprimer sur ses idées politiques et la raison de son appel à la violence contre les Américains.

Sans élever la voix, Ben Laden commença à se répandre en injures en arabe contre les injustices imposées aux musulmans par les États-Unis et son Arabie Saoudite natale : « Notre problème principal est le gouvernement américain… En étant dévoué au régime américain, le régime saoudien a commis un acte contre l'islam. » Ben Laden ne cachait pas qu'il voulait fomenter une révolution en Arabie Saoudite et que le régime qu'il instaurerait serait en accord avec les principes qu'avait énoncés Mahomet au VII^e^ siècle. « Nous sommes confiants dans le fait que les musulmans gagneront dans la péninsule Arabique et que la religion de

Dieu, que la paix et le salut soient sur lui, l'emportera. C'est un grand espoir que la révélation faite à Mahomet soit utilisée pour le gouvernement. »

Ben Laden toussa doucement durant toute l'interview et dégusta sa tasse de thé. Il était clair qu'il souffrait du froid des venteuses montagnes afghanes. Il poursuivit à sa manière douce mais concentrée, un léger sourire ambigu apparaissant parfois sur ses lèvres : « Nous avons déclaré la guerre au gouvernement américain parce qu'il a commis des actes extrêmement injustes, horribles et criminels, que ce soit directement ou bien en soutenant l'occupation israélienne [de la Palestine]. Et nous estimons que les États-Unis sont directement responsables des victimes de Palestine, du Liban et d'Irak. Avec ces crimes horribles, le gouvernement américain a abandonné tout sentiment humain. Il a dépassé toute limite et s'est comporté comme jamais ne s'est comportée aucune puissance ni superpuissance dans le monde. Comme il est subordonné aux juifs, l'arrogance et la hauteur du gouvernement américain ont poussé l'arrogance et le mépris jusqu'à occuper [l'Arabie]. Pour cette agression et cette injustice, entre autres, nous avons déclaré le jihad contre les États-Unis, parce que dans notre religion il est de notre devoir de mener le jihad afin que la parole de Dieu soit la seule portée aux nues et que nous chassions les Américains de tous les pays musulmans. »

Durant toute la diatribe de Ben Laden, la douzaine de ses partisans l'écoutaient avec attention alors qu'il précisait que l'appel au jihad était dirigé contre les troupes américaines stationnées en Arabie Saoudite.

« Nous avons limité notre déclaration aux soldats résidant dans le pays des deux lieux saints. » C'est ainsi que Ben Laden appelle l'Arabie Saoudite, un terme qu'il préfère éviter, ayant en horreur la famille régnante saoudienne[20].

Il poursuivit : « Le pays des deux lieux saints a dans notre religion une particularité par rapport à tous les pays musulmans. Selon notre religion, il n'est pas permis à un non-musulman d'entrer dans notre pays. Donc, même si les civils ne sont pas visés dans notre plan, ils doivent partir. Nous ne garantissons pas leur sécurité. »

C'était la première fois que Ben Laden disait à la presse occidentale que des civils américains pouvaient être touchés dans sa Guerre sainte. Un an après il déclarerait à ABC News qu'il ne faisait pas de distinction entre les civils et les militaires américains, bien que le Coran fût explicite au sujet de la protection offerte aux civils.

Ben Laden continua en affirmant que la fin de la « guerre froide » avait rendu les États-Unis avides : « L'effondrement de l'Union soviétique a rendu les États-Unis plus arrogants et plus hautains, ils ont commencé à se considérer comme les maîtres du monde et à établir ce qu'ils appellent le nouvel ordre international. »

Il était piquant d'entendre Ben Laden critiquer la situation issue de la fin de la guerre froide, alors qu'elle avait ouvert les frontières, et permis à son organisation de prospérer. Selon l'acte d'accusation des États-Unis contre lui, son réseau avait établi des cellules dans vingt pays durant les années quatre-vingt-dix. Certains de ces pays, comme la Croatie, la Bosnie, le Tadjikistan et l'Azerbaïdjan, doivent leur existence à la fin de la guerre froide. Et Ben Laden représente un tournant dans la manière d'opérer des terroristes rendu possible par les règles changeantes du nouvel ordre international. Tandis que Ben Laden transfère ses millions de l'Arabie Saoudite vers l'Afghanistan ou le Soudan, ses partisans ont embrassé avec enthousiasme les produits de la mondialisation. Ils communiquent au moyen de téléphones par satellite américains et conservent leurs plans sur des ordinateurs japonais. Les fatwas de Ben Laden sont envoyées par fax dans d'autres pays, particulièrement la Grande-Bretagne, où les journaux arabes les impriment puis les répandent dans tout le Proche-Orient. C'est ainsi que Ben Laden a pu créer un réseau vraiment mondial.

Ben Laden a prévu son propre contrepoint à la marche de la globalisation : la restauration du califat (*al-khalifa*) qui commencerait en Afghanistan[21]. Depuis la chute de l'Empire ottoman à la fin de la Première Guerre mondiale, il n'y a plus d'entité musulmane unissant plus ou moins l'*oumma*, la communauté des croyants musulmans, sous la bannière verte de l'islam. Selon cette manière de voir, les traités qui ont suivi la Première Guerre mondiale ont découpé l'Empire ottoman, l'« homme malade de l'Europe », en entités artificielles telles que l'Irak et la Syrie. Ben Laden voudrait créer les conditions de la restauration du califat, où l'*oumma* vivrait sous la loi du prophète Mahomet dans une bande de vert allant de la Tunisie jusqu'à l'Indonésie, comme le rouge dont l'Empire britannique avait coloré les cartes de l'Égypte à la Birmanie avant la Seconde Guerre mondiale. En pratique, le *khalifa* a autant de chances de réapparaître que le Saint Empire romain en Europe mais, comme argument rhétorique, l'appel à sa restauration exerce une puissante emprise sur Ben Laden et ses partisans.

Durant l'interview, l'interprète de Ben Laden, qui parlait très bien anglais, nous donna une traduction rudimentaire de ce que

Ben Laden disait. De temps en temps, cependant, Ben Laden répondait à la question avant qu'elle ne fût posée, ce qui montre qu'il comprend un peu d'anglais. « Aujourd'hui, les États-Unis ont deux poids et deux mesures, en appelant terroriste quiconque va contre leur injustice. Ils veulent occuper nos pays, voler nos ressources, nous imposer leurs agents pour nous gouverner… et voudraient que nous acceptions tout ça. Si nous refusons, ils nous qualifient de terroristes. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le comportement des États-Unis et de voir comment ils jugent les pauvres enfants palestiniens qui lancent des pierres contre l'occupant israélien, ils disent que ce sont des terroristes, mais lorsque les pilotes israéliens bombardent le centre de réfugiés de l'Onu à Qana, au Liban, rempli de femmes et d'enfants, les États-Unis entravent tout plan visant à condamner Israël. » (C'était une référence au 18 avril 1996, où l'armée israélienne, cherchant à attaquer le Hezbollah, bombarda un bâtiment des Nations unies à Qana, au Liban, tuant cent deux civils libanais. Israël déclara que l'attaque contre le bâtiment des Nations unies était un accident, ce que l'Onu réfuta[22].)

Ben Laden poursuivit avec colère : « Alors qu'ils condamnent tout musulman qui réclame ses droits, ils reçoivent le chef de l'IRA (Gerry Adams) à la Maison-Blanche comme chef politique. Où que nous regardions, nous constatons que les États-Unis sont les chefs du terrorisme et du crime dans le monde. Les États-Unis ne considèrent pas que c'est du terrorisme de bombarder à l'arme atomique des nations lointaines, comme si ces bombes avaient frappé des cibles militaires. Ces bombes ont été lancées sur des nations entières, y compris des femmes, des enfants et des vieillards, et aujourd'hui encore le Japon porte les traces de ces bombardements. »

Alors Ben Laden nous surprit en affirmant que des Arabes affiliés à son groupe étaient impliqués dans le meurtre de soldats américains en Somalie en 1993, une déclaration qu'il avait déjà faite à un journal arabe[23]. Nous nous souvenions tous des images de télévision du cadavre mutilé d'un soldat américain traîné dans les rues de Mogadiscio. Ce que nous ignorions alors, c'était l'implication de l'organisation de Ben Laden dans l'entraînement des Somaliens qui avaient mené cette opération.

Il nous dit : « La résistance contre l'invasion américaine a commencé parce que les musulmans n'ont pas cru les allégations américaines selon lesquelles les Américains étaient venus pour sauver les Somaliens. Grâce à Dieu, les musulmans somaliens ont coopéré avec des guerriers saints qui avaient combattu en Afghanistan.

Ensemble, ils tuèrent de nombreux soldats américains en Somalie. » Pour Ben Laden, la Somalie était de toute évidence une victoire enivrante. Il exultait parce que les troupes américaines s'étaient retirées, désignant ce retrait comme un indice « de la faiblesse, de la fragilité et de la couardise des soldats américains[24] ».

À la question de savoir s'il avait un message à envoyer au président Clinton, Ben Laden répondit : « Le nom du président Clinton ou celui du gouvernement américain provoque du dégoût ou de l'écœurement. Parce que leurs noms, ou celui de Bush, évoquent les images des enfants irakiens. » Il faisait référence au fait que l'on estimait, en 1996, à cinq cent mille le nombre d'enfants irakiens morts à cause des sanctions des Nations unies imposées à l'Irak en 1990 dues à ses violations répétées des résolutions de l'Onu[25].

« Le cœur des musulmans est plein de haine envers les États-Unis et le président américain. Le président n'a pas de cœur. Celui qui tue des milliers d'enfants n'a pas de cœur. Notre peuple, dans la péninsule Arabique, va lui envoyer des messages sans paroles, car il ne comprend pas les paroles. Si je peux envoyer un message par votre entremise, ce sera un message aux mères des soldats américains qui sont venus parader en uniforme sur notre terre... J'affirme que c'est une provocation flagrante envers plus d'un milliard de musulmans. J'enjoins ces mères, si elles sont soucieuses du sort de leurs fils, à s'opposer à la politique du gouvernement américain[26]. »

L'interview touchait à sa fin, mais Ben Laden s'attarda quelques minutes, nous servant courtoisement du thé. La conversation tourna autour de l'Irak et de Saddam Hussein, qu'Arnett avait interviewé pendant la guerre du Golfe. Ben Laden déclara que le dictateur irakien voulait le pétrole koweïtien pour son propre prestige et n'était pas un vrai chef musulman.

Après avoir posé pour quelques photos, Ben Laden partit aussi rapidement qu'il était arrivé. Il avait passé un peu plus d'une heure avec nous. Mais le conseiller pour les médias ne voulait pas nous laisser les bandes de l'interview. Premièrement, il désirait effacer certaines prises de Ben Laden qu'il ne considérait pas comme assez flatteuses. Plusieurs gardes de Ben Laden étaient encore présents, il était impossible de l'en empêcher. Je l'observai alors qu'il effaçait les images offensantes de la bande de l'interview. Non content de cette petite démonstration, il entama une discussion avec Ali pour reprendre toutes les bandes. Une lutte s'ensuivit. Finalement, Ali l'emporta et me donna les deux bandes de l'inter-

view, à peine plus grandes que des boîtes d'allumettes. Je les rangeai à l'endroit le plus sûr : dans la ceinture-portefeuille que je porte sous mon pantalon.

« Allez-vous diffuser le passage où Ben Laden attaque Clinton ? » me demanda Ali. Nous étions hors de la hutte de torchis, sous un vaste ciel. Il n'y a pas de pollution atmosphérique en Afghanistan, le ciel est dans son état naturel. C'était une belle nuit, claire et froide, profondément silencieuse. « Bien sûr », répondis-je. Ali sembla surpris. Il avait l'habitude de voir les médias contrôlés de près par les gouvernements.

Durant les semaines suivantes, nous avons écrit et retranscrit le texte pour notre portrait, qui fut diffusé le 12 mai 1997 aux États-Unis et dans cent autres pays. En Arabie Saoudite, les autorités confisquèrent des exemplaires des journaux ayant publié des articles sur notre reportage, alors qu'aux États-Unis, Associated Press diffusa un extrait qui fut repris par certains journaux américains. Ailleurs, le reportage eut peu d'impact.

Mais une phrase résonnait dans mon esprit, les derniers mots de notre enregistrement. Lorsqu'on l'avait interrogé sur ses projets, Ben Laden avait répondu : « Vous les verrez et en entendrez parler dans les médias, si Dieu le veut. »

Chapitre 1

Pendant ce temps-là, l'Amérique dormait

« J'ai toujours rêvé, grommela-t-il farouchement, d'une poignée d'hommes décidés à laisser de côté tout scrupule dans le choix des moyens, assez forts pour se donner à eux-mêmes le nom de destructeurs, et débarrassés de ce pessimisme résigné qui infecte le monde. Sans pitié pour qui que ce soit, y compris pour eux-mêmes, et s'étant, une fois pour toutes, ralliés à la mort pour le service de l'humanité... »

JOSEPH CONRAD,
L'agent secret.

La matin du 11 septembre 2001 fut de ceux où tout semble aller bien en ce monde. Sur la côte est des États-Unis, l'air était frais, le ciel clair et d'un azur infini. C'était une matinée très américaine, en quelque sorte, idéale pour promener son chien, avaler un café et un sandwich sur le chemin du travail. Un matin parfait pour prendre l'avion.

C'était d'ailleurs là un point essentiel pour les dix-neuf Proche-Orientaux qui embarquèrent à Boston, Newark et Washington à bord de leurs vols à destination de la côte ouest. Un quelconque retard, même léger, dû à la météo, aurait pu déjouer le plan soigneusement synchronisé qui allait rendre possible ce coup inouï infligé à leur ennemi, les États-Unis d'Amérique.

À 7 h 45, le vol n° 11 d'American Airlines quittait Boston pour Los Angeles, suivi, treize minutes plus tard, par le vol n° 175 de United Airlines, qui avait la même destination. Trois minutes plus tard, le vol n° 93 de United Airlines quittait Newark pour San Francisco. À 8 h 10, le vol n° 77 s'envolait à son tour de l'aéroport Dulles, à Washington, pour Los Angeles [1].

Armés de cutters et de couteaux, les hommes de chaque commando prirent rapidement le contrôle des quatre avions et les dirigèrent vers leurs cibles : Manhattan et Washington. À 8 h 45, le vol n° 11 — chargé, comme les autres avions, du carburant nécessaire pour un long trajet — percuta la tour nord du World Trade Center, allumant un gigantesque brasier à l'intérieur de l'immeuble. Vingt minutes plus tard, le vol n° 175, transformé en une gigantesque bombe volante, entra en collision avec la tour sud. Une heure et demie plus tard, les deux gratte-ciel s'étaient effondrés. À 9 h 39, le vol n° 77 éventrait une aile du Pentagone[2]. Seul l'héroïsme de certains passagers du vol n° 93, qui se battirent avec les pirates de l'air, a empêché une autre attaque suicide de réussir. Après un affrontement dont on ne connaîtra jamais les détails, l'avion s'écrasa au sud-est de Pittsburgh, en Pennsylvanie, à 10 h 10 ; aucun passager ne survécut.

En un peu plus d'une heure, plus de cinq mille Américains périrent dans l'acte de terrorisme le plus catastrophique de l'histoire des États-Unis. Et les Américains ne furent pas les seules victimes de ce crime inimaginable. Des hommes et des femmes de plus de cinquante autres nations ont également trouvé la mort. Parmi eux, plus de deux cents citoyens britanniques, ce qui constitue aussi un record dans toute l'histoire de leur pays. Jusqu'à cette matinée sinistre, l'Américain moyen avait statistiquement plus de chances d'être tué par la foudre que par un attentat. Mais tout était désormais différent[3].

La double attaque de New York et de Washington est le coup le plus dur infligé par Oussama Ben Laden dans sa Guerre sainte contre les États-Unis, commencée presque dix ans auparavant avec le dynamitage, alors peu remarqué, d'un hôtel fréquenté par des soldats américains au Yémen. Un touriste australien fut l'unique victime de cette attaque, mais, avec le temps, les attentats sont devenus plus sophistiqués et plus nombreuses les victimes. Les bombes qui, en 1998, ont dévasté deux ambassades américaines en Afrique ont aussi tué plus de deux cents personnes ; l'attaque, en octobre 2000, au Yémen, d'un vaisseau de guerre américain, le *USS Cole,* a coûté la vie à dix-sept marins américains.

Par une terrible ironie du sort, parmi les victimes du World Trade Center se trouvait John O'Neill, qui connaissait mieux les réseaux Ben Laden que quiconque au gouvernement américain : il avait mené l'enquête du FBI sur les attentats contre les ambassades et l'attaque sur le *Cole*. Homme dynamique et impulsif, il ne s'était pas fait que des amis parmi ses collègues fonctionnaires au tempé-

rament bureaucratique. O'Neill n'avait quitté le FBI que deux semaines auparavant pour venir travailler comme chef de la sécurité au World Trade Center. Il est mort en essayant de sauver des vies.

Si les attaques de septembre furent une surprise totale, il ne manquait pas d'indices signalant que Ben Laden envisageait de frapper les États-Unis au cours de l'été 2001. En juin, l'ambassade américaine au Yémen fut temporairement fermée après que des partisans de Ben Laden eurent été arrêtés en possession d'explosifs et de plans détaillés du quartier. Le même mois, à New Delhi, deux hommes interpellés par la police indienne avouèrent avoir voulu faire sauter la section des visas de l'ambassade américaine, et reconnurent qu'ils obéissaient aux ordres d'un lieutenant de Ben Laden. En juillet, le Département d'État reçut des mises en garde selon lesquelles « des individus projetaient des actions terroristes imminentes contre des intérêts américains dans la péninsule Arabique ».

Le signe le plus clair que Ben Laden envisageait de nouvelles attaques contre des cibles américaines est une habile vidéo de recrutement d'al-Qaida de deux heures qui a circulé largement au Moyen-Orient pendant l'été — Ben Laden a l'habitude de faire passer par ce biais ses messages.

Dans ce film, Ben Laden et ses conseillers les plus proches tiennent des discours passionnés sur les musulmans agressés en Tchétchénie, au Cachemire, en Irak, en Israël, au Liban, en Indonésie et en Égypte sur fond d'images atroces de musulmans tués, battus et emprisonnés. Cependant, pour Ben Laden, la plus grave insulte faite aux musulmans reste la présence continue des Américains sur la terre sainte de l'Arabie. « Ces Américains ont amené avec eux… des juives qui peuvent se promener n'importe où sur notre terre sainte », dit-il. Il accuse « ces dirigeants arabes qui adorent le dieu de la Maison-Blanche » devant des images de rencontres entre membres de la famille royale saoudienne et de représentants américains comme Colin Powell.

« Si vous ne prenez pas les armes, dit Ben Laden, Dieu vous punira. » L'exilé saoudien décrit alors la solution aux malheurs qui accablent les musulmans : rejoindre sans tarder l'Afghanistan afin d'y recevoir une formation à la Guerre sainte. Le film montre aussi une centaine de partisans de Ben Laden, masqués, recevant cette formation au camp al-Farouk, dans l'est de l'Afghanistan, brandissant des drapeaux noirs et chantant en arabe : « Combattons le Mal ! » Les combattants s'entraînent sur des armes de DCA et des RPG, dévalent des parcours d'obstacles et font sauter des bâti-

ments ; Ben Laden lui-même tire quelques salves de fusil automatique. Toujours sur ce parcours d'obstacles, des dizaines de jeunes garçons, dont plusieurs semblent avoir à peine onze ans, en tenues de camouflage militaire tirent à la mitraillette.

Dans ce film, Ben Laden fait référence de la façon la plus explicite au rôle d'al-Qaida dans une série d'opérations antiaméricaines, y compris l'attaque de 1998 contre l'ambassade américaine au Kenya. Celle-ci a été attaquée, dit-il, parce qu'elle « était le plus important centre d'espionnage d'Afrique orientale. Avec l'aide de Dieu, ce coup a fortement ébranlé les Américains. Ceux-ci auront eu ainsi un aperçu de ce que nous, les musulmans, subissons quotidiennement ». Ben Laden se félicite aussi de l'attaque contre le *Cole* : « Vos frères à Aden ont atteint le *Cole*. Ils ont détruit ce destroyer effrayant quand on le voyait flotter sur les eaux, grisé de l'illusion de pouvoir tout détruire. Et voilà qu'un simple petit bateau ballotté par les vagues est entré en collision avec le destructeur. Cette collision a marqué le début de la guerre. »

Vers la fin de la bande, Ben Laden laisse entendre qu'il y aura d'autres actions contre les États-Unis : « La victoire de l'islam est en marche. Et la victoire entamée au Yémen sera parachevée. » Une source proche-orientale connaissant al-Qaida me disait que quelques semaines avant les attaques du World Trade Center, on parlait, parmi les Saoudiens s'étant rendus en Afghanistan pour recevoir ladite formation à la Guerre sainte, d'une prochaine opération de grande envergure — sans que personne ne sache où ni quand.

Cette bande vidéo d'al-Qaida, qui a été largement diffusée sur Internet, est une démonstration éclatante de la façon dont Ben Laden et ses associés ont su tirer parti des moyens de communication de ce début du XXI^e^ siècle et des technologies d'armement les plus sophistiquées pour la cause d'une Guerre sainte, dans son acception la plus extrême et la plus rétrograde. J'appelle le résultat de cette synthèse Guerre sainte, multinationale.

Aucun événement n'illustre mieux cette synthèse des contraires que les attaques sur le World Trade Center et le Pentagone. Les hommes de Ben Laden, dont certains avaient reçu une formation de pilote aux États-Unis mêmes, ont dirigé des avions de ligne sur deux des bâtiments les plus célèbres du monde dans une opération martyre destinée, selon eux, à les mener immédiatement au

paradis. Ils se considéraient comme des *chouhada,* des martyrs au nom de Dieu, et percevaient leurs attaques comme des actes de foi.

Cependant, ils n'étaient pas de ces poseurs de bombes en guenilles rendus familiers par l'intifada palestinienne. Les jeunes hommes en question étaient généralement instruits, bardés de compétences techniques, et se fondaient parfaitement dans le paysage américain, que ce fût en Californie, en Floride et ou en Virginie. Ils ne portaient pas la longue barbe du militant islamiste type, mais étaient rasés de près. Ils fréquentaient les salles de sport, commandaient des pizzas et réservaient leurs voyages en avion sur Internet. Certains ont même été jusqu'à boire de l'alcool, péché capital pour un musulman sincère, mais excellente couverture pour ces agents secrets de Ben Laden. Bref, les pirates de l'air ont pris l'aspect et la couleur mêmes de ces États-Unis de plus en plus divers au seuil du troisième millénaire.

Ce mélange de mode de vie parfaitement moderne et d'interprétation radicale de la Guerre sainte est la signature du réseau Ben Laden. À la fin des années quatre-vingt-dix, un de ses camps d'entraînement afghans s'appelait al-Badr, du nom d'une bataille décisive remportée au VII^e^ siècle par le prophète Mahomet, et pourtant les membres d'al-Qaida y recevaient une formation à l'utilisation d'explosifs de haute technologie comme le RDX et le C4. Les membres d'al-Qaida prononcent la *baya*, un serment d'allégeance médiéval à leur émir ou « commandeur », mais durant leur séjour au Soudan au début des années quatre-vingt-dix, ils touchaient chaque mois leur salaire, et s'adonnaient à une grande variété d'activités de façade, parfaitement légales. Quand Ben Laden déclara la guerre aux États-Unis, en 1996, il décrit les troupes américaines déployées au Moyen-Orient comme des « croisés », comme si l'on avait encore affaire aux croisades du Moyen Âge, et il signe sa déclaration « des sommets de l'Hindu Kuch, en Afghanistan », un endroit à peine touché par le monde moderne. Mais cette déclaration de guerre fut écrite sur un ordinateur Apple puis faxée ou expédiée par courrier électronique à ses partisans au Pakistan et en Grande-Bretagne, qui l'ont, à leur tour, transmise aux journaux arabes basés à Londres ; le texte fut ensuite relayé, via le satellite, vers les agences de presse de tout le Moyen-Orient et de New York[4]. Ainsi, un message archaïque a pu bénéficier de moyens de transmission ultramodernes.

Le chef de la très discrète Agence nationale de sécurité américaine a déclaré que Ben Laden dispose d'une meilleure technologie de communication que les États-Unis[5]. Les disciples du

militant saoudien communiquent par fax, téléphone par satellite et courrier électronique. Ils écrivent des rapports codés sur des ordinateurs Macintosh ou Toshiba[6]. Au milieu des années quatre-vingt-dix, les membres d'al-Qaida ont même produit un CD-Rom contenant des centaines de pages d'informations sur toute une série d'armes variées, aussi bien que des instructions sur la façon de construire des bombes et de conduire des opérations terroristes et paramilitaires. Ben Laden recourt également aux moyens de transport les plus modernes : quand il vivait au Soudan, deux pilotes se tenaient généralement prêts à décoller sur un appel de sa part. Et quand, en 1991, il quitta le Pakistan pour le Soudan, avec sa famille et ses disciples, le voyage eut lieu dans son jet privé[7].

En se consacrant désormais à la Guerre sainte, Ben Laden a mis en pratique le savoir-faire acquis pendant ses années passées au service de l'entreprise familiale. Durant la guerre d'Afghanistan, il a fondé des bureaux au Pakistan et aux États-Unis, collecté des fonds en Arabie Saoudite, recruté des combattants dans tous les pays du monde musulman, et utilisé les ressources financières de l'entreprise familiale pour construire en Afghanistan des bases destinées aux combattants de la Guerre sainte.

L'ancienne génération de radicaux islamistes, comme le Palestinien Abdallah Azzam, les cheikhs égyptien Omar Abdel Rahman et yéménite Abdul Majid Zindani, a fait ses études à l'université al-Azhar du Caire, l'Oxford des études islamiques[8]. En revanche, les hommes de Ben Laden, comme d'autres militants de la génération récente, ont plutôt suivi des cursus techniques, tels que médecine ou ingénierie, parfois même les affaires, aux dépens des subtilités de la jurisprudence islamique.

Il n'est donc pas surprenant que le principal lieutenant de Ben Laden soit un médecin, issu d'une famille égyptienne aisée, ou que son ancien représentant pour les médias à Londres ait été un entrepreneur saoudien, né au Koweït, qui a travaillé dans l'import-export. Son conseiller militaire aux États-Unis a fait des études de psychologie dans une université égyptienne puis a travaillé comme spécialiste des réseaux informatiques en Californie[9]. Le militant égyptien Rifaï Ahmed Taha, cosignataire avec Ben Laden de la déclaration de guerre de 1998 contre les Américains, est comptable[10]. Enfin Mamdouh Mahmoud Salim, haut responsable d'al-Qaida, a étudié le génie électrique en Irak[11]. Ben Laden lui-même a étudié l'économie avant de travailler pour l'entreprise de construction familiale en Arabie Saoudite quand il était jeune homme[12]. Au

début des années quatre-vingt-dix, il s'est affirmé comme un des hommes d'affaires les plus actifs du Soudan.

À vrai dire, al-Qaida fonctionne de façon assez analogue à l'entreprise saoudienne Binladin, société de construction géante fondée par le père de Ben Laden — un homme profondément religieux — et qui est présente dans toute une série de pays à travers le Moyen-Orient et l'Asie. Un des pseudonymes de Ben Laden est d'ailleurs simplement le Directeur, ce qui est probablement une bonne description de sa fonction dans al-Qaida[13]. Ben Laden décide de la politique générale d'al-Qaida après consultation avec son conseil (*choura*). La *choura* prend des décisions exécutives pour le groupe. En aval se situent d'autres comités responsables des affaires militaires et des intérêts financiers du groupe, un comité qui promulgue des décisions (*fatwa*) en vertu de la loi islamique, ainsi qu'un groupe de médias[14].

Une fois que les décisions générales ont été prises par Ben Laden et ses conseillers les plus proches, elles sont transmises au comité approprié et ensuite, au moment voulu, aux membres des niveaux inférieurs du groupe. Beaucoup de ces fantassins n'ont eu que peu ou pas de contacts avec Ben Laden lui-même. En 1997, par exemple, l'officier d'information des médias pour la cellule kényane de Ben Laden, qui devait jouer plus tard un rôle clef dans l'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi, note dans un document retrouvé sur son ordinateur que la mission de la cellule était d'attaquer des Américains, mais ajoute : « Nous, les membres de la cellule de l'Afrique orientale, ne voulons rien connaître du plan d'opération puisque nous sommes de simples exécutants[15]. » Aucune instruction n'a jamais été directement donnée par Ben Laden aux poseurs de bombes contre l'ambassade du Kenya, et certains de ses disciples n'ont même pas rencontré leur héros[16]. Ainsi de Khalfan Khamis Mohamed, un Tanzanien complice de l'attaque contre l'ambassade américaine en Tanzanie en 1998. Dans une interview avec ABC-News après cet attentat, Ben Laden pouvait donc réaffirmer son rôle dans al-Qaida : « Notre tâche est d'inciter. C'est ce que nous avons fait, et, grâce à Dieu, certaines personnes ont répondu à cette instigation[17]. »

Bref, on peut comparer al-Qaida à une sorte de consortium multinational, basé en Afghanistan, sous la présidence de Ben Laden. La structure traditionnelle d'une telle multinationale s'apparente à un groupe de gestion fondamental contrôlant des intérêts partiels ou globaux dans d'autres sociétés[18]. De telles compagnies sont aussi parfois utilisées par des criminels pour déguiser leurs acti-

vités illégales et sont souvent basées dans des pays où ils peuvent fonctionner avec peu ou pas de contrôles ni d'organes régulateurs. Al-Qaida fusionne, à des degrés divers, de nombreuses organisations auxiliaires en Égypte, au Pakistan, au Bangladesh, en Algérie, en Libye, au Yémen, en Syrie et au Cachemire[19].

Les camps de formation d'al-Qaida en Afghanistan ont également attiré une coalition disparate de Jordaniens, de Turcs, de Palestiniens, d'Irakiens, de Saoudiens, de Soudanais, de Marocains, d'Omanais, de Tunisiens, de Tanzaniens, de Malais, de Bangladeshis, d'Indiens, de Philippins, de Tchétchènes, d'Ouzbeks, de Tadjiks, de Chinois Ouïgours, de Birmans, d'Allemands, de Suédois, de Français, d'Arabes américains, de Noirs américains[20]. Les diplômés de ces camps sont ensuite partis exporter le terrorisme et la Guerre sainte aux quatre coins du monde. Ben Laden le formule lui-même : « Je dirai que le nombre des frères est grand, Dieu merci, et je ne peux connaître chacun de ceux qui sont avec nous ici ou dans notre organisation[21]. » Paroles de P-DG.

Oussama Ben Laden inspire les superlatifs, positifs ou négatifs. Les nuances sont rares dans les portraits du plus fameux militant islamiste. Et cela rend difficile toute tentative de le comprendre. En témoignant devant le Sénat en 1999, le patron de la CIA, George Tenet, faisait observer que Ben Laden « et son réseau mondial de lieutenants et d'acolytes restent la menace la plus immédiate et la plus sérieuse » de terrorisme dirigé contre les États-Unis. C'était de la prescience. Dans son allocution au Congrès, neuf jours après les attaques du World Trade Center et du Pentagone, le président George W. Bush a dépeint Ben Laden comme une sorte de parrain du terrorisme quand il a déclaré que « al-Qaida est au terrorisme ce que la Mafia est au crime ».

Le directeur d'une des principales écoles religieuses du Pakistan a exprimé un point de vue assez différent : pour lui, Ben Laden est « un héros parce qu'il a élevé la voix contre les puissances étrangères qui essaient d'écraser des musulmans ». Un petit garçon portant un Coran sous le bras, dans le village reculé du sud du Yémen d'où est originaire la famille Ben Laden, m'a confié : « On l'aime. Il se bat pour Dieu et il est en Afghanistan. » J'ai entendu le même genre de jugement lors d'une conférence à laquelle j'ai assisté à Londres au printemps 2000 : devant un auditoire de plusieurs centaines d'hommes et de femmes fascinés, le principal orateur glorifiait en Ben Laden « cet homme qui a sacrifié sa vie pour l'islam ».

Nous rencontrerons donc plusieurs Ben Laden au cours de ce livre : Ben Laden le héros ; Ben Laden le terroriste en chef ; Ben Laden le porte-drapeau d'un islam agressif ; et aussi, peut-être, Ben Laden l'homme.

Notre compréhension du personnage Ben Laden est obscurcie encore du fait qu'une quantité énorme de choses a été écrite sur lui, dont beaucoup sont infondées. Une recherche d'information sur base de données offrira au curieux des milliers d'histoires sur lui. Prenons par exemple la respectable *Jane's Intelligence Review*, qui a affirmé que Ben Laden avait obtenu un diplôme d'ingénieur aux États-Unis et aurait été financé par la CIA pendant la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. Ben Laden n'a jamais mis les pieds aux États-Unis, sans parler d'y faire des études, et l'idée que la CIA l'ait financé pendant la guerre d'Afghanistan témoigne d'une totale incompréhension de la nature des opérations que l'Agence a menées dans ce pays[22].

Prenons encore le reportage sur NBC de décembre 1998 : « Un service secret étranger ami a dit à des fonctionnaires américains » que Ben Laden n'avait plus que « quelques mois à vivre[23] ». On nous expliquait aussi que l'exilé saoudien souffrait de problèmes cardiaques et probablement d'un cancer. Ces nouvelles d'un décès imminent de Ben Laden étaient de grossières exagérations, et il était toujours bien vivant des années plus tard.

Ces bourdes peuvent s'expliquer par les pressions du journalisme quotidien, cependant les livres qui ont essayé de cerner le phénomène Ben Laden ne font souvent pas mieux. Ainsi, *Étude sur une revanche : la guerre inachevée de Saddam Hussein contre l'Amérique*, soutient que l'Irak est probablement le commanditaire de l'explosion du World Trade Center de 1993. Cette théorie est corroborée par certains faits. Mais l'auteur va jusqu'à suggérer que l'attentat contre les deux ambassades américaines en Afrique en 1998 peut avoir été une opération menée en commun par l'Irak et Ben Laden[24]. Or, parmi les dizaines de milliers de pages du dossier du procès de New York contre les quatre complices des attentats, il n'y a aucune preuve d'implication irakienne.

Un autre livre, *Dollars pour la terreur : les États-Unis et l'islam*, du journaliste suisse Richard Labevière, comporte un certain nombre d'allégations étranges : Ben Laden serait un ancien agent de la CIA ; en 1997, il aurait atterri à l'aéroport d'Heathrow — incognito dans son jet privé — pour participer à une réunion de terroristes projetant des attaques sur des touristes en Égypte ; enfin, au Yémen, il « contrôlerait le trafic du *qat*, plante hallucinogène

consommée dans la Corne de l'Afrique et le sud de la péninsule Arabique ». À se demander si l'auteur n'en a pas abusé avant d'écrire cela.

D'autres exemples de désinformation sur Ben Laden peuvent être trouvés dans un volume écrit par Youssef Bodansky, qui se flatte du titre de directeur de la commission spéciale du Congrès sur le terrorisme. Dans *Ben Laden : l'homme qui a déclaré la guerre à l'Amérique*, Bodansky décrit le jeune Ben Laden allant à Beyrouth pour boire, courir les femmes et chercher la bagarre[25]. Ceux qui ont connu Ben Laden à cette époque évoquent plutôt un adolescent profondément religieux, qui s'est marié à l'âge de dix-sept ans. Peut-être Bodansky a-t-il confondu Oussama avec un de ses vingt demi-frères. Bodansky écrit aussi qu'en 1994 Ben Laden se serait rendu à Londres, où il se serait « installé dans la banlieue de Wembley », une invention qui provoque l'hilarité des opposants ou des journalistes arabes vivant à Londres[26].

Bodansky va d'ailleurs plus loin dans l'élucubration : l'accident, en 1996, du vol n° 800 de la TWA au-dessus de Long Island, où deux cent trente personnes ont trouvé la mort, aurait été une opération conjointe de l'Iran et de Ben Laden[27]. Or une enquête de deux ans, diligentée par le Conseil de sécurité du transport national et le FBI, a exclu tout acte de terrorisme dans cet accident.

Pourquoi trouve-t-on autant d'histoires peu crédibles sur Ben Laden ? D'abord, parce que ce que l'on écrit sur lui est en grande partie invérifiable, parce qu'il est à peu près inaccessible lui-même. Ensuite parce que Ben Laden a toujours évité de répondre aux questions sur sa vie privée, et que ses proches gardent eux aussi le silence, sauf à publier de brèves déclarations visant à se démarquer de la brebis galeuse de la famille. Enfin, il est insensible à toute diffamation : on peut dire à peu près n'importe quoi sur lui sans risque d'être poursuivi en justice.

Avoir une idée de l'activité de Ben Laden est aussi compliqué par le fait qu'il joue de multiples rôles. En premier la direction d'une organisation de quelques centaines des militants qui lui ont prêté allégeance. Il est aussi l'idéologue de milliers de combattants de la Guerre sainte autour du globe qui, sans nécessairement faire partie de son organisation, se réfèrent à ses idées et ses injonctions. Après les attaques de missiles de croisière américains dirigées contre lui en août 1998, il a en outre gagné des millions d'admirateurs qui le considèrent comme un symbole de résistance à l'Occident. Enfin, au moment d'envoyer des missiles américains contre ses bases, les représentants de l'administration Clinton, à com-

mencer par le président, ont présenté Ben Laden comme le cerveau de toutes les attaques terroristes récentes, une caricature de grand méchant digne d'un film de James Bond — qui, au demeurant, paraît bien fade à la lumière des événements du 11 septembre.

Pour ses sympathisants, Ben Laden est devenu un Robin des Bois enturbanné, se cachant non plus dans la forêt de Sherwood au Moyen Âge, mais dans les montagnes d'un Afghanistan non moins médiéval, réunissant autour de lui sa bande d'hommes, non armés d'arbalètes, mais de grenades autopropulsées et d'explosifs C4, faisant la nique aux grandes puissances de l'Occident. Ben Laden serait plutôt une sorte de joueur de flûte de Hamelin du jihad, dont l'appel à la Guerre sainte trouve un écho parmi les jeunes musulmans désespérés et désœuvrés, du Pakistan à la Californie en passant par l'Algérie, qui les conduit à se sacrifier dans un conflit qui ne peut être gagné dans aucun sens habituel du terme.

En quoi réside l'attrait de Ben Laden ? Il promeut une idéologie assez cohérente faite d'antiaméricanisme et d'opposition aux gouvernements du Proche-Orient qu'il considère comme « non islamiques », et il soutient des mouvements de guérilla dans des pays aussi divers que la Tchétchénie et les Philippines. L'étude des idées politiques de Ben Laden, autant que des opérations terroristes qu'il a mises sur pied, est donc d'une importance essentielle.

Dans une interview accordée quelques mois avant l'attaque du 11 septembre, le général Pervez Moucharraf, le militaire qui gouverne les cent quarante millions de musulmans du Pakistan, a bien résumé le pouvoir d'attraction de Ben Laden : « La diabolisation par les Occidentaux d'OBL, comme on l'appelle au Pakistan, fait de lui une idole parmi les musulmans qui s'en prennent à la décadence des valeurs morales transmises par les films de Hollywood et les séries télévisées, à l'indifférence de l'Amérique pour les Palestiniens tués par les forces d'occupation israéliennes, au sort réservé par la Russie aux musulmans tchétchènes, à l'attitude de l'Occident face aux musulmans de Bosnie et du Kosovo, à l'oppression des musulmans du Cachemire par l'Inde… Longue liste de doléances qui engendre un complexe de persécution que l'idole OBL vient en quelque sorte incarner. Il est une figure de héros sur le piédestal de l'extrémisme musulman[28]. »

Le prototype de ces jeunes gens intégrés et bien formés, qui constituent les troupes de choc de Guerre sainte, multinationale, est

Ramzi Yousef, le chef d'opérations de l'attentat contre le World Trade Center de 1993. Yousef, dont la famille, originaire du Baloutchistan pakistanais, s'est installée au Koweït[29], a reçu une formation d'ingénieur électricien au pays de Galles, où il a parfaitement appris l'anglais ; sa carrière de terroriste l'a amené en Afghanistan, à New York, en Thaïlande, aux Philippines et au Pakistan, où il a tenté d'assassiner la première femme Premier ministre, Benazir Bhutto[30]. Le jihad mondial fait homme !

Yousef n'avait rien d'un militant islamiste : il semblait apprécier les plaisirs de la vie. Pourtant, son chemin a plusieurs fois croisé celui du réseau al-Qaida car toute carrière de terroriste implique de fréquents voyages à travers le monde : il fit l'expérience d'une formation dans un camp afghan à la frontière du Pakistan, collabora étroitement avec un des disciples de Ben Laden aux Philippines, séjourna dans l'une des maisons d'hôtes de Ben Laden au Pakistan[31].

En bonne place parmi les projets terroristes de Yousef contre l'Occident figuraient des plans pour faire sauter environ une douzaine d'avions de ligne américains, assassiner le pape Jean-Paul II et précipiter un avion sur le quartier général de la CIA en Virginie[32]. Ces projets ont été découverts lors d'une perquisition de la police philippine dans son appartement de Manille, en 1994 : ils se trouvaient sur un ordinateur portable et l'un des complices de Yousef fournit à la police tous les détails d'une opération dont le nom de code était Bojinka[33].

Quand Yousef a été finalement capturé en 1995, au Pakistan, des agents du FBI se sont chargés de le ramener à New York. L'hélicoptère qui emmenait Yousef jusqu'à sa destination finale, une prison de Manhattan, passant devant le World Trade Center, l'un des agents fit remarquer que les tours étaient toujours debout. La réponse a fusé : « Elles ne le seraient plus, si j'avais eu assez d'argent et d'explosifs[34]. »

Al-Qaida a eu assez d'argent et plus de temps : le 11 septembre 2001, des commandos dont les membres ont séjourné aux États-Unis à partir de 1994 ont finalement mis à exécution ce plan ambitieux où se trouvent combinés les éléments les plus spectaculaires de l'attaque du World Trade Center de 1993 et de l'opération Bojinka.

L'Égyptien Mohamed Atta, l'un des chefs de cellule de l'opération du World Trade Center, allie l'ardeur fanatique aux compétences techniques typiques des recrues d'élite d'al-Qaida. Il est né en 1968 dans une famille religieuse de la classe moyenne du

Caire[35]. En 1992, il a gagné l'Allemagne, où il a étudié l'urbanisme et la restauration à l'Institut technique de Hambourg. Menant une vie d'éternel étudiant, il a mis sept ans à obtenir son diplôme. Un de ses professeurs, Dittmar Machule, se souvient d'Atta comme d'un esprit précis, qui restait fermé au monde occidental ; il ne buvait jamais d'alcool, et n'avait pas de rapports avec les femmes. La religiosité d'Atta l'a conduit vers un groupe d'étudiants islamistes à l'Université. Parmi la cinquantaine de membres se trouvaient deux de ses compagnons de chambre, qui allaient par la suite rejoindre la conspiration du World Trade Center.

Le 18 mai 2000, Atta demanda un visa américain à l'ambassade des États-Unis à Berlin. Il a suivi ensuite un itinéraire détourné pour se rendre aux États-Unis, via Prague, où il a rencontré un agent de renseignements irakien — rencontre qui n'est pas forcément significative : une entrevue ne fait pas une conspiration[36]. Un haut fonctionnaire de l'antiterrorisme américain m'a d'ailleurs affirmé que « personne n'a tiré de conclusion d'aucune sorte à propos de cette rencontre[37] ».

Atta a quitté Prague pour Newark le 3 juin. Il a tout d'abord fréquenté une école de pilotage dans la ville universitaire de Norman, en Oklahoma, là même où un membre américain d'al-Qaida, Ihab Ali, avait appris à piloter au début des années quatre-vingt-dix avant de devenir l'un des pilotes personnels de Ben Laden au Soudan.

Quelques semaines plus tard, Atta s'est rendu à Venice, en Floride, où il a pris des cours de pilotage à l'aérodrome Huffman de juillet à novembre. Il a payé 25 000 dollars pour ces leçons, ce qui lui a valu le brevet de pilotage mono- et multi-moteur. En décembre, Atta a pris encore plusieurs heures de cours dans une autre école de pilotage, où il s'est exercé sur un simulateur de Boeing 727[38]. Son instructeur fut alors intrigué par le fait que, à la différence des autres élèves, qui se concentraient sur le décollage et l'atterrissage, Atta voulait seulement s'entraîner aux virages. Durant son séjour aux États-Unis, il s'est d'autre part fait envoyer depuis le Pakistan quelque 100 000 dollars, qui ont dû servir à financer cette formation de pilote, ou qu'il aura ensuite redistribués à ses complices.

En février 2001, Atta s'est rendu au minuscule aéroport de Belle Glade, en Floride, où il a pris des renseignements sur le rayon d'action des avions de pulvérisation des cultures et le volume de poison qu'ils peuvent transporter[39]. Il s'agit là de l'un des pires scénarios envisagés par les agents de l'antiterrorisme : des avions

épandeurs pourraient être utilisés pour disperser des agents chimiques ou biologiques sur une grande ville américaine. Atta et ses complices étudiaient manifestement cette possibilité. Et avec un culot remarquable, ils se sont même renseignés sur les conditions de prêt du département américain de l'Agriculture pour financer l'achat d'un tel appareil[40].

Le 28 août, Mohamed Atta acheta un billet pour le vol n° 11 d'American Airlines de Boston à Los Angeles. Environ une semaine plus tard, lui et un de ses amis de Hambourg allèrent boire dans un bar, à Hollywood, en Floride, épisode un peu étrange, vu qu'Atta ne buvait pas depuis plusieurs années. Quatre jours plus tard, le matin du 11 septembre, une caméra de sécurité de l'aéroport de Portland, dans le Maine, le filmait alors qu'il entrait dans le secteur des départs, pour un vol en direction de Boston, où il prit ensuite le vol n° 11.

Dans les bagages d'Atta, qui ne sont pas arrivés à temps pour ce second vol, les enquêteurs ont trouvé un document de cinq pages en arabe contenant des instructions concernant les derniers moments de Mohamed Atta sur terre. Sous l'intertitre « Quand vous entrez dans l'avion », le document exhorte son lecteur à prier : « Ô Dieu. Ouvre-moi toutes les portes. Ô Dieu, qui exauces les prières et réponds à ceux qui réclament ton aide, j'implore ta miséricorde. Je te demande d'éclairer ma voie. Je te demande de soulager le fardeau que je sens[41]. »

Exactement une heure après le décollage, Mohamed Atta dirigeait le vol n° 11 sur la tour nord du World Trade Center. L'ancien étudiant en restauration urbaine était devenu l'auteur de l'acte le plus spectaculaire de démolition urbaine de l'Histoire.

Ben Laden n'est sans doute pas le seul islamiste à s'être opposé aux États-Unis et aux gouvernements des États du Proche-Orient qualifiés de « non islamiques », mais il est devenu le symbole de cette opposition. De plus, c'est une figure tout à fait différente des terroristes arabes des années soixante-dix et quatre-vingt, qui n'ont jamais joui d'une célébrité mondiale, ni développé une philosophie qui aille tellement au-delà de l'opposition à Israël et au projet d'un État palestinien. Ben Laden exprime une conception du monde universelle, dont la portée dépasse de beaucoup la simple haine pour Israël. Bien sûr, il est opposé à l'État juif, mais il appelle aussi à la fin des actions militaires américaines contre l'Irak ; il appelle à la fabrication d'une arme nucléaire « musulmane » ; présente comme

un devoir religieux d'attaquer des cibles militaires et civiles américaines dans le monde entier, à cause de la présence de troupes américaines dans le Golfe ; il critique aussi, ouvertement, les gouvernements de pays comme l'Égypte et l'Arabie Saoudite, qui n'appliquent pas, selon lui, la vraie loi islamique ; et il apporte son aide à une multitude de guerres saintes dans le monde entier.

Alors que les groupes terroristes arabes des années quatre-vingt, qui étaient soutenus par des États, sont maintenant en grande partie désactivés, il est essentiel de noter qu'al-Qaida et ses filiales conçoivent sans relâche de nouvelles opérations. Et le succès des attaques du 11 septembre ne manquera pas de renforcer l'assurance de Ben Laden, qui y verra un signe de la faveur de Dieu.

Sans compter qu'il y a ce que l'on peut appeler l'effet de vague. Avec la globalisation, les idées de Ben Laden influencent la foi et les actions de militants du Yémen aussi bien que du Kenya ou de Grande-Bretagne. C'est d'ailleurs en partie une simple question de temps : la communication, au XXIe siècle, devient de plus en plus rapide, et le message de Ben Laden peut aujourd'hui se répandre à une vitesse inimaginable il y a vingt ans. Les interviews accordées par Ben Laden à CNN, à *Time* ou à *Newsweek* sont accessibles au monde entier. Les médias arabes comme la chaîne Al-Jazira du Qatar et le journal *Al-Quds Al-Arabi*, basé à Londres, diffusent des nouvelles de Ben Laden dans tout le Proche-Orient. Cette couverture des événements est elle-même relayée par les réseaux occidentaux de télévision et des services de télécopie.

Internet a eu un aussi fort impact sur Guerre sainte, multinationale que sur d'autres entreprises plus ordinaires. La bande vidéo de recrutement diffusée par al-Qaida en 2001 a été convertie en format DVD, ce qui la rend facile à copier sur un simple ordinateur et diffusable, cette fois, sur de nombreux forums de discussion[42]. Il existe aussi des sites Web consacrés à Ben Laden parmi les sites jihadistes, comme Azzam. com, basé à Londres (dont l'accès est devenu difficile depuis les attaques du 11 septembre), et qui offre un grand choix de produits et de services[43]. Azzam. com diffuse en détail le récit des vies de combattants de la Guerre sainte dans des conflits du monde entier, vend des films vidéo de ces guerres, transmet des interviews avec des leaders jihadistes et propose les ouvrages des principaux idéologues du jihad[44]. On peut mesurer la portée mondiale du site aux réactions consécutives à la mort d'un Saoudien nommé Khallad al-Madani, tombé en Tchétchénie en février 2000 alors qu'il se battait sous les ordres d'un protégé de Ben Laden. En une seule journée, les messages de condoléances

adressés à la famille al-Madani affluèrent d'Afrique du Sud, des États-Unis, du Liban, de Malaisie, du Canada, de Nouvelle-Zélande, d'Arabie Saoudite, de Turquie, d'Inde et du Sri Lanka[45].

Les groupes terroristes proche-orientaux des années soixante-dix et quatre-vingt avaient besoin de soutiens étatiques pour leur financement et leur logistique, l'archétype en la matière étant le groupe Abou Nidal, responsable d'une série d'assassinats et de détournements, patronné d'abord par l'Irak puis par la Syrie et la Libye. Ben Laden, au contraire, est assez riche pour fonctionner de façon largement autonome. De surcroît, la globalisation rapide et les nouvelles technologies permettent à son message d'être reçu d'un clic de souris par des combattants de la Guerre sainte de l'Azerbaïdjan au Yémen. Guerre sainte, multinationale représente ainsi une *privatisation* du terrorisme parallèle au mouvement qui, dans beaucoup de pays, depuis dix ans, voit les industries d'État se convertir en sociétés privées. Rien ne souligne mieux ce développement que le contraste entre le bombardement américain de cibles libyennes, en 1986, à cause de l'implication de cet *État* dans le meurtre de soldats américains basés en Allemagne, et les attaques de missiles de croisière de la marine américaine, en 1998, contre Ben Laden, *un simple individu,* pour son rôle dans les attentats contre les ambassades africaines.

Le message de Ben Laden diffère aussi, dans sa nature, des mots d'ordre des précédents activistes arabes, qui se sont concentrés sur les objectifs plus strictement politiques du panarabisme ou de la création d'un État palestinien. Ben Laden conduit une vraie guerre religieuse, ses actions sont sanctifiées par les oulémas, et il reprend à son compte l'interprétation la plus extrême du jihad, non seulement contre l'Occident infidèle, mais aussi contre tout régime désigné comme apostat au Proche-Orient, ou contre des pays tels que l'Inde ou la Russie qui oppriment des musulmans.

D'une façon générale, les mouvements islamistes s'inspirent de Ben Laden et considèrent Guerre sainte, multinationale comme un modèle. Les hommes qui sont à la tête de ce mouvement sont généralement instruits et recourent aux derniers fleurons de la technologie dans leurs divers jihads.

En 1999, j'ai rendu visite à Abdullah Muntazir, le porte-parole de Lashkar-e-Taiba au Pakistan, la plus grande organisation militante cachemirie, fondée en 1985 en tant que groupe participant au jihad afghan. Paré d'une chemise et d'un pantalon *shalwar kamiz* et d'une veste en jean, Muntazir, qui a étudié les mathématiques à l'Université et la tactique de guérilla en Afghanistan, semblait

incarner autant l'Orient que l'Occident. C'était le ramadan et il jeûnait, mais il m'offrit néanmoins le thé. Le petit bureau de son organisation, à Islamabad, était encombré de télécopieurs et d'ordinateurs. Muntazir venait juste de consulter un site Web alimenté par des rebelles tchétchènes à qui le Lashkar fait parvenir de l'argent pour leur guerre contre les Russes. « Cette technologie a du bon, m'a-t-il dit en faisant un geste de la main, mais nous rejetons la civilisation occidentale. »

Le phénomène Guerre sainte, multinationale est également illustré par l'Armée islamique d'Aden, une filiale d'al-Qaida basée dans le sud du Yémen qui a enlevé un groupe de touristes occidentaux en décembre 1998[46]. Les preneurs d'otages étaient équipés d'un téléphone par satellite[47]. Leur porte-parole est Abou Hamza, un ingénieur égyptien aujourd'hui citoyen britannique, qui a créé un vaste site Internet où les militants échangent des informations sur la meilleure façon de se former au jihad, ainsi que des numéros de comptes bancaires ou postaux pour des groupes terroristes.

Le Groupe islamique armé algérien, ou GIA, qui entretient des liens étroits avec al-Qaida, est un bon exemple de la portée désormais mondiale de Guerre sainte, multinationale. Pendant la dernière décennie, le GIA a mené des opérations sur quatre continents. Les membres du Groupe ont braqué des banques en Belgique, mis sur pied des cellules de leur réseau au Canada et à Londres, fait exploser une station de métro à Paris, contrefait, à grande échelle, des passeports en Europe, essayé d'attaquer à la bombe l'aéroport international de Los Angeles, se sont perfectionnés dans les camps de Ben Laden en Afghanistan, se sont battus en Bosnie et ont assassiné d'innombrables civils dans leur propre pays[48].

Le caractère transnational de Guerre sainte, multinationale et sa maîtrise des technologies occidentales apparaissent de façon éclatante dans les guerres qui secouent la Tchétchénie depuis 1994. Un des principaux chefs de la résistance tchétchène est un Saoudien connu sous le nom de Khattab. Il s'est battu en Afghanistan sous les ordres de Ben Laden avant de gagner la Tchétchénie, où il a contribué à déclencher la deuxième guerre tchétchène, en 1999. Sur Internet, des groupes tchétchènes alimentent des sites Web dans plus d'une douzaine de langues, de l'albanais au suédois[49]. La bande vidéo de recrutement éditée par al-Qaida est accessible sur le Web sous le format Real Player, et vante les exploits de Khattab. Les combattants tchétchènes ont l'occasion de parfaire leurs compétences dans des camps de formation afghans, et les diplômés des

écoles religieuses du Pakistan combattent aux côtés des rebelles en Tchétchénie[50].

Si les soldats de Guerre sainte, multinationale se sont maintenant répandus dans le monde entier, dispersés dans des dizaines de pays différents, on ne pourra comprendre les racines idéologiques, les expériences formatrices de ces combattants qu'en un seul endroit, l'Afghanistan, vers lequel nombre d'entre eux ont été attirés durant la guerre soviéto-afghane. C'est à cette occasion qu'Oussama Ben Laden, comme des milliers de ses disciples, a laissé derrière lui le confort de son foyer en Arabie pour affronter les périls de la Guerre sainte en Afghanistan, un conflit qui allait faire de lui un combattant aguerri. C'est donc sur la biographie du président-directeur général de Guerre sainte, multinationale que nous nous pencherons maintenant.

Chapitre 2

Le jihad afghan. La formation d'un guerrier saint

Le summum de cette religion est le jihad.

OUSSAMA BEN LADEN,
réfléchissant sur son expérience afghane [1].

La mort en martyr pour l'unification de tous les hommes dans la cause de Dieu et sa parole constitue la mort la plus heureuse, la plus facile, la plus vertueuse et la meilleure.

IBN TAYMIYYA, savant musulman du Moyen Âge,
souvent cité par Ben Laden [2].

Comme pour beaucoup d'histoires, il vaut mieux commencer celle-ci par son commencement, et la saga de la famille Ben Laden ne commence pas à Riyad, en Arabie Saoudite, où Oussama est né en 1957, mais à des milliers de kilomètres de là, au Yémen, dans la région de l'Hadramaout d'où les Ben Laden sont originaires [3].

L'Hadramaout est une vaste région désertique et montagneuse qui grille sous un soleil implacable. Elle est limitée au nord par le Rub al-Khali saoudien et au sud par la mer d'Arabie. Comme l'Afghanistan, patrie adoptive de Ben Laden durant les vingt dernières années, l'Hadramaout vit encore au Moyen Âge. Il y a peu de signes du monde moderne dans les maisons de torchis de ses pauvres villages, où l'âne est encore le principal mode de transport.

Sous le rude climat de l'Hadramaout, où l'agriculture n'est guère plus qu'une activité de subsistance, les hommes se sont consacrés à deux autres occupations : le commerce et la construction. La myrrhe et l'encens que les rois mages apportèrent en cadeau à l'enfant Jésus venaient peut-être des arbres de l'Hadramaout [4]. Plus tard, les Hadramites parcoururent les océans pour

faire fortune au Proche-Orient et en Extrême-Orient. Une trace de leur mobilité — et de leur succès — se trouve dans les origines hadramites des sultans d'Oman et de Brunei[5].

Et donc, il y a les constructions de l'Hadramaout. Dès que je vis les gratte-ciel séculaires de la ville de Shibam, s'élevant jusqu'à quinze étages, je fus frappé : voilà pourquoi le père d'Oussama avait fait fortune dans le bâtiment. Les Hadramites sont des bâtisseurs de génie.

C'est dans la plus grande vallée, le Ouadi Doan, que se trouve le village ancestral des Ben Laden, al-Roubat. De cette vallée, longue de 160 kilomètres, une remarquable génération d'hommes partit pour l'Arabie Saoudite au début du XX^e^ siècle. Leurs noms forment une brochette de quelques-unes des familles les plus riches d'Arabie Saoudite : les Ben Mahfouz, qui fondèrent la plus grande banque du pays, la National Commercial Bank ; les al-Amoudi, qui firent fortune dans le pétrole, les mines et l'immobilier ; les Baroum, qui sont dans le commerce ; et les Ben Laden, qui possèdent la plus grande entreprise de construction d'Arabie Saoudite[6].

Ces familles ont fait des affaires entre elles, se sont mariées entre elles et ont apporté de l'Hadramaout leur propre culture, ce qui pourrait expliquer leur succès mondial et leur piété. Quant aux affaires, les Hadramis sont, selon leur propre description, frugaux et scrupuleusement honnêtes. Une affaire peut porter sur « des millions et des millions, et pas un riyal ne manquera », affirme Nabil al-Habshi, un agent de voyages de la région[7]. L'Hadramaout est aussi conservateur dans son observance de l'islam. Les femmes n'y conduisent pas et les boutiques ferment à l'heure de la prière. Elles ont si peu de contacts avec le monde extérieur qu'elles ont développé leur propre dialecte, et l'impératif de les maintenir rigoureusement à l'écart a aussi influencé l'architecture des maisons de la région, semblables à des tours, véritables labyrinthes de couloirs et d'impasses[8].

Le père d'Oussama, Mohammad Ben Aouad Ben Laden, émigra de l'Hadramaout vers ce qui allait devenir le royaume d'Arabie Saoudite aux environs de 1930[9]. Freya Stark, le redoutable écrivain anglais, visita l'Hadramaout et le village ancestral des Ben Laden au début des années trente. Une des rares Européennes à s'y être aventurées à cette époque, elle brosse un portrait contemporain de la société où Mohammad Ben Laden vécut lorsqu'il était jeune. À al-Roubat, elle discuta avec les gens de la situation de la vallée, qui la décrivirent comme « un lieu pauvre et de peu de commerce » ; c'est sûrement la raison qui poussa Mohammad à s'embarquer

pour le difficile voyage vers Djedda, à des centaines de kilomètres au nord. Freya Stark note que « la plupart des hommes de l'Hadramaout » ont quitté leurs villages pour trouver du travail dans le Sud, en Malaisie, ou dans le Nord, en Égypte ; ils restent jusqu'à vingt ans à l'étranger[10].

Mohammad Ben Laden fit partie de cette catégorie, même s'il ne retourna pas à al-Roubat. Son frère Abdallah, avec lequel il émigra pour l'Arabie Saoudite, dut ressentir de la nostalgie pour sa patrie puisqu'il y construisit plus tard une grande maison en torchis qui est maintenant la demeure de quatre familles (étendues), dont certains cousins, qui évidemment ne partagèrent jamais les millions de la famille Ben Laden[11]. Cette maison est si vaste qu'une aile accueille aujourd'hui l'école du village. Bien qu'elle ait été utilisée continuellement, elle tombe aujourd'hui en ruine. Les murs sont couverts de graffitis et les cadres des fenêtres se disloquent. La dernière fois que les riches Ben Laden sont venus à al-Roubat, c'était en 1997 : des femmes du village qui s'étaient mariées dans cette famille vinrent faire ce qui s'apparente à une visite d'État de trois jours. Les Ben Laden continuent à financer un projet d'irrigation, vital pour le village, qui arrose des cultures de dattes et de blé ; en outre, l'entreprise Ben Laden envisage de créer un petit bureau dans le village[12].

En arrivant à Djedda, Mohammad trouva du travail comme porteur. Djedda est un point de transit pour les nombreux pèlerins en route pour le *hadj*, le pèlerinage à la ville voisine de La Mecque. Avant la manne pétrolière, les services liés au pèlerinage étaient une des principales sources de revenus pour la famille al-Saoud. Plus tard, Mohammad exhiba fièrement un sac de porteur dans le hall de réception de son palais.

En 1931, Mohammad fonda une société qui prospéra[13]. D'autres Hadramites le rejoignirent pour travailler dans la société toute neuve. L'agent de tourisme Nabil al-Habshi m'a dit que son père était parti à quinze ans, en 1945. « Il travailla pour la famille Ben Laden à la construction de villas. Il passa dix ans en Arabie Saoudite, et économisa assez d'argent pour acheter une boutique de vêtements[14]. »

Pendant les années cinquante, sous le règne du roi Ibn Saoud, Mohammad l'emporta sur d'autres entrepreneurs pour travailler dans les palais royaux. Il impressionna Ibn Saoud, et devint aussi un proche d'autres membres de la famille royale, notamment le frère de Saoud, Faysal. En 1964, lorsque Saoud et Faysal devinrent rivaux, Mohammad contribua à la démission de Saoud en faveur de

Faysal[15]. Ensuite, le roi Faysal nomma Mohammad ministre des Travaux publics, et Ben Laden fut surnommé l'« entrepreneur privé du roi »[16].

À cette époque, Mohammad mit le pied à l'étrier à celui qui allait devenir lui aussi milliardaire, le Saoudien Adnan Khashoggi, connu en Occident pour ses dépenses somptuaires, son rôle discret dans le scandale de l'Irangate, et son neveu Dodi al-Fayed, qui trouva la mort avec la princesse Diana dans un accident de voiture à Paris. Au début des années cinquante, Mohammad ayant eu un besoin urgent de camions pour son entreprise, Khashoggi lui en acheta aux États-Unis pour 500 000 dollars, moyennant une commission de 50 000 dollars. Ce fut le début de la carrière de Khashoggi[17].

Oussama, dont le nom signifie « lion » en arabe, est né le 10 mars 1957 à Riyad[18]. Six mois plus tard, sa famille déménagea à Médine, se partageant ensuite entre Djedda et les villes saintes de La Mecque et de Médine[19]. Oussama était le dix-septième fils de Mohammad, qui engendra cinquante fils et filles — avec plusieurs femmes. Mohammad lui-même se demandait parfois avec quelle épouse il avait eu tel enfant[20]. La mère d'Oussama, une Syrienne, donna aussi à Mohammad deux filles mais pas d'autres fils[21]. Selon quelqu'un autorisé par la famille à me parler, les Ben Laden ne considèrent pas la mère d'Oussama comme membre de leur clan, car elle a divorcé du père d'Oussama il y a plusieurs décennies. Un cousin yéménite de Ben Laden, Khaled el-Omari, précise que la mère d'Oussama s'est remariée. Elle est encore en relation avec son fils, auquel elle rendit visite au Soudan au début des années quatre-vingt-dix, et en Afghanistan au début 2001, pour célébrer le mariage de l'un de ses petits-fils[22].

La famille Ben Laden est très pieuse, et dut sans doute être très fière, à la fin des années soixante, qu'on lui confie la reconstruction de la mosquée al-Aqsa de Jérusalem — le lieu où le Prophète aurait été transporté durant son voyage nocturne de La Mecque — après qu'un Australien déséquilibré eut mis le feu à l'édifice[23]. L'entreprise familiale restaura aussi les lieux saints de La Mecque et de Médine, et les Ben Laden prétendent, avec un orgueil justifié, qu'ils ont reconstruit les trois lieux saints de l'islam. Dans une interview datant de 1999, Oussama Ben Laden déclare : « Grâce à la bonté de Dieu envers lui [son père], il lui est arrivé de prier dans les trois mosquées en un seul jour[24]. »

Il n'est donc pas surprenant que Mohammad, qui menait son monde à la baguette, ait élevé ses enfants d'une manière stricte, combinant la piété et le respect pour l'entreprise familiale. Dès son jeune

âge, Oussama travailla sur les routes que la société construi-sait[25]. Il reçut aussi très tôt une éducation islamique : durant le *hadj*, Mohammad accueillait des centaines de pèlerins, dont certains étaient des chefs de mouvements religieux ou de grands oulémas.

En 1967, alors qu'Oussama avait dix ans, son père mourut dans un accident d'avion. La succession de Mohammad passa à ses enfants sous la forme d'actions dans la société familiale[26]. Le frère aîné d'Oussama, Salem, plus âgé que lui de dix ans, prit finalement la direction de l'affaire. Il avait fait ses études dans une grande école en Angleterre et épousé Caroline Carey, une Anglaise de la haute société, une descendante du marquis de Queensberry. Salem aimait jouer de la guitare et avait sa propre flotte de jets privés, qu'il pilotait, faisant parfois de la voltige à la surprise de ses passagers. Salem tint lieu de fou au roi Fahd qui, comme beaucoup, le trouvait amusant et original ; il bénéficia de nombreux contrats juteux par l'entremise de ce dernier.

Un diplomate britannique en poste en Arabie Saoudite en 1969, Victor Henderson, rapporte qu'au début des années soixante-dix, les Ben Laden faisaient déjà partie de l'establishment saoudien (ils avaient par exemple construit la grande autoroute reliant Djedda à Taïf)[27]. Salem transforma l'entreprise familiale en conglomérat international qui s'étendit au-delà du secteur du bâtiment dans les projets industriels et énergétiques internationaux, l'exploration pétrolière, les mines et les télécommunications[28].

À la différence de son cadet Oussama, Salem était attiré par les États-Unis. En 1976, Salem demanda à James Bath, un homme d'affaires ayant de l'entregent à Houston, d'y représenter les intérêts de la famille[29]. L'année suivante, Bath y acheta une compagnie de location d'avions pour le compte de Salem[30]. Bath était proche de George W. Bush, alors aspirant pétrolier, dont le père dirigeait la CIA et allait être le candidat à la vice-présidence de Ronald Reagan en 1980[31]. De 1979 à 1980, Bath aida aussi son vieux copain George, avec lequel il avait servi dans la garde nationale texane, en investissant 50 000 dollars dans sa première aventure dans l'énergie, une société appelée Arbusto — *bush* en espagnol ou, plus précisément, « arbuste » — et en prenant 5 % de parts dans la compagnie[32].

Salem acheta une maison à Orlando, où il passait souvent des vacances lorsqu'il venait aux États-Unis. Comme son père auparavant, Salem trouva la mort dans un accident d'avion, en 1988 : l'avion qu'il pilotait s'écrasa sur une ligne à haute tension à San Antonio, au Texas[33].

En dépit de la mort prématurée de Salem, les Ben Laden ont maintenu de nombreuses relations aux États-Unis. Plusieurs membres de la famille y résident (ils ont quitté le pays après les attentats du 11 septembre, craignant pour leur sécurité) ; la famille a des propriétés dans le New Jersey et au Texas[34] ; une bourse d'architecture islamique de l'université Harvard porte le nom de la famille ; et un des frères d'Oussama fait partie du conseil d'administration d'une filiale du géant des communications Motorola. En outre, la société familiale a conservé un bureau dans le Maryland durant les années quatre-vingt-dix, utilise une agence de relations publiques de Manhattan et reçoit des conseils juridiques du cabinet Sullivan & Cromwell[35].

L'entreprise familiale est maintenant dirigée par un autre frère d'Oussama, Bakr, qui est directeur du groupe saoudien Binladin (le SBG). Les autres postes de direction sont aussi tenus par ses frères : Yahia est vice-président, Omar est président et Hassan est vice président[36]. Un autre frère, Yeslam, qui réside à Genève, s'occupe des transactions financières de la famille.

Au milieu des années quatre-vingt-dix, le groupe est devenu un colosse dont la valeur est estimée à 5 milliards[37]. La principale société, SBG, employait trente-sept mille personnes en 1999[38]. Un échantillonnage de ses projets de construction entrepris dans les dernières années comprend la rénovation des pistes de l'aéroport du Caire, la reconstruction de l'aéroport d'Aden, au Yémen, la construction d'un nouveau quartier du Caire, d'un hôtel Hyatt à Amman, en Jordanie, d'un hôtel balnéaire à Lattakieh, en Syrie, d'une mosquée à Kuala Lumpur, en Malaisie, d'un gratte-ciel à Riyad, et d'une base de 150 millions de dollars pour plus de quatre mille soldats américains en Arabie Saoudite[39]. (Par une ironie du sort, cette base fut construite au milieu du désert saoudien à la suite des deux attentats à la bombe contre les installations des troupes américaines à Riyad et à Dhahran dans les années quatre-vingt-dix. Au moins une des attaques était, en partie, inspirée par Oussama Ben Laden. Par une ironie encore plus grande, en septembre 2001, les militaires américains déclarèrent que la base pourrait être utilisée par des avions pour des frappes contre les caches de Ben Laden.)

La famille Ben Laden s'est également diversifiée dans une vaste gamme d'affaires, depuis des usines de pièces détachées pour automobiles jusqu'à des centres de vacances en Arabie Saoudite[40]. Selon une source proche de la famille, les Ben Laden possèdent de grands lotissements à Dubaï, la petite ville émirat. Et une autre

source connaissant les affaires de la famille affirme que le gros de leur richesse est immobilisé dans des terrains en Arabie Saoudite.

SBG est aussi le distributeur des boissons Snapple et des voitures Porsche et Volkswagen au Proche-Orient, et a la license de Disney pour publier en arabe de nombreux livres tirés de ses dessins animés. Lorsque l'on commande un hamburger dans un Hard Rock Café au Proche-Orient, la famille Ben Laden touche un bénéfice[41]. À la fin des années quatre-vingt-dix, SBG fut un des investisseurs dans l'aventure malheureuse de Motorola qui consista à lancer un réseau mondial de téléphones mobiles relayés par soixante-six satellites. Enfin, SBG continue à entretenir et à restaurer les mosquées de La Mecque et de Médine et a accru les capacités d'accueil de chacune à un million de fidèles.

Alors que Salem dirigeait l'entreprise familiale, Oussama montrait des signes croissants de religiosité. À dix-sept ans, il épousa une parente syrienne, la première de ses quatre épouses[42]. Peu après, il entra à l'université prestigieuse du roi Abd al-Aziz, d'où il sortit diplômé en économie et en administration publique en 1981[43].

Ce fut alors que Ben Laden s'associa aux Frères musulmans, un groupe islamiste, et fut fasciné par ses professeurs en études islamiques, Abdallah Azzam et Mohammad Qoutb. L'influence de ces hommes sur Ben Laden ne doit pas être sous-estimée — c'est comme si Ronald Reagan et le frère de Milton Friedman lui avaient enseigné le capitalisme. Azzam créa ensuite le premier réseau jihadiste vraiment international, et Mohammad Qoutb, un savant musulman connu, était le frère de Sayyid Qoutb, l'auteur de *Signes de piste*, le texte capital du mouvement jihadiste. Après l'exécution de Sayyid, en 1966, Mohammad devint le gardien de la flamme de son frère et l'interprète attitré de ses écrits[44].

Ces écrits eurent un profond effet sur Ben Laden et les islamistes alliés à lui. Qoutb prétend que les sociétés modernes, y compris la plupart des sociétés musulmanes, sont en *jahiliyya*, l'état d'ignorance existant en Arabie avant la parfaite révélation du Coran[45]. Les musulmans authentiques doivent se libérer des « griffes de la société jahilite ». Qoutb refuse l'idée que le jihad soit simplement une guerre défensive, comme le suggèrent certains versets du Coran. Il affirme que ceux qui adoptent cet argument « rapetissent la grandeur du mode de vie musulman[46] ». Par conséquent, il affirme que le seul moyen d'établir cet ordre islamique est un jihad offensif contre les ennemis de l'islam, qu'il s'agisse des sociétés non musulmanes ou des sociétés musulmanes qui ne suivent pas les

préceptes du Coran. C'est la base idéologique des partisans de Ben Laden, qui s'attaquent non seulement à l'Occident mais aussi à beaucoup de régimes musulmans, telle l'Arabie Saoudite, qu'ils considèrent comme apostats.

Ben Laden fit siennes ces idées en 1979, une année de grande effervescence dans le monde musulman. Ce fut l'aube d'un nouveau siècle selon le calendrier musulman, traditionnellement une époque de changement[47]. Et quels changements ! En janvier, le chah d'Iran fut renversé et l'ayatollah Khomeyni rentra à Téhéran. Puis, en mars, à la stupeur de nombreux musulmans, l'Égypte et Israël signèrent un accord de paix. En novembre, on apprit avec consternation que des centaines de militants islamistes armés s'étaient emparés du saint des saints de l'islam, la grande mosquée de La Mecque, avaient engagé une bataille avec des forces de sécurité qui dura plusieurs jours, fit des centaines de morts et porta un rude coup au prestige de la maison des Saoud[48]. Enfin, en décembre, les Soviétiques envahirent l'Afghanistan. Ce fut sans doute la nouvelle la plus renversante : les communistes, athées, avaient pris par la force le contrôle d'une nation musulmane.

L'invasion fut un événement d'une importance capitale pour l'Occident. Le président Carter, qui avait jusque-là adopté une attitude conciliante avec les Soviétiques, suivit une ligne plus dure. Mais l'écho le plus fort se fit sentir dans le monde musulman. Comme, dans les années trente, libéraux et socialistes de tous pays (des hommes tels que George Orwell, Ernest Hemingway et John Dos Passos) avaient été attirés en Espagne pour faire la guerre contre les fascistes de Franco, des musulmans du monde entier furent attirés par le combat contre l'Union soviétique dans la guerre d'Afghanistan des années quatre-vingt.

La guerre des Soviétiques en Afghanistan fut une des plus brutales d'une époque brutale. Les Russes tuèrent plus d'un million de personnes et en forcèrent cinq millions, un tiers de la population totale, à l'exil. Ce fut aussi un des conflits les plus significatifs depuis la Seconde Guerre mondiale, car il sonna le glas de la machine de guerre soviétique. Paradoxalement, ce fut aussi une des guerres les moins couvertes par la presse. Ainsi que l'historien Robert D. Kaplan l'a fait remarquer, au moins dix fois plus de personnes moururent en Afghanistan que dans les guerres civiles qui éclatèrent au Liban en 1975 et pourtant « l'Afghanistan, qui, sur l'échelle de la souffrance, a dépassé tout autre conflit des années quatre-vingt était, tout simplement, presque inconsciemment ignoré[49] ».

Ce n'est pas surprenant. Les journalistes qui se rendaient en Afghanistan devaient endurer des semaines de marche sur le terrain le plus difficile du monde, dans la peur continuelle d'être attaqués par des hélicoptères de combat, mangeant du riz s'ils avaient de la chance et s'exposant à toutes sortes de maladies. Par comparaison, durant la guerre du Vietnam, un reporter pouvait dans la même journée aller sur le front en hélicoptère et revenir se baigner dans la piscine de son hôtel, en sirotant un verre. Il ne s'agit pas de dénigrer les excellents reporters du Vietnam, mais de dire que pour ceux qui couvrirent la guerre d'Afghanistan les risques étaient plus importants et les commandes des rédacteurs en chef beaucoup moins, puisque aucun soldat américain n'y risquait sa vie.

Le journaliste Rob Schulteis fut l'un de ces quelques braves qui se rendirent à plusieurs reprises en Afghanistan. Il décrivit le conflit comme « la plus sainte guerre » et écrivit cette phrase mémorable : « Ces soldats si braves avec lesquels j'ai marché, et leurs familles, qui souffrent pour la foi et la liberté et ne sont toujours pas libres, sont vraiment le peuple de Dieu[50]. »

De fait, si jamais un conflit put être appelé un jihad juste, la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan l'était. Sans avoir été provoquée, une superpuissance envahit un pays essentiellement rural et lui inflige une guerre totale et totalitaire. La population se révolta, sous la bannière de l'islam, pour chasser les infidèles. Dans un rapport de 1985, une organisation indépendante œuvrant pour les droits de l'homme résuma l'approche impitoyable des Russes : « L'aviation soviétique bombarde des zones habitées, tuant d'innombrables villageois. L'infanterie russe, renforcée par des unités de commandos, a perpétré des massacres aveugles. Les Soviétiques continuent de poser des mines dans les zones habitées[51]. » L'Afghanistan allait devenir le pays le plus miné du monde.

Malgré cette tactique, les Soviétiques n'avaient pas bien lu l'histoire afghane. Du milieu du XIX^e^ siècle jusqu'au début du XX^e^, les Anglais, la superpuissance mondiale de l'époque, avaient essayé de soumettre les turbulents Afghans au cours de trois guerres. Finalement, ils s'étaient rendu compte qu'occuper l'Afghanistan, c'était courir au désastre. Ils préférèrent par la suite y exercer une influence indirecte.

Le récit d'une bataille de la première guerre afghane fait par un Britannique résume bien l'esprit combatif afghan : « Dans l'histoire militaire de ce pays, il n'y a pas de page plus sombre que celle de la destruction d'une importante force britannique dans les terribles défilés entre Kaboul et Jalalabad en janvier 1842… Lorsque

le docteur Brydon [un médecin anglais] arriva à Jalalabad, il était l'unique survivant de quatre mille cinq cents combattants et de douze cents civils[52]. »

Voici peu, une copie du fameux tableau victorien représentant le docteur Brydon a été accrochée au Club américain de Peshawar. Brydon, que l'on appela ensuite le « messager de la mort », se tient affaissé sur son cheval épuisé, seul témoin de la destruction d'une armée entière[53]. Si la gérontocratie du Kremlin avait vu cette peinture avant de lancer sa funeste invasion, elle aurait sauvé l'Afghanistan et remis à plus tard son rendez-vous avec la poubelle de l'Histoire.

Quelques semaines après l'invasion soviétique, Ben Laden, âgé de vingt-deux ans, vota avec ses pieds et son portefeuille, et se rendit au Pakistan pour rencontrer les chefs afghans Burhanuddin Rabbani et Abdul Rasool Sayyaf, qu'il avait déjà vus à l'occasion du pèlerinage. Il rentra en Arabie Saoudite et commença à collecter de l'argent auprès de sa famille et de ses amis pour soutenir les moujahidines, ce qui l'amena à se rendre à plusieurs reprises au Pakistan.

Au début des années quatre-vingt, Ben Laden, expert en démolition grâce au temps passé dans l'entreprise familiale, fit son premier voyage en Afghanistan, où il transporta des centaines de tonnes d'engins de construction, des bulldozers, des chargeurs et de l'équipement pour construire des tranchées, qu'il mit à la disposition des moujahidines. Ce matériel fut utilisé pour construire des routes, creuser des abris dans les montagnes et bâtir des hôpitaux rudimentaires[54]. Ses partisans firent aussi des opérations de déminage dans la campagne afghane[55].

Bien que les États-Unis soutinssent alors les moujahidines, Ben Laden avait déjà exprimé des sentiments antiaméricains. L'ami de Ben Laden, Khaled al-Fawwaz, se souvient qu'en 1982 son ami disait que le monde musulman devait boycotter les produits américains. Dans une interview de 1999, Ben Laden lui-même déclare qu'au milieu des années quatre-vingt déjà il donnait des conférences en Arabie Saoudite pour inciter à attaquer les forces militaires et à boycotter les produits américains[56].

En 1984, Ben Laden créa à Peshawar une maison d'hôtes pour les musulmans attirés par le jihad. Elle fut appelée Beit al-Ansar, la maison des partisans, allusion aux partisans de Mahomet qui le soutinrent lorsqu'il quitta sa ville natale de La Mecque pour Médine[57]. Au début, cette maison était une étape pour ceux qui allaient s'entraîner avec une des factions afghanes. Ensuite, Ben

Laden créa sa propre organisation militaire. Au moment où il fonda sa maison des partisans, son ancien professeur, Abdallah Azzam, fondait aussi à Peshawar son Maktab al-khadamat ou Bureau des services[58]. Ce bureau commença à publier des rapports sur la guerre d'Afghanistan et s'engagea dans une campagne mondiale de recrutement de musulmans pour le jihad. Ben Laden fut son principal bailleur de fonds. Finalement, il y eut une douzaine de maisons d'hôtes à Peshawar placées sous l'égide du Bureau des services[59].

Azzam était le parrain idéologique et le recruteur mondial des musulmans pour le jihad afghan ; il exerça une forte attraction sur Ben Laden du fait de ses bonnes références islamiques et de sa grande expérience. Selon le journaliste palestinien Jamal Ismaïl, alors étudiant à Peshawar et qui rencontra Ben Laden à plusieurs reprises après 1984 : « Ce fut Azzam qui encouragea Oussama à financer les combattants arabes venus en Afghanistan. » Dans une interview à une chaîne de télévision arabe, Ben Laden décrit Azzam comme « un homme qui vaut une nation[60] ». Ceux qui ont connu Azzam et Ben Laden durant cette période se souviennent qu'Azzam était éloquent et charismatique, tandis que Ben Laden, qui avait alors entre vingt et trente ans, était sincère et honnête, mais ne semblait pas avoir l'étoffe d'un chef[61].

Ayant perdu, enfant, un père profondément religieux, Ben Laden fut, toute sa vie, influencé par des hommes religieux plus âgés que lui : d'abord Azzam, puis, dans une moindre mesure, le combattant afghan Abdol Rasool Sayyaf ; ensuite, le commandant en second de son organisation jihadiste, Ayman al-Zaouarihi. Tous ces hommes ont une vision arrêtée de la manière de conduire une vie consacrée à la Guerre sainte. Mais Ben Laden trouva surtout dans son père son inspiration ultime pour le jihad. Il a déclaré à un journaliste pakistanais : « Mon père était clair sur le fait que l'un de ses fils devait combattre les ennemis de l'islam. Ainsi, je suis celui qui a exaucé le désir de son père[62]. »

Pour comprendre l'ascendant d'Azzam sur Ben Laden, et sur l'ensemble du mouvement jihadiste, il faut connaître certaines étapes de sa vie. Il est né en 1941 dans un village de Palestine, près de Jenin[63]. Diplômé de théologie à l'université de Damas en 1966, croyant fermement en la nécessité du jihad, haïssant passionnément les Israéliens, auxquels il reproche de s'être emparés de sa terre natale pour créer leur État en 1948, Azzam participa à la guerre de 1967. Ensuite, il poursuivit ses études à l'université al-Azhar du Caire, le centre de la pensée musulmane, où il obtint un

diplôme, puis, en 1973, un doctorat en jurisprudence islamique. Lors de ses études au Caire, Azzam se lia avec la famille de l'idéologue Sayyid Qoutb. En même temps que Azzam, le cheikh Omar Abdel Rahman faisait ses études à al Azhar ; on sait qu'il devint le chef spirituel du mouvement jihadiste en Égypte et soutint Azzam dans ses efforts pour créer un réseau international de combattants durant les années quatre-vingt[64].

À la fin des années soixante-dix, Azzam entra à la faculté d'Amman, en Jordanie, où il enseigna le droit islamique. Rapidement renvoyé parce qu'il critiquait les autorités pour leur attitude séculière, il partit enseigner en Arabie Saoudite. En 1980, il rencontra des chefs moujahidine afghans et décida de consacrer toute son énergie au jihad en Afghanistan. Ensuite il partit pour le Pakistan, où il fut nommé maître de conférences à l'Université islamique. Il s'installa ensuite à Peshawar.

Cet homme au torse puissant, à qui l'énorme barbe grise et la faconde enflammée conféraient une présence pleine d'autorité, estimait que le jihad est une nécessité absolue pour restaurer le califat, le rêve que les musulmans du monde entier pourraient être unis autour d'un seul chef. Son slogan était : « Le jihad et le fusil : pas de négociations, pas de conférences et pas de dialogue. » Et il mit cette idée en pratique en combattant avec les moujahidines en Afghanistan[65].

Pour lui, le jihad en Afghanistan était un devoir incombant à tout musulman, comme il l'expliqua dans un pamphlet largement répandu et intitulé *La défense du territoire musulman est le premier des devoirs*. Et ce n'était pas seulement de l'Afghanistan que les infidèles devaient être chassés[66]. Azzam écrit : « Ce devoir ne sera pas accompli avec la victoire en Afghanistan : le jihad restera une obligation individuelle tant que les autres terres qui étaient musulmanes ne retourneront pas sous le règne de l'islam : la Palestine, Boukhara, le Liban, le Tchad, l'Érythrée, la Somalie, les Philippines, la Birmanie, le Yémen du Sud, Tachkent et l'Andalousie[67]. »

Azzam parcourut le monde afin de recruter des hommes et collecter de l'argent pour le jihad en Afghanistan, proclamant que « rester une heure sur le front pour la cause d'Allah vaut mieux que prier pendant soixante veillées[68] ». Khaled al-Fawwaz se souvient qu'Azzam était, à lui seul, un « service de presse » pour le mouvement du jihad, voyageant au Koweït, au Yémen, en Arabie Saoudite et aux États-Unis afin de recueillir et diffuser des informations, recruter des hommes et collecter des millions de dollars pour la cause.

Le pouvoir du message d'Azzam était si grand que, même au travers de ses simples cassettes vidéo, des musulmans pratiquants ressentirent la force de son appel à la Guerre sainte. Mohamed Odeh, un Jordanien d'origine palestinienne qui joua un rôle important dans les attentats contre l'ambassade des États-Unis au Kenya en 1998, étudiait le génie civil aux Philippines à la fin des années quatre-vingt lorsqu'il regarda une vidéo d'Azzam incitant au jihad. Il partit pour l'Afghanistan, où il fut formé à l'utilisation de nombreuses armes, dont les AK-47, les mitrailleuses, les missiles et les explosifs tels le C3, C4 et le TNT. Ensuite, il fit allégeance à Ben Laden[69].

Azzam apparaissait souvent en compagnie du cheikh égyptien Abdel Rahman à Peshawar[70]. Ce dernier fonda aussi une maison d'hôtes dans cette ville où il se rendit à deux reprises durant les années quatre-vingt[71]. En 1985, Abdel Rahman fit son premier voyage en Afghanistan sous la protection du chef afghan ultra-islamiste, Gulbuddin Hekmatyar. Le cheikh, qui est aveugle depuis son enfance à cause du diabète, pleura lorsqu'il entendit, à distance, le fracas des obus, déplorant le fait qu'il ne pouvait voir de lui-même son rêve de jihad réalisé[72].

Une autre figure influente de l'effort arabe visant à soutenir la guerre fut le Jordanien Mohammad Khalifa, qui épousa par la suite une des sœurs de Ben Laden. Il dirigeait les Frères musulmans en Jordanie, qui fournissaient des recrues pour le jihad[73]. Khalifa travailla aussi à cette époque à Peshawar comme directeur de la Ligue islamique mondiale[74].

Pendant ce temps, Ben Laden allait et venait en Arabie Saoudite, apportant divers dons destinés aux factions afghanes, dont celle du commandant militaire Ahmad Shah Massoud, un islamiste modéré. Mais Ben Laden eut les relations les plus étroites avec l'ultra-islamiste Hekmatyar et avec Abou Sayyaf, un chef afghan qui parle bien arabe et a étudié en Arabie Saoudite[75]. Sayyaf souscrit aussi à l'islamisme wahhabite puriste cher au cœur de Ben Laden. Du fait de ses relations étroites avec l'Arabie Saoudite, Abou Sayyaf reçut des centaines de millions de dollars d'aide saoudienne.

Les commandants afghans comprirent l'importance de l'aide financière arabe[76]. Peter Jouvenal, le cameraman anglais qui voyagea en Afghanistan des dizaines de fois pendant la guerre contre les Soviétiques, décrivit une visite à une base du Pakistan construite au début des années quatre-vingt par Jalaluddin Haqqani : « Il décida de la construire, afin de la montrer aux dona-

teurs arabes. » Jouvenal se souvient : « Il y avait des bunkers souterrains. Vous auriez pu tout aussi bien être à l'intérieur d'une maison. Il y avait du papier peint, des toilettes, des tapis et un générateur d'électricité. Le bunker dans lequel je me trouvais accueillait quatre personnes. Il était construit dans une falaise. Le complexe était étalé sur un rayon de 5 kilomètres. En 1982, j'ai assisté à une attaque des Russes contre cette base. Pendant dix minutes, quatre avions lancèrent des bombes, mais personne ne fut tué. La base avait sa propre branche médias : on y tournait en vidéo des exécutions de soldats russes et les militants les envoyaient en Arabie Saoudite pour collecter des fonds. » Cette base fut utilisée par al-Qaida dans les années quatre-vingt-dix.

Avec la fondation du Bureau des services par Azzam et Ben Laden en 1984, le soutien arabe aux moujahidines devint notoire. Les recrues pour le jihad afghan furent appelées Arabes afghans. Aucun d'eux n'était afghan, et si beaucoup étaient arabes, ils étaient également originaires de tout le monde musulman. Certains étaient des étudiants venus en voyage sur la frontière afghano-pakistanaise pour ce qui n'était que des stages d'été dans les camps du jihad. D'autres étaient engagés dans des opérations de soutien le long de la frontière, travaillant pour des œuvres caritatives et des hôpitaux. D'autres encore avaient guerroyé pendant des années contre les communistes.

Selon Jamal Ismail, trois pays fournirent le gros des Afghans arabes : l'Arabie Saoudite, le Yémen et l'Algérie. La compagnie aérienne nationale saoudienne accordait même une réduction de 75 % à ceux qui participaient à la Guerre sainte[77]. Selon les estimations d'Ismail, 50 000 Arabes vinrent à Peshawar pour se battre. L'ami de Ben Laden, Khaled al-Fawwaz, me parla de 25 000 hommes. Milt Bearden, qui dirigea les opérations de la CIA en Afghanistan de 1986 à 1989, parle lui aussi de 25 000 combattants[78]. Personne ne connaît le chiffre exact mais on peut dire que le nombre total d'Arabes afghans qui participèrent au jihad tout au long de la guerre s'éleva au moins à des dizaines de milliers.

Il faut noter que le maximum des forces combinées des diverses factions moujahidines afghanes s'élevait de 175 000 à 250 000 hommes chaque année[79]. Ce qui montre que la contribution des Arabes afghans à la guerre contre les Soviétiques était insignifiante du point de vue militaire. La guerre fut gagnée tout d'abord par le sang des Afghans puis grâce au trésor des États-Unis et de l'Arabie Saoudite, qui apportèrent à eux deux 6 milliards de dollars.

Bien sûr, Ben Laden et d'autres Arabes afghans servirent d'intermédiaires pour une partie de cet argent. Milt Bearden estime qu'après l'été 1986 près de 20 millions de dollars par mois furent dépensés pour le jihad afghan d'Arabie. Le prince Tourki al-Faysal Saoud, le chef des services de renseignements saoudiens, dirigea la contribution saoudienne, assisté par le prince Salman, gouverneur de Riyad[80]. À cette époque, Ben Laden travaillait étroitement avec le prince Tourki, faisant office de bras armé des renseignements saoudiens[81]. En outre, la Ligue islamique mondiale, dirigée par le cheikh saoudien Abdelaziz Ben Baz, fournissait des fonds[82]. (Ironie du sort : les milliards de dollars du gouvernement saoudien ont contribué à créer un encadrement de militants bien entraînés qui ensuite se tournèrent contre la famille royale. Cela s'inscrit dans un cadre plus important de financement par les Saoudiens des organisations militantes islamistes, appelé la *rialpolitik*, supposé consolider la légitimité saoudienne mais qui la mina car elle renforçait les groupes les plus opposés au régime saoudien[83].)

Donc, à une plus grande échelle, les Arabes afghans n'étaient que des supplétifs de la Guerre sainte afghane. Ce sont les leçons qu'ils tirèrent du jihad, plus que leur participation, qui furent significatives. Ils y côtoyèrent des militants venus de dizaines de pays et furent endoctrinés dans les idées les plus extrémistes concernant le jihad. Ceux qui avaient fait leurs preuves dans cette guerre rentrèrent dans leur pays avec les meilleures références pour d'autres guerres saintes. Et ils croyaient que leurs efforts avaient provoqué la défaite d'une superpuissance. « Le jihad afghan a une importance cardinale dans l'évolution de la mouvance islamiste à travers le monde, écrit le spécialiste de l'islam politique Gilles Kepel. Il supplante dans l'imaginaire arabe la cause palestinienne et symbolise le passage du nationalisme à l'islamisme[84]. »

Jamal Ismail se souvient que vers décembre 1984 Ben Laden était devenu une figure importante du jihad. À cette époque, Azzam annonça que Ben Laden payerait les dépenses des familles des hommes qui viendraient se battre dans la guerre d'Afghanistan. Puisque le niveau de vie au Pakistan était bas, cette somme s'élevait à 300 dollars par mois et par famille. Encore une fois, il renchérit. Selon Essam Deraz, un réalisateur qui fit un reportage sur Ben Laden à la fin des années quatre-vingt, le Saoudien finançait alors les Arabes afghans à hauteur de 25 000 dollars par mois. Khaled al-Fawwaz se souvient que Ben Laden commença alors à penser à créer une force mobile. « Il acheta des 4 × 4 et les équipa de missiles

antitanks et d'engins de détection de mines afin que chacun puisse faire face à toutes sortes de situations[85]. »

En 1986, Ben Laden s'installa de façon permanente à Peshawar, dirigeant ses opérations d'une villa de deux étages dans les alentours de la ville universitaire, où il vivait et travaillait[86]. C'est à cette époque qu'il fonda son camp en Afghanistan, baptisé al-Ansar, près du village de Jaji, dans la province de Paktia, une portion de la frontière pakistanaise du nord-est qui fait saillie en Afghanistan. À Jaji, Ben Laden et ses hommes reçurent le baptême du feu : un siège d'une semaine par les Soviétiques, qui devint un haut fait de la légende entourant Ben Laden[87].

Selon Deraz, qui affirme avoir assisté à la bataille de Jaji d'un poste d'observation situé à 3 kilomètres, l'assaut soviétique commença le 17 avril 1987[88]. Les Arabes étaient basés près de Jaji parce que le village côtoyait les lignes de front soviétiques ; ils avaient utilisé les engins de construction de Ben Laden pour se retrancher dans des cavernes sur les hauteurs autour du village. Pendant une semaine, ils endurèrent des bombardements des Russes, dont certains portaient l'uniforme des Spetnaz, les Forces spéciales. Sur cinquante Arabes, plus d'une douzaine furent tués avant que le groupe ne se rende compte qu'il ne pouvait plus tenir sa position et ne se retire[89].

En dépit de cette retraite, Jaji fut célébrée comme une victoire dans le monde arabe. C'était la première fois que les Arabes afghans avaient résisté pendant un certain temps face à des forces qui leur étaient supérieures. Des journalistes arabes basés à Peshawar envoyaient des dépêches quotidiennes sur les exploits guerriers de Ben Laden qui étaient rapidement publiées au Proche-Orient, ce qui amena une foule de nouvelles recrues pour le jihad afghan[90]. Oussama fut adulé pour avoir abandonné sa vie de milliardaire saoudien résidant dans les palais de Djedda et les suites des grands hôtels de Londres et de Monte-Carlo afin d'affronter les dangers de la Guerre sainte. Cela tranchait avec les milliers de membres de la famille saoudienne au pouvoir, dont aucun ne combattit en Afghanistan, bien qu'ils se fussent baptisés les « gardiens » des lieux saints de l'islam en 1986[91].

Un autre homme se fit un nom à Jaji : Abou Oubaida, un Égyptien, qui ensuite se noya dans le naufrage d'un ferry au Kenya. L'accusation américaine contre Ben Laden le cite comme son « commandant militaire en chef » jusqu'à sa mort en 1996.

Si la bataille de Jaji fut dangereuse, les rigueurs de la vie quotidienne furent aussi éprouvantes pour Ben Laden. Dans une brève

biographie en arabe publiée en 1991, Deraz écrit qu'à cette époque les problèmes de santé de Ben Laden le forcèrent à rester allongé de temps en temps parfois jusqu'à quatre heures. Il souffrait d'hypotension, qui fut soignée par un médecin égyptien de Peshawar, et de diabète, pour lequel il recevait des piqûres d'insuline. Une des photographies de la biographie montre Ben Laden subissant une piqûre après avoir été exposé à « des gaz toxiques » ; une autre le montre soignant une blessure au pied[92].

J'ai rencontré Deraz au Caire en décembre 2000 car je voulais parler avec lui de Ben Laden. Deraz, à présent âgé de plus de cinquante ans, était venu dans les zones de guerre afghanes à l'âge de quarante ans comme journaliste et réalisateur de films documentaires. Chauve, un peu replet, vêtu d'un court manteau bleu, Deraz sirotait un jus d'orange dans le hall d'un hôtel, à un jet de pierre du Nil ; il me parlait de sa vie et de la manière dont elle avait croisé celle de Ben Laden. Il insista dès le début de notre rencontre sur un point : il « haïssait les idées de Ben Laden », et sa fréquentation passée de l'exilé saoudien lui avait causé des années de harcèlement de la part des forces de sécurité égyptiennes.

Il me dit qu'il avait rencontré Ben Laden, qui jusqu'alors avait évité les journalistes, en 1987, à Peshawar. Dès leur première entrevue, Deraz aurait déclaré à Ben Laden : « Un jour, vous [les Arabes afghans] irez tous en prison. » Mais Ben Laden resta indifférent. « Il pensait qu'ils seraient accueillis en héros [de retour dans leurs pays]. Il ne comprenait pas que nos gouvernements [du Proche-Orient] détestent toute forme de mouvement populaire[93]. »

Mais Ben Laden se concentrait sur la politique. Pour lui, la guerre d'Afghanistan fut une extraordinaire expérience spirituelle. Au cours de son interview à CNN, il nous déclara : « J'ai tant appris du jihad en Afghanistan qu'il eût été impossible d'en tirer autant de bénéfice dans une autre situation… Le plus grand profit, c'est que la gloire et le mythe de la superpuissance furent détruits non seulement dans mon esprit mais dans celui de tous les musulmans[94]. » Ben Laden fut si convaincu de la grandeur spirituelle du combat qu'il menait qu'il demanda à son fils aîné, Abdallah, alors âgé de onze ans, de lui rendre visite durant la guerre[95].

Des milliers d'autres Afghans arabes furent également bouleversés. Ce fut le cas de Mansour al-Barakati, un Saoudien de La Mecque, dont l'histoire est racontée sur un site Internet. Il se rendit en Afghanistan en 1987 pour ramener à la maison son frère cadet parti effectuer le jihad. Lorsqu'il traversa la frontière entre le

Pakistan et l'Afghanistan, il sentit « son cœur battre la chamade » comme s'il entrait dans un lieu saint. Abandonnant la recherche de son frère, il se rendit à Jalalabad pour s'entraîner dans un camp de Ben Laden pendant deux mois. De là, il partit pour le désert de la région de Kandahar qui fut le théâtre de combats parmi les plus rudes de la guerre. Al-Barakati s'y distingua par des actes d'héroïsme, devenant ensuite le chef des moujahidine dans cette zone. À l'été de 1990, une roquette de 120 millimètres défonça le toit d'une maison où il se trouvait. Blessé, il fut conduit au Pakistan pour être soigné mais sur le chemin il implorait la mort en criant : « Je suis las de cette vie. J'aime vraiment Dieu. » Enfin, il mourut et, comme dans beaucoup de récits de martyres arabes, un témoin raconte qu'un halo de lumière comme il n'en avait jamais vu émana de son corps[96].

La guerre d'Afghanistan non seulement bouleversa spirituellement des hommes comme Ben Laden, mais elle leur permit de devenir des figures de premier plan d'organisations terroristes dans le monde arabe. En 1987, Ben Laden fut présenté aux membres du groupe égyptien al-Jihad, responsable de l'assassinat du président Sadate en 1981. Un des chefs du groupe, Ayman al-Zaouahiri, s'était installé à Peshawar et mettait ses talents de chirurgien au service d'un hôpital de réfugiés afghans[97]. En 1989, Ben Laden fonda al-Qaida, organisation qui ensuite fusionna avec le groupe d'al-Zaouahiri.

Jamal Ismaïl rapporte que les buts initiaux d'al-Qaida étaient prosaïques. Beaucoup d'Arabes continuaient à arriver sous le couvert du Bureau des services, et la maison d'hôtes de Ben Laden, *Beit al-Ansar*, restait ouverte à tous les nouveaux venus. Mais on craignait que les gouvernements du Proche-Orient, inquiets des activités des islamistes dans leur propre pays, n'infiltrent ces organisations, donc al-Qaida fut conçue comme une unité plus sûre. « Ils avaient leur propre maison d'hôtes, se souvient Ismaïl. À moins de faire partie du cercle rapproché, on ne pouvait y entrer. »

L'opposant saoudien Saad al-Fagih suggère une autre raison à la création d'al-Qaida. En 1988, Ben Laden s'aperçut qu'il y avait peu d'informations à donner aux familles des disparus en Afghanistan ; pour résoudre ce problème, il aurait fondé al-Qaida afin de garder une trace de ceux qui étaient réellement des moujahidines, de ceux qui étaient membres d'une organisation caritative à Peshawar et de ceux qui n'étaient que des visiteurs. Des mouvements entre la maison d'hôtes et les camps d'entraînement militaires furent enregistrés. Al-Fawwaz affirme que ces docu-

ments furent ensuite utilisés par des gouvernements du Proche-Orient pour identifier de probables militants islamistes.

Le compte-rendu le plus complet de la fondation d'al-Qaida est donné par Jamal al-Fadl, le premier témoin du gouvernement américain au procès de quatre complices de Ben Laden à New York, en 2001. Al-Fadl, un Soudanais qui avait alors une vingtaine d'années, combattit avec le groupe de Ben Laden sur les lignes de front afghanes en 1989. Il fut aussi entraîné à abattre des hélicoptères et suivit des cours sur l'usage des explosifs. En 1989, on lui proposa de devenir membre d'al-Qaida, qui prévoyait de continuer la Guerre sainte après la fin du conflit afghan. Il accomplit la *baya*, le serment de fidélité au programme de jihad du groupe, et signa des papiers faisant part de son allégeance à l'*émir*, Ben Laden[98]. Il fut le troisième membre d'al-Qaida.

Al-Fadl fit défection après que l'on eut découvert qu'il avait détourné 110 000 dollars appartenant à l'organisation ; il devint informateur du gouvernement américain. Au procès de Manhattan, al-Fadl révéla la structure opérationnelle d'al-Qaida et les responsabilités des divers comités, dont celui des médias, dirigé par un homme surnommé Abou Reuter[99].

En février 1989, les Soviétiques se retirèrent d'Afghanistan et Ben Laden tourna son attention vers d'autres conflits. Il retourna à Jaji, un lieu qui avait acquis une grande importance symbolique, et en fit une base. Peter Jouvenal était alors dans la région. « Je les vis creuser d'énormes cavernes à l'aide d'explosifs et d'engins. On m'a dit que c'était dangereux et que je devais partir. »

Une des cibles de Ben Laden fut alors la première femme à gouverner une nation musulmane moderne : le Premier ministre du Pakistan, Benazir Bhutto, considérée comme libérale du fait de ses études à Oxford et Harvard[100]. Son prédécesseur, un dictateur militaire, le général Zia ul-Haq, était mort dans un mystérieux accident d'avion un an avant qu'elle ne fût élue[101]. Zia avait été un fervent partisan des groupes islamistes au Pakistan, et ces groupes voyaient en Mme Bhutto une menace.

J'ai rencontré l'ex-Premier ministre dans une maison du New Jersey bien gardée, juste au-delà du pont George Washington lorsqu'on arrive de Manhattan, par un jour humide et glacial de mars 2000. C'est une femme belle et charismatique, proche de la cinquantaine, aux opinions bien tranchées. Dans son roman *La honte*, Salman Rushdie lui donne le sobriquet de Vierge à la culotte de fer. Elle est née au sein de ce que les Pakistanais appellent une famille de propriétaires « féodaux ». Son grand-père, qui possédait

de grandes parties de la province du Sind, fut fait chevalier par les Britanniques.

Sa vie est digne d'une tragédie. Son père, Zulfikar Ali Bhutto, était le populaire Premier ministre du Pakistan dans les années soixante-dix jusqu'à ce qu'il fût déposé et exécuté par le général Zia[102]. Benazir Bhutto passa l'essentiel de sa vie en prison ou en exil, jusqu'à ce qu'elle rentre triomphalement au Pakistan en 1988 sous les vivats de la foule[103]. Alors qu'elle était Premier ministre, un de ses frères fut assassiné devant sa maison de Karachi dans une fusillade avec la police. Un autre frère fut mystérieusement empoisonné en France[104]. En 1996, son mari fut emprisonné au Pakistan pour corruption.

Toute cette histoire me trottait dans la tête lorsque je me rendis chez elle. Elle portait une *shalwar kamiz* rose, un voile de grand couturier flottant autour de son visage. Puisque l'actuel gouvernement pakistanais l'a accusée de corruption, elle vit maintenant en exil à Londres et à Dubaï, et fait de temps à autre des voyages aux États-Unis pour rencontrer des partisans.

Alors que je parlais avec l'ex-Premier ministre, je sentais que son esprit travaillait à plusieurs niveaux pour essayer de me mettre de son côté. Elle était tour à tour charmeuse et cajoleuse, expliquant que les accusations de corruption contre elle et son mari avaient été forgées par le gouvernement précédent.

Je passai à Ben Laden. « La première fois que j'entendis parler d'Oussama, c'était en 1989 pendant un vote de défiance contre mon gouvernement, dit-elle. Quatre parlementaires vinrent me voir avec des valises pleines de billets. Ils avaient 12 000 roupies, soit entre 18 000 et 20 000 dollars, qu'on leur avait données pour voter contre moi. Ils me dirent que l'argent venait d'Arabie Saoudite. Je fus choquée car le roi Fahd m'était favorable et avait fait un effort pour aider mon pays. J'envoyai une délégation demander pourquoi les Saoudiens avaient financé cette opération. » La réponse, ajouta-t-elle, fut que « c'était un riche Saoudien qui avait fait ça, Oussama Ben Laden. Je n'en avais jamais entendu parler auparavant ».

Benazir Bhutto critiqua le chef des services de renseignements militaires, le général islamiste Hamid Gul, qu'elle venait de renvoyer pour avoir inventé les accusations de corruption de concert avec son ami Ben Laden. « Le mouvement islamiste international [qui est issu de la guerre d'Afghanistan] considérait le Pakistan comme sa base, expliqua-t-elle. Ils voyaient dans mon parti une

menace libérale. » Le 1er novembre 1989, Bhutto échappa de peu au vote de défiance[105].

Quelques semaines plus tard, le 24 novembre, le mentor de Ben Laden, Abdallah Azzam, fut assassiné, crime qui n'a pas été élucidé. Une voiture piégée à l'entrée de la mosquée Saba-e-Leil de Peshawar explosa à midi lorsque Azzam se rendait à la prière du vendredi, accompagné de ses deux fils, Mohammad, âgé de trente-trois ans, et Ibrahim, âgé de quatorze, qui furent aussi tués[106].

À la fin de 1989, Ben Laden n'avait plus de raisons de rester au Pakistan. Il était *persona non grata* auprès du nouveau gouvernement pakistanais, les Soviétiques s'étaient retirés d'Afghanistan, et son plus proche collaborateur était mort. Ainsi, pour la première fois depuis plusieurs années, il retourna dans son pays natal, où il allait entreprendre d'autres guerres saintes.

Il avait trente-deux ans.

Chapitre 3

Retour de bâton. La CIA et la guerre d'Afghanistan

Ne pense point morts ceux qui ont été tués dans le sentier de Dieu. Ils sont vivants, au contraire, auprès de leur Seigneur, et bien pourvus.

Coran, 3.169

Ben Laden et ses Arabes afghans sont-ils une création du gouvernement américain ? Plusieurs livres et articles ont accusé la CIA d'avoir armé et entraîné les Arabes afghans, et Ben Laden lui-même, dans le cadre de leur opération de soutien aux rebelles afghans combattant les Soviétiques, au cours des années quatre-vingt. Ils en déduisent que les États-Unis sont responsables du jihad et du terrorisme que ces militants ont ensuite répandus dans le monde entier. Comme nous le verrons, ces accusations sont exagérées et non prouvées. Cependant, la CIA a certainement commis des erreurs tactiques durant cette guerre, dont certaines ont contribué au développement de factions anti-occidentales alliées aux militants arabes.

Pour les États-Unis, l'invasion soviétique de l'Afghanistan, en décembre 1979, fut l'occasion de rendre la monnaie de leur pièce aux Soviétiques, qui avaient financé les Nord-Vietnamiens dans leur guerre contre eux : ils allaient financer le combat afghan contre les Soviétiques. Ce que le conseiller pour la sécurité du président Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski, a exprimé succinctement : il était temps, dit-il, de « leur renvoyer leur m… dans leur arrière-cour[1] ». La CIA arma les Afghans et, du point de vue stratégique, ce fut un brillant succès. Les dernières troupes soviétiques se retirèrent d'Afghanistan le 15 février 1989. Au quartier général de la CIA à Langley, en Virginie, une petite soirée fut organisée à cette occasion[2].

Mais la CIA et les Arabes afghans étaient-ils de mèche, comme de récentes études l'ont suggéré ? Un auteur accuse : « La CIA a financé et entraîné les Arabes afghans pendant la guerre[3]. » Un autre évoque le rôle central des mercenaires musulmans de la CIA, dont « environ vingt mille Algériens dans la guerre d'Afghanistan[4] ». Les deux auteurs affirment cela comme des axiomes, sans fournir de preuves.

D'autres commentateurs ont affirmé que Ben Laden lui-même avait été aidé par la CIA. Un rapport du sérieux journal britannique *The Guardian* affirme : « En 1986, la CIA l'aida même [Ben Laden] à construire un camp souterrain à Khost (en Afghanistan) où il entraîna des recrues du monde musulman dans l'art révolutionnaire du jihad[5]. » Cela n'a pas de sens. Les responsables américains ne se sont pas aventurés en Afghanistan pendant la guerre contre les Soviétiques de peur de contribuer à une victoire de la propagande communiste s'ils étaient capturés. D'autre part, Ben Laden avait épousé des opinions antiaméricaines dès 1982, et, grâce à la fortune provenant de la gigantesque entreprise de construction familiale, n'avait aucun besoin des subsides de la CIA[6]. En fait, le camp souterrain de Khost a été construit en 1982 par un commandant afghan, grâce à des fonds arabes[7].

Une source proche de l'organisation de Ben Laden explique que son chef « n'a jamais eu de relations avec l'Amérique ou des responsables américains... Dès le début des années quatre-vingt, il disait que le prochain combat serait mené contre l'Amérique... Aucune aide, aucun entraînement ne lui a été fourni par les Américains ». Un haut responsable américain a déclaré sans ambages que « Ben Laden n'a jamais rencontré la CIA[8] ».

Si les accusations de responsabilité de la CIA dans l'apparition des Arabes afghans font vendre, elles ne constituent pas une vérité historique. La vérité est plus complexe, et plus terne. Les États-Unis voulaient pouvoir nier que la CIA finançait la guerre en Afghanistan, et donc leur soutien se fit par l'entremise des services secrets pakistanais (ISI). Pour sa part, l'ISI décida quelle faction aider et entraîner, tendant à favoriser les plus islamistes et les pro-pakistanais. Les Arabes afghans combattirent généralement aux côtés de ces factions, ce qui a fait surgir l'accusation qu'ils étaient des créatures de la CIA.

L'ancien responsable de la CIA, Milt Bearden, qui dirigea l'opération afghane de l'Agence à la fin des années quatre-vingt, déclare : « La CIA ne recruta pas d'Arabes » car elle n'en avait pas besoin. Il y avait des centaines ou des milliers d'Afghans désireux

de se battre, et les Arabes voulant participer au jihad étaient « très perturbateurs. Les Afghans les considéraient comme des emmerdeurs ». J'ai entendu exprimer de tels sentiments par des Afghans qui appréciaient l'argent coulant à flots du Golfe mais ne supportaient pas les tentatives des Arabes de les convertir à leur vision très puritaine de l'islam. Peter Jouvenal se souvient : « Il n'y avait pas d'affection entre les Afghans et les Arabes. Un Afghan m'a dit : "Lorsque nous avions un problème avec l'un d'eux, nous le tuions. Ils se prenaient pour des rois." »

En outre, les Arabes afghans montraient une antipathie maladive pour les Occidentaux. Jouvenal ajoute : « J'évitais les Arabes [en Afghanistan]. Ils étaient très hostiles. Ils m'auraient demandé : "Qu'êtes-vous venu faire dans un pays musulman ?" » John Simpson, le reporter de la BBC, eut un bref échange avec Ben Laden lui-même, dans les environs de Jalalabad, en 1989. Voyageant avec un groupe de moujahidines afghans, Simpson et son équipe de télévision tombèrent sur un homme très bien habillé, en robe blanche impeccable ; il se mit à crier à l'escorte de tuer les infidèles, et proposa à un chauffeur de camion la somme rondelette de 500 dollars pour exécuter cette tâche. Les Afghans de Simpson rejetèrent la demande et, ensuite, lorsqu'ils entrèrent au camp, Ben Laden était sur un lit, pleurant de rage. Ce n'est que dix ans plus tard, une fois ce dernier devenu un personnage public, que Simpson sut qui était ce mystérieux Arabe qui avait souhaité sa mort[9].

En 1998, Milt Bearden publia un roman policier qui eut un certain succès, *La tulipe noire*, dans lequel un agent secret de la CIA établit, en Afghanistan, une base utilisée par « une poignée d'officiers américains[10] ». C'est, bien sûr, de la fiction. Les officiers de la CIA ne se sont pas rendus en Afghanistan, et la CIA eut peu de contacts avec les Afghans. Vince Cannistraro était le directeur du groupe de coordination de l'Agence de sécurité nationale qui supervisa la politique afghane au milieu des années quatre-vingt. Il affirme qu'il n'y avait que six officiers de la CIA résidant au Pakistan et que ce n'étaient que des « administrateurs » qui s'occupaient de l'entière opération de l'Agence dans ce pays[11].

En outre, un ex-responsable de la CIA m'a dit que les agents de l'Agence au Pakistan quittèrent rarement l'ambassade, à Islamabad, et rencontrèrent rarement les chefs de la résistance afghane, sans parler des militants arabes. Il raconta une histoire dans laquelle des officiers de la CIA durent littéralement supplier pour se joindre à un groupe de responsables qui devaient voir des chefs afghans à Peshawar, au milieu des années quatre-vingt[12].

Le général de brigade Mohammad Yousaf, qui dirigea les opérations afghanes de l'ISI de 1983 à 1987, explique avec une admirable clarté les relations entre la CIA et les moujahidines. « La principale fonction de la CIA était de dépenser de l'argent. C'était toujours exaspérant pour les Américains, et cela se comprend, de payer le joueur de fifre sans pouvoir choisir l'air. La CIA soutint les moujahidines en dépensant l'argent des contribuables, des milliards de dollars chaque année, pour acheter des armes, des munitions et de l'équipement. C'était leur branche secrète de fourniture d'armes qui était toujours sollicitée. Toutefois une règle fondamentale de la politique pakistanaise était qu'aucun Américain ne fût impliqué dans la distribution d'armes ou de fonds, une fois parvenus dans le pays. Aucun Américain n'entraîna jamais ni n'eut de contact direct avec les moujahidines, et aucun responsable ne vint en Afghanistan[13]. » Un ex-officier de la CIA m'a déclaré : « Comme intendants, nous étions parfaits[14]. »

Bref, la CIA eut des contacts très limités avec les Afghans, sans parler des Arabes afghans. Et pour d'excellentes raisons. Il n'y avait simplement pas de point de contact entre eux. L'Agence travaillait avec l'ISI, alors que les Arabes afghans travaillaient indépendamment et avaient leurs propres sources de financement. La CIA n'avait pas besoin des Arabes afghans et les Arabes afghans n'avaient pas besoin de la CIA. Donc, l'idée que l'Agence finança et entraîna les Arabes afghans est, au mieux, erronée. L'école de pensée du « Critiquons la CIA pour tout le mal qui advient » surestime largement les pouvoirs de l'Agence, en bien comme en mal.

Cependant, au cours d'un épisode étrange, la CIA aida un important recruteur d'Arabes afghans, le religieux égyptien cheikh Omar Abdel Rahman, qui fut ensuite accusé pour son rôle dans la tentative de faire exploser l'immeuble des Nations unies et le tunnel Holland à New York. Bien qu'il fût connu comme chef spirituel du Groupe islamique terroriste, on lui accorda un premier visa pour les États-Unis en 1987 et un autre pour plusieurs entrées en 1990[15]. Le gouvernement des États-Unis a déclaré que ces visas ont été accordés à la suite d'erreurs informatiques ou à cause des diverses orthographes du nom du cheikh. Mais au moins un de ces visas fut accordé par un officier de la CIA travaillant secrètement au service consulaire de l'ambassade des États-Unis au Soudan[16]. On ne sait pas s'il s'agit d'une erreur ou d'autre chose.

Un autre lien entre la CIA et les Arabes afghans fut l'Égypto-Américain Ali Mohamed qui travailla brièvement comme informateur de la CIA au début des années quatre-vingt et ensuite pour al-

Qaida. Mais si intéressant que fussent ces liens, ils ne sont que ça. Il ne s'agit pas d'une opération montée par l'Agence pour entraîner et financer les Arabes afghans.

Cela ne veut pas dire que la CIA n'a pas commis une grave erreur tactique en permettant que toutes les décisions concernant le financement et la poursuite de la guerre reviennent aux Pakistanais. Les laisser mener l'affaire pouvait se comprendre durant les premières années de la guerre — surtout pour permettre aux États-Unis de nier toute implication dans le conflit, mais aussi parce que les Pakistanais connaissaient mieux la situation que quiconque. Mais, en 1985, le président Reagan rencontrait en public des chefs militaires afghans, et il n'y avait plus aucune raison de nier ; en outre, l'information était alors disponible sur qui, en Afghanistan, était efficace et sur qui était antiaméricain. À ce moment le gouvernement américain et la CIA auraient dû faire pression sur les Pakistanais pour distribuer l'aide américaine en accord avec les intérêts des États-Unis.

Ce ne fut pas le cas. Au contraire, les Pakistanais continuèrent à financer de préférence les factions les plus islamistes, contribuant ainsi à une féroce guerre civile en Afghanistan. Ils financèrent pour des millions de dollars des factions afghanes antioccidentales, qui entraînèrent des militants qui à leur tour exportèrent le jihad et le terrorisme dans le monde entier, y compris aux États-Unis. Un tel effet pervers des opérations secrètes est appelé « retour de bâton ».

Pour examiner comment ce retour de bâton eut lieu, on doit comprendre de quelle manière les États-Unis s'engagèrent dans la guerre d'Afghanistan. Six mois avant l'invasion soviétique, les États-Unis fournissaient déjà une aide limitée aux Afghans qui combattaient le régime prosoviétique du président Nur Mohammed Taraki. Le 3 juillet 1979, le président Carter signa un décret présidentiel autorisant le financement de la guérilla anticommuniste [17]. Lorsque à Noël 1979 les Russes envahirent le pays pour installer Hafizullah Amin, leur homme de paille, comme président, ce fut l'occasion d'un grand tournant dans l'attitude de l'administration Carter envers les Soviétiques, selon le conseiller présidentiel Robert Gates, qui ensuite dirigea la CIA [18]. « L'invasion soviétique de l'Afghanistan est la plus grande menace contre la paix depuis la Seconde Guerre mondiale, fulmina Carter. C'est une nette escalade dans les agressions de l'Union soviétique [19]. »

L'administration Carter mit rapidement sur pied un plan visant à augmenter le soutien aux moujahidines. L'élément le plus important de ce plan était la « possibilité de nier ». La CIA utilisa des

fonds saoudiens et américains pour acheter des armes en Chine et en Égypte afin que la piste ne remonte pas jusqu'aux États-Unis[20]. Personne ne voulait offrir aux Soviétiques une victoire de propagande qui aurait consisté à dévoiler l'engagement profond des Américains dans le soutien aux moujahidines.

L'Afghanistan, pays sans accès à la mer, était alors entouré de régimes peu sensibles aux intérêts américains : l'Iran de Khomeyni, l'URSS et la Chine. Le seul accès jusqu'aux rebelles passait par le Pakistan. Donc l'opération de la CIA allait être conduite par un « disjoncteur » surpuissant : l'ISI pakistanais. L'assistance américaine aux Afghans commença en 1980 à la hauteur relativement modeste de 20 à 30 millions de dollars par an, pour s'élever jusqu'à 630 millions par an en 1987. Tout au long des années quatre-vingt, 3 milliards de dollars furent fournis à la résistance afghane[21].

En remettant simplement à l'ISI près de 3 milliards (l'argent du contribuable américain), la CIA donna aussi aux Pakistanais un contrôle total sur la manière dont ces fonds étaient distribués[22]. Ce fut une erreur coûteuse. Selon les estimations les plus basses, 600 millions de dollars furent donnés au parti Hizb dirigé par Gulbuddin Hekmatyar, un islamiste fanatique[23]. Hizb était un des sept partis dans lesquels les chefs de la résistance afghane s'étaient engagés. Cela allait de la formation ultra-islamiste de Hekmatyar jusqu'à des partis modérés favorables à la restauration de la monarchie. Le parti d'Hekmatyar avait eu le privilège douteux de n'avoir jamais gagné de bataille durant la guerre ; il entraînait des militants du monde entier, tuait beaucoup de moujahidines d'autres partis, et avait adopté une violente ligne antioccidentale. Outre les millions de dollars de l'aide américaine, Hekmatyar reçut la part du lion de l'aide saoudienne[24].

Pour découvrir pourquoi les États-Unis ont subventionné Hekmatyar à ce point, j'ai rencontré Graham Fuller, qui était le chef du bureau de l'Agence à Kaboul jusqu'en 1978, puis fut chargé de la prospective à la CIA. Fuller parle chinois, turc, russe et arabe, entre autres langues. Sa maison est située dans un faubourg cossu non loin du quartier général de la CIA. Entouré de souvenirs de ses divers postes à l'étranger, Fuller explique du ton mesuré d'un professeur : « Depuis plusieurs années, on ne se souciait pas vraiment du jihad antioccidental en Afghanistan. On avait nettement l'impression que les moujahidines étaient antisoviétiques. On les finançait par le biais des Pakistanais. Ils maîtrisaient la politique des moujahidines. C'eût été de la folie pour le gouvernement amé-

ricain de prétendre connaître les moujahidines. Mais vers 1984, il était clair que certains de ces groupes avaient une idéologie extrémiste. Le groupe d'Hekmatyar était le premier d'entre eux. On se demandait si leur chef n'était pas un agent soviétique. Il passa plus de temps à combattre d'autres moujahidines qu'à tuer des Soviétiques. C'était un sale type. À la fin des années soixante, il devint un agent des Pakistanais qui l'utilisèrent comme leur marionnette. Ils le trouvaient efficace, et c'était leur homme. »

Des rapports dignes de foi sur la guerre d'Afghanistan corroborent l'idée qu'Hekmatyar était un homme à poigne et une créature des Pakistanais, qui a toujours cherché à soutenir des Afghans lui étant favorables, issus du groupe tribal pachtoune qui est à cheval sur la frontière pakistano-afghane. L'historien Henry Bradsher accuse : « Son parti était léniniste par sa nature dictatoriale et par sa stratégie impitoyable pour accéder au pouvoir à tout prix[25]. » Bradsher cite le dictateur pakistanais, le général Zia ul-Haq, à propos d'Hekmatyar : « C'est le Pakistan qui en a fait un chef afghan et c'est le Pakistan qui peut le détruire, s'il continue à se comporter aussi mal[26]. » Un autre spécialiste de la guerre écrit qu'Hekmatyar « subordonna toujours la lutte contre les Soviétiques ou contre le régime de Kaboul à l'objectif final de la révolution islamique. Ses militants étaient fréquemment engagés dans des combats contre d'autres partis, car leur but était d'assurer la domination du Hizb sur les autres forces islamiques[27] ».

Kurt Lohbeck, qui couvrit la guerre pour CBS News et fut l'un des rares journalistes occidentaux restés en permanence à Peshawar, résuma d'une manière éloquente les illusions des Américains sur Gulbuddin Hekmatyar : « L'ambassade des États-Unis mit le paquet sur l'affaire afghane : Hekmatyar était la résistance. Ce qui était faux. Il n'avait aucune organisation combattante. Pas un seul de ses commandants ne s'était taillé de réputation militaire[28]. » Qui plus est, Hekmatyar joua un rôle dans une importante défaite des moujahidines, le désastreux siège de Jalalabad en 1989[29].

A défaut de tuer beaucoup de Russes, Hekmatyar tuait beaucoup d'Afghans. Le journaliste australo-américain Richard Mackenzie, qui avait passé des mois à l'intérieur de l'Afghanistan, fut le premier à relater que Hekmatyar avait fait massacrer trente-six hommes de Ahmad Chah Massoud dans le nord-est de l'Afghanistan en juillet 1989[30]. Ensuite, ce massacre fit l'objet d'enquêtes d'organisations de droits de l'homme[31]. En 1990, un rapport du Département d'État accusa Hekmatyar d'avoir fait tuer des

Afghans[32]. À partir de 1992, Hekmatyar provoqua la mort de milliers de civils à Kaboul par ses attaques quotidiennes à la roquette sur la ville, alors qu'il avait reçu le titre de Premier ministre de la coalition gouvernementale des moujahidine.

La réputation douteuse d'Hekmatyar et son antiaméricanisme étaient notoires durant la guerre contre les Soviétiques. L'historien David Isby raconte : « Dès 1981, des Afghans d'autres groupes de la résistance venus à Washington rapportaient des récits des meurtres d'Hekmatyar. Ils le dirent aux responsables du gouvernement, à des membres du Congrès, à qui voulait les entendre[33]. » En 1985, la commission du Congrès entendit des témoignages selon lesquels le groupe d'Hekmatyar était « le plus corrompu » des partis afghans[34]. Cette même année, Hekmatyar séjourna aux États-Unis et refusa ostensiblement de rencontrer le président Reagan[35]. Saddam Hussein et Muammar al-Kadhafi financèrent Hekmatyar, et Hekmatyar soutint Saddam Hussein durant la guerre du Golfe[36].

Hekmatyar fut aussi une sorte d'*alter ego* de Ben Laden, attirant des militants islamistes du monde entier pour s'entraîner avec lui. Une de ses recrues, un Palestinien, Abou Mahaz, déclara sur CNN en 1993 : « Nous sommes des terroristes parce que c'est notre foi. Écoutez ce verset du Coran : "Préparez-leur tout ce que vous pouvez de force, et tenez prêts des chevaux, afin d'en effrayer l'ennemi de Dieu et votre ennemi[37]." » Abou Mahaz considérait que tout territoire autrefois musulman, y compris l'Espagne, devait retourner au sein de l'islam.

Ben Laden et Hekmatyar travaillèrent ensemble. Au début des années quatre-vingt-dix, le camp d'entraînement de Khost, dans le nord-est de l'Afghanistan, se trouvait dans une région contrôlée par le parti d'Hekmatyar. Représentatifs des Arabes recrutés par Hekmatyar, trois Algériens, un Marocain et un Saoudien furent interviewés par la télévision de Kaboul en 1993. Ils dirent être entrés en Afghanistan à partir du Pakistan au début de 1991[38] et avoir reçu un entraînement dans la base d'Hekmatyar, dans l'est de l'Afghanistan.

En 1993, j'assistai à une conférence de presse donnée par Hekmatyar à son quartier général au sud de Kaboul (un des journalistes afghans présents fut ensuite assassiné par ses hommes, parce que les récits qu'il avait faits à la BBC n'étaient pas assez complaisants[39]). Hekmatyar portait un turban noir et un élégant *shalwaz kamiz* blanc contrastant avec sa barbe noire comme le jais. Alors qu'on lui demandait s'il y avait des volontaires arabes dans son

groupe, il répondit par un mensonge éhonté : « Nous n'avons pas de camps d'entraînement pour les étrangers et ne souhaitons pas créer d'ennuis à autrui[40]. »

Y avait-il un autre personnage que les Américains auraient pu soutenir ? La réponse est, clairement et nettement, oui. Le commandant afghan Ahmad Chah Massoud était un islamiste modéré et un brillant général, qui ne reçut jamais d'aide proportionnée à ses exploits sur le champ de bataille[41]. Richard Mackenzie, qui passa avec lui plus de temps qu'aucun autre journaliste, dit : « Il conduisait une révolution islamique. Il n'aurait pas rédigé une nouvelle Déclaration des droits de l'homme mais aurait prôné la justice et un État plus démocratique en Afghanistan. » (Massoud fut mortellement blessé par deux assassins arabes s'étant fait passer pour des reporters, le 9 septembre 2001, quarante-huit heures avant la destruction des tours du World Trade Center — présage funeste. Comme les attaques contre New York et Washington, cette opération porte l'empreinte de Ben Laden.)

La valeur de Massoud sur le champ de bataille était incontestable. Il repoussa neuf offensives soviétiques visant à le déloger de son fief de la vallée du Panchir, la cinquième et la sixième d'entre elles constituant « deux des plus grandes batailles de la guerre[42] ». Le spécialiste français Olivier Roy explique que Massoud sut transformer la guerre traditionnelle afghane, essentiellement tribale et surtout centrée autour du butin et du prestige[43], pour créer une force mobile de guérilla moderne : « Le modèle de Massoud prouva son efficacité : il conquit tout le nord-est de l'Afghanistan, et participa aux seules vraies batailles de toute la guerre, en dépit de l'hostilité manifestée par les Pakistanais envers ce système[44]. » Massoud étudia les tactiques de Mao Tsé-toung et du Che pour parfaire sa technique, il « saisit l'importance des éléments principaux de la guérilla : la surprise, l'organisation, la concentration et la dispersion rapides des forces », avec le résultat que « son groupe s'imposa rapidement comme le plus efficace du pays[45] ». Un éditorial de 1992 du *Wall Street Journal* estimait que Massoud était l'« Afghan qui avait gagné la guerre froide[46] ». C'était Massoud et non Hekmatyar qui avait pris Kaboul en avril 1992 au régime communiste ayant succédé aux Soviétiques après leur départ en 1989[47]. Les forces de Massoud continuent à combattre les talibans alors qu'Hekmatyar est en exil en Iran.

En 1993, je rencontrai Massoud, un Tadjik sérieux, maigre et nerveux, doté d'une force intérieure palpable qui venait du fait qu'il avait passé sa vie sur le champ de bataille. Le tout agrémenté

par son islam soufi et son sens de l'humour. Lorsque je lui demandai s'il était fondamentaliste, il me fit une réponse intéressante : « Dans l'islam, il n'y a pas d'extrême et je considère l'islam comme une religion modérée, et suis donc un musulman modéré. »

Massoud avait exprimé clairement son désir de voir les Afghans arabes rentrer chez eux : « La réalité, c'est qu'en Afghanistan le jihad est terminé. Nous n'avons pas besoin d'Arabes armés parcourant notre pays. Il vaut mieux pour eux qu'ils partent[48]. » Il est donc clair que Massoud n'aurait pas toléré que l'Afghanistan fût utilisé par des militants arabes pour s'entraîner au jihad, comme l'avaient fait Hekmatyar et ensuite les talibans.

Durant la dernière décennie, les Afghans arabes utilisèrent des avions de ligne pour les faire s'écraser sur le World Trade Center et le Pentagone, prirent en otage des touristes occidentaux au Yémen, tuèrent des touristes en Égypte, fomentèrent des actes terroristes aux Philippines, firent sauter deux ambassades en Afrique, firent exploser un poste militaire en Arabie Saoudite, entraînèrent des Somaliens qui tuèrent peut-être des soldats américains à Mogadiscio et poussèrent l'Algérie dans une brutale guerre civile. De toute évidence, l'argent américain aurait dû être donné à Massoud, qui était non seulement le meilleur général de la guerre d'Afghanistan mais aussi l'homme dont la politique était la plus proche des intérêts américains.

Étant donné qu'Hekmatyar était un désastre pour la politique américaine et que Massoud eût été infiniment préférable, pourquoi la CIA n'intervint-elle pas auprès de l'ISI pour changer la situation ? La réponse tient à la fois en une combinaison d'ignorance délibérée et une tendance à prendre pour argent comptant l'opinion pakistanaise sur la situation en Afghanistan. Le général de brigade Yousaf croit certainement qu'Hekmatyar était le commandant moujahidine « le plus dur » mais, comme on l'a vu, cela n'est pas convaincant[49]. Peut-être que les Pakistanais en sont venus à croire à leur propre propagande sur Hekmatyar. La question est : pourquoi la CIA y crut-elle, elle aussi ?

Dans une interview de 1993, Robert Gates défendit la politique afghane de l'Agence sur le ton confiant d'un candidat au grand oral d'une grande école : « Leur approche [celle des Pakistanais] était que l'aide serait accordée aux groupes qui combattaient effectivement les Soviétiques. Beaucoup d'entre eux [les moujahidines afghans étaient des gens que vous n'auriez pas invité à dîner. Mais il fallait faire avec la situation stratégique que l'on avait trouvée en

Afghanistan. » Milt Bearden qui dirigea l'opération afghane de la CIA durant les trois dernières années de la guerre contre les Soviétiques m'a dit : « Bien sûr, vous ne voudriez d'aucun de ces types comme gendre… D'après nous, Massoud était plus indépendant que les autres, au point qu'il ne faisait que ce qu'il voulait. Hekmatyar était un homme à la réputation sinistre mais il avait plusieurs commandants assez efficaces. »

Si soutenir Hekmatyar fut un désastre, la décision prise en 1986 de fournir aux moujahidines des missiles américains Stinger changea le cours de la guerre contre les Soviétiques (bien que les conséquences à long terme de cette décision se fussent révélées moins salutaires pour les intérêts américains). Le Stinger est le missile antiaérien portable le plus efficace, une arme avec laquelle « il n'y a qu'à tirer », qui se guide sur la chaleur dégagée par les hélicoptères et les avions[50]. Une fois les Stinger déployés, les Soviétiques perdirent la supériorité aérienne totale dont ils avaient joui jusque-là. Comme l'a fait remarquer Massoud : « Il n'y a que deux choses dont les Afghans ont besoin : le Coran et des Stinger[51]. »

Graham Fuller se souvient que la décision de fournir des Stinger aux Afghans fut d'abord discutée à Washington, non tant par crainte que la technologie des missiles ne tombe aux mains des Soviétiques que par peur que le conflit ne dégénère en une guerre américano-soviétique : « La décision de fournir des Stinger était controversée. Ce fut le signe d'une escalade dans la confrontation avec les Soviétiques. John Mac Mahon, le directeur adjoint [de la CIA], y était opposé. Selon lui, les considérations géopolitiques étaient primordiales. Les Soviétiques pouvaient poursuivre leur guerre au Pakistan. Il était moins inquiet à propos du cadeau technologique fait aux Soviétiques. »

Vince Cannistraro dit que l'on se demandait, à l'Agence, si les Afghans pourraient utiliser des missiles aussi sophistiqués que les Stinger. Ce souci se révéla infondé. En 1986 et 1987, neuf cents Stinger furent fournis aux Afghans ; ils abattirent 269 avions et hélicoptères en tout au cours de la guerre.

Cependant, certains des deux cents Stinger qui restèrent inemployés contre les communistes sont ensuite tombés aux mains des Iraniens, des talibans et d'al-Qaida[52]. À l'aéroport de Kandahar, en décembre 1999, j'ai vu des soldats talibans portant deux missiles Stinger. Selon la déposition d'un témoin au procès de 1995 à New York, qui avait vu un Stinger dans le camp d'al-Qaida au début des années quatre-vingt-dix, Al-Qaida acquit des missiles.

Al-Qaida tenta sans succès de transporter des Stinger du Pakistan au Soudan en 1993, et en 1998 Ben Laden déclara au cours d'une conférence de presse que certains de ses partisans en Arabie Saoudite avaient récemment été arrêtés en possession de Stinger. Avant le 11 septembre 2001, des responsables américains s'étaient inquiétés de la possibilité qu'un missile soit employé contre des transports de troupes en Arabie Saoudite[53]. Maintenant, bien sûr, toute opération militaire en Afghanistan prendra en compte la menace d'attaques aux Stinger. On ne sait pas exactement de combien de Stinger dispose al-Qaida aujourd'hui, mais on peut estimer que le groupe en a un certain nombre.

Ces Stinger sont-ils toujours opérationnels ? La durée de vie d'un obus de cette arme est limitée. Cependant, un responsable très engagé dans les opérations de la CIA pour racheter des missiles dans les années quatre-vingt-dix affirme que c'est un mythe propagé pour faire baisser l'intérêt pour les Stinger et les déprécier. Jusqu'à présent, les Stinger issus de la guerre d'Afghanistan ont été utilisés dans des batailles conventionnelles, et non dans des actes de terrorisme. (En 1999, les forces de Massoud en utilisèrent un pour abattre un avion de chasse taliban[54].)

Comme un haut responsable américain le fait remarquer, c'est une chose de posséder un Stinger en Afghanistan, c'en est une autre de l'utiliser contre une cible hors du pays. « D'un point de vue logistique, ils sont difficiles à cacher, difficiles à faire passer à la douane. Et vous devez savoir parfaitement quelle est votre cible, quel avion vous voulez précisément abattre et qui est dans cet avion. » Il reste un marché florissant pour les Stinger en Afghanistan. En 1995, un cameraman de ma connaissance filma subrepticement, à Kaboul, trois Stinger à vendre.

Les deux centaines de Stinger disparus sont emblématiques de l'héritage trouble de la guerre afghane contre les communistes, qui s'acheva par la création d'une force transnationale de militants islamistes ayant répandu le terrorisme et la guérilla dans le monde entier. Immense coup porté au prestige de l'Union soviétique puis à l'édifice soviétique, la victoire en Afghanistan fut aussi significative pour le monde musulman. Depuis qu'en 1798 les armées de Napoléon ont envahi l'Égypte, l'histoire des relations des musulmans avec le monde occidental est celle du déclin inexorable de leur pouvoir militaire et de l'ascension de l'Occident, qui a culminé avec la défaite ottomane devant les Français et les Britanniques, puis la colonisation de l'essentiel du dernier empire musulman après la Première Guerre mondiale[55].

Ainsi, la victoire sur les communistes en Afghanistan était une victoire morale enivrante : une superpuissance avait été vaincue au nom d'Allah. C'était une importante leçon pour les Arabes afghans et pour Ben Laden lui-même, dont il voulait tenir compte pour sa Guerre sainte suivante — contre les États-Unis.

Chapitre 4

Le Coran et la kalachnikov. Ben Laden au Soudan

Au Soudan, ils ont commencé à publier des déclarations entre eux, où ils traitaient les Américains d'infidèles... Mais, mesdames et messieurs, ce n'étaient pas que des mots. Vous allez entendre comment Ben Laden et son groupe se mirent à préparer activement leurs batailles contre l'ennemi, notamment contre les États-Unis.

Déclaration d'ouverture du procureur fédéral
au procès de quatre complices de Ben Laden,
Manhattan, 5 février 2001.

« Montez, j'ai quelque chose à vous montrer », me dit un opposant proche-oriental à qui je rendais visite à Londres en 1997. Dans son bureau, il sortit une cassette vidéo et l'introduisit dans son magnétoscope. La séquence, filmée au travers d'une fenêtre de voiture roulant doucement, représentait quelques-uns des dizaines de milliers d'Américains vivant en Arabie Saoudite[1]. La caméra faisait un panoramique sur une pancarte annonçant un complexe d'habitations pour les employés de la compagnie pétrolière Aramco. Puis le cameraman était entré dans le complexe et avait zoomé sur une Américaine avec son enfant dans une poussette. Dans la séquence suivante, le cameraman avait pris un camion de l'armée américaine conduit par une femme soldat, qui jeta un coup d'œil nerveux lorsqu'elle s'aperçut qu'elle était filmée. Cette cassette était mal filmée mais fascinante d'un point de vue voyeuriste. Elle n'avait pas de commentaire mais son message était clair : « Regardez ces infidèles qui se sont introduits sur notre terre sainte. »

L'opposition à la présence à long terme d'Américains dans la péninsule Arabique s'intensifia dramatiquement après le 7 août

1990, le jour où les premières troupes américaines furent envoyées en Arabie Saoudite dans le cadre de l'opération Bouclier du désert. Le dernier vœu de Mahomet à l'article de la mort avait été : « Il ne doit y avoir qu'une religion en Arabie » ; et maintenant des « infidèles » des deux sexes s'étaient introduits dans la sainte péninsule[2]. Pour Ben Laden, ce fut un événement aussi capital que l'invasion soviétique de l'Afghanistan une décennie plus tôt. Ce n'est pas un hasard si ce fut exactement huit ans plus tard que ses hommes firent exploser presque simultanément deux bombes dans les ambassades américaines de deux pays africains — sans conteste, une remarquable coordination.

Bien sûr, Ben Laden avait dénoncé les Américains avant d'être forcé à les supporter en chair et en os. À son retour de la guerre d'Afghanistan, en 1989, il ne tarda pas à être demandé comme conférencier dans les mosquées et chez les gens, et un de ses thèmes principaux était le boycott des produits américains à cause du soutien de ce pays à Israël[3]. Des centaines de milliers d'enregistrements de ses discours circulèrent dans le royaume saoudien[4].

Ironiquement, Ben Laden était d'accord avec la raison de la présence américaine en Arabie Saoudite : la guerre contre Saddam Hussein. Il avait embarrassé le régime saoudien plus tôt en le mettant en garde contre les intentions du leader irakien[5]. « Un an avant que son armée ne pénètre au Koweït, se souvient Ben Laden, j'avais à plusieurs reprises dit, au cours de mes discours dans les mosquées, que Saddam ferait une intrusion dans le Golfe. Personne ne m'a cru. J'ai diffusé plusieurs cassettes en Arabie Saoudite. Ce ne fut qu'une fois la chose arrivée que l'on commença à me croire, et à croire à mon analyse de la situation[6]. »

Après que les troupes de Saddam ont envahi le petit et très riche État le 1er août 1990, en menaçant la sécurité de l'Arabie Saoudite, Ben Laden proposa tout de suite ses services et ceux de ses combattants. L'armée saoudienne et ses hommes à lui eurent suffi à défendre le royaume, estima-t-il ; après tout, n'avait-il pas contribué à bouter les Russes hors d'Afghanistan ?

Les Saoudiens ne prirent pas son offre au sérieux. Malgré les dizaines de millions de dollars dépensés pour leur propre armée, ils se tournèrent vers les États-Unis afin de demander de l'aide, et le président d'alors, George Bush senior, qui avait fait fortune dans le commerce du pétrole, comprit exactement ce qui était en jeu dans l'invasion du Koweït (quelle que fût la rhétorique utilisée sur le thème du « nouvel ordre mondial »). L'opération Bouclier du désert — plus tard rebaptisée Tempête du désert — amena plus

d'un demi-million de soldats américains dans le Golfe. (Parmi eux se trouvait Timothy Mac Veigh, qui fit ensuite exploser un bâtiment officiel en 1995, à Oklahoma City, tuant 168 Américains — l'attentat le plus meurtrier commis en Amérique avant l'attaque de 2001 contre le World Trade Center.)

L'opposition de Ben Laden à la présence des troupes américaines fut suivie par deux religieux de premier plan, Safar al-Hawali et Salman al-Aouda, qui furent ensuite emprisonnés par les Saoudiens[7]. Dans un sermon prononcé en 1991, al-Hawali observa : « Ce qui se passe dans le Golfe fait partie d'un plan occidental visant à dominer le monde arabe et le monde musulman[8]. » Ben Laden, qui n'a pas de crédit comme savant religieux, cite souvent al-Hawali et al-Aouda pour justifier ses déclarations contre les États-Unis.

Au début de 1991, Ben Laden parlait déjà de quitter l'Arabie pour le Soudan, d'après le journaliste égyptien Essam Deraz, qui a passé trois ans avec Ben Laden, en Afghanistan. « Je lui ai dit : "Ne fais pas ça", raconte Deraz. Il était trop enthousiaste, ce n'est pas un tacticien. » Deraz lui rendit visite à la fin de son séjour en Arabie Saoudite et se souvient que le milliardaire continuait de vivre selon le mode de vie frugal qu'il avait adopté au Pakistan et en Afghanistan : « La maison n'était rien. Les gens dormaient par terre. Son bureau était là et les autres étages étaient pour sa famille. Moi-même, je dormis par terre pendant les trois jours de ma visite[9]. »

Les préparatifs du déplacement de Ben Laden pour le Soudan étaient en place depuis au moins un an. Pour le faciliter, Jamal al-Fadl d'al-Qaida partit du Pakistan en Égypte et au Soudan avec de faux papiers. Afin de ne pas être reconnu comme militant islamiste, il se rasa la barbe et s'aspergea d'eau de Cologne pour faire croire qu'il s'intéressait aux femmes. Une fois arrivé au Soudan, où al-Qaida était bien vu des services de renseignements soudanais, al-Fadl acheta une ferme au nord de la capitale, Khartoum, pour 250 000 dollars, et une salerie sur la côte près de Port-Soudan pour 180 000 dollars. Toutes deux furent utilisées par le groupe[10].

Le gouvernement saoudien était maintenant lassé par les critiques de Ben Laden contre le régime et le plaça en résidence surveillée, avec des déplacements limités jusqu'à Djedda. Mais Ben Laden avait un plan pour s'échapper. Il utilisa ses relations familiales avec le roi Fahd pour convaincre le gouvernement qu'il devait quitter le pays afin de régler des affaires au Pakistan. Lorsqu'il arriva en 1991, il envoya une lettre à sa famille pour pré-

venir qu'il ne pourrait pas rentrer. Après quelques mois en Afghanistan, il se rendit au Soudan, où il fut chaleureusement accueilli par Hassan al-Tourabi, le chef du Front islamique national [11].

Le chef d'État en titre, le général de brigade Omar Hassan Ahmad al-Bachir, avait organisé un coup d'État militaire pour renverser le gouvernement civil en 1989 ; mais c'était al-Tourabi, un brillant diplômé de la Sorbonne qui voulait créer un État islamiste pur et dur [12], qui détenait le pouvoir dans les coulisses. Ben Laden et lui s'entendirent comme larrons en foire. Ben Laden pouvait opérer librement au Soudan et investir des millions de dollars dans ce pays désespérément pauvre. Al-Qaida acheta de l'équipement de communication, des radios et des fusils pour le Front islamique national tandis que le gouvernement soudanais rendait la politesse en accordant au groupe deux cents passeports afin que ses membres puissent voyager sous de nouvelles identités [13].

Au Soudan, Ben Laden vécut une double vie. D'une part, il construisit un empire immobilier en investissant dans les banques, dans des projets agricoles et en construisant une grande autoroute. De l'autre, il créa des camps d'entraînement où ses centaines de partisans pouvaient acquérir une formation paramilitaire.

Ben Laden persuada des hommes d'affaires saoudiens, dont certains de ses frères, d'investir dans ce pays. Un de ceux qu'il espérait attirer était Khaled al-Fawwaz, qui fut invité à visiter ses divers projets. « J'allai voir l'autoroute qu'il construisait, dit al-Fawwaz. Il m'emmena aussi dans une grande ferme où il faisait la culture expérimentale d'arbres rares. Il voulait m'encourager à investir au Soudan. Mais je n'étais pas convaincu. Je pensais que c'était un pays où il était difficile d'investir à cause de sa réglementation administrative. Je travaillais alors dans l'import-export. Oussama m'a dit : "Tu devrais faire de l'agriculture au Soudan puis exporter en Arabie Saoudite." »

Selon al-Fawwaz, Ben Laden continuait à vivre sans le confort d'un milliardaire : « Lorsque je vis sa maison et son mode de vie, je n'en crus pas mes yeux. Il n'avait pas de réfrigérateur, pas d'air conditionné, aucun luxe, rien [14]. »

Ben Laden fonda toute une série de sociétés au Soudan, où al-Qaida fut presque au pied de la lettre Guerre sainte, multinationale. La première affaire fut Ouadi al-Aqiq, une société de commerce qui avait une dérogation pour expédier tout ce qu'elle voulait. D'autres entreprises virent ensuite le jour : une autre société de commerce, Ladin International Company ; la société de construction al-Hijra (possédée conjointement par Ben Laden et le gouver-

nement soudanais), qui bâtit des routes et des ponts en employant plus de six mille personnes ; enfin la société agricole al-Thimar, qui faisait travailler quatre mille employés dans les fermes d'al-Damazine sur cinq cent mille hectares, lesquelles produisaient de l'huile de sésame, de l'arachide et du maïs[15]. Selon le Département d'État américain, une des sociétés de Ben Laden, Taba Investment Ltd, « s'assura le monopole des exportations agricoles soudanaises de gomme, de maïs, de tournesol et de produits dérivés du sésame[16] ». Taba produisait aussi du sucre, des bananes, des conserves et du savon. La société Fruits bénis cultivait des fruits et des légumes tandis que al-Ikhlas produisait des confiseries et du miel. Ben Laden créa aussi une société de transports routiers, al-Qoudourat ; une entreprise de cuir, la tannerie de Khartoum ; une boulangerie et une entreprise de meubles[17]. Il perdit 50 millions de dollars de son argent personnel dans la banque islamique al-Shamal de Khartoum[18].

Al-Qaida était aussi internationale que peut l'être une entreprise. Pour faciliter le commerce, le groupe avait ouvert des comptes dans des banques de Chypre, de Malaisie, de Hong Kong, de Dubaï, de Vienne et de Londres[19]. Les membres d'al-Qaida achetèrent des camions en Russie et des tracteurs en Slovaquie pour équiper les sociétés du groupe, et ils firent des voyages en Hongrie, en Croatie, en Chine, en Malaisie et aux Philippines[20].

Son siège consistait en neuf bureaux dans un immeuble de la rue Mac Nimr à Khartoum, puis une autre résidence bureaux fut ouverte dans le quartier d'al-Ryad. Près du Nil bleu, le groupe acquit quatre fermes où Ben Laden, cavalier accompli, passait ses week-ends à monter à cheval alors que ses proches nageaient, jouaient au football et pique-niquaient. Hormis l'équitation, l'autre distraction de Ben Laden est la lecture. Il lit énormément dans les domaines de la pensée islamique et de l'actualité[21].

La plupart des milliers d'employés du vaste réseau de sociétés de Ben Laden n'avaient aucune idée de l'existence d'al Qaida. C'était un secret. Pour connaître l'existence du groupe, il fallait en être membre. Les salaires des membres d'al-Qaida allaient de 500 à 1 200 dollars par mois, de l'argent qui pouvait ouvrir beaucoup de portes dans un des pays les plus pauvres du monde[22].

À la fin de 1993, Ben Laden accorda sa première interview à un journaliste occidental, Robert Fisk, du journal britannique *The Independent*. Fisk raconte comment les villageois soudanais s'étaient mis en rang pour accueillir Ben Laden, portant tous leurs robes ourlées d'or, pour le remercier de construire une nouvelle autoroute

entre Khartoum et Port-Soudan sur la mer Rouge, ce qui raccourcissait la distance de la vieille route de 12 000 à 800 kilomètres[23].

Scott MacLeod, un journaliste du magazine *Time*, put constater l'activité d'entrepreneur de Ben Laden au début de 1996 : « Alors il construisait la route jusqu'à Port-Soudan [...] et avait une plantation de tournesols ainsi qu'une tannerie. Il se donna beaucoup de mal pour me montrer tout cela. Je vis les ouvriers préparer des vestes en cuir à partir de peaux de moutons et de chèvres pour les exporter en Italie. De toute évidence, il essayait de présenter l'image : "Vous voyez, je suis un homme d'affaires[24]." »

Ce n'était vrai qu'en partie. En fait, les cinq années passées par Ben Laden au Soudan furent une période d'intense activité de chef politique et de dirigeant d'opérations paramilitaires contre des intérêts américains. Les opérations commerciales constituaient une bonne couverture. Au début des années quatre-vingt-dix, par exemple, un avion partit pour l'Afghanistan avec une cargaison de sucre et revint au Soudan avec un chargement de fusils et de roquettes[25].

En 1997, Ben Laden déclara sur CNN que l'une de ses réussites les plus remarquables, alors qu'il se trouvait au Soudan, fut le rôle des Arabes afghans dans l'assassinat de plus d'une douzaine de soldats américains stationnés en Somalie. Alors qu'à plusieurs reprises il a nié sa responsabilité dans les attaques contre les soldats américains en Arabie Saoudite en 1995 et 1996, comme tout rôle direct dans les attentats contre les ambassades en Afrique en 1998, il est surprenant qu'il mette à son crédit, même indirectement, cette opération. Si son rôle reste trouble et a été mis en doute par certains responsables américains[26], le coordinateur antiterroriste du Département d'État, l'ambassadeur Philip Wilcox, a déclaré sur CNN en 1997 : « Nous prenons Ben Laden au mot. » Dans son acte d'accusation contre Ben Laden, la partie civile de New York consacra plusieurs paragraphes à ses activités antiaméricaines supposées en Somalie.

C'est le président Bush qui avait envoyé vingt-huit soldats américains dans ce pays au cours de la première semaine de décembre 1992 comme élément d'une mission des Nations unies pour venir en aide aux Somaliens victimes de la famine. La tête de pont de ces troupes, des SEAL de la marine et des *marines*, débarqua sur les plages de Somalie avec armes et bagages à l'aube du 9 décembre, mais ne fut accueillie que par des journalistes du monde entier[27]. C'était un début de mauvais augure pour la mis-

sion du Pentagone, qui commença drôlement mais finit tragiquement.

Al-Qaida vit dans l'arrivée de ces troupes — deux ans après que les États-Unis avaient basé des milliers de soldats en Arabie Saoudite — une partie d'une stratégie visant à mieux contrôler le monde musulman[28]. Le comité des fatwas d'al-Qaida publia alors des appels à attaquer les troupes américaines en Somalie, disant qu'il fallait « trancher la tête du serpent[29] ». À la fin décembre, les acolytes d'al-Qaida au Yémen organisèrent un attentat contre un hôtel qui abritait des troupes américaines en transit pour la Somalie (cette bombe tua un touriste australien mais aucun Américain).

La mission de maintien de la paix se transforma très vite en guerre lorsque les troupes américaines furent entraînées dans des combats de clans qui consumaient la capitale, Mogadiscio, et aggravaient la famine. Les Nations unies et le commandement américain décidèrent qu'attaquer Mohammed Aidid, le plus puissant chef de clan, était le meilleur moyen de rétablir la paix. Ils firent d'Aidid l'enjeu d'une chasse à l'homme intensive, qui s'avéra une erreur coûteuse.

En 1993, un des commandants militaires de Ben Laden, Abou Hafs, se rendit par deux fois en Somalie pour déterminer comment attaquer au mieux les forces américaines, et fit ensuite un rapport à Ben Laden au Soudan. Un spécialiste en mortier d'al-Qaida fut aussi envoyé dans le pays[30]. Au début de 1993, Abou Hafs fournissait un entraînement militaire et une assistance aux Somaliens. Les 3 et 4 octobre 1993, dix-huit soldats américains furent tués dans un intense échange de tirs à Mogadiscio, lors d'une mission visant à s'emparer d'Aidid. Au moins cinq cents Somaliens furent également tués[31]. Au cours de la bataille, des RPG abattirent trois hélicoptères américains Black Hawk. Un responsable américain m'a dit que les Somaliens seuls n'avaient pas la compétence requise pour abattre ces hélicoptères. Dans un récit de la bataille de Mogadiscio qui fait autorité, *La chute du faucon noir*, le journaliste Mark Bowden affirme que les hommes d'Aidid étaient bien entraînés par des Arabes ayant combattu en Afghanistan, qui apprirent aux Somaliens que la meilleure manière d'abattre un hélicoptère était de tirer au RPG sur le fenestron[32]. Une semaine après la bataille de Mogadiscio, les États-Unis annoncèrent un plan de retrait[33].

Étant donné toutes les déclarations et contre-déclarations sur le rôle de Ben Laden en Somalie, le scénario le plus probable est que ce furent ses hommes qui entraînèrent les hommes de clans

opposés à la présence américaine. Mais on ne sait pas vraiment qui étaient ces hommes, et s'ils combattirent vraiment les soldats américains. Au cours du procès de quatre complices de Ben Laden qui eut lieu à Manhattan en 2001, il y eut un témoignage selon lequel un membre d'al-Qaida, Mohamed Odeh, entraînait effectivement des hommes de clans somaliens *opposés* à Aidid[34]. D'autre part, les témoignages du procès établirent aussi que Haroun Fazil, plus tard membre important de la cellule, était à Mogadiscio en 1993 tout près d'un immeuble qui fut très bombardé par les hélicoptères américains[35]. En 1997, Fazil écrivit aussi une lettre destinée aux dirigeants d'al-Qaida : « L'Amérique sait très bien que les jeunes qui travaillent en Somalie et sont des partisans du cheikh [Ben Laden] sont les seuls à avoir mené les opérations contre les Américains en Somalie[36]. »

Ben Laden lui-même est clair et net sur ce point. En 1998, en Afghanistan, il présenta Hamid Mir, un journaliste pakistanais, à un homme décrit comme « [s]on commandant militaire en Somalie ; il commanda mes troupes contre les troupes américaines et abattit un hélicoptère américain[37] ». En 1999, la chaîne al-Jazira diffusa la première interview télévisuelle en arabe de Ben Laden, dans laquelle il prétendit encore que ses hommes s'étaient battus en Somalie : « Selon les rapports reçus de nos frères, qui ont participé au jihad en Somalie, nous savons qu'ils ont constaté la faiblesse, la fragilité et la couardise des troupes américaines. Seuls dix-huit soldats américains furent tués. Et pourtant, ils sont repartis dans l'obscurité, humiliés, après avoir fait tant de tapage à propos du nouvel ordre mondial[38]. »

Ce qui est indéniable, c'est que Ben Laden et ses partisans se sont radicalisés durant leur séjour au Soudan. Essam Deraz dit que c'est dû en partie à la présence autour de Ben Laden de plusieurs jeunes hommes révoltés ayant subi la persécution ou risqué la mort dans leurs pays proche-orientaux. Les membres d'al-Qaida étaient naturellement suspicieux envers les nouveaux venus et très vigilants (un informateur qui s'était introduit dans le groupe fut exécuté)[39].

En 1991, il y avait entre mille et deux mille membres d'al-Qaida au Soudan, et au bout de trois ans Ben Laden avait créé plusieurs camps militaires dans le nord du pays[40]. Tout le monde ne put les voir ; même L'Hossaine Kherchtou, un membre de l'organisation qui se rendit au Soudan à plusieurs reprises, n'eut pas vent de cet entraînement intense[41]. La raison de la discrétion d'al-Qaida réside peut-être dans le fait que ses membres ne se contentaient pas d'un

entraînement militaire conventionnel, ils s'intéressaient aussi à de l'armement plus exotique. En 1993, le groupe paya 210 000 dollars pour acquérir un avion à Tucson, en Arizona, qui fut ensuite transféré à Khartoum. Cet avion devait transporter des missiles Stinger du Pakistan au Soudan ; mais ce transport n'eut jamais lieu[42].

Entre 1990 et le début 1993, certains membres du groupe entreprirent l'énorme tâche d'écrire une *Encyclopédie du jihad afghan.* Cette série de plusieurs volumes longue de milliers de pages détaille tout ce que les Arabes afghans apprirent lors du jihad contre les Russes. Chaque volume est dédié à des participants à cette Guerre sainte, bien que les seuls mentionnés par leurs noms soient Abdallah Azzam et Ben Laden, « qui ne cessèrent de mener la Guerre sainte et d'y inciter[43] ». L'*Encyclopédie* contient huit mille pages sur l'armement, y compris comment utiliser les missiles Stinger, et deux cent cinquante pages sur la manière de monter des attaques terroristes et paramilitaires[44]. Une version sur CD-Rom était en vente dans les bazars du Pakistan au milieu des années quatre-vingt-dix[45]. Et un livre similaire, *Études militaires sur le jihad contre les tyrans*, fut saisi à Manchester, en mai 2000, dans la maison d'Anas al-Liby, un fugitif accusé de complicité avec Ben Laden[46].

Al-Qaida tenta aussi d'acquérir des armes de destruction massive. Au début des années quatre-vingt-dix, Jamal al-Fadl se rendit dans une zone industrielle de Khartoum, Hilat Koko, où des représentants du groupe et un officier de l'armée soudanaise discutèrent de fabrication d'armes chimiques. Al-Qaida et l'armée soudanaise coopérèrent aussi pour fixer des agents chimiques sur des obus d'artillerie[47]. Al-Fadl contacta un autre officier pour s'enquérir de la possibilité d'acquérir de l'uranium et fut présenté à un associé, qui lui proposa de lui vendre le matériau contre 1,5 million de dollars. Cet homme exhiba ce qu'il appelait de l'uranium, apparemment d'Afrique du Sud — dans un cylindre de 70 centimètres de long et 15 de diamètre —, mais al-Fadl abandonna les négociations et ne découvrit jamais le groupe qui fit l'achat. (On lui avait donné une prime de 10 000 dollars pour ses efforts[48].)

Ben Laden a expliqué sa position sur les armes de destruction de masse : « Nous ne considérons pas que chercher à acquérir des armes nucléaires, chimiques ou biologiques soit un crime. Nous avons le droit de nous défendre[49]. » En outre, Mamdouh Mahmoud Salim, un responsable d'al-Qaida, aurait cherché à acheter des composants d'armes nucléaires pour le groupe et fait son possible

pour se procurer « de l'uranium enrichi[50] ». Al-Qaida a aussi mené des expériences sinistres sur des chiens, auxquels on injectait du cyanure ou que l'on gazait pour vérifier que ces substances étaient mortelles[51].

Cependant, il n'y a aucune preuve qu'al-Qaida ait transformé en arme un quelconque matériel chimique ou nucléaire dont il se serait approché. Les compétences requises restent, au moins à l'heure où ces lignes sont écrites, hors de sa portée.

En 1995, le dirigeant de fait du Soudan, Hassan al-Tourabi, organisa un Congrès des peuples islamiques, au cours duquel Ben Laden rencontra des chefs de groupes militants du Pakistan, d'Algérie et de Tunisie comme du Jihad islamique palestinien et du Hamas[52]. Au même moment, al-Qaida chercha à nouer une alliance avec le Hezbollah, basé dans le sud du Liban et soutenu par l'Iran. En dépit de leurs divergences doctrinales (le Hezbollah est chiite, alors que Ben Laden est un sunnite conservateur), les deux groupes se rapprochèrent pour faire la guerre à leur ennemi commun, les États-Unis. Des membres d'al-Qaida se rendirent au Liban, où le groupe avait une maison d'hôtes, et, avec le Hezbollah, apprirent à faire exploser de grands immeubles[53]. Pendant ce temps, Ben Laden rencontrait Imad Moughniyé, le chef très secret du service de sécurité du Hezbollah qui réside en Iran[54]. Ce fut une rencontre importante : c'était Moughniyé qui avait organisé l'attaque suicide au camion contre la caserne des *marines* à Beyrouth en 1983, qui tua deux cent quarante soldats américains et précipita le retrait américain du Liban en quelques mois[55].

Selon les déclarations d'Ali Mohamed, le membre d'al-Qaida devenu témoin du gouvernement américain contre le groupe, l'attentat de Beyrouth était un modèle à imiter pour Ben Laden : « À partir de l'explosion de la caserne de Beyrouth et du retrait américain, il voulait suivre cette méthode pour forcer les États-Unis à se retirer d'Arabie Saoudite[56]. » Cela montre une vision naïve de la politique étrangère américaine. Les États-Unis n'avaient pas d'intérêt stratégique majeur au Liban, alors que l'Arabie Saoudite représente plus d'un quart des ressources en pétrole connues — c'est le sang de l'économie américaine[57].

Tandis qu'il était basé au Soudan, al-Qaida entretint d'autres contacts importants à l'étranger avec d'autres groupes[58]. Le groupe ouvrit un bureau à Bakou, en Azerbaïdjan ; il envoya des combattants en Tchétchénie et au Tadjikistan, au prix de 1 500 dollars l'un ; entraîna des membres du Front Moro philippin ; paya 100 000 dollars à des partisans en Jordanie et en Érythrée et fit

entrer clandestinement des armes au Yémen et en Égypte. L'Iran livra au groupe des explosifs ayant l'apparence de galets[59].

Au début des années quatre-vingt-dix, le plus important conflit à l'étranger pour al-Qaida était la guerre dans l'ex-Yougoslavie entre les Serbes et les Bosniaques majoritairement musulmans. Alors que le conflit bosniaque ne prit jamais l'ampleur de la guerre d'Afghanistan, de 1992 à 1995, des centaines d'Arabes afghans se battirent en Bosnie, notamment dans la région de Zenica[60]. Une organisation caritative liée à Ben Laden et basée à Vienne, Third World Relief Agency, transmit des millions de dollars aux Bosniaques[61]. Al-Qaida entraîna des moujahidines pour qu'ils aillent se battre en Bosnie à cette époque, et le Bureau des services de Ben Laden avait une antenne dans la capitale de la Croatie, Zagreb[62].

Le groupe noua aussi des liens avec d'autres organisations militantes : le Groupe islamique et l'al-Jihad égyptiens, le GIA algérien, le Groupe de combat libyen, un groupe yéménite, le Sabre musulman du Sud ; et l'organisation syrienne Jamaa al-jihad al-souri[63].

Dès 1993, des membres du groupe Ben Laden commencèrent à planifier une attaque contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi. Comme Ben Laden l'expliqua dans une interview postérieure, Nairobi fut visé pour plusieurs raisons, dont le fait que « la brutale invasion de la Somalie y avait commencé »[64]. L'Égypto-Américain Ali Mohamed déclara qu'il s'était rendu à Nairobi à la fin de 1993 pour « surveiller des cibles américaines, britanniques, françaises et israéliennes », dont l'ambassade des États-Unis, « en représailles contre les États-Unis pour leur engagement en Somalie ». Mohamed se rendit ensuite à Khartoum, où Ben Laden examina ses rapports de surveillance et ses photographies. « Il regarda les photographies de l'ambassade et indiqua l'endroit où un camion suicide pourrait être placé[65]. »

Alors qu'al-Qaida était basé au Soudan, le groupe fut divisé par des disputes mesquines à propos de l'argent et des discussions sur la tactique — problèmes typiques de toute organisation. En 1993, des membres d'al-Qaida débattirent du fait de déposer une bombe dans l'ambassade des États-Unis à Riyad après l'arrestation du cheikh Omar Abdel Rahman, le chef spirituel des Égyptiens du groupe. Cette proposition fut rejetée à cause du risque de tuer des civils — scrupules qu'al-Qaida perdit ensuite[66].

Mais de telles contraintes n'étaient pas de mise lors d'attaques contre des cibles militaires dans le royaume. Le 13 novembre

1995, une voiture piégée explosa dans l'immeuble de la garde nationale, une installation américano-saoudienne à Riyad. Cette première bombe de la sorte dans l'histoire du pays tua cinq Américains et deux Indiens[67]. En avril de l'année suivante, la télévision diffusa la confession des responsables présumés[68]. Bien que les quatre accusés aient probablement été torturés, leurs déclarations ont un accent de vérité : ils avaient des noms et des accents tribaux reconnaissables ; en outre le gouvernement saoudien n'avait aucun intérêt à encourager l'idée qu'il était confronté à une violente opposition[69]. Un des accusés déclara avoir été influencé par les écrits de Ben Laden et des groupes islamistes égyptiens. Un autre expliqua qu'il avait fabriqué la bombe selon son « expérience en explosifs, acquise durant les opérations du jihad en Afghanistan[70] ». Trois des quatre accusés avaient participé à la Guerre sainte en Afghanistan, on peut donc en déduire qu'ils avaient été en contact avec le Bureau des services de Ben Laden[71]. L'un d'eux, Mouslih al-Shamrani, était membre de la brigade Farouk de Ben Laden en Afghanistan[72].

Dans une interview accordée en 1999 à la télévision al-Jazira, Ben Laden souligna les rapports entre sa rhétorique et les attentats de Riyad : « Je reconnais que j'ai été un de ceux qui ont signé la fatwa incitant les musulmans à s'engager dans le jihad. Nous l'avons fait, il y a quelques années. Grâce à Dieu, beaucoup de gens ont répondu favorablement à notre fatwa. Parmi ces gens il y a des frères que nous considérons comme des martyrs… Durant leur interrogatoire, ils ont admis avoir été influencés par des déclarations et des avis que nous avons publiés[73]. »

Malheureusement, une enquête approfondie de l'attaque de Riyad n'a pas été possible parce que les Saoudiens ont décapité les accusés avant que les enquêteurs américains n'aient pu les interroger[74]. L'affaire est bel et bien close.

L'attaque suivante contre des cibles américaines survint le 25 juin 1996. Ce fut bien plus sérieux. Une bombe placée dans un camion-citerne devant le complexe militaire des tours de Khobar à Dhahran provoqua une énorme explosion qui tua dix-neuf soldats américains et en blessa des centaines d'autres. L'explosion fut si puissante qu'elle souffla la façade de l'immeuble de huit étages et fut ressentie 32 kilomètres plus loin, à Bahreïn[75]. Le gouvernement saoudien imputa l'attaque à l'Iran et aux chiites de la province orientale[76], mais l'arrestation de six Arabes afghans suggère que, au moins au départ, il crut que les vétérans de Ben Laden pouvaient en être responsables[77]. En juin 2001, treize membres du Hezbollah

saoudien, un groupe chiite lié à l'Iran, furent accusés aux États-Unis pour l'attentat de Khobar[78].

Dans l'interview qu'il accorda en 1997 à CNN, Ben Laden qualifia de « héros » les responsables des attentats de Riyad et de Dhahran mais nia toute participation de sa part : « J'ai un grand respect pour ceux qui ont fait ça. Cela aurait été pour moi un grand honneur d'y avoir participé[79]. »

Alors qu'il organisait un entraînement militaire pour ses hommes et se préparait à attaquer des cibles américaines, Ben Laden s'engageait aussi dans des efforts plus politiques pour renverser le régime saoudien. Il fonda le Comité d'avis et de réforme, que le gouvernement décrit comme une extension des opérations paramilitaires d'al-Qaida mais qui ressemble davantage à une conséquence légitime d'un rassemblement du mouvement d'opposition au régime saoudien[80]. Ce mouvement s'unit autour du mémorandum d'avis, une lettre préconisant une série de réformes et signée par des islamistes éminents durant l'été 1992[81]. En juillet 1994, Ben Laden nomma Khaled al-Fawwaz directeur du bureau du Comité à Londres. Selon sa constitution de Londres, le Comité doit « promouvoir des réformes pacifiques et constructives sur la manière dont l'Arabie est gouvernée en utilisant des moyens légaux[82] ».

Dans son bureau de Londres, Khaled al-Fawwaz m'a dit : « Le Comité, avant tout, n'est pas une chose nouvelle ; ce n'est qu'une continuation des analyses de ces réformateurs qui ont travaillé pendant des décennies. Nous avons constaté que les réformateurs sont de plus en plus harcelés [...] et nous nous sommes demandé : pourquoi ne pas s'organiser, s'unir, afin d'aider ceux qui sont maltraités par le régime [saoudien], ou au moins aider leurs familles si quelque chose va mal ? » Al-Fawwaz a tenu à m'affirmer clairement : « Je ne travaille pas pour Oussama, nous sommes amis[83]. »

Le Comité a publié de nombreux communiqués. L'un d'eux, le n° 17 du 8 mars 1995, fait flèche de tout bois pour accuser le régime saoudien, lui imputant toute une série de péchés, y compris le fait qu'il suit des lois « humaines » au lieu de la charia, la loi islamique ; l'endettement de l'État ; le chômage croissant ; le luxe des palais de la famille royale ; et les 60 milliards de dollars que le gouvernement aurait dépensés lors de la guerre du Golfe, sans compter les énormes dépenses faites pour une armée inefficace[84]. Le communiqué s'achève en demandant au roi Fahd d'abdiquer.

De telles critiques sont des anathèmes pour les Saoud, qui gouvernent l'Arabie comme un fief familial depuis des décennies. En

1994, ils ont gelé les avoirs de Ben Laden dans leur pays et l'ont privé de sa citoyenneté. À ce moment, la famille de Ben Laden rompit toute relation avec lui, au moins officiellement. En mars 1994, son frère Bakr, qui dirige l'entreprise familiale, publia une déclaration dans les médias saoudiens soutenant qu'il « regrettait, dénonçait et condamnait » les activités d'Oussama.

Les Saoudiens ont essayé de dissuader Ben Laden de mener sa campagne contre eux. Saad al-Fagih dit : « Je connais personnellement les trois délégations qui se sont rendues au Soudan pour lui demander de ne pas s'attaquer aux Saoudiens. Ils lui ont dit : "Votre combat est contre les États-Unis, pas contre nous." Ben Laden a déclaré : « Les Saoudiens ont envoyé ma mère, mon oncle et mes frères, qui m'ont rendu au moins neuf visites à Khartoum, pour me demander d'arrêter et de rentrer en Arabie afin de m'excuser auprès du roi Fahd. J'ai refusé de revenir en arrière[85]. »

Les Saoudiens ont aussi utilisé des tactiques moins subtiles. Le transfuge d'al-Qaida, Jamal al-Fadl, discuta avec les responsables saoudiens de la possibilité d'assassiner Ben Laden. En 1994, un groupe d'hommes armés d'AK-47 ouvrit le feu sur la maison de Ben Laden à Khartoum — tentative probablement commanditée par les Saoudiens[86].

Alors qu'al-Qaida avait son quartier général au Soudan, l'organisation resta active en Afghanistan et au Pakistan. Al-Qaida maintint sa maison d'hôtes dans la banlieue de Peshawar, à Hayatabad, dans un secteur connu comme la phase 4, depuis 1991[87]. De l'autre côté de la frontière d'Afghanistan, le groupe dirigeait plusieurs camps d'entraînement appelés Khalid ibn al-Walid, al-Farouk, Sadiq, Khaldan, Jihad Wal et Darunta[88].

L'Hossaine Kherchtou semble une improbable recrue d'al-Qaida : c'est un Marocain qui fréquenta une école hôtelière en France. Cependant, en 1991, il se rendit d'Italie au Pakistan, s'arrêtant tout d'abord dans la maison d'hôtes de Ben Laden Beit al-Ansar, puis poursuivit son voyage jusqu'en Afghanistan, où il reçut un entraînement poussé auprès duquel celui des recrues de l'armée américaine semble destiné à des bleus. Lors de sa première nuit au camp, à 1 heure du matin, Kherchtou fut réveillé par des coups de feu. Ce n'était pas une attaque mais un exercice ayant pour but de maintenir en alerte les nouvelles recrues (« Ne croyez pas que vous êtes ici pour dormir », leur dit-on). Puis il fut initié à toute une série d'armes : le fusil américain M-16, le fusil AK-47 et la mitraillette PK russes, la mitraillette Uzi israélienne et des armes antiaériennes. Il suivit aussi des cours d'utilisation de grenades et

d'explosifs comme le C3, le C4 et la dynamite. Enfin, il fut entraîné à l'utilisation de diverses mines : antipersonnel, contre les camions, et les mines papillons, que les enfants prennent parfois pour des jouets. Pendant cette période, Kherchtou perdit près de 20 kilos. À la fin de son entraînement, il retourna à Peshawar, où il fut accueilli par al-Qaida dans l'une de ses maisons d'hôtes, Beit al-salam. Fine touche orwéllienne : Beit al-salam signifie « maison de la paix »[89].

Au début des années quatre-vingt-dix, le gouvernement pakistanais demanda aux Arabes afghans comme Kherchtou de se faire enregistrer auprès de l'administration. Bien sûr, beaucoup ne le firent pas mais parmi ceux qui le firent dans la province frontalière du Nord-Est, qui jouxte l'Afghanistan, 1 142 étaient égyptiens, 981 saoudiens, 946 yéménites, 793 algériens, 771 jordaniens, 326 irakiens, 292 syriens, 234 soudanais, 199 libyens, 117 tunisiens et 102 marocains[90]. Ces chiffres indiquent la contribution relative des différents pays du Proche-Orient aux Arabes afghans.

Les gouvernements du Proche-Orient, notamment l'Égypte, étaient de plus en plus gênés par l'utilisation du Pakistan comme base qu'en faisaient les militants islamistes[91]. Ils firent pression sur les Pakistanais pour réprimer les Arabes afghans, qui furent par conséquent expulsés du pays à des intervalles réguliers. En mars 1993, huit mille furent arrêtés[92]. En mai de cette année-là, Ben Laden paya les frais de voyage d'au moins trois mille d'entre eux pour qu'ils le rejoignent au Soudan[93]. Mais les militants continuèrent à opérer au Pakistan : le 20 novembre 1995, ils menèrent une attaque dévastatrice au camion piégé devant l'ambassade d'Égypte à Islamabad, tuant quinze personnes et en blessant quatre-vingts[94]. Les enquêteurs américains affirment qu'al-Qaida, dont la direction est majoritairement égyptienne, fut impliqué dans cet attentat[95]. Le procédé était semblable à celui de l'attentat — futur — contre l'ambassade du Kenya : dans les deux cas, un candidat au suicide conduisait un camion chargé d'explosifs et lançait des grenades pour distraire l'attention des gardes de sécurité[96]. Six mois avant l'attaque contre l'ambassade d'Égypte, des membres d'al-Qaida tentèrent aussi d'assassiner le président Hosni Moubarak lors d'une conférence à Addis-Abeba, en Éthiopie[97].

L'attaque contre l'ambassade d'Égypte conduisit le gouvernement pakistanais à arrêter cent cinquante Arabes, dont le directeur du Bureau de services de Ben Laden, le Palestinien Youssouf Mohammad Abbas, qui partit ensuite pour l'Arabie Saoudite. Le

magazine *Jihad*, publié par le Bureau, cessa de paraître à cette époque[98].

En 1996, les États-Unis et l'Égypte exercèrent une forte pression sur le gouvernement soudanais pour expulser Ben Laden, qui quitta le Soudan en direction de son lieu favori, l'Afghanistan[99]. Forcer Ben Laden à rentrer en Afghanistan fut une décision du type de celle du haut commandement allemand envoyant Lénine en Russie pendant la Première Guerre mondiale : s'il y eut un gain à court terme pour les Allemands, à long terme le résultat fut qu'ils se firent un ennemi implacable. Ce fut la même chose avec Ben Laden et l'Afghanistan. Dans ce pays, Ben Laden pouvait — et peut encore — travailler sans encombre, attirer des militants musulmans dans ce qui est devenu le premier État jihadiste du monde moderne. Là-bas, en Afghanistan, il représenta une menace bien plus grande que celle qu'il représentait au Soudan.

Chapitre 5

Des sommets de l'Hindu Kuch, la guerre est déclarée

— Que croyez-vous qu'aurait dit le prophète Mahomet sur le fait d'introduire un camion à l'intérieur d'un immeuble et de faire sauter tous ceux qui s'y trouvent ?

Question du procureur fédéral durant le procès de quatre partisans de Ben Laden inculpés dans les attentats contre les deux ambassades américaines en Afrique, en 1998.

— Si vous étudiez la vie du prophète Mahomet, que la paix et la bénédiction soient sur lui, vous trouverez le plus gentil des hommes. Il n'aurait jamais permis que des innocents fussent tués, jamais. Jamais [1].

Réponse de SIRAJ WAHHAJ, Imam à Brooklyn.

Lorsqu'en mai 1996 Ben Laden arriva en Afghanistan, accompagné de ses trois femmes et de la plupart de ses enfants, d'une certaine manière il rentrait chez lui. Il connaissait très bien les lieux, ayant parcouru ses vallées et ses montagnes sauvages pendant plus de dix ans, et il admirait les guerriers talibans qui prenaient peu à peu le contrôle de l'ensemble du pays.

Le voyage en Afghanistan eut aussi une importance spirituelle profonde pour Ben Laden : cela lui rappelait l'émigration de Mahomet, ou *hijra*, de La Mecque à Médine au VII^e^ siècle. Le Prophète et ses partisans avaient quitté leur ville natale sous la pression de leurs compatriotes, des païens n'appréciant pas le message monothéiste de Mahomet. De Médine, Mahomet mena continuellement la guerre pendant huit ans avant de reconquérir La Mecque aux infidèles [2]. C'était le modèle que Ben Laden voulait suivre dans son jihad contre l'Occident. Et, pour lui, l'Afghanistan était la Médine du XXI^e^ siècle [3].

L'exilé saoudien s'établit d'abord près de la ville orientale de Jalalabad, faisant la navette entre diverses caches dans les montagnes de la région[4]. Dès son arrivée, le chef des talibans, le mollah Mohammad Omar, lui envoya une délégation pour l'assurer que les talibans seraient honorés de le protéger en raison du rôle qu'il avait joué dans le jihad contre les Soviétiques[5].

En novembre, le rédacteur en chef du journal *al-Quds al-Arabi* vint rendre visite à Ben Laden dans une caverne des montagnes d'Afghanistan. Dans son bureau de l'ouest de Londres, Atwan évoque cette visite : « C'était loin d'être confortable. Ses locaux étaient construits grossièrement avec des branches. Il avait des centaines de livres, essentiellement des traités de théologie. Sous le lit où je couchais, la nuit, étaient entreposées des grenades : j'ai dû dormir une demi-heure. Il y avait autour de lui vingt ou trente personnes : des Égyptiens, des Saoudiens, des Yéménites et des Afghans. La nuit, il faisait très froid, 15 degrés au-dessous de zéro. J'ai dû attendre deux jours avant de le voir. Il connaissait mes écrits. Je l'ai trouvé simple, sincère, ne cherchant pas à impressionner. Il ne s'est jamais présenté comme un chef islamiste. Il m'a dit que le gouvernement saoudien avait fait pression sur lui. On lui avait offert 400 millions de dollars pour déclarer que le régime était islamique. » Bien sûr, en vain.

« Ses partisans croient vraiment en lui, ajouta Atwan. Ils voient en lui un millionnaire qui a sacrifié tous ses millions, qui s'assoit avec eux dans une caverne pour partager humblement leur dîner[6]. »

De son nouveau refuge en Afghanistan, Ben Laden émit nombre de déclarations encore plus radicales, à commencer par la « déclaration de jihad contre les Américains occupant le pays des deux lieux saints » du 23 août 1996. Cet appel aux armes contre la présence américaine en Arabie Saoudite comprend une analyse de la politique américaine au Proche-Orient depuis Franklin Roosevelt, attaque le régime saoudien pour sa corruption et sa politique anti-islamique et discute les opinions des savants musulmans sur l'attitude envers les non-musulmans à travers les siècles.

Dans la déclaration, Ben Laden affirme : « Les musulmans se sont rendu compte qu'ils sont la cible principale de l'agression des juifs et des croisés [à savoir les Occidentaux]... Leur dernier assaut est le plus grand désastre depuis la mort du prophète Mahomet (que la paix soit sur lui !), l'occupation du pays des deux mosquées sacrées, patrie de l'islam. » Ben Laden explique que cela va à l'encontre d'un *hadith*, ou parole, du Prophète, qui

déclara sur son lit de mort : « S'il plaît à Dieu et s'il me prête vie, je chasserai avec son aide les juifs et les chrétiens d'Arabie. »

À un moment, Ben Laden, qui est féru d'une certaine poésie morbide, adresse une ode peu banale au secrétaire à la Défense d'alors, William Perry :

Ô William, demain tu apprendras
quel héros ton frère fanfaron affrontera,
C'est un héros qui se jette, le sourire aux lèvres, dans la mêlée
Pour s'en retirer, le fer de lance ensanglanté.

La traduction ne vaut certainement pas l'original, mais l'esprit y est.

Ben Laden conclut sa déclaration par un appel aux armes : « Frères musulmans du monde entier, vos frères du pays des deux mosquées et de Palestine ont besoin de vous. Ils vous demandent de vous joindre à eux contre leurs ennemis, qui sont aussi les vôtres — les Israéliens et les Américains — en leur faisant le plus grand mal possible. » Ben Laden signa son manifeste : « Des sommets de l'Hindu Kuch, en Afghanistan. »

Cette déclaration de Guerre sainte contre les Américains, reprise par divers médias et publiée dans le monde entier, fut, selon un journaliste arabe, écrite sur un ordinateur Apple Macintosh[7]. *« Think different »* dit la pub, « Pensez autrement », on ne saurait mieux dire.

Au début de 1997, Ben Laden accorda sa première interview télévisée — celle qui ouvre ce livre — à CNN de l'un de ses repaires près de Jalalabad. Il réitéra ses appels à attaquer des soldats américains, ajoutant qu'il ne pouvait garantir la sécurité des civils s'ils se trouvaient pris dans ces attaques. Peu après, Ben Laden déménagea dans la ville de Kandahar, où est basé le mollah Omar.

Le 22 février 1998, Ben Laden mit la barre considérablement plus haut lorsqu'il annonça la création du Front islamique mondial pour le jihad contre les juifs et les croisés. Les cosignataires de cet accord étaient Ayman al-Zaouahiri, du groupe égyptien al-Jihad, le principal lieutenant de Ben Laden, Rifaï Ahmad Taha, du Groupe islamique égyptien, et les chefs d'organisations pakistanaises et bangladeshis[8].

Cet avis d'inauguration du Front étant le texte capital qui dresse la scène des attaques d'al-Qaida, il faut le citer :

« Depuis qu'Allah a déployé la péninsule Arabe, créé son désert et fait couler ses mers, nul désastre n'a égalé le fait que les légions

chrétiennes se sont répandues comme la peste, ont foulé sa terre, mangé ses ressources, éradiqué sa nature et humilié ses chefs [...]. Aujourd'hui, personne ne peut contester trois faits attestés par des témoins et reconnus par les honnêtes gens [...], à savoir que, depuis sept ans, l'Amérique occupe la plus sacrée des terres musulmanes : la péninsule Arabique. Elle vole ses ressources, dicte sa volonté à ses chefs et effraie ses voisins. Elle utilise sa puissance en Arabie pour combattre les peuples musulmans voisins. La preuve la plus manifeste en est que les Américains ont dépassé toutes les bornes dans leur agression contre le peuple irakien. En dépit d'immenses destructions causées par l'alliance chrétienne et le grand nombre de victimes dépassant le million, les Américains essaient de commettre à nouveau ces horribles massacres non contents du long blocus et de leurs destructions. Les voici aujourd'hui tentant d'anéantir le reste de ce peuple et d'humilier ses voisins musulmans. Bien que les objectifs américains dans cette guerre soient religieux et économiques, ils servent aussi l'État juif et distraient l'attention de son occupation de la Terre sainte et de ses assassinats de musulmans. La meilleure preuve en est l'insistance mise à détruire l'Irak, l'État arabe voisin le plus puissant [...] Tous ces crimes et ces calamités sont une déclaration de guerre explicite contre Allah, Son Prophète et contre les musulmans [...]. Donc, pour obéir au Tout-Puissant, nous informons les musulmans de ce jugement : tuer et combattre les Américains et leurs alliés, civils ou militaires, est un devoir pour tout musulman apte à le faire, dans tout pays. Au nom d'Allah, nous demandons à tout musulman qui croit en lui et implore son pardon, d'obéir à l'ordre d'Allah de tuer des Américains et de s'emparer de leurs biens partout, quand et comme cela sera possible. Nous demandons aussi aux savants musulmans, leurs chefs fidèles, aux jeunes croyants et aux soldats de lancer des attaques contre les soldats américains de Satan et leurs alliés du Diable[9]. »

Un analyste de la CIA fait remarquer : « Ces fatwas sont les premières de ces groupes qui justifient explicitement les attaques contre des civils américains dans le monde entier[10]. » Quelques mois après la parution de cette fatwa, je rencontrai Khaled al-Fawwaz, le représentant de Ben Laden à Londres. Il sembla vraiment étonné par ce texte, notamment par le grand nombre de signataires, mais aussi à cause de l'appel à attaquer tous les Américains. « Tuer des civils n'est pas islamique », expliqua-t-il.

La déclaration sans équivoque d'al-Fawwaz pose des questions : selon le Coran, quelles sont les justifications de la Guerre sainte ? L'appel de Ben Laden à expulser les troupes américaines d'Arabie, son but politique principal, est-il justifié par le *hadith,* les paroles du prophète Mahomet ? Et enfin, le meurtre de civils est-il permis dans une Guerre sainte et, s'il ne l'est pas, comment Ben Laden justifie-t-il une telle campagne ?

On trouve dans le Coran des justifications variables, parfois contradictoires, à la Guerre sainte. Dans un verset souvent cité, les musulmans ont l'autorisation de mener une guerre défensive : « Permission est donnée à ceux qui combattent parce qu'ils ont été lésés. » Un autre suggère qu'ils sont encouragés à attaquer les infidèles : « Quand les mois sacrés seront expirés, tuez les infidèles quelque part que vous les trouviez. » Ben Laden cita ce verset lorsqu'il annonça la formation de son Front islamique mondial[11].

Par contre, Jésus, dans le Nouveau Testament, enjoint à ses disciples : « Quelqu'un te donne-t-il un coup sur la joue droite, tends-lui aussi la gauche. » Et il leur conseilla : « Aimez vos ennemis. » Bien sûr, en pratique, le message de Jésus a été largement ignoré par les chrétiens, qui se sont joyeusement massacrés les uns les autres et se sont « paganisés » pendant deux millénaires.

Mahomet admirait Jésus comme l'un des plus grands messagers de Dieu, mais il s'éloigna du Nazaréen en abolissant la distinction entre le sacré et le séculier : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. » Selon Mahomet, les exigences de Dieu étaient automatiquement celles de César. En fait, le succès de Mahomet comme prophète est inextricablement lié à son rôle de chef politique et militaire. Un siècle après sa mort, la guerre et la conversion avaient permis à ses successeurs de présider un vaste empire s'étendant de l'Atlantique jusqu'au nord de l'Inde. C'est à cet âge d'or de l'islam que Ben Laden aspire à revenir.

Il faut remarquer que l'islam a eu une longue tradition de tolérance (le mot « islam » est étymologiquement lié au mot « salam », qui signifie paix). Lorsque le philosophe Moïse Maïmonide fuit les persécutions que subissaient les juifs dans l'Espagne du XII[e] siècle, il trouva refuge en Égypte, où il devint le médecin de Saladin[12]. Cela se répéta avec de nombreux juifs d'Europe, qui échappèrent à leurs ghettos pour la relative liberté de l'Empire ottoman[13].

De même, le jihad, qui sonne désagréablement aux oreilles des Occidentaux, ne signifie pas seulement la guerre contre un ennemi infidèle. Son sens littéral est « effort » ou « combat », et parfois

« lutte contre ses propres défauts »[14]. Mahomet lui-même reconnaissait le double sens du mot ; mais, selon lui, le « grand jihad » était le combat contre ses mauvais penchants, le « petit jihad » était la guerre contre les ennemis de l'islam[15]. Dans l'esprit de Ben Laden, ces priorités sont certainement inversées.

Que dire de l'appel à expulser les troupes américaines de la péninsule Arabique ? La réponse, déconcertante pour beaucoup d'Occidentaux, est que la tradition musulmane fournit une justification à cet appel. Bernard Lewis, professeur à l'université de Princeton, fait remarquer que l'un des premiers successeurs de Mahomet, le calife Omar, publia un « décret définitif et irréversible » selon lequel les juifs et les chrétiens devaient être expulsés de « la sainte terre du Hedjaz », la région des villes saintes de La Mecque et de Médine, en se fondant sur les paroles du Prophète : « Il ne peut y avoir deux religions en Arabie. » Depuis, selon Lewis, des non-musulmans n'ont pu résider que temporairement dans d'autres régions d'Arabie. Lorsque la Grande-Bretagne et la France démembrèrent l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, se partageant l'Irak, l'Égypte, le Soudan, la Syrie et la Palestine, ils « mordillèrent les limites de l'Arabie à Aden et dans les territoires tribaux du Golfe, mais furent assez sages pour ne pas s'engager militairement ou politiquement dans les affaires de la Péninsule[16] ». (Cette retenue eut peut-être quelque chose à voir avec le fait qu'avant la découverte du pétrole, l'Arabie était essentiellement un désert inhospitalier habité par des tribus en guerre.)

Ben Laden peut donc se fonder sur les paroles du Prophète pour justifier sa prise de position : « Les États-Unis occupent le saint des saints de l'islam, l'Arabie[17]. »

Le docteur Saad al-Fagih, l'opposant saoudien vivant à Londres, développa pour moi les points soulignés par le professeur Lewis : « Je ne pense pas qu'il y ait une personne sensée qui considère que les Américains doivent rester en Arabie Saoudite… Si vous êtes un musulman sincère, c'est un devoir de ne pas accepter des non-musulmans sous la forme de militaires résidant dans le pays, surtout la terre sainte. »

Le docteur al-Fagih ne s'est jamais fait l'avocat de la violence contre les Américains, mais son avis représente le point de vue de nombreux musulmans sérieux sur le sujet. Un ancien vice-Premier ministre yéménite, Abd al-Wahab al-Anesi, l'a dit : « Les forces militaires américaines ne sont pas aimées, ni appréciées. » Un diplomate britannique dans la région m'a raconté avoir eu en 1998

une discussion avec des confrères américains, au cours de laquelle il leur a dit que leur présence en Arabie était « assez maladroite, provocante et contre-productive ». Akhtar Raja, un avocat de Londres spécialisé dans la défense des musulmans, a déclaré : « Rendez-nous ce qui nous appartient, quittez l'Arabie Saoudite. Que diriez-vous si nous envoyions un groupe jihadiste au Vatican[18] ? »

Certes, si beaucoup de musulmans sont malheureux de voir les troupes américaines stationnées en Arabie Saoudite et désapprouvent la politique des États-Unis, seule une infime minorité prône la violence contre les citoyens américains. Et il y a dans le Coran de quoi contredire l'appel à la violence de Ben Laden contre tous les Américains. Par exemple, le Coran est explicite quant à la protection accordée aux civils en temps de guerre et à la tolérance manifestée aux « gens du Livre », les juifs et les chrétiens auxquels Ben Laden a déclaré la guerre[19].

Mais pour comprendre pourquoi Ben Laden en est venu à faire tuer des milliers de civils américains, on doit garder à l'esprit que, pour lui, les États-Unis ont été aussi violents dans leur traitement de civils musulmans. Sur une des cassettes vidéo d'al-Qaida circulant au Proche-Orient au cours de l'été 2001, Ben Laden revient à plusieurs reprises sur le thème des agressions contre des civils musulmans, d'Israël jusqu'à l'Irak, ce dont il accuse les États-Unis. Il enrage à la vue d'enfants mourant en Irak, en disant : « Plus d'un million [d'Irakiens] sont morts parce qu'ils étaient musulmans » et traite le président Clinton de « massacreur ». Pour Ben Laden, c'est très simple : il faut attaquer les citoyens américains afin qu'ils « goûtent le fruit amer » que les civils musulmans ont dû avaler. Étrange que la Guerre sainte de ce « saint » homme ne repose que sur la vengeance.

Le 12 mars 1998, une conférence de quarante oulémas afghans examina la question de la présence militaire américaine dans le Golfe. C'était très significatif pour Ben Laden. Bien qu'il lise le Coran, même ses défenseurs les plus résolus doivent reconnaître que Ben Laden n'est pas un érudit en matière de religion et n'a pas l'autorité nécessaire pour promulguer des fatwas. Les religieux afghans conclurent : « L'union des oulémas afghans déclare le jihad, selon le droit musulman, contre les Américains et leurs alliés. » À la fin avril, une fatwa semblable fut publiée par un groupe de savants pakistanais à Karachi[20].

Ben Laden avait le soutien de dizaines de savants musulmans et la caution religieuse pour appeler au jihad. Son assistant, Mohammad Atef, envoya une télécopie à l'ami du groupe à Londres, Khaled al-Fawwaz, l'incitant à faire publier le texte de la fatwa afghane dans *Al-Quds al-Arabi*, ce qui fut fait[21].

Quatre jours après la publication de la fatwa afghane, Ben Laden publia une lettre récapitulant les thèmes de sa déclaration de guerre. Il y soulignait « la calamité de l'occupation américaine de la péninsule Arabique ». Faisant référence à l'opération Tempête du désert, il demandait : « Pourquoi a-t-on permis à des femmes soldats de venir ? » — c'est, pour lui, l'insulte suprême. À l'appui de sa position, il citait un fameux penseur musulman médiéval : « Les savants musulmans ont toujours dit que combattre l'ennemi infidèle est une obligation pour tout musulman. Le cheikh Ibn Taymiyya a dit : "Hormis la foi, rien n'est plus pressant que de se défendre contre les ennemis qui gâtent la religion et le monde." Nous demandons à Dieu Tout-Puissant d'infliger Sa punition aux soldats américains dans le Golfe, à leurs alliés les juifs en Palestine, et à tous ces hypocrites, et qu'Il leur envoie la mort. »

Un soutien encore plus important à l'appel de Ben Laden d'expulser les troupes américaines d'Arabie Saoudite vint en juin d'une direction prestigieuse : l'imam de la mosquée du Prophète à Médine, le cheikh Ali al-Houdaifi. S'adressant à un grand rassemblement de fidèles lors de la prière du vendredi, l'imam appela au retrait des troupes américaines et critiqua les États-Unis. Des enregistrements du prêche sur cassettes audio circulèrent aussitôt dans le monde musulman et des brochures en reproduisant le texte apparurent au Pakistan en anglais comme en ourdou[22].

En Afghanistan, le 14 mai, à la suite des essais nucléaires du gouvernement indien, Ben Laden publia un appel au sujet de la bombe nucléaire musulmane, « Dangers et signes de la bombe nucléaire indienne ». Ben Laden écrivait : « Mardi dernier, le monde a été réveillé par le bruit de trois explosions nucléaires souterraines indiennes… Nous appelons la nation musulmane et le Pakistan — notamment son armée — à se préparer pour le jihad. Il doit comprendre une force nucléaire. »

Le 26 mai, Ben Laden tint une conférence de presse en Afghanistan, à al-Badr, son camp baptisé du nom d'une bataille remportée par Mahomet[23]. Selon le journaliste pakistanais Ismaïl Khan, l'entrée de Ben Laden fut théâtrale : « On vit un nuage de poussière, puis trois voitures arrivèrent, et des membres de l'escorte de Ben Laden en descendirent. Alors Oussama sortit de la

voiture, et au moment où il mettait pied à terre, on tira des salves. Ces types tiraient avec des RPG vers les montagnes. » Khan compta vingt-quatre gardes du corps.

Ben Laden s'assit derrière une table, flanqué de son conseiller principal, Ayman al-Zaouahiri, et de son commandant militaire, Abou Hafs. Il commença par remarquer que certains de ses partisans avaient été arrêtés en Arabie Saoudite en janvier en possession d'un missile américain Stinger et de missiles sol-air SA-7, autre indice qu'al-Qaida avait réussi à obtenir quelques-unes des armes antiaériennes portables les plus redoutables[24]. Puis il annonça l'inauguration de son Front islamique mondial. Khan rapporte que Ben Laden conclut en laissant entendre que son groupe allait agir : « Cela m'époustoufla, vous savez, il a dit qu'il y aurait de bonnes nouvelles durant les semaines à venir. »

Neuf semaines plus tard, les deux ambassades africaines furent attaquées.

Selon Khan, à cette conférence, se trouvaient aussi deux fils du cheikh Omar Abdel Rahman, qui purge une peine de prison à vie aux États-Unis pour son rôle dans la conspiration visant à détruire les immeubles symboles de Manhattan. Assadallah et Sayfallah, tous deux âgés d'une vingtaine d'années, dirent à Khan qu'ils suivraient les traces de leur père et poursuivraient le jihad. Ils distribuèrent une carte plastifiée, illustrée d'une photo de leur père priant. La carte, imprimée en arabe, appelait à attaquer les juifs et les chrétiens : « Divisez leur nation, mettez-les en pièces, détruisez leur économie, brûlez leurs sociétés, ruinez leur mode de vie, coulez leurs navires et tuez-les sur terre, sur mer et dans l'air… Qu'Allah les torture par vos mains[25]. »

Un autre journaliste pakistanais, Rahimullah Yusufzai, put poser à Ben Laden quelques questions en aparté. À celle de savoir si sa famille le soutenait encore, l'exilé saoudien fit cette réponse ambiguë : « Le sang est plus épais que l'eau » et : « Je suis riche intérieurement. »

Les finances de Ben Laden ont depuis longtemps donné lieu à bien des conjectures. Les responsables américains estiment que les entreprises de la famille Ben Laden valent 5 milliards de dollars. Ce n'est qu'une approximation raisonnable, pour trois raisons : les entreprises sont privées, la famille est discrète, et l'Arabie Saoudite est une des sociétés les plus fermées du monde. La chose est encore compliquée par le fait que, outre la principale société familiale, le

groupe saoudien Binladin, il y a d'autres sociétés, plus petites, dans lesquelles seuls quelques membres de la famille sont investisseurs[26]. La famille est composée de plusieurs centaines de membres, et certaines de leurs affaires sont mêlées à celles de la famille royale elle-même, qui généralement se cache derrière des sociétés prête-noms pour masquer ses intérêts.

Au début des années quatre-vingt, la famille Ben Laden commença à régler la succession de Mohammad Ben Laden[27]. Une source proche de la famille rapporte que la part d'Oussama fut de 35 millions de dollars[28]. Mais en 1991, des responsables américains estimèrent sa fortune à 250 millions de dollars, ce qui laisse penser soit qu'il a fait de fructueux investissements, soit que les chiffres sont exagérés.

Ce qui est sûr, c'est que Ben Laden eut des problèmes financiers lors de son séjour au Soudan. Des preuves irréfutables en ont été fournies lors du procès des attentats contre les ambassades, à Manhattan, en 2001. Un ancien membre d'al-Qaida déclara qu'à la fin de 1994 il y eut « une crise, Ben Laden disant qu'il n'y avait plus d'argent, qu'il avait perdu tout son argent ». Ce témoin déclara que les salaires des membres du groupe ne furent plus payés[29]. En 1996, le pilote personnel de Ben Laden alla voir son patron pour lui demander de l'argent afin de renouveler son brevet de pilote et on lui répondit que l'argent manquait[30]. On dit aussi au pilote que le groupe ne pouvait plus payer les 500 dollars nécessaires au traitement médical de sa femme, dont la grossesse était difficile. Et, dans une lettre de 1997, un membre important de la cellule d'al-Qaida au Kenya se plaignait en disant qu'il aurait voulu rendre visite à sa mère malade, ajoutant : « Mais rappelle-toi que nous n'avons que 500 dollars[31]. »

Les causes de ces problèmes financiers sont de deux ordres. Premièrement, les Saoudiens ont déchu Ben Laden de sa citoyenneté en 1994 et ont gelé ses avoirs dans le royaume. Deuxièmement, alors qu'il était au Soudan, à partir de 1991, Ben Laden a englouti d'énormes sommes d'argent dans des travaux routiers, une banque islamique et plusieurs projets agricoles — investissements substantiels, qu'il dut abandonner lorsqu'il quitta le pays en 1996. Une source proche-orientale connaissant bien le groupe Ben Laden suggère qu'il perdit 150 millions de dollars.

Cependant, Ben Laden continua à avoir accès à des sommes considérables après avoir quitté le Soudan pour l'Afghanistan. Un diplomate occidental déclare que Ben Laden a donné aux talibans « des millions pour la construction de projets » dans la région de

Kandahar, tels une grande mosquée, un barrage et des travaux agricoles[32]. Certains membres de sa famille pourraient continuer à lui fournir de l'argent qui lui reviendrait de droit, de la succession de son père. En outre, selon des sources proche-orientales et de hauts responsables, il continuerait à recevoir des dons de sympathisants, notamment des hommes d'affaires d'Arabie et du Golfe[33]. Par exemple, Khaled Ben Mahfouz, qui est en résidence surveillée en Arabie pour avoir transmis des fonds de l'énorme National Commercial Bank détenue par sa famille au profit d'organisations caritatives qui sont des façades pour Ben Laden[34]. Enfin, Ben Laden a bénéficié, et pourrait encore bénéficier, de l'argent d'organisations humanitaires musulmanes, dont une partie aurait été détournée jusqu'à lui[35].

Suivre la piste des fonds de Ben Laden est compliqué par le fait qu'il n'utilise pas des banques qui prennent un intérêt, puisque l'usure est interdite par le Coran. Cela exclut près de 99,9 % des banques mondiales. Cela implique aussi que les tentatives faites par le gouvernement américain de suivre ses capitaux ont été surtout des vœux pieux, ayant peu d'impact sur ses finances. Néanmoins, une semaine après les attentats du 11 septembre, le président Bush annonça des mesures visant à geler les avoirs de Ben Laden. Ces mesures risquent de ne pas avoir plus de succès que celles du président Clinton trois années auparavant, à la suite des attentats contre les ambassades.

Ben Laden utilise des banques qui travaillent selon les principes islamiques, telle la Banque islamique de Dubaï, aux Émirats arabes unis, une des premières banques du monde à travailler sans prise d'intérêts[36]. En 1999, des responsables américains se rendirent aux Émirats arabes unis afin de demander au gouvernement d'interdire à Ben Laden d'utiliser les services de cette banque. Le gouvernement entreprit ensuite de « nettoyer la banque et blanchir sa réputation »[37].

Comment les fonds peuvent-ils parvenir à Ben Laden en Afghanistan, ce pays ravagé par plus de vingt ans de guerre, alors que la banque la plus proche est à plusieurs centaines de kilomètres dans le Pakistan voisin ? Certaines sommes lui parviennent par la poste et d'autres par le vénérable système du *havala* des changeurs, qui a fonctionné pendant des décennies dans tout le Proche-Orient et en Asie : on échange des sommes, petites et grandes, à l'aide d'une poignée de main et de la confiance[38]. Des centaines de millions de dollars sont transférés chaque année sans laisser aucune trace[39].

Si l'Afghanistan est très coupé du reste du monde, les bureaux de change de la capitale, Kaboul, font des opérations particulièrement sophistiquées. Dans une rue longeant le fleuve Kaboul, des dizaines de petites échoppes se consacrent à un commerce prospère, leurs propriétaires assis en tailleur derrière de grosses liasses d'afghanis. On y fait des opérations de change avec toutes les monnaies du monde, excepté le rouble russe. Il est facile d'imaginer un assistant de Ben Laden venant à ce marché au change après avoir passé quelques coups de téléphone par satellite de la poste centrale de Kaboul toute proche, un lieu plein d'animation sur lequel le gouvernement américain ne saurait lancer des missiles. (En fait, en septembre 1998, j'ai pu, de Peshawar, échanger des coups de téléphone et des télécopies avec Mohammad Atef, un lieutenant de Ben Laden, à la poste de Kaboul.)

Bien sûr, un peu d'argent permet beaucoup de choses en Afghanistan, un pays si pauvre que la Banque mondiale n'enregistre pas ses indicateurs économiques. Et armement et explosifs ne sont pas difficiles à trouver dans un pays qui en est inondé depuis plus de vingt ans de guerre. Les États-Unis et l'Arabie Saoudite ont déboursé 6 milliards de dollars pour armer la résistance afghane durant la guerre contre les Soviétiques, et lorsque les communistes sont partis, un énorme trésor d'armes s'est mis à circuler. Tout Afghan qui se respecte est armé.

Et, comme Ben Laden n'est pas sans savoir, le terrorisme est par définition « une guerre asymétrique », qui ne requiert pas d'énormes sommes d'argent. Le coût approximatif de la bombe qui a explosé sous le World Trade Center en 1993, tuant six personnes et causant un demi-milliard de dollars de dommages dans l'un des plus célèbres immeubles du monde, était de 3 000 dol-lars[40]. En 1998, lorsqu'un terroriste entraîné par al-Qaida fut envoyé du Pakistan pour commettre des attentats aux États-Unis, on ne lui avait remis que 12 000 dollars pour toute l'opération.

Étant donné la complexité, sinon la sophistication, de l'opération et la dévastation qu'elle causa, même les attaques du 11 septembre 2001 ont relativement peu coûté (entre 200 000 et 500 000 dollars). Les conspirateurs limitèrent leurs dépenses, résidant dans des motels à 40 dollars la nuit et mangeant chez Denny's. Leurs seules dépenses excessives furent les dizaines de milliers de dollars qu'ils dépensèrent pour des leçons de pilotage et de cours sur des simulateurs de vol.

Finalement, la question de l'argent est un leurre. Aucune somme d'argent ne peut persuader quiconque d'envoyer un avion de ligne

contre un immeuble. La discipline qu'ont montrée les hommes qui ont attaqué les États-Unis le 11 septembre ne s'achète pas ; aucun d'entre eux ne révéla le plan par vantardise ni ne fut arrêté pour un délit mineur. Un ancien haut responsable de la CIA qui a supervisé des dizaines d'agents s'est émerveillé de la « compétence » des conspirateurs. C'est la capacité de Ben Laden à attirer des recrues aspirant au martyre qui n'a pas de prix dans cette Guerre sainte.

Chapitre 6

Enquête et représailles. Les attentats contre les ambassades

Pour avoir une quelconque influence sur l'opinion publique, un attentat à la bombe doit, de nos jours, dépasser l'intention de se venger ou le terrorisme. Il doit être purement destructeur.

JOSEPH CONRAD,
L'agent secret.

Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous libérera.

Extrait de l'Évangile selon saint Jean,
inscrit dans le hall de la CIA.

En 1998, la scène était dressée pour ce qui était la plus spectaculaire attaque terroriste de Ben Laden avant le 11 septembre 2001 : les attentats presque simultanés contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie. Les membres d'al-Qaida ont baptisé l'attentat du Kenya opération Kaaba, du nom du lieu le plus saint du monde musulman ; l'attentat de Tanzanie fut baptisé opération al-Aqsa, du nom d'une mosquée de Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam[1].

Le 28 mai, en Afghanistan, Ben Laden accorda une interview à *ABC News* dans laquelle il appelait à l'assassinat des Américains, à cause de la présence militaire américaine en Arabie. « Nous ne faisons pas de différence entre ceux qui portent l'uniforme et les civils : ce sont tous des cibles », disait-il, prédisant « un jour funeste pour l'Amérique[2] ». Le complot visant à faire exploser les ambassades américaines en Afrique était déjà prêt.

La planification de l'opération du Kenya avait duré cinq ans. Dès 1993, une attaque contre l'ambassade de Nairobi était esquissée. En 1995, un membre jordanien d'al-Qaida, Mohamed

Odeh, quitta le Pakistan pour Mombassa, au Kenya, où il fonda une entreprise de pêche — la même couverture que celle des terroristes du *USS Cole* quelques années plus tard au Yémen. Cette couverture justifiait les allées et venues à des heures indues, ainsi que des expéditions en bateau vers d'autres pays[3]. Odeh épousa rapidement une Kenyane[4]. Ses proches le décrivent comme un musulman pieux, priant cinq fois par jour et ne lisant que le Coran, détestant que l'on fume et refusant de regarder la télévision[5].

Mais Odeh était plus qu'un musulman pieux luttant pour nourrir sa nouvelle famille. Au début des années quatre-vingt-dix, en Afghanistan, il avait reçu une formation approfondie dans l'utilisation des armes et des explosifs. Comme il le révéla plus tard à un agent du FBI, sa cellule utilisait des codes chiffrés pour ses communications importantes : « boulot » pour jihad, « outils » pour armes, « patates » pour grenades et « affaires » pour faux papiers[6].

Un indice du sérieux qu'al-Qaida apporta à l'opération fut l'envoi au Kenya d'Abou Oubaida al-Banchiri, un ex-policier égyptien qui était l'adjoint principal de Ben Laden et le commandant militaire du groupe. Mais, au printemps 1996, al-Banchiri se noya dans le naufrage d'un ferry sur le lac Victoria[7].

Pour le remplacer, un des chefs de la cellule d'al-Qaida au Kenya, Haroun Fazil, fut envoyé à Nairobi en 1997. Né en 1972 aux Comores, petit et menu, Fazil avait quitté son pays pour le Pakistan à quinze ans afin d'y faire des études religieuses[8]. En 1994, à vingt-deux ans, il entra dans un camp paramilitaire afghan, puis se rendit au Kenya[9]. Fazil, qui est toujours en liberté, est décrit par le ministère public américain comme « très fort » en informatique, et parlant le swahili, l'arabe, le français et l'anglais. C'est aussi un musulman « sérieux et engagé », dont la femme ne sort qu'entièrement voilée[10].

Une fois à Nairobi, Fazil partagea une maison avec Wadi el-Hage, secrétaire personnel de Ben Laden lorsque le militant saoudien vivait au Soudan, qui sera accusé de complicité dans l'explosion des deux ambassades[11]. En mai 1988, Fazil loua une villa dans un faubourg tranquille de Nairobi, où les bombes furent montées. Un mois plus tard, deux membres d'al-Qaida achetèrent un camion Nissan pour transporter l'engin[12].

Un autre complice fut Mohamed Rachid al-Owhali, qui, comme Ben Laden, est issu d'une famille connue, riche et pieuse d'Arabie Saoudite[13]. Né en 1977 à Liverpool, où son père étudiait, al-Owhali fut éduqué selon les préceptes religieux et, durant son ado-

lescence, dévora des lectures sur le jihad, tels *L'amour et l'heure des martyrs,* et le magazine *Jihad* publié par les services de Ben Laden. Il étudia dans une université religieuse de Riyad puis envisagea d'aller se battre en Bosnie ou en Tchétchénie, mais choisit finalement l'Afghanistan[14].

Lorsque al-Owhali arriva au camp d'entraînement de Khaladan, en Afghanistan, on lui conseilla de prendre un nom de guerre, comme l'avaient fait les autres. Ensuite il fut reçu par Ben Laden, qui l'incita à parfaire son entraînement. On le forma dans les sciences occultes du piratage d'avion et de la prise d'otages, avec une priorité donnée à des attaques contre des ambassades ou des bases militaires américaines, et la prise d'ambassadeurs en otages. Il apprit aussi comment assurer la sécurité et faire du renseignement puis se porta volontaire pour se battre aux côtés des talibans, lesquels étaient en guerre contre les ex-gouvernants, dans le nord du pays. S'étant distingué sur le champ de bataille, il suivit ensuite un mois d'instruction à la « gestion et direction d'une cellule ». Cette cellule, lui dit-on, était divisée en sections : renseignement, administration, planification et enfin exécution. On lui apprit aussi comment effectuer le relevé topographique d'une cible en utilisant photo et vidéo[15].

Al-Owhali fut alors jugé mûr pour une grande mission. Trois mois avant l'attentat, on la lui dévoila enfin : mourir en martyr dans une opération antiaméricaine en Afrique. Une cassette vidéo fut tournée sur lui, dans laquelle il se présentait comme un martyr de l'Armée de libération des lieux saints musulmans[16]. Il assista, en Afghanistan, à la conférence de presse de Ben Laden du 26 mai, dans laquelle celui-ci annonçait « de bonnes nouvelles » pour les semaines à venir. À la suite des menaces proférées durant cette conférence, le Département d'État publia un avertissement le 12 juin : « Nous prenons très au sérieux ces menaces et les États-Unis renforcent la sécurité de plusieurs installations gouvernementales au Proche-Orient et en Asie[17]. » D'une manière significative, l'avertissement du Département d'État ne cite pas l'Afrique.

Al-Owhali arriva à Nairobi le 2 août, cinq jours avant l'attentat, au moment où les chefs de la cellule du Kenya se préparaient à partir pour l'Afghanistan[18]. Les conspirateurs se rassemblèrent à l'hôtel Hilltop, un établissement minable fréquenté par des prostituées, pour tenir leurs réunions et achever leurs préparatifs[19]. Al-Owhali rencontra aussi l'homme qui devait être son compagnon de martyre dans cette opération : un jeune Saoudien nommé Azzam, qu'il avait connu en Afghanistan[20]. Le 4 août, ils firent tous les

deux une reconnaissance de l'ambassade[21]. Le 5 août, deux jours avant l'attentat, un fax parvint au bureau cairote d'*al-Hayat*, envoyé par le groupe Jihad dirigé par Aiman al-Zaouarihi, de fait une branche d'al-Qaida[22]. Ce fax annonçait que les intérêts américains seraient bientôt frappés en raison du concours apporté par les États-Unis à l'extradition, en juin, d'Albanie vers l'Égypte, d'un membre important du groupe[23].

La bombe fut réglée pour exploser le vendredi 7 août entre 10 h 30 et 11 heures du matin, afin que les musulmans pratiquants, qui forment à peu près un tiers de la population kenyane, fussent à ce moment à la mosquée[24]. La tâche d'Azzam était de conduire le véhicule jusqu'à la porte de l'ambassade. Al-Owhali devait intimer au garde de l'ambassade l'ordre d'ouvrir le portail du parking arrière, afin qu'il gare le véhicule au plus près de la cible[25].

Durant le trajet vers leur cible, Azzam et Al-Owhali se récitèrent des poèmes pieux pour se donner du courage. Lorsqu'ils arrivèrent près du portail, Al-Owhali sauta du véhicule mais oublia son revolver. Ainsi, armé de seules grenades paralysantes de fabrication artisanale, qu'il lança, il cria au garde d'ouvrir le portail. Voyant que celui-ci restait fermé mais qu'Azzam avait garé le camion assez près de l'ambassade, Al-Owhali se dit que rester près de la bombe n'était plus une attitude de martyr mais simplement un suicide. Il s'enfuit à toutes jambes[26].

Pour comprendre le carnage causé par la bombe, un mélange de TNT et de nitrate d'aluminium de plusieurs centaines de kilos, fabriqué par Abdel Rahman, un expert en explosifs égyptien d'al-Qaida, il faut connaître la configuration des lieux. L'ambassade des États-Unis est située à l'intersection de deux des artères les plus fréquentées de Nairobi, une ville de deux millions d'habitants. La gare de chemin de fer, proche, assure un flot constant de voyageurs et de vendeurs, comme de nombreux bus qui vont et viennent. Et la bombe explosa au milieu de la matinée d'un jour ouvrable. C'est comme si l'engin avait été placé près de la gare centrale de Manhattan un vendredi matin. Ou au World Trade Center.

À 10 h 30 environ, la bombe géante explosa.

« Ceux qui ont eu de la chance sont aveugles, les autres sont morts », comme l'a dit Patrick Fitzgerald, le procureur américain représentant la partie plaignante, dans son résumé de l'affaire[27].

Frank Pressley s'occupait des communications à l'ambassade. Peu après 10 heures, ce vendredi-là, il était en réunion et discutait de problèmes de télécopieurs. Par la fenêtre, il vit des gens courir et entendit comme des pétards ; en fait, c'était les grenades qu'Al-

Owhali venait de lancer. Puis il entendit une explosion plus forte. « Soudain, je volai… Pendant quelques secondes, je crus avoir perdu quelque chose. Je me cognai contre un mur… Je remarquai qu'un plafond avait disparu. J'essayai de me lever. C'était difficile, mais j'ai pu le faire et n'en crus pas mes yeux. Autour de moi, je voyais de gros morceaux de viande, comme de la nourriture rouge sur les murs… J'avais perdu une partie de mon épaule. Je baissai les yeux et je vis un os sortir de ma chemise. J'ai aussi vu des jambes, une paire de jambes d'homme avec leur pantalon[28]. »

Sammy Nganga, un Kenyan de cinquante-trois ans, se trouvait dans un immeuble adjacent à l'ambassade. Il entendit deux explosions fracassantes puis se retrouva enterré sous les décombres. Quand il regarda ses jambes, il vit des os qui dépassaient. Incapable de marcher et enseveli sous les ruines, il ne fut secouru que deux jours plus tard. Une femme enfouie près de lui eut moins de chance : elle mourut avant d'avoir pu être évacuée[29].

Ce matin-là, l'ambassadrice n'était pas à son bureau : elle assistait, dans une banque proche, la Cooperative Bank, à une réunion avec le ministre du Commerce kenyan. La bien-nommée Prudence Bushnell, diplomate chevronnée, était depuis longtemps préoccupée par la sécurité de l'ambassade, laquelle, en raison de sa situation dans le centre-ville, pouvait être menacée non seulement par des terroristes mais aussi par des criminels. Elle avait télégraphié à Washington le 24 décembre 1997, pour attirer l'attention sur la menace du terrorisme et l'extrême vulnérabilité de l'ambassade[30]. En avril 1998, elle écrivit à la secrétaire d'État américain, Madeleine Albright, une autre lettre exprimant à nouveau son inquiétude[31].

Les pires craintes de Mme Bushnell étaient, malheureusement, fondées. Le matin de l'attentat, elle entendit une forte explosion, suivie d'une autre, encore plus forte, et d'un coup elle se retrouva « assise, la tête entre les mains ». Après la seconde explosion, le seul bruit que l'ambassadrice entendit fut le sinistre cliquetis d'une tasse de thé. Elle réussit à se lever et alla dans la cage d'escalier, où elle trouva des gens effrayés essayant de se frayer un chemin vers le rez-de-chaussée. « Certains priaient, d'autres chantaient des hymnes… Une énorme procession de gens saignant les uns sur les autres. Il y avait du sang sur toute la rampe d'escalier. Je sentais le sang de quelqu'un goutter sur mes cheveux et dans mon dos[32]. »

Pressley, Nganga et Prudence Bushnell échappèrent à l'attentat mais furent physiquement et psychologiquement atteints. Deux cent un Kenyans et douze Américains n'eurent pas cette chance. Le

reporter du *New York Times* qui couvrit le procès des terroristes employa un style peu habituel dans son journal pour relater comment le ministère public avait lu la liste des victimes de l'explosion : « C'est un choc de se rendre compte du temps qu'il faut pour lire les noms, âges et sexes de deux cent treize victimes. Cela prend environ vingt minutes… Un effrayant poème de mort dans son extrême sobriété[33]. » Quatre mille autres personnes furent blessées. La liste des morts eût été plus longue si les gardes n'avaient eu le courage de refuser l'accès du garage de l'ambassade, qui était leur but, aux terroristes[34]. S'ils y étaient entrés, m'a dit un responsable des services de renseignement américains, l'immeuble aurait été « rasé » par le souffle de la bombe. Dans les alentours de l'ambassade, l'explosion détruisit totalement un immeuble de cinq étages qui abritait une école de secrétariat, et démolit, un peu plus loin, le siège d'une banque de vingt-cinq étages[35].

Neuf minutes après cette explosion — et à plusieurs centaines de kilomètres au sud-est — une autre eut lieu devant une autre ambassade, celle de Dar es-Salaam, en Tanzanie. La planification de cet attentat avait pris plusieurs mois. Des cinq hommes mis en examen pour leur implication, seul Mohamed Khalfan Khamis est aux mains des Américains[36]. Les dépositions faites à son procès fournissent le compte rendu le plus complet de l'organisation de cet attentat.

Mohamed est né en 1973, dans une famille d'agriculteurs pauvres d'une île du large de la Tanzanie[37]. Adolescent, il se rendit à Dar es-Salaam pour travailler dans l'épicerie de son frère. À vingt et un ans, il avait économisé assez d'argent pour se rendre en Afghanistan et s'y entraîner afin de participer à la Guerre sainte en Bosnie ou en Tchétchénie. Si Mohamed ne se fit jamais au froid perçant de l'hiver afghan, il suivit tout le cursus de l'entraînement : endoctrinement religieux et pratique des armes jusqu'aux missiles sol-air et aux explosifs[38]. Il ne fut pas appelé à partir pour la Bosnie ou la Tchétchénie mais on lui demanda de laisser ses coordonnées afin de pouvoir être contacté en Tanzanie, en cas de besoin. À son retour en Afrique, en 1995, il fonda, comme Odeh, une société de pêche qui travaillait sur les côtes somalienne et kenyane.

Au printemps 1998, lorsque Ben Laden fit sa déclaration de guerre contre les Américains, Mohamed Khalfan fut contacté par un certain Hussain pour participer à « un travail pour le jihad ». Mohamed semble représentatif du type d'hommes recrutés par al-

Qaida comme coursiers de terrain lorsqu'une mission terroriste est en cours. Bien qu'il admirât Ben Laden comme « savant et chef », Mohamed ne l'a jamais rencontré et c'est par la BBC et CNN qu'il entendit parler de ses appels à attaquer les Américains[39]. Malgré son entraînement en Afghanistan dans des camps dirigés par al-Qaida, il n'a jamais entendu parler de ce groupe, ce qui prouve qu'en devenir membre requiert des aptitudes et des capacités que ne possède pas un homme comme lui.

L'ex-responsable de la CIA, Jerrold Post, qui fut un des premiers à étudier le profil psychologique des terroristes, témoigna en faveur de Mohamed durant la phase finale de son procès où il risqua la peine de mort. Après plusieurs rencontres, Post fit les remarques suivantes sur Mohamed — elles peuvent aussi s'appliquer aux recrues les plus frustes d'al-Qaida : « Ce jeune homme m'a semblé très respectueux de l'autorité religieuse et ayant une vie plutôt vide, une fois sorti de la mosquée. À la mosquée, on lui montra des images de musulmans maltraités en Bosnie et en Tchétchénie, et on l'incita à aider ces musulmans qui souffraient. Il vint en Afghanistan pour s'entraîner, non seulement sur le plan militaire mais aussi être conditionné sur le plan idéologique, ce qui signifie que Mohamed fut endoctriné au-delà de ses velléités premières d'aider des musulmans qui souffrent. »

Mohamed Khalfan Khamis déclara que les membres plus importants d'al-Qaida ne lui avaient pas dit quelle était la cible de leur attaque en Tanzanie. C'est probablement vrai, puisque al-Qaida travaille avec des cellules : on ne sait que « ce que l'on doit savoir ». Cependant, il est incroyable que Mohamed n'ait pas su que la bombe allait être utilisée contre une cible américaine.

Se trouvant au bas de l'échelle, Mohamed se vit assigner au transport des pièces de la bombe. Il fut également chargé de trouver un endroit où elles seraient assemblées, de préférence un pavillon assez haut, avec un jardin entouré de murs pour que personne ne puisse voir ce qui se passait dans la maison ou la cour — les terroristes du *USS Cole* utiliseraient le même type de maison deux ans plus tard pour monter leur bombe. Mohamed devait en outre fournir des rafraîchissements — du Fanta — à ses supérieurs.

La bombe était composée de quatre cents ou cinq cents paquets de TNT de la taille d'une canette de soda pulvérisés et placés dans des cageots de bois. Mohamed aida à pulvériser le TNT[40]. Les paquets de TNT furent liés à des cylindres oxygène-acétylène pour amplifier le souffle de l'explosion, puis à une centaine de détonateurs reliés à deux fils de batteries de camion. Le maître artificier

égyptien d'al-Qaida Abdel Rahman, qui avait fabriqué la bombe du Kenya, avait aussi confectionné cet engin complexe, sans le secours de notes, en peu de temps.

Quelques jours avant l'attaque, les quatre membres dirigeants de la cellule de confection de la bombe, dont Hussain et Abdel Rahman, quittèrent la ville, chose qui s'était produite au Kenya et se reproduira au Yémen. La tâche de Mohamed était d'aider l'homme qui conduirait le camion suicide à l'ambassade, Ahmed l'Allemand, en fait un Égyptien qui ne parlait pas le swahili, la langue locale. Mohamed conduisit le camion, un camion frigorifique pour le transport de viande, non loin de l'ambassade puis en descendit et laissa Ahmed le conduire à destination.

La bombe explosa à 10 h 39, neuf minutes après celle de Nairobi.

La traductrice de l'ambassade, Justina Mdobilu, se souvient : « D'un seul coup, j'ai vu une sorte d'éclat de lumière pendant une seconde puis entendu quelque chose comme un coup de tonnerre durant quinze secondes. J'ai cru que je rêvais. Lorsque je regardai autour de moi, les gens étaient en sang. » Elizabeth Slater, qui travaillait au bureau des renseignements, se rappelle : « Il fit tout noir. Le long de l'escalier, il y avait toutes sortes de lambeaux de corps. » Lorsqu'elle sortit de l'immeuble, elle vit un garde dans un état terrible : « Il n'avait plus du tout de peau. Tout ce qu'on pouvait lui souhaiter, c'était de mourir au plus vite[41]. »

L'explosion tua onze Tanzaniens, dont la plupart étaient musulmans. Aucun Américain ne mourut au cours de l'attentat.

En juin 1999, la chaîne al-Jazira diffusa une interview avec Ben Laden au cours de laquelle il se réjouissait des attentats contre les ambassades : « Grâce à la bonté de Dieu envers les musulmans, le coup a réussi et a été dévastateur. [Les Américains] le méritent. Cela leur donnera une idée de ce que nous avons enduré avec les massacres [du Liban et d'Israël][42]. »

L'homme qui se présenta au guichet de l'immigration de l'aéroport bondé de Karachi, au sud du Pakistan, au matin du vendredi 7 août 1998, ressemblait aux milliers d'autres voyageurs arrivant du Golfe chaque jour. Mohamed Odeh avait pris un billet en Tanzanie la veille puis effectué un changement à Dubaï pour Karachi. Il dut avoir un sentiment de soulagement.

Mais la photographie de son passeport n'était pas en règle. C'était celle d'un barbu, alors qu'Odeh venait de se raser quelques

jours auparavant, afin de paraître moins religieux[43]. Un Pakistanais qui assista à la scène raconte : « D'abord, Odeh passa le guichet, puis un surveillant regarda à nouveau son passeport, qui était un vrai passeport yéménite, mais la photo n'allait pas avec. Odeh fut conduit dans un bureau, et ensuite, la nouvelle des attentats ayant été diffusée sur la BBC, on lui demanda : "Êtes-vous un terroriste ?" La plupart des gens auraient répondu par la négative ; Odeh ne dit rien. Lorsqu'on l'interrogea sur les attentats, il déclara qu'il y avait été impliqué et se mit à tenter de convaincre l'officier du service de l'immigration que c'était la chose à faire pour l'islam. À quoi l'officier répliqua : "Pas dans mon pays[44]." » Ensuite, Odeh fut confié à des officiers des services de renseignement, qui obtinrent de lui des aveux complets.

Le ministre pakistanais de l'Information, Mushahid Hussain, me dit en souriant : « Pour une fois, nos services de l'immigration ont été très efficaces… Apparemment, Odeh a été interrogé par nos agents de la sécurité, et a avoué. » Ce bon début fut un élément décisif de la plus grande enquête entreprise par le gouvernement des États-Unis à l'étranger, et conduisit rapidement les investigateurs américains à la conclusion que c'était al-Qaida qui était responsable des attentats.

Le week-end où Odeh fut arrêté au Pakistan, à des milliers de kilomètres à l'ouest de là, en Italie, des membres de l'élite américaine étaient rassemblés pour célébrer une importante fusion entre médias et politique : Christiane Amanpour, l'intrépide correspondante internationale de CNN, se mariait avec Jamie Rubin, qui représenta longtemps avec élégance le Département d'État, proche conseiller et ami de la secrétaire d'État Madeleine Albright. La cérémonie se tenait près de Rome, dans le village médiéval de Trevignano, juché sur les collines qui surplombent le lac de Bracciano. C'était une réunion de premier choix, comprenant non seulement Mme Albright, John Kennedy junior et sa femme, Caroline Bessette, mais aussi le directeur général de Time-Warner, Gerald Levin.

Soudain, la nouvelle qu'une catastrophe venait de se produire dans deux ambassades américaines en Afrique se mit à circuler dans l'assistance. Mme Albright, qui venait d'arriver à Rome, téléphona à Rubin durant les préparatifs du dîner pour s'excuser, car elle devait rentrer immédiatement à Washington. La noce se déroula comme prévu : pour une fois, Christiane Amanpour et Janie Rubin n'eurent pas à faire face à d'autre nouvelle que celle de leur mariage.

Mais l'un des intimes de Rubin, Jordan Tamagni, alors nègre de Bill Clinton, se souvient que l'on dit tout de suite, lors du mariage, que Ben Laden était le responsable de ces attentats mais qu'il serait difficile de l'attraper s'il était vraiment coupable. Michael Sheehan aussi était parmi les invités, il avait travaillé pour Madeleine Albright lorsqu'elle était ambassadrice des États-Unis aux Nations unies. Mme Albright allait bientôt le nommer coordinateur du bureau antiterroriste du Département d'État. C'était un choix inattendu pour un membre de l'administration Clinton : ce républicain était un ex-lieutenant colonel, qui avait servi au Panamá comme chef d'équipe des Forces spéciales[45]. Mais Mme Albright faisait confiance à Sheehan pour donner de l'allant au programme antiterroriste. L'un des invités de la noce se souvient que Sheehan était alors certain de la culpabilité du militant saoudien et avait déclaré : « C'est Oussama Ben Laden, et nous le trouverons. »

Durant les deux années suivantes, Sheehan apporta son énergie inépuisable et son intelligence à l'effort d'amener Ben Laden devant la justice. Mais comment pouvait-il être sûr, dès lors, que c'était Ben Laden qui était derrière les attentats des ambassades ? Bien qu'il ne fût pas encore tristement célèbre, Ben Laden était l'objet d'un intérêt poussé de la part du gouvernement américain depuis des années. Son nom apparut lors de l'enquête sur l'attentat de 1993 contre le World Trade Center où, avec une centaine d'autres, il fut cité comme complice non mis en examen — manière de dire : « Nous ne savons que penser du rôle de ce type, mais il semble impliqué d'une manière quelconque. » Cependant, Ben Laden n'apparaissait pas sur l'écran radar de la commission du Congrès sur le terrorisme, qui, en septembre 1993, publia une liste de plusieurs dizaines de noms de « personnages principaux du terrorisme islamiste » où le sien ne figurait pas[46].

En 1995, durant le procès du cheikh Omar Abdel Rahman et de neuf autres inculpés dans la tentative de faire exploser les immeubles symboliques de la ville de New York, le ministère public américain interrogea au moins un des témoins sur ses liens avec Ben Laden. En 1996, un jury d'accusation fut constitué à New York pour s'informer sur le militant saoudien, par le bureau du ministère de la Justice qui avait poursuivi avec succès les responsables et les conspirateurs de l'attentat du World Trade Center. Ceux qui furent chargés d'enquêter sur Ben Laden étaient des agents du FBI qui s'étaient occupés auparavant de la première affaire du World Trade Center. Les premières charges contre Ben

Laden, plutôt minces, se fondaient sur des déclarations publiques incitant à la violence contre des soldats américains[47].

La CIA aussi s'intéressait de près à Ben Laden depuis plusieurs années. Pour se rendre de Washington au siège de la CIA, on traverse le fleuve Potomac et on prend la route George-Washington. À la différence des autres autoroutes de l'est des États-Unis, celle-ci est d'une extraordinaire beauté naturelle, traversant de grands bois, longeant les méandres du Potomac. En quinze minutes, on gagne Langley, en Virginie, où la CIA se fait discrète. Une fois cette route boisée quittée, on arrive à un guichet de sécurité, où on vous demande de présenter votre permis de conduire. C'est plus facile si vous avez un rendez-vous. Satisfaits de constater que vous n'êtes ni communiste ni terroriste, les gardes musclés vous laissent avancer jusqu'à l'immeuble central, qui ne déparerait pas sur le campus d'une université scientifique moderne.

La fin de la « guerre froide » a causé une révision radicale du *modus operandi* de la CIA, l'agence s'est maintenant assigné de nouvelles missions et a adopté une culture plus ouverte (signe des temps : la boutique du rez-de-chaussée, où on peut acheter toutes sortes de gadgets, tasses à café ou porte-clés à l'effigie de la CIA). Durant les dernières décennies, l'agence a notablement accru le montant des ressources qu'elle consacre à la guerre contre le trafic de drogue et le terrorisme — couramment appelée « drogues et brutes ». L'un des bénéficiaires du budget antiterrorisme (plus de 11 milliards de dollars) de la CIA est son centre antiterroriste, le CTC, qui a été fondé en 1986[48].

Au début, les analystes de la CIA crurent que Ben Laden était un « terroriste Gucci », finançant certains actes de terrorisme sans avoir de rôle opérationnel important. Après le premier attentat contre le World Trade Center, ils se ravisèrent. Du fait que le nom de Ben Laden revenait sans cesse dans cette enquête et à propos d'autres actes de terrorisme, tel celui contre une installation militaire américaine en Arabie Saoudite en 1995, le CTC décida de constituer une unité particulière destinée à traquer le Saoudien. À la différence d'autres unités, ce détachement a l'autorisation d'agir comme une station de la CIA à l'étranger et peut ne pas consulter la bureaucratie de Washington.

Le CTC fait plus qu'analyser des données sur les terroristes ; il comprend aussi des officiers de la direction des opérations de la CIA, et l'information collectée sur le réseau de Ben Laden est utilisée sur le terrain par des agents pour perturber ses opérations.

Au cours de ses enquêtes, le CTC utilise les domaines de compétence d'autres organismes. D'une manière très significative, le CTC travaille en coopération avec le FBI ; ainsi, le fonctionnaire qui dirigea le CTC ces dernières années travaillait auparavant au FBI. Étant donné l'animosité traditionnelle entre les deux organisations, c'est là une chose nouvelle et utile. Outre le FBI, une myriade d'organismes sont représentés au sein du CTC, dont l'Agence de sécurité nationale, qui écoute les communications téléphoniques dans le monde entier, les services chargés de la protection du président, le Service de l'immigration et des naturalisations, l'Agence fédérale de l'aviation, l'Agence nationale de cartographie, le Département de la défense, le Département d'État et le Bureau des alcools, tabacs et armes à feu[49].

En dépit de toutes ces ressources, il n'a pas été facile de recueillir suffisamment d'informations à propos du réseau de Ben Laden. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, les agences américaines avaient rassemblé des informations sur les terroristes soutenus par des États tels que la Syrie, la Libye et l'Iran. Des groupes comme l'organisation d'Abou Nidal étaient très structurés et pouvaient donc être espionnés d'une manière systématique. Par contre, le réseau de Ben Laden est un groupe transnational et sa structure organisationnelle diffuse le rend difficile à pénétrer — bien que le gouvernement américain ait pu, avec un certain succès, recruter d'anciens membres d'al-Qaida comme informateurs, ce qui est plus facile que d'infiltrer un espion dans ses rangs. Ce qui complique encore le problème, c'est la forte orientation religieuse des partisans de Ben Laden. Comme un fonctionnaire américain me l'a dit : « Dans le temps, je pouvais boire un coup avec un terroriste laïc, mais c'est hors de question avec les types de Ben Laden. Tous ces gars ont la même histoire et suspectent les nouveaux venus. »

Hormis le fait que la CIA et le FBI avaient enquêté sur Ben Laden durant plusieurs années, il y avait une autre raison irréfutable de suspecter immédiatement al-Qaida des attentats africains. Les agences s'étaient informées sur une cellule de Ben Laden au Kenya durant plus d'un an, et avaient déjà été averties d'une possible attaque contre l'ambassade de Nairobi. Le 21 août 1997, presque un an avant l'attentat, un agent du FBI, accompagné d'un agent de police kenyan, avait effectué une perquisition chez Wadi el-Hage, à Nairobi. Ils avaient saisi un ordinateur portable Apple, des carnets d'adresses et des journaux. Un technicien informatique avait effectué une « image inversée » du disque dur de l'ordinateur,

sur lequel fut trouvée une lettre d'un des chefs de la cellule d'al-Qaida au Kenya[50]. Cette lettre décrivait l'existence d'une cellule et montrait que l'auteur était au fait de l'appel de Ben Laden à attaquer les Américains — même s'il notait que, jusqu'à présent, lui et ses associés ignoraient leur mission exacte au Kenya, puisqu'ils n'étaient que des « exécutants[51] ».

En outre, neuf mois avant l'attaque de Nairobi, un Égyptien nommé Moustafa Mahmoud Said Ahmad s'était présenté à l'ambassade et avait déclaré aux fonctionnaires des services de renseignement qu'un plan avait été esquissé pour utiliser des grenades paralysantes afin de distraire l'attention des gardes et d'introduire un camion dans le garage souterrain de l'ambassade, précisément le plan qu'allait suivre al-Qaida pour attaquer le bâtiment. Ahmad travaillait pour une société de Ben Laden basée au Kenya, ce qui semblait donner de la crédibilité à son information[52]. Mais ses avertissements ne furent pas écoutés, probablement du fait de la masse de menaces crédibles contre les installations américaines à l'étranger qui est communiquée chaque jour.

Hormis la rapide arrestation d'Odeh au Pakistan, une autre avancée dans l'enquête sur l'attentat fut la décision de Mohamed Rachid Al-Owhali de ne pas se suicider au cours de l'attaque du Kenya. Non seulement il ne disparut pas, mais il alla jusqu'à se faire soigner dans un hôpital local pour des blessures légères. Le 12 août, il fut arrêté par des fonctionnaires kenyans pour absence de papiers d'identité en règle, et immédiatement confié à des agents du FBI[53]. Au bout d'une semaine d'interrogatoire, Al-Owhali avoua son rôle dans l'attentat[54].

L'arrestation et les aveux d'Al-Owhali et d'Odeh révélèrent définitivement le rôle d'al-Qaida dans les attentats contre les ambassades — en fait, des actes de guerre contre les États-Unis. Des officiels américains estimèrent que cela méritait des représailles militaires. Ils baptisèrent cette réponse opération Recherche infinie, mais ils auraient pu la baptiser opération Recherche indéfinie. Puisqu'il y avait eu des attaques contre des ambassades américaines dans deux pays, il y aurait des attaques contre des cibles liées à Ben Laden dans deux pays. Deux prêtés pour deux rendus.

Recherche infinie révèle les forces et les faiblesses du renseignement à propos d'al-Qaida, ainsi que les limites de l'action militaire contre le réseau de Ben Laden. (Il est certain que les responsables de l'administration Bush avaient cette opération à l'esprit lorsqu'ils s'embarquèrent dans ce qui semble, au moment où

j'écris ces lignes, une action de longue haleine, et diversifiée, en réponse aux événements du 11 septembre.)

Par la chaude et claire matinée du 20 août 1998, le service de presse de la Maison-Blanche était à Martha's Vineyard, une île située au large de la côte du Massachusetts et où se trouve la résidence d'été des présidents des États-Unis. Trois jours auparavant, le président Clinton avait fait un témoignage évasif dans l'affaire Monica Lewinsky, puis s'était excusé, d'une certaine manière, devant les Américains pour les avoir trompés sur ses relations avec la jeune stagiaire. Le plus dur était fait, et Clinton était en vacances sur l'île. Les journalistes ne s'attendaient qu'à une de ces journées tranquilles durant lesquelles tout rédacteur en chef peut rédiger son titre puis aller se balader avec une célébrité — la routine de l'été. Donc ils s'assirent pour regarder un film — qui, dans un trop bel exemple d'art anticipant la vie, était *Des hommes d'influence*, où un président concocte une fausse guerre avec un pays peu connu (dans ce cas, l'Albanie) pour distraire l'attention du peuple de ses fredaines.

Mais, à 1 heure de l'après-midi, le porte-parole de Clinton, Mike Mac Curry, interrompit les journalistes pour leur dire que le président allait faire une allocution concernant la sécurité nationale. Vers 2 heures, un Clinton très solennel annonça aux reporters que des missiles de croisière avaient été lancés sur des bases de Ben Laden en Afghanistan et au Soudan, par mesure de représailles pour son rôle dans les attentats contre deux ambassades en Afrique[55].

Le président retourna rapidement à la Maison-Blanche, d'où il s'adressa à la nation du bureau ovale. « Notre cible était le terrorisme, déclara-t-il. Notre mission était claire : frapper le réseau de groupes radicaux affiliés à Ben Laden et fondés par celui qui est peut-être le principal organisateur et financier du terrorisme dans le monde aujourd'hui… Ce matin, les États-Unis ont mené des frappes simultanées contre des infrastructures et du matériel utilisés par les terroristes en Afghanistan. Nos forces ont visé l'une des bases terroristes les plus actives au monde. Elle contenait d'importants éléments du réseau de Ben Laden et de son infrastructure, et avait servi de camp d'entraînement pour des milliers de terroristes du monde entier. Nous avons de bonnes raisons de croire qu'une réunion de chefs terroristes avait lieu aujourd'hui, ce qui a nécessité une intervention urgente. Au Soudan, nos forces ont aussi attaqué une usine liée au réseau Ben Laden. Elle servait à la fabrication d'armes chimiques. »

Les frappes contre Ben Laden étaient très exceptionnelles. L'administration avait auparavant lancé des attaques contre des lieux ayant rapport avec Saddam Hussein ou Slobodan Milosevic, mais il s'agissait de chefs d'État plus ou moins en guerre contre les États-Unis. Dans ce cas, un *individu* et ses partisans étaient l'objet d'attaques de missiles dirigés contre deux pays souverains où al-Qaida était présent.

Faisant allusion au décret-loi de 1976 qui interdit à tout fonctionnaire de conspirer ou de participer à un assassinat, de hauts responsables prirent la peine de déclarer que les attaques devaient frapper les « infrastructures » de Ben Laden mais pas sa personne. C'était de l'ergotage jésuitique, puisque le président lui-même avait annoncé que les frappes devaient coïncider avec une réunion supposée des chefs d'al-Qaida[56].

Je sus par un important responsable pakistanais que les États-Unis n'avaient pas averti le Pakistan que son espace aérien allait être traversé par l'attaque contre l'Afghanistan ; de plus que les navires de guerre américains avaient manœuvré près des eaux pakistanaises et avaient fait des exercices dès avril. Peu après l'attaque, un général américain en visite au Pakistan informa le gouvernement pakistanais des frappes afin que les Pakistanais ne soupçonnent pas leur ennemi de longue date, l'Inde.

Un important responsable américain me décrivit la démarche de l'administration Clinton durant les jours qui précédèrent les frappes. Une semaine auparavant, le 14 août, des officiels américains avaient établi que Ben Laden était responsable des attentats contre les ambassades et élaboré un plan d'action[57]. Les conseillers du président Clinton l'avertirent d'une part que l'alternative était claire : poursuivre le procès contre le militant saoudien, lancer des représailles militaires, ou bien les deux ; d'autre part qu'une autre attaque de Ben Laden était à prévoir[58]. Ils ajoutèrent qu'ils s'attendaient à une réunion des lieutenants de Ben Laden en Afghanistan, le 20 août, et qu'il n'avait d'autre choix que de bombarder ce jour-là. Clinton, selon les responsables, savait qu'il allait faire l'objet des mêmes critiques que son homologue au cinéma, mais décida d'aller de l'avant.

À ce moment, la CIA et le Pentagone présentèrent une liste de cibles. Les camps de Ben Laden dans l'est de l'Afghanistan constituaient la première. Le complexe de camps proche de la ville orientale de Khost est formé de six bases : al-Badr I, al-Badr II, al-Farouq, Khalid ibn al-Walid, Abou Jandal et Salman al-Farissi[59]. Ce complexe peut accueillir jusqu'à six cents combattants[60]. La

seconde cible était la prétendue usine chimique de Khartoum, au Soudan.

Les camps afghans étaient bien utilisés par al-Qaida pour entraîner des troupes, et depuis des années[61]. Au Pakistan, peu après les frappes, j'ai interviewé Saifullah Gondal, un étudiant en droit musulman d'Islamabad, qui avait bénéficié d'un entraînement à Khost en 1992. En compagnie d'une centaine d'étudiants pakistanais, il avait suivi un stage de quinze jours, avec instruction religieuse le matin et maniement d'armes l'après-midi. J'ai vu aussi des photos d'entraînement militaire (y compris avec des tanks) au complexe, que des journalistes pakistanais avaient prises en 1997.

Une vingtaine de personnes furent tuées lors des frappes, dont non seulement des Afghans mais aussi des Pakistanais[62]. Parmi les morts, il y avait au moins six partisans de Ben Laden : trois Yéménites, deux Égyptiens et un Turc, ce qui confirme que les camps recevaient des hommes de différentes nationalités. Cependant, l'opération était un échec : au moment des frappes, Ben Laden et d'autres chefs d'al-Qaida étaient ailleurs. Voilà pour le renseignement selon lequel d'importants terroristes se trouvaient au camp le 20 août. (Cette information erronée provenait probablement des services du gouvernement pakistanais[63].)

Il y avait plusieurs raisons pour que les membres d'al-Qaida ne se trouvent pas dans le complexe de camps. L'évacuation du personnel diplomatique américain du Pakistan voisin et de tous les étrangers de Kaboul durant les jours qui précédèrent l'attaque avait averti les partisans de Ben Laden que quelque chose se préparait[64]. En outre, Mohamed Odeh avait dit à un agent du FBI que, le 6 août 1998, un jour avant les attentats des ambassades en Afrique, une nouvelle était parvenue d'Afghanistan selon laquelle « tous les hommes [de Ben Laden] avaient été évacués [parce que] on s'attendait à des représailles de la marine américaine[65] ». Les chefs d'al-Qaida savaient fort bien que les représailles ne viendraient pas sous la forme d'une attaque des commandos des Forces spéciales, ni sous celle de raids aériens — les deux types d'action pouvant provoquer des pertes que le Pentagone tente d'éviter — mais qu'elles prendraient la forme de missiles de croisière lancés à partir des destroyers naviguant en mer d'Arabie, à des centaines de kilomètres plus loin.

Enfin, Ben Laden avait publiquement donné une conférence de presse au camp de Khost, le 26 mai, et, deux jours plus tard, une longue interview à ABC News, neuf semaines avant les attentats

des ambassades. Ben Laden est un joueur très rusé ; après avoir passé cinq ans à planifier les attaques contre les ambassades américaines, le dernier lieu où il aurait montré son turban est celui où il a fait état au monde entier de ses plans d'attaque contre les Américains. En fait, dès le 16 mai, il avait dit à un journaliste qu'il avait des informations selon lesquelles les Américains se préparaient à bombarder ses bases. « Donc je fais très attention », avait-il ajouté.

Un reporter afghan travaillant pour une agence d'information occidentale arriva aux camps le lendemain des frappes et rapporta qu'il avait vu une scène de destruction totale : tous les bâtiments, dont la mosquée, étaient écroulés. Il restait de soixante à soixante-dix hommes, qui avaient échappé à la mort. Dans leur colère, ils s'en prirent au reporter, piétinèrent son téléphone par satellite et ses caméras. À un moment, il crut qu'il allait être lynché, mais fut sauvé par l'intervention d'un responsable taliban.

Deux ou trois missiles américains n'explosèrent pas ; des sources afghane et pakistanaise affirment que les talibans en vendirent au moins un à des Chinois intéressés par « l'ingénierie à rebours », c'est-à-dire les démonter pour apprendre comment ils ont été construits. Les responsables talibans ne veulent pas commenter cette histoire, mais ne la nient pas.

Après l'attaque aux missiles de croisière, j'ai interviewé Habib Ahmad, un Pakistanais de dix-neuf ans qui avait été gravement brûlé. Il était à l'hôpital à Peshawar, entouré par ses amis en colère et sa famille. Le jeune homme me décrivit ce que c'était d'être la cible d'une cinquantaine de missiles de croisière Tomahawk : « Après la prière du soir, nous avons étudié le Coran puis nous sommes allés nous coucher. Alors, nous avons entendu un grand bruit. Lorsque nous sommes sortis de la mosquée, nous avons vu un missile tomber sur le camp. Il y avait beaucoup de monde, des cris, des blessés. Les saints Corans avaient brûlé. Ce qui nous choqua énormément. »

Ahmad prétend que tout ce qu'il faisait au camp était d'étudier le Coran, mais il semble curieux de se rendre en Afghanistan uniquement pour cela alors qu'il existe au Pakistan des milliers d'écoles religieuses. Ahmad dit qu'il se trouvait dans le camp Khalid ibn al-Walid, affilié à Ben Laden mais aussi au Harakat ul-Mujahideen, un groupe du Cachemire.

Si les frappes touchèrent les camps de Ben Laden, les seules victimes furent des gens du coin et des militants de base. Et les camps eux-mêmes étaient construits à la façon traditionnelle des villages afghans : en pierre, bois et torchis, pouvant être rapide-

ment reconstruits. En fait, deux semaines après les frappes, le journaliste pakistanais Rahimullah Yusufzai visita le complexe et rapporta : « La vie a repris son cours dans les camps grossièrement reconstruits[66]. »

En outre, l'idée que Ben Laden ait pu d'une quelconque façon être intimidé par des missiles de croisière révèle une méconnaissance de sa psychologie. Lui et ses partisans les plus proches ont passé trois ans à combattre les Soviétiques en Afghanistan, mettant un point d'honneur à rester sur le front, sous la menace constante des hélicoptères de combat. Ben Laden semble prendre plaisir à frôler la mort : « Une fois, j'étais à trente mètres des Russes et ils essayèrent de me capturer. J'étais sous le bombardement, mais je me sentais si calme au fond de moi que je me suis endormi[67]. » Comme me l'a dit son ami Khaled al-Fawwaz, pour Ben Laden et ses hommes « cette attaque [aux missiles] ne fut pas grand-chose, car ils étaient habitués aux missiles Scud des Russes. En fait, ces gens-là adorent ça[68] ».

Si l'attaque sur les camps afghans fut un pétard mouillé, la frappe sur la prétendue usine d'armes chimiques du Soudan fut un fiasco du renseignement, une répétition générale pour le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade qui avait été désigné comme objectif par erreur, durant la guerre du Kosovo en 1999. Sous une grêle d'une douzaine de missiles de croisière, l'usine al-Shifa fut écrasée, réduite à un tas de décombres fumants et de poutres tordues. Le ministre soudanais de l'Information n'eut pas de mal à établir des liens semblables à ceux du film, traitant à la télévision Clinton de « fieffé menteur » et d'homme « ayant plus d'une centaine de maîtresses[69] ».

Un important fonctionnaire américain défendit cette attaque sous prétexte que Ben Laden avait gardé du personnel et des sociétés au Soudan et avait favorisé des discussions entre le Soudan et l'Irak afin que les deux pays développent leur coopération militaire ; le directeur de l'usine vivait dans l'ancienne maison de Ben Laden ; et l'usine était sous bonne garde militaire soudanaise. La CIA avait envoyé un agent au Soudan pour collecter des échantillons de terre qui montraient des traces de l'agent chimique Empta, lequel n'avait d'autre utilité que comme précurseur du gaz neurotoxique VX. Le fonctionnaire disait que l'analyse chimique de l'échantillon avait été concluante, mais que ce n'était pas tout. Pendant quatre ans, Ben Laden avait essayé d'acquérir des armes chimiques. Il concluait : « Pour moi, cette frappe allait de soi. »

Le raisonnement de ce responsable reflète les affirmations de l'administration : l'usine produisait des armes chimiques, était soigneusement gardée, faisait partie du complexe militaro-industriel soudanais, et était liée à la fois à Ben Laden et à l'Irak[70]. Tout était faux ou sérieusement biaisé.

C'est impossible à prouver, mais il semble que l'usine produisait simplement des médicaments. Dans deux laboratoires séparés, Tom Tullius, professeur de chimie à l'université de Boston, analysa treize échantillons de terre provenant de différents sites de l'usine. Tullius ne découvrit aucune trace d'Empta, même si ses tests découvrirent des traces d'Ibuprofen[71] !

Le Soudan est, économiquement, un cas désespéré ; de sorte que l'usine, qui produisait la moitié des médicaments du pays, un joyau en quelque sorte, recevait régulièrement la visite de dignitaires et d'hommes d'affaires[72]. Un de ceux-ci fut Peter Cockburn, un industriel britannique, qui l'avait visitée à plusieurs reprises durant les mois qui précédèrent le bombardement, et qui ne remarqua rien d'anormal. D'autre part, l'usine n'était pas spécialement bien gardée et ne contenait pas de zone interdite[73]. Henry Jobe, l'ingénieur chimiste américain qui avait conçu le plan de l'usine, déclara qu'elle ne pouvait faire double usage, pour produire à la fois des médicaments et des armes chimiques. L'ambassadeur d'Allemagne à Khartoum télégraphia à Bonn après le bombardement pour informer son gouvernement que les États-Unis avaient commis une erreur[74]. Ce que le titre d'un journal anglais résuma joliment : « Zut ! Ils ont foiré[75] ! »

L'accusation selon laquelle l'usine était une couverture de Ben Laden est douteuse. Salah Idris, qui avait acheté l'usine pour 28 millions de dollars quelques mois avant l'attaque, dit qu'il n'a jamais rencontré Ben Laden ni fait d'affaires avec lui. Encore une fois, c'est impossible à prouver, mais Idris engagea la prestigieuse société de détectives Kroll et Associés pour vérifier ses réclamations. Kroll ne trouva qu'un seul lien entre Idris et Ben Laden : Abdul Baset Hamza, une connaissance professionnelle commune, au Soudan. Colonel de l'armée soudanaise, Hamza était aussi dans les télécommunications et le bâtiment[76].

Il y a d'autres failles dans les arguments américains. Au moment de l'attaque, le gouvernement des États-Unis ne savait pas qu'Idris avait acheté l'usine[77]. Parmi les propriétaires précédents, il y avait eu la famille Baaboud, originaire de l'Hadramaout yéménite, comme les Ben Laden. Les Baaboud ont fait quelques affaires avec Oussama, ce qui est peu surprenant puisque c'était l'un des princi-

paux hommes d'affaires au Soudan au début et au milieu des années quatre-vingt-dix[78]. L'usine fit effectivement affaire avec l'Irak, mais seulement pour des produits vétérinaires, dans une cargaison pour laquelle les Nations unies avaient donné leur accord en janvier 1988. À Khartoum, Ben Laden avait loué une maison qui était la propriété de celui qui est devenu le directeur général d'al-Shifa *après* que Ben Laden a été forcé de quitter le pays[79]. Cela semble une coïncidence : l'élite économique soudanaise est très restreinte ; ou pourrait signifier quelque chose d'encore plus sinistre — en partant du principe douteux que l'usine produisait des armes chimiques[80].

Une étude poussée du plan d'al-Shifa par un chercheur de l'Institut d'études pour la non-prolifération de Monterey conclut : « Il se peut qu'une petite quantité de VX ait été produite ou stockée à al-Shifa, ou bien y ait été transportée. Mais les preuves qui sont en notre possession laissent à penser que cette installation ne joua aucun rôle dans la mise au point d'armes chimiques[81]. »

Enfin, un ex-fonctionnaire des Nations unies au fait du programme d'armement irakien m'a dit : « Nous avons suivi la trace de l'engagement irakien parmi les militaires au Soudan. Ainsi nous disposons d'une liste d'Irakiens au Soudan. Si l'usine y avait été mêlée, nous l'aurions surveillée [et nous ne l'avons pas fait]. » Curieusement, le gouvernement américain montra peu d'enthousiasme à encourager une enquête des Nations unies qui eût permis de savoir si l'usine al-Shifa produisait des armes chimiques, et ce au moment où il bombardait l'Irak avec frénésie parce qu'il ne coopérait pas totalement avec les inspecteurs de l'Onu qui cherchaient à évaluer la capacité de ce pays à produire des armes chimiques[82].

Juste après l'attaque, le gouvernement des États-Unis gela 24 millions de dollars appartenant à Idris et placés dans une banque américaine, sous prétexte qu'il avait pu avoir des liens avec des terroristes — il revint sur sa décision huit mois plus tard[83]. Les responsables américains continuent à maintenir que cela ne constitue pas une reconnaissance de l'innocence d'Idris ni à propos de ses liens avec des terroristes ni à propos de la fabrication d'une arme chimique de destruction massive. Au lieu de lui présenter les excuses qu'il semble mériter, ils le calomnièrent davantage (en privé, bien sûr[84]).

Si les frappes furent loin d'être un succès, un diplomate occidental en poste au Pakistan me confia peu après qu'elles avaient servi dans la mesure où elles avaient montré que les États-Unis

avaient le bras long : « C'est un avertissement : "Si vous essayez de jouer avec nous, vos ennuis commenceront." »

Cependant, les attaques eurent un effet pervers de taille : elles firent de Ben Laden, jusqu'alors personnage marginal du monde musulman, une célébrité mondiale. Lorsque, quelques semaines après les frappes américaines, j'ai visité le Pakistan, deux biographies étaient déjà en vente dans les librairies d'Islamabad. Oussama est maintenant un prénom courant parmi les nouveau-nés du Pakistan[85]. Maulana Sami ul-Haq, un homme de religion corpulent, qui dirige ce qui est peut-être la plus grande école religieuse privée du Pakistan, m'expliqua que les frappes avaient fait de Ben Laden « un symbole pour tout le monde islamique, contre tous ces pouvoirs étrangers qui essaient d'écraser les musulmans. C'est un homme courageux qui élève la voix contre eux. C'est notre héros, mais c'est l'Amérique qui, tout d'abord, en a fait un héros ».

Chapitre 7

Le réseau américain : de Brooklyn à Seattle

Nous devons être des terroristes... Le Tout-Puissant a dit : « Préparez-leur tout ce que vous pouvez de force, et tenez prêts des chevaux, afin d'en effrayer l'ennemi de Dieu et votre ennemi. »

CHEIKH OMAR ABDEL RAHMAN, chef spirituel des membres égyptiens d'al-Qaida à ses partisans de Los Angeles, décembre 1992.

En novembre 1986, Ali Mohamed s'engagea dans l'armée américaine pour trois ans. Sa première affectation fut une compagnie d'approvisionnement, à Fort Bragg, en Caroline du Nord, le siège des impénétrables Forces spéciales de l'armée américaine. Crème de la crème de l'armée américaine, ces soldats sortent du Centre militaire spécial John-Kennedy, où ils suivent des cours à l'intitulé aussi ésotérique que « psy-op » (comment mener une opération psychologique contre un ennemi) ; et, indice du talent et de l'application d'Ali Mohamed, au bout d'un an, en tant que sergent, il fut lui-même chargé de cours [1]. Les soldats des Forces spéciales effectuent les missions les plus risquées. Pendant la guerre du Golfe, leurs unités s'infiltrèrent à l'intérieur de l'Irak, pour guider le bombardement de certaines cibles ; après les attentats contre le World Trade Center, ils intervinrent rapidement en Afghanistan pour traquer Ben Laden [2]. Fort Bragg est donc le dernier endroit au monde où l'on s'attend à trouver un agent de Ben Laden. Et pourtant, Ali Mohamed, on l'apprit par la suite, était un élément essentiel d'al-Qaida.

C'est l'une des réussites les plus inquiétantes d'al-Qaida : sa capacité à étendre ses tentacules au cœur d'un vaste rayon de communautés et d'institutions américaines. En fait, durant les vingt

dernières années, les États-Unis furent l'une des bases d'opérations les plus fructueuses d'al-Qaida, servant à des dizaines de membres de terrain où collecter des fonds, recruter et même s'entraîner.

Ali Mohamed est un exemple effrayant de la manière dont un « agent dormant » de Ben Laden a pu pénétrer l'une des institutions militaires américaines les plus secrètes et préparer des actes terroristes sur le sol américain. Ce qui terrifie encore plus, c'est que son itinéraire — depuis sa naissance en Égypte en 1952 jusqu'à son arrestation aux États-Unis en 1998 — est le modèle de ces recrues d'al-Qaida, terrées dans leurs communautés américaines durant les années quatre-vingt-dix, attendant leur heure avec une patience à toute épreuve et tramant le plan des attaques dévastatrices du 11 septembre 2001[3].

Mohamed est un homme très sociable. Après ses études supérieures, qu'il fit dans sa ville natale d'Alexandrie, il entra à l'école militaire du Caire ; il passa ensuite treize ans dans l'armée égyptienne, de 1971 à 1984, parvenant jusqu'au grade de commandant[4]. Pendant ce temps, il étudiait aussi la psychologie à l'université d'Alexandrie, et obtint sa licence en 1980[5].

Au début des années quatre-vingt, il présenta ses services à la CIA, en tant qu'informateur, première d'une longue série de tentatives de travailler pour le gouvernement américain. Pendant quelques semaines, l'agence fut en contact avec lui mais rompit toute relation après l'avoir jugé « peu fiable[6] ». Excellent jugement, puisque Mohamed était déjà un membre du groupe terroriste al-Jihad[7].

En 1984, rendu à la vie civile par l'armée égyptienne, Mohamed s'engagea dans ce que les conseillers politiques américains appellent infiltration de l'ennemi : il décrocha un poste dans la section antiterroriste d'Égyptair[8]. Puis il partit pour les États-Unis, où il fut chômeur pendant plusieurs mois avant de dénicher un emploi d'officier de sécurité chez American Protective Services à Sunnyvale, en Californie. À cette époque, il épousa Linda Sanchez, une employée médicale américaine. Son mariage et son enrôlement dans l'armée américaine accélérèrent sa naturalisation — une plus-value pour al-Qaida. Et un passeport américain, confia-t-il à un collègue du Centre militaire spécial, allait lui permettre de voyager librement au Proche-Orient[9].

Les activités de Mohamed à Fort Bragg révélèrent une personnalité très intelligente et pleine de ressources. Outre sa langue arabe maternelle, il parlait l'anglais, le français et l'hébreu, et il

trouva le temps de préparer un doctorat en islamologie[10]. C'était, de toute évidence, un soldat zélé : il s'inscrivit dans une formation au parachutisme, obtint des éloges pour « performance exceptionnelle » dans son test de condition physique, et gagna un insigne pour son habileté au fusil M-16[11]. Ses supérieurs étaient impressionnés, notant sur son dossier que sa conduite personnelle était « irréprochable » et qu'il était à la fois « très doué » et « totalement responsable ».

La carrière d'enseignant de Mohamed au Centre militaire spécial fut une conséquence de sa familiarité avec le Proche-Orient. Comme instructeur assistant, il aida le directeur de séminaire à préparer des cours sur la politique, l'histoire, la culture et les armées de la région[12]. Son supérieur, Norvell De Atkine, se souvient de Mohamed comme d'un « bon soldat, très intelligent. Lorsque nous avions un cours sur l'islam, plutôt que de m'en charger, je le lui confiais[13] ». Mohamed traduisait aussi des rapports militaires de l'anglais à l'arabe et vice versa, et réalisa une série de cassettes vidéo sur le Proche-Orient à l'usage des étudiants du Centre militaire spécial. Selon son dossier militaire, il donna aussi une conférence sur le Spetnaz, l'unité d'élite de l'armée russe, alors déployée en Afghanistan. C'est que sa compétence était fondée sur l'expérience personnelle : il avait utilisé une permission pour aller combattre aux côtés des hommes de Ben Laden.

Dans les cassettes vidéo que Mohamed prépara, il apparaît soigneusement habillé en costume civil sombre, chemise bleue et cravate noire. La première impression qu'il donne est celle d'un homme intelligent et doté d'une forte personnalité ; son seul physique est plein d'autorité (1,80 mètre, 95 kilos)[14]. La seconde impression est que ses opinions sur le Proche-Orient, exprimées en un anglais correct en dépit de son accent arabe étaient peu en accord avec la politique américaine.

Sur l'une des cassettes, son supérieur, De Atkine, demande à Mohamed : « Pourquoi Israël est-il une menace pour le monde arabe ? Après tout, ce n'est qu'un État de trois millions d'habitants. » À quoi Mohamed répond : « En fait, ce ne sont pas les trois millions qui posent problème. Israël essaie de s'étendre.

— Vous le croyez vraiment, Ali ? demande De Atkine.

— Oui, Israël constitue une grande menace pour notre survie dans la région[15], dit Mohamed. Nous n'accepterons ni paix ni conférence internationale. Rien, pas de compromis[16]. »

Quatre officiers supérieurs de Mohamed déclarèrent qu'il n'avait jamais caché ses profonds sentiments islamistes et prétendait même avoir entraîné des militants au Liban[17]. Mais ses opinions ne gênaient pas son directeur de séminaire. « Il m'a dit des choses que j'avais déjà entendues, tous les jours, pendant les huit ans que j'ai passés au Proche-Orient, à savoir que la politique américaine est très mauvaise », déclara De Atkine[18].

Le lieutenant-colonel Robert Anderson, le supérieur de Mohamed, était gêné par certaines idées de l'Égyptien. Anderson se souvient d'avoir été choqué par une conversation avec Mohamed sur le président égyptien Anouar el-Sadate, assassiné en 1981 pour avoir conclu la paix avec Israël. « Je lui dis que Sadate avait été un vrai patriote égyptien, rapporte Anderson. Très froidement, il me répondit : "Non, il devait s'en aller, c'était un traître[19]." » En fait, ajoute Anderson, Mohamed lui avait confié avoir appartenu à la même unité de l'armée que l'assassin de Sadate[20].

Anderson fut encore plus troublé par le fait que Mohamed avait consacré sa permission à effectuer un voyage non autorisé en Afghanistan en 1988 afin de se battre contre les Soviétiques. « Aller en Afghanistan comme soldat américain aurait nécessité l'accord de ses supérieurs et, bien sûr, nous ne l'y aurions pas autorisé[21] », précise Anderson. Lorsque Mohamed rentra avec des trophées, dont une carte d'état-major, « il rapporta aussi un ceinturon des Forces spéciales russes et me l'offrit, dit Anderson. Il affirma qu'il avait personnellement tué le soldat russe qui le portait[22] ». Anderson me dit qu'il avait été suffisamment inquiété par les idées politiques de Mohamed et par son voyage non autorisé pour prendre l'initiative — exceptionnelle — de faire deux rapports sur le sujet[23]. Mais on ne leur donna pas de suite, et un porte-parole de Fort Bragg a déclaré que ces rapports n'ont pu être retrouvés[24].

Anderson est convaincu que Mohamed a pu entrer aux États-Unis et arriver à Fort Bragg grâce à un visa que lui aurait procuré quelqu'un de la CIA ou du Département d'État : « Dans mes pires cauchemars, je ne peux imaginer que cela ait pu se produire sans l'aide de quelqu'un[25] », dit-il. La CIA n'a reconnu que ses brèves relations avec Mohamed au début des années quatre-vingt, avant son arrivée aux États-Unis. Le *Boston Globe* a pourtant affirmé que Mohamed avait bénéficié d'une exemption de visa à des fins d'espionnage[26]. Si cela est vrai, c'est que la CIA espérait peut-être — ce qui ne manque pas de sel — l'utiliser comme informateur un jour ou l'autre.

En 1989, Mohamed quitta l'armée américaine, mais il continua à s'intéresser aux affaires militaires. Alors qu'il semblait engagé dans une vie sans histoires — il dirigeait une affaire d'import-export —, il vivait une existence pleine d'aventures. Il fit des allées et venues entre les zones de guerre de l'Afghanistan et les États-Unis, entraîna militairement des militants islamistes à New York[27].

Ces militants étaient affiliés au centre de réfugiés al-Kifah de Brooklyn, qui fut répertorié comme « société de secours aux réfugiés afghans » en décembre 1987 et dont le but était de « pourvoir aux besoins des réfugiés afghans, notamment ceux qui avaient émigré à cause de l'invasion soviétique[28] ». Pourtant, Nejat Khalili, un Américain d'origine afghane qui collectait des fonds pour les réfugiés afghans dans les années quatre-vingt, déclara en 1993 n'avoir jamais entendu parler du centre al-Kifah[29]. En fait, durant ses six années d'activité, al-Kifah — qui, en arabe, signifie « le combat » — n'eut rien à voir avec les réfugiés ni avec les Afghans. C'était plutôt un centre de recrutement de musulmans vivant aux États-Unis et décidés à combattre les Soviétiques. Pas moins de deux cents combattants furent envoyés par ce centre en Afghanistan[30].

Un des amis d'Ali Mohamed à al-Kifah était Sayyid Nosair, un Égypto-Américain qui fut ensuite accusé de détention d'armes dans l'enquête sur l'assassinat du militant juif le rabbin Meir Kahane, dans un hôtel de Manhattan en 1990[31]. Mohamed avait appris à Nosair la tactique et le maniement d'armes[32]. Après l'assassinat de Kahane, la police trouva dans l'appartement de Nosair, dans le New Jersey, une mine de documents de l'armée américaine que lui avait confiés Mohamed[33]. Certains étaient à l'en-tête du « Centre militaire spécial John-Kennedy, aviation des Forces spéciales ». Soigneusement traduits en arabe, ces documents traitaient essentiellement d'entraînement militaire, mais comprenaient aussi des rapports sur les unités militaires américaines au Proche-Orient. On trouva aussi dans l'appartement de Nosair des manuels de confection de bombes rédigés en arabe et d'autres écrits, eux aussi en arabe, qui faisaient état, parfois de manière elliptique, de plans pour attaquer le World Trade Center[34]. Malheureusement, les enquêteurs ne firent traduire ces documents qu'après l'attentat contre le World Trade Center de 1993[35].

Lorsqu'il n'entraînait pas, dans la région de New York, des militants d'al-Kifah au maniement d'armes, Ali Mohamed parcourait le monde pour al-Qaida, effectuant des voyages en Égypte, en Arabie Saoudite, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, dans les Émirats arabes unis, au Maroc, au Soudan, au Pakistan,

en Afghanistan et en Somalie[36]. Il se rendit partout où l'on avait besoin de lui. En 1991, il se rendit en Afghanistan pour préparer le transfert de Ben Laden au Soudan[37]. En septembre 1992, il était à nouveau en Afghanistan, où il entraînait des commandos d'al-Qaida, dans la région orientale de Khost[38]. Il initia des membres d'al-Qaida à toute une série de techniques de surveillance, depuis l'utilisation des caméras cachées jusqu'à la lecture des cartes et des plans, techniques qu'ils pratiquèrent sur des ponts et dans des stades[39]. En 1993, sous couvert de sa qualité de dirigeant d'import-export, Mohamed se rendit au Kenya, où il examina l'ambassade des États-Unis à Nairobi pour en faire un rapport à Ben Laden. En 1994, à la suite d'une tentative d'assassinat contre Ben Laden au Soudan, Mohamed se rendit à Khartoum pour entraîner ses gardes du corps. La même année, Ben Laden envoya Mohamed à Djibouti effectuer un relevé des bases militaires françaises et de l'ambassade des États-Unis dans l'éventualité d'une attaque[40].

De 1992 à 1997, lorsqu'il ne traversait pas les océans pour accomplir ses devoirs liés au jihad, Mohamed vivait à Santa Clara, en Californie. La propriétaire qui lui louait son appartement le décrit comme toujours poli et tout à fait ordinaire. En 1997, Mohamed et sa femme déménagèrent à Sacramento, où il entra, comme spécialiste de l'informatique, chez Valley Media, un grossiste de cassettes audio et vidéo[41]. En août 1998, une perquisition à son domicile à Sacramento permit de trouver des documents sur les techniques d'assassinat, la surveillance de cibles militaires et gouvernementales, la planification d'actions terroristes et l'utilisation d'explosifs[42].

D'une manière incroyable, alors qu'il effectuait des missions pour al-Qaida, Mohamed continuait à poser sa candidature dans des organismes gouvernementaux. En 1993, il contacta le FBI pour un emploi de traducteur, et en 1995 demanda une autorisation officielle pour travailler comme garde dans une compagnie faisant des travaux classés secrets pour le département de la Défense[43]. Dans son entretien d'embauche au FBI, il taquina le Bureau avec ses connaissances, disant aux agents que le groupe de Ben Laden voulait renverser le gouvernement saoudien. Dans un autre entretien avec le FBI, en 1997, il admit avoir entraîné les gardes du corps de Ben Laden. En août 1998, au cours d'une conversation téléphonique avec un agent du FBI, Mohamed déclara savoir qui avait mené les attentats contre les ambassades au Kenya et en Tanzanie mais ne pas vouloir donner de noms.

En septembre 1998, la double vie d'Ali Mohamed trouva une conclusion abrupte : il fut arrêté pour complicité présumée avec al-Qaida dans l'assassinat d'Américains[44]. Bien que membre du premier cercle des proches de Ben Laden, il n'eut pas, semble-t-il, assez de zèle pour mourir pour la cause, et préféra un accord censé revoir à la baisse les chefs d'inculpation (*plea agreement*) plutôt que la perspective d'une vie en prison à garder les secrets d'al-Qaida. Difficile de savoir au juste à quel jeu jouait Mohamed, et quelles étaient ses motivations. Peut-être le goût de l'intrigue et de l'aventure, condition requise pour travailler à la fois pour Ben Laden et pour le gouvernement américain. Quoi qu'il en soit, il se révéla le meilleur témoin contre son grand patron : c'est lui qui permit d'établir un rapport direct entre Ben Laden et les attentats contre les ambassades.

Pendant ce temps, les musulmans actifs de Brooklyn appelaient le centre al-Kifah le « Bureau des services », ce qui était le nom de l'organisation fondée par Ben Laden au Pakistan pour soutenir le jihad en Afghanistan — et qui devint ensuite al-Qaida[45]. L'organisation de Brooklyn était devenue la branche principale de Ben Laden aux États-Unis et un centre pour les avant-postes d'Atlanta, de Chicago, du Connecticut et du New Jersey. (En tout, le recrutement pour le jihad eut lieu dans vingt-six États[46].) Le mentor de Ben Laden, Abdallah Azzam, cofondateur charismatique du premier « Bureau des services », y venait fréquemment, collectant des fonds et recrutant des hommes au cours des conférences qu'il donnait dans la mosquée voisine. Dans une vidéo de 1998, on peut l'entendre dire à plusieurs centaines de personnes que « le sang et le martyre sont les seules voies pour créer une société musulmane[47] ».

Le centre al-Kifah semblait un improbable tremplin pour le paradis, tel qu'il était situé, derrière une étendue graveleuse de l'Atlantic Avenue de Brooklyn, dans un immeuble miteux de trois étages, au-dessus d'un restaurant chinois malencontreusement nommé Fu King. Mais c'était certainement un endroit plein de vie. Depuis ses débuts, en 1987, il était tenu par Moustafa Shalabi, un Égyptien dévot qui avait étudié la chimie avant de s'installer en 1980, à New York, où il fonda une société d'électricité[48]. Un des assistants de Shalabi au centre était le futur membre d'al-Qaida Jamal al-Fadl, qui arriva aux États-Unis en 1986 avec un visa d'étudiant et épousa rapidement une Américaine[49]. Un autre fut

Mahmoud Abouhalima, l'un des participants à l'attentat du World Trade Center de 1993.

En 1990, Shalabi aida le cheikh égyptien Omar Abdel Rahman à s'installer aux États-Unis, en lui louant une maison dans le quartier de Bay Ridge, à Brooklyn[50]. Ce fut une erreur : dès que le cheikh commença à prêcher dans la mosquée adjacente au centre, les deux hommes se heurtèrent sur la manière de dépenser l'argent d'al-Kifah[51]. « Lorsque les Soviétiques se retirèrent [d'Afghanistan en 1989], il restait encore de l'argent », explique l'universitaire égyptien Saad Eddin Ibrahim, dont la cousine a épousé Shalabi au milieu des années quatre-vingt. « Shalabi, un homme à principes, déclara qu'il devait consulter les donateurs (à propos de ce que l'on devait en faire). Mais Abdel Rahman voulait financer d'autres causes, et c'est à ce propos que la tension entre eux commença. »

Le cheikh voulait que l'argent fût dépensé pour la cause la plus chère à son cœur, le jihad égyptien, alors que Shalabi voulait continuer à le transmettre à des groupes visant à contrôler l'Afghanistan. Finalement, le cheikh commença à dire dans ses prêches que Shalabi était un « mauvais musulman » et des tracts l'accusant de mal gérer le centre apparurent dans les mosquées de New York[52].

Ces accusations semblent avoir été la sentence de mort de Shalabi : le 1er mars 1991, quelqu'un pénétra dans sa « communauté fermée » de Coney Island (où les visiteurs devaient être contrôlés par un garde) puis dans son appartement (dont la porte ne fut pas forcée) et le poignarda[53]. Le meurtre reste non élucidé.

Bien entendu, dans la communauté musulmane de Brooklyn et dans la famille Shalabi, certains croient qu'il fut l'œuvre d'un proche du cheikh. Ibrahim me rapporta que, si tout d'abord sa cousine ne voulait pas rencontrer le FBI, elle révéla ensuite que son mari avait reçu des menaces de partisans du cheikh. D'ailleurs, Shalabi avait renvoyé sa femme et sa fille de trois ans en Égypte et, un ou deux jours avant d'être assassiné, faisait des plans pour partir lui-même pour le Pakistan[54].

Le centre al-Kifah fut pris en main par des loyalistes de Ben Laden, dont Wadi el-Hage, qui était arrivé à New York, de Tucson, la veille du meurtre de Shalabi[55]. Autre membre d'al-Qaida à être citoyen américain, el-Hage est né en 1960 au Liban dans une famille catholique mais se convertit à l'islam avant de venir aux États-Unis[56]. En 1978, il s'installa à Lafayette, où il fut, barbu et hirsute, étudiant en urbanisme à l'université de Louisiane[57]. Selon l'un de ses professeurs, el-Hage n'était pas spécialement disert sur

ses idées politiques[58]. Mais durant les huit années qu'il lui fallut pour achever son diplôme, il fut attiré par le jihad afghan, se rendit à Peshawar pour travailler dans une association caritative saoudienne, la Ligue islamique mondiale[59]. Un étudiant de l'université de Peshawar, Jamal Ismaïl, se souvient d'el-Hage comme de quelqu'un « de très tranquille, menu et faible, qui ne ressemblait pas à un militant[60] ». À cause de son bras droit atrophié, il ne participa pas aux combats.

En 1985, en Arizona, el-Hage épousa April Ray, une Américaine convertie à l'islam. « Elle était si belle, il était heureux », se rappelle sa belle-mère, Marion Brown, une nourrice, elle aussi convertie à l'islam[61]. Une fois le contrat de mariage signé, une fête réunit plusieurs dizaines de personnes. Mais la vie se fit ensuite plus dure. Mme Brown se souvient affectueusement d'el-Hage comme d'un « mari dévoué, un merveilleux père et gendre », et ajoute que, malgré son diplôme d'urbanisme, il ne put trouver que des postes subalternes — dans un Dunkin Donuts, comme concierge, comme chauffeur de taxi.

Un an après leur mariage, Wadi et April et le premier de leurs sept enfants partirent pour Quetta, une ville située dans le désert du sud-ouest du Pakistan qui ressemble vaguement à Tucson. Mme Brown, elle aussi, se rendit au Pakistan, où elle travailla comme surveillante générale d'un hôpital de Quetta pendant un an et demi. El-Hage, dit-elle, travaillait pour Abdallah Azzam et voyageait en Afghanistan où il distribuait des livres pour enfants[62].

Entre 1987 et 1990, el-Hage fit plusieurs visites au centre al-Kifah de Brooklyn, il le dirigea même, brièvement, après l'assassinat de Shalabi. Là, il rencontra trois hommes qui furent ensuite accusés d'avoir voulu faire exploser les immeubles symboles de Manhattan[63]. En 1993, son nom apparut dans l'affaire de l'attentat du World Trade Center lorsque l'un des terroristes dit aux enquêteurs qu'il avait essayé d'acheter des armes à el-Hage[64]. À cette époque, el-Hage était déjà au Soudan, et travaillait comme secrétaire personnel de Ben Laden.

Entre 1996 et 1997, el-Hage voyagea entre Arlington, au Texas, où il travailla comme patron d'un magasin de pneus Lone Star, et Nairobi, au Kenya[65]. Un ami du Texas, Sam Alasad dit : « La seule chose que je savais de lui était qu'il s'occupait d'une association caritative en Afrique — où exactement, comment et quoi, nous n'en avons jamais parlé parce que cela ne s'est pas présenté. » El-Hage fonda une organisation portant le nom difficile à porter mais direct de Aidez le peuple africain, laquelle dirigeait un programme

de vaccination contre la malaria[66]. Il monta aussi, sans grand succès, une société d'import-export spécialisée dans le commerce des pierres précieuses, du café et même de la viande d'autruche[67]. Une photo du dossier de son procès le montre chevauchant une autruche, chose que je ne savais ni possible ni souhaitable.

Selon l'accusation américaine, el-Hage faisait beaucoup plus que vendre des pneus, monter des autruches et s'occuper d'action caritative : il fondait une cellule d'al-Qaida au Kenya. Il partageait alors une maison avec Haroun Fazil, qui est accusé d'avoir joué un rôle essentiel dans l'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi (voir chap. 6). Bien qu'el-Hage n'ait pas été inculpé pour avoir joué un rôle direct dans l'attentat, il fut accusé de faux témoignage pour ses déclarations devant le jury d'accusation enquêtant sur Ben Laden, et aussi pour son témoignage sur la conspiration d'al-Qaida visant à tuer des Américains. En juin 2001, il fut reconnu coupable de tous les chefs d'accusation portés contre lui.

On ne peut s'empêcher de voir dans l'attentat de 1993 contre le World Trade Center une répétition générale de l'attaque dévastatrice d'al-Qaida contre les tours jumelles, huit ans plus tard. Plusieurs terroristes impliqués dans l'attentat de 1993 avaient des liens avec al-Kifah. Comme on l'a dit, Mahmoud Abouhalima, qui s'était battu en Afghanistan en 1990, peut-être avec al-Qaida, était un assistant de Shalabi[68]. Et l'homme qui est peut-être derrière le meurtre de Shalabi, le cheikh Omar Abdel Rahman, affilié à al-Qaida, fut accusé d'avoir participé à la conspiration visant à faire exploser le World Trade Center. Sur la cassette vidéo d'al-Qaida qui apparut sur Internet à l'été 2001, Ben Laden parle d'Abdel Rahman comme d'un « otage » des prisons américaines. Il dit du cheikh : « Nous savons qu'il est malade. Les Américains le traitent très mal. »

Ramzi Youssef, le chef de l'opération menée contre le World Trade Center, ne semble pas avoir fréquenté le centre al-Kifah, mais était très proche des membres d'al-Qaida. Lorsqu'il voyagea de Peshawar à New York, en septembre 1992, quelques mois avant l'explosion, il était accompagné d'Ahmad Ajaj, qui fut immédiatement arrêté à l'aéroport Kennedy pour falsification de papiers d'immigration[69]. On découvrit en sa possession un manuel d'utilisation d'explosifs, dont le titre, *La règle fondamentale*, fut mal traduit au moment du procès du World Trade Center, où cet ouvrage

fit partie des preuves. Le *New York Times* le retraduisit correctement : *La Base,* c'est-à-dire *al-Qaida*[70].

L'une des relations communes à Youssef et à Ben Laden est l'oncle de Youssef, Zahid Sheik, qui était le directeur régional de Mercy International Relief, une fondation caritative basée à Peshawar au milieu des années quatre-vingt-dix[71]. Au même moment, l'antenne de Mercy International Relief à Nairobi travaillait étroitement avec al-Qaida, fabriquant des cartes d'identité pour Ben Laden et Ali Mohamed[72]. Après une descente de police dans la maison d'el-Hage à Nairobi, huit caisses de papiers personnels furent entreposées au bureau local de la fondation[73]. En outre, un magazine pakistanais, *The Herald*, relata en 1993 que Zahid Sheik avait dirigé le Conseil islamique de coordination[74]. Ce Conseil avait été fondé par le mentor de Ben Laden, Abdallah Azzam, afin de coordonner les activités d'une vingtaine d'organisations caritatives de la ville.

« Les traces de Ramzi Youssef mènent jusqu'en Afghanistan », déclare Vincent Cannistraro, qui dirigea le centre antiterroriste de la CIA (CTC) de 1998 à 1990. Il ajoute qu'une fois aux États-Unis, Youssef recruta une bande d'« idiots utiles » pour l'opération du World Trade Center, et ce furent ces « idiots » qui se retrouvèrent avec tout sur les bras lorsque Youssef eut vite décampé. (Curieusement, la même méthode fut suivie par les cerveaux des attentats d'al-Qaida contre les ambassades et contre le *USS Cole*.)

Après l'attentat de 1993, Youssef disparut pendant deux ans, se rendant en Thaïlande, aux Philippines et au Pakistan, où il résida dans une maison d'hôtes de Ben Laden à Peshawar, « Beit al-Chouhada » (la maison des martyrs)[75]. Jamal al-Fadl, membre d'al-Qaida (et familier du centre al-Kifah), déclara au procès des attentats contre les ambassades qu'il avait vu Youssef une fois, entre 1989 et 1991, au camp d'entraînement du groupe, à Sadda, sur la frontière afghano-pakistanaise[76]. Situé dans la région de Kumran, une zone tribale du Parachinar (région du Pakistan qui fait saillie en Afghanistan), le camp était présidé par Abdul Rasool Sayyaf, le chef afghan le plus proche de Ben Laden[77]. Youssef dira plus tard à un agent du FBI qu'il avait passé six mois dans un camp afghan et y avait appris à fabriquer des bombes au point qu'il était devenu instructeur dans l'utilisation des explosifs[78]. Il employa aussi des montres Casio comme minuteurs — signature d'al-Qaida[79].

Aux Philippines, au début des années quatre-vingt-dix, il entra en contact avec le groupe terroriste Abou Sayyaf (baptisé du nom du commandant cité ci-dessus), qui avait été fondé par le beau-

frère de Ben Laden, Mohamed Khalifa. Selon des responsables américains, Youssef et Khalifa se trouvaient en même temps aux Philippines, bien que Khalifa ait nié connaître Youssef[80].

L'un des collègues terroristes de Youssef aux Philippines était Wali Khan Amin Shah, qui s'était entraîné en Afghanistan sous la direction de Ben Laden[81]. De fait, Ben Laden se souvenait avec émotion d'Amin Shah, dans une interview à ABC News : « On l'appelle le Lion, a dit Ben Laden. Nous étions de bons amis. Nous avons combattu les Russes ensemble, dans les mêmes tranchées[82]. » Un autre membre de l'équipe de Youssef était Abdel Hakim Mourad, un Pakistanais qui avait été formé comme pilote de ligne aux États-Unis. Mourad déclara aux enquêteurs philippins qu'outre le complot visant à assassiner le pape et à pirater plusieurs avions américains, il avait envisagé de faire s'écraser un avion sur le siège de la CIA en Virginie.

Malheureusement pour Youssef, en 1994, la police philippine fut mise sur sa trace par hasard, lorsque, dans son petit appartement de Manille, une expérience d'explosifs se termina mal. De la fumée s'échappant de son appartement, il fut forcé de s'enfuir, en laissant derrière lui son ordinateur — dans lequel les experts, une fois son disque dur déchiffré, trouvèrent des plans visant à faire exploser onze avions de ligne et à assassiner Jean-Paul II[83]. Un an plus tard, Youssef fut arrêté par des agents du FBI à Islamabad, au Pakistan ; on trouva en sa possession l'adresse d'une maison d'hôtes de Ben Laden[84].

En avril 2000, les liens entre Abou Sayyaf et Youssef furent encore plus clairs lorsque le groupe enleva cinquante personnes dans des écoles d'une île du sud des Philippines et demanda, en échange de ces otages, la libération de Youssef condamné à deux cent quarante années de détention dans une prison américaine[85].

Un compte-rendu complet des activités des membres d'al-Qaida aux États-Unis est impossible dans les limites de ce livre. Mais les détails de la vie de certains d'entre eux parmi les infidèles sont intéressants.

On ne s'attendrait pas à trouver un acolyte de Ben Laden à Disney World mais c'était pourtant l'emploi permanent du citoyen américain Ihab Ali[86]. Élevé aux États-Unis, Ali occupa à Orlando, en Floride, plusieurs postes modestes : au « royaume magique », à l'hôtel Sheraton, à la banque Wells Fargo et comme chauffeur de taxi[87]. En 1989, il se rendit à Peshawar pour contribuer au jihad

contre les Soviétiques[88]. Quatre ans plus tard, il aida à acheter un avion américain, qui fut amené à la base d'al-Qaida au Soudan[89]. Ali avait appris à piloter dans une école de Norman, en Oklahoma. Il partit pour le Kenya au milieu des années quatre-vingt-dix, servant de pilote à al-Qaida et correspondant avec Wadi el-Hage[90]. Il fut arrêté en 1999 mais, apparemment, refusa de coopérer pour des raisons religieuses[91]. Sa formation de pilote d'al-Qaida doit faire de lui l'objet d'un intérêt poussé depuis les attentats du 11 septembre.

Une autre recrue de Ben Laden élevée en Amérique est Raid Hijazi, né en Californie en 1969, d'origine palestinienne[92]. Alors qu'il étudiait à l'université de Californie à Sacramento, Hijazi adopta une forme militante d'islam, se rendant dans les camps d'entraînement de Ben Laden près de Khost, dans l'est de l'Afghanistan. Après un séjour à Boston comme chauffeur de taxi en 1997, il partit brusquement pour la Jordanie, où il acquit du matériel destiné à assembler des bombes afin d'attaquer les touristes visitant les sites chrétiens de Jordanie durant les célébrations du nouveau millénaire[93]. Les enquêteurs jordaniens contrecarrèrent ce plan : Hijazi fut arrêté en Syrie, en octobre 2000, puis extradé en Jordanie[94]. Il continue à clamer son innocence[95].

À l'heure où j'écris ces lignes, plusieurs membres afro-américains d'al-Qaida restent non identifiés. Un pilote d'al-Qaida, L'Hossaine Kherchtou, témoigna au procès des attentats contre les ambassades qu'il y avait « quelques » Afro-Américains dans le groupe lorsqu'il était basé au Soudan, au milieu des années quatre-vingt-dix. Et le journaliste pakistanais Hamid Mir fit la connaissance de deux Afro-Américains lorsqu'il rendit visite à Ben Laden en mai 1998.

L'attaque meurtrière du 11 septembre 2001 n'était pas la première tentative d'al-Qaida de porter la Guerre sainte sur le sol américain. Selon des responsables américains, le réseau de Ben Laden voulait fêter le nouvel an 2000, et le nouveau millénaire, par une série d'attentats à la bombe.

Mais le plan américain tomba à l'eau dès l'entrée du territoire américain, par l'État de Washington, le 14 décembre 1999, lorsque Ahmed Ressam, un Algérien de trente-trois ans, fut arrêté à l'arrivée d'un ferry en provenance du Canada[96]. Alors que la voiture de Ressam sortait du ferry, l'inspectrice des douanes américaines, Diana Dean, fit signe au conducteur de s'arrêter et remarqua qu'en dépit du froid de décembre il suait et que ses

mains tremblaient[97]. Ressam sortit de sa voiture et se mit à courir pour échapper aux douaniers, essayant en vain de s'emparer d'un autre véhicule[98]. Dans sa voiture, les douaniers découvrirent 72 kilos d'explosifs. Une perquisition dans son appartement de Montréal permit de trouver une carte de la Californie où trois aéroports étaient entourés d'un cercle : Los Angeles, Long Beach et Ontario[99]. Dès son arrestation, des responsables se dirent qu'il voulait attaquer les bâtiments symboles de la côte Ouest, tels l'immeuble TransAmerica à San Francisco ou le Space Needle de Seattle. (Ressam avait réservé une nuit dans un motel non loin de ce dernier[100].) La crainte d'une attaque contre le Space Needle conduisit les édiles de Seattle à annuler les célébrations du millénaire qui devaient s'y dérouler[101].

Pendant un an et demi, Ressam demeura résolument silencieux sur sa cible. Mais, en avril 2001, après avoir été déclaré coupable d'actes de terrorisme et susceptible d'encourir une peine de cent trente années de prison, il se mit à coopérer avec les autorités en révélant que son objectif était l'aéroport international de Los Angeles. Les responsables américains mirent en relation ce complot avec les tentatives d'al-Qaida d'attaquer un navire de guerre américain au Yémen et plusieurs cibles en Jordanie[102].

Ressam avait suivi un parcours tortueux pour devenir un terroriste international. Après ses études en Algérie, il travailla au noir, en Corse, à faire les vendanges et à effectuer des tâches pénibles dans un centre de vacances. En 1994, il partit pour Montréal, où il survécut grâce aux prestations sociales, au vol à la tire et à la falsification de cartes de crédit. Malgré sa vie de petit délinquant, Ressam était un musulman pratiquant, qui fréquentait la mosquée de Montréal[103].

En 1998, il partit pour l'Afghanistan et gagna le camp d'al-Qaida à Khaldan, rencontrant d'abord, au Pakistan, Abou Zoubayda, un Palestinien que les responsables américains et britanniques décrivent comme le recruteur en chef des camps d'entraînement de Ben Laden et le coordinateur du complot raté contre les touristes en Jordanie[104]. Au camp, il passa plusieurs mois avec un groupe polyglotte d'Arabes, d'Allemands, de Suédois, de Français, de Turcs et de Tchétchènes. (Mohamed Rachid al-Owhali, le candidat au martyre dans l'attentat contre l'ambassade du Kenya, et le Jordano-Américain Raid Hijazi s'y trouvaient aussi à la fin des années quatre-vingt-dix[105].) Ressam suivit les habituels enseignements d'al-Qaida sur toute une série d'armes et d'explosifs, obtenant des diplômes de cours spécialisés sur les circuits électroniques pour

bombes. On lui apprit à attaquer des aéroports, des voies ferrées et des installations militaires, et on le forma à l'art subtil de l'assassinat. Une méthode consistait à enduire une poignée de porte d'un poison assez puissant pour entrer dans le système sanguin et tuer la victime [106]. Des cours magistraux étaient donnés sur certaines des opérations terroristes précédentes : aussi bien les échecs, comme la tentative avortée d'assassiner le président Hosni Moubarak en Éthiopie en 1995, que les succès, comme l'attentat à la bombe contre la caserne des *marines* américains à Beyrouth [107].

Vers cette époque, al-Qaida fit des expériences au cyanure dans l'espoir de pouvoir introduire ce poison dans les conduites d'aération des immeubles du gouvernement américain. Les compagnons de Ressam au camp orchestrèrent d'horribles procès au cours desquels ils injectèrent du poison à des chiens, en enfermant un dans une boîte avec une mixture de cyanure et d'acide sulfurique (bien entendu, le chien mourut au bout de quelques minutes [108]).

Au camp, une cellule de camarades algériens de Ressam se mit d'accord pour se retrouver, après la session d'entraînement, au Canada, base assez agréable à cause de la facilité que l'on y a pour entrer aux États-Unis [109]. Une fois au Canada, ils commettraient un hold-up dont le butin servirait à mener des opérations terroristes contre des cibles américaines. D'autres militants planifièrent des attaques similaires en Europe, dans le Golfe et en Israël [110].

En février 1999, Ressam rentra à Montréal avec 12000 dollars qu'il avait reçus d'un responsable d'al-Qaida, un manuel de fabrication de bombes et de l'hexamine, une substance d'appoint pour les explosifs [111]. Pendant l'été, Ressam et un complice projetèrent de faire un attentat à la bombe contre une cible israélienne au Canada, mais à l'automne leur plan avait changé : ils décidèrent de frapper aux États-Unis [112]. À cette période, Ressam était aussi l'agent de ralliement des Algériens voulant aller s'entraîner dans les camps de Ben Laden en Afghanistan ; son agent de liaison avec al-Qaida était Abou Doha, un Algérien vivant à Londres [113]. (En juillet 2001, la partie civile américaine accusa Abou Doha d'être un membre important d'al-Qaida. Lorsque la police britannique perquisitionna son appartement, elle découvrit des notes sur la fabrication d'explosifs qui correspondaient aux explosifs découverts dans la voiture de Ressam, ainsi que plusieurs faux passeports [114].)

Ressam passa la majeure partie de novembre et le début de décembre 1999 à Vancouver, enfermé dans une chambre d'hôtel, à construire quatre minuteurs avec des montres Casio — de réserve, au cas où l'un d'eux ne marcherait pas. Il acheta ou vola dans des

magasins d'engrais du matériel destiné à fabriquer une bombe (de l'urée, de l'acide nitrique et de l'acide sulfurique) et fabriqua de petites quantités de RDX et de HMTD, explosifs très puissants qui auraient renforcé l'engin[115]. Puis Ressam entreposa son matériel dans une voiture de location et entreprit ainsi son voyage jusqu'à Victoria, en Colombie-Britannique, où il prit le ferry jusqu'à l'État de Washington. De crainte que les vibrations d'un long voyage en voiture de la frontière canadienne jusqu'en Californie ne déclenchent le détonateur, il prévit de prendre un train pour Los Angeles, une fois qu'il serait parvenu sur le territoire américain[116].

Heureusement, Ressam ne dépassa pas la frontière. Son arrestation empêcha un catastrophique attentat dans l'aéroport le plus bondé de Los Angeles en cette période des vacances de Noël.

L'arrestation de ce vétéran des camps d'entraînement d'al-Qaida en Afghanistan prouva une fois de plus le rôle éminent joué par l'Afghanistan, où des centaines, voire des milliers, de militants se sont rendus pour apprendre l'art de la Guerre sainte. Alors que Ressam faisait ses derniers préparatifs pour l'attentat de Los Angeles, je partais pour l'Afghanistan afin d'enquêter sur la raison pour laquelle les talibans continuaient à permettre à Ben Laden et à al-Qaida d'œuvrer avec une telle impunité, ainsi que sur la raison pour laquelle ils continuaient à tolérer l'existence d'une douzaine de camps d'entraînement dans lesquels la nouvelle génération de Ressam fourbissait leurs armes mortelles.

Chapitre 8

Des hommes de foi : les talibans et Ben Laden

Tout se disloque ; le centre ne peut plus tenir ;
L'anarchie règne sur le monde,
Comme une mer noircie de sang : partout
On noie les saints élans de l'innocence.
Les meilleurs ne croient plus à rien, les pires
Se gonflent de l'ardeur des passions mauvaises.

W. B. YEATS, *La seconde venue.*

Maulvi Hafeezullah, un responsable du ministère des Affaires étrangères des talibans, attaqua avec plaisir la pile de beignets au chocolat. Entre les bouchées de ce qui est peut-être le seul luxe permis par le régime, il bredouilla : « Nous ne livrerons jamais Ben Laden. Les États-Unis ont fait de cet homme un monstre. En réponse à votre bombe nucléaire, nous pouvons lâcher une bombe d'héroïne. » C'était une allusion au fait que l'Afghanistan des talibans avait été cité par les Nations unies comme le premier producteur mondial d'opium, la matière première de l'héroïne[1].

En décembre 1999, j'étais en Afghanistan pour interviewer de hauts responsables talibans, en savoir plus sur leur mouvement — et aussi pourquoi ils accueillaient Ben Laden et d'autres militants islamistes de son acabit. Ils continuaient à le faire, malgré la pression des États-Unis, qui venaient d'imposer des sanctions au pays.

Étant donné les relations tendues entre ces guerriers religieux et les États-Unis, il semble curieux que le Département d'État ait commencé par se féliciter de leur prise de Kaboul en 1996. Même si l'expression de soutien était loin d'être chaleureuse, les États-Unis avaient affirmé publiquement qu'il n'y avait « rien à objecter » à la conception que se faisaient les talibans de la loi islamique[2].

Ce soutien peut s'expliquer par plusieurs raisons, la première étant simplement l'ignorance. Les États-Unis, qui avaient fermé leur ambassade à Kaboul pour des raisons de sécurité en 1989, savaient à peine qui étaient les talibans[3]. (Au cours d'une visite en 1993, je constatai que l'ambassade était un bloc de béton aux volets clos, avec des mauvaises herbes hautes comme des arbustes poussant le long de ses murs, une métaphore de l'état déplorable de la politique afghane des États-Unis. Le 27 septembre 2001, cette ambassade fut incendiée et pillée par des partisans des talibans qui scandaient : « Longue vie à Oussama ! ») Et le Département d'État, qui avait grandement recours au Pakistan pour se tenir informé sur l'Afghanistan, était prêt à embrasser tout groupe qui semblait apporter un peu de stabilité à ce pays. Mais les responsables américains pouvaient difficilement ignorer que Unocal, une gigantesque société énergétique américaine, était en compétition pour construire un pipeline de plusieurs milliards de dollars à travers l'Afghanistan qui aurait relié les réserves de pétrole et de gaz d'Asie centrale aux ports de l'océan Indien — plan séduisant, car il aurait détourné le pipeline de l'Iran[4]. Le dossier Unocal fut défendu par de puissants avocats comme Robert Oakley, l'ex-ambassadeur américain à Karachi, qui faisait partie de son conseil d'administration[5]. Les talibans semblaient à même de fournir un environnement sûr où le pipeline Unocal pourrait finalement être construit. On espérait aussi qu'ils réprimeraient le trafic de drogue, comme leurs déclarations précédentes semblaient l'indiquer[6].

En 1997, les illusions américaines sur ce mouvement s'étaient dissipées. Lors d'une visite au Pakistan, la secrétaire d'État Madeleine Albright déclara : « Je pense qu'il est clair que nous sommes opposés aux talibans à cause de leur traitement abject des femmes et des enfants, et de leur absence générale de respect pour la dignité humaine[7]. »

La meilleure voie d'accès à l'Afghanistan est le Pakistan voisin, un des trois pays ayant choisi de reconnaître les combattants de la Guerre sainte qui contrôlent l'essentiel du pays (l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis ont, depuis, rompu leur relations diplomatiques avec eux). Les partis islamistes du Pakistan et ses puissants services de renseignement, Inter-Services Intelligence (ISI) ont contribué à l'arrivée des talibans au pouvoir[8]. Ce qui ne veut pas dire que le mouvement doive son existence au Pakistan. C'est une bande d'étudiants afghans, apparemment venus de nulle part,

qui s'empara de la ville de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, en 1994. Mais, au fur et à mesure que les talibans gagnaient du terrain, le complexe militaro-religieux pakistanais misa rapidement sur ce qui semblait le cheval gagnant de la guerre civile qui continuait à tourmenter le pays. Le général Naseerullah Babar, ministre de l'Intérieur du gouvernement de Benazir Bhutto, avait été, tout d'abord, conseiller des talibans, de même que Fazalur Rahman, le chef de l'un des partis religieux du Pakistan[9].

En 1998, un responsable américain vivant au Pakistan m'étonna en déclarant que dix mille des trente mille soldats talibans provenaient du Pakistan — ce qui faisait tout de même entre 20 et 40 %. Exemples frappants de l'influence pakistanaise : pour téléphoner en Afghanistan, on doit passer par un central pakistanais, et l'essence qui permet aux unités motorisées et aux tanks des talibans de rouler doit transiter par le Pakistan.

Par une journée humide de l'automne 1999, je me rendais à la chancellerie de l'ambassade du Pakistan, dans le quartier des ambassades, à Washington, pour déposer une demande de visa. La demande de visa constitue toujours un avant-goût opportun du pays que l'on va visiter. (Une attente harassante de deux jours pour un visa au consulat indien de Paris, avec une centaine d'autres personnes entassées dans une pièce minuscule à l'atmosphère étouffante, me revient, hélas, à l'esprit.)

La chancellerie du Pakistan est située dans un ancien hôtel particulier qui aurait désespérément besoin d'une nouvelle moquette et d'une couche de peinture. En attendant devant le bureau de l'attaché de presse, j'aperçus un homme qu'il me semblait reconnaître. J'allai vers lui et lui dis que je cherchais l'attaché de presse. L'air découragé, il me dit : « Jusqu'à hier, c'était moi mais j'ai été renvoyé. » C'est alors que son nom me revint en mémoire : Malik. Je lui avais demandé un visa pour le Pakistan, un an auparavant, et avais dû écouter une dissertation sur l'éventualité que les militants islamistes s'emparent du pays. Au lieu de cela, c'était l'armée qui venait de prendre le pouvoir — et de mettre Malik à sa botte.

Cela avait été un coup d'État de la vieille école, sorti d'un manuel de la CIA des années cinquante. Le 12 octobre 1999, des soldats avaient fermé les aéroports du pays et avaient pris le contrôle de la télévision nationale, qui se mit à diffuser sans arrêt de fades danses folkloriques[10]. On annonça que le nouveau dirigeant allait s'adresser à la nation. Au milieu de la nuit, le général Pervez Moucharraf apparut dans son uniforme impeccable et lut, pendant deux minutes, d'une manière guindée, une déclaration

annonçant que, pour la quatrième fois depuis cinquante ans, l'armée prenait la direction du pays. « Les forces armées ont dû, en dernier ressort, intervenir pour empêcher la déstabilisation de s'aggraver », déclara-t-il[11]. Ce coup d'État fut presque unanimement applaudi[12]. Les politiciens « démocrates » avaient systématiquement pillé le pays pendant des années[13]. Les Pakistanais en avaient assez, et le recours aux militaires restait la seule solution.

Ce fut un putsch « en douceur » selon les critères du pays. Bien sûr, il y avait eu des arrestations (celles du Premier ministre Nawaz Sharif et de certains ministres) mais c'était bien différent du régime de Zia ul-Haq dans les années quatre-vingt, un homme que son uniforme resplendissant, ses cheveux lissés en arrière, sa moustache abondante et ses yeux cernés aux paupières lourdes faisaient ressembler au *caudillo* d'une républicaine bananière des années trente[14]. Le général avait séduit certains journalistes et politiciens américains, qui voulurent ignorer qu'il avait exécuté des rivaux potentiels avec délectation et gouvernait d'une main de fer.

La prise du pouvoir par l'armée pakistanaise en 1999 fut une bonne nouvelle pour les talibans et, par conséquent, pour Ben Laden. Durant les années quatre-vingt, Zia avait bourré l'armée d'islamistes, qui jouèrent, dans les coulisses, un rôle important dans la spectaculaire arrivée au pouvoir des talibans, et restèrent de marbre face aux supplications occidentales de faire pression sur les talibans afin d'expulser Ben Laden[15].

De retour au consulat pakistanais, je demandai à Malik ce que lui et sa femme comptaient faire. Il me répondit mélancoliquement : « Ce n'est probablement pas le meilleur moment pour rentrer. On pourrait me jeter en prison. Je ne sais vraiment pas ce que je vais faire. Je suis fonctionnaire de carrière. J'ai deux enfants. Je prends les choses avec philosophie parce que je ne peux faire autrement. » Montrant du doigt un bureau imposant, il me dit : « Je m'asseyais ici, mais maintenant je suis assis là », et il fit un geste vers le divan des visiteurs.

Je lui rappelai notre conversation de l'année précédente et sa crainte que les islamistes ne s'emparent du pays. « C'est toujours possible, me dit-il. Beaucoup d'officiers sont islamistes. Le nouveau dirigeant, le général Moucharraf, est peut-être laïque mais lui aussi peut être renversé. Le problème de ces coups d'État militaires est que, chaque fois qu'il s'en produit un, les fondements de la démocratie sont affaiblis. »

Bien que Malik vînt juste d'être renvoyé et ne fût à la chancellerie que pour signer des documents destinés à accélérer son

départ, il me dit qu'il informerait le nouvel attaché de presse de ma venue et s'assurerait qu'il prendrait soin de mon affaire. C'était bien pakistanais, ce désir d'être hospitalier en dépit des circonstances.

Dans l'avion qui m'emmenait à Islamabad, je fis un parallèle entre le Pakistan et Israël. Ces deux pays ont été fondés sur la religion, le premier comme patrie pour les musulmans du sous-continent indien, l'autre pour les juifs de la diaspora. Les deux États ont été accouchés par les Britanniques, après la Seconde Guerre mondiale, au moment où ceux-ci liquidaient un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais, mais qu'ils ne pouvaient plus se permettre de maintenir. Le Pakistan a lui aussi son holocauste, ce qu'on ignore : l'assassinat de peut-être un million de musulmans qui avaient quitté l'Inde pour le nouveau pays [16]. Les deux États se sont sentis encerclés et ont mené des guerres répétées avec leurs voisins, et, pour assurer leur sécurité, tous deux ont acquis l'arme nucléaire. Dans les deux États, les partis religieux exercent un pouvoir bien plus grand que leurs résultats électoraux ne le montrent.

J'ai atterri au Pakistan durant le ramadan. Des Pakistanais de toutes conditions sociales observaient l'un des cinq piliers de l'islam, le jeûne de l'aube au crépuscule qui marque le mois sacré. Trois chaînes de la télévision de mon hôtel diffusaient, en direct d'Arabie Saoudite, la même émission, montrant des centaines de milliers d'hommes tournant autour de la Kaaba, le saint des saints de l'islam, un parallélépipède haut comme un immeuble de plusieurs étages, renfermant la Pierre noire, sacrée pour les Arabes pré-islamiques comme pour les musulmans du monde [17].

C'était en décembre et les matins étaient frais, mais à midi le soleil avait réchauffé la douce brise qui faisait tomber les feuilles des arbres. À deux heures de l'après-midi, la plupart des bureaux étaient fermés et les rues vides. Juste avant le coucher du soleil, il y eut une énorme recrudescence de la circulation, les conducteurs rendus frénétiques par la faim se précipitant vers l'endroit où ils prenaient l'*iftar*, le repas qui rompt le jeûne. Pendant une heure, les rues retombaient étrangement dans le silence, puisque tout le monde, à l'intérieur, ne pensait qu'à s'empiffrer.

En dépit de l'observance du ramadan, le Pakistan a un aspect laïque. Au kiosque que je fréquentais, on trouvait des magazines occidentaux avec des titres tels que « La fellation : comment en profiter » et « Sept jours pour donner plus de plaisir à votre

homme ». La télévision de l'hôtel était équipée de MTV diffusant en boucle l'émission d'une starlette indienne qui lisait, en minaudant, des lettres de ses jeunes fans lui ayant écrit combien ils l'adoraient, tandis que d'autres chaînes diffusaient des feuilletons avec Pamela Anderson et son décolleté.

Mais le Pakistan est un pays où la conception de l'honneur des femmes reste capitale. Durant ma deuxième journée à Islamabad, je fis un saut chez un glacier de l'un des quartiers les plus chics de la ville. À quelques tables de la mienne, une femme qui bavardait avec son mari se couvrit immédiatement le visage et resta ainsi jusqu'à ce que je sorte. Je me rendis aussi au club de l'Onu, un des rares endroits à Islamabad où les étrangers peuvent nouer des relations. Sur le panneau d'affichage, on pouvait lire les règles à suivre sur le promenoir de la piscine, dont le subtilement allusif « Pour les femmes, avoir la poitrine nue est exclu ».

Par crainte des attaques islamistes, le club fermait à 20 h 30. Cette crainte n'était pas exagérée. À la mi-novembre 1999, une série bien coordonnée d'attaques à la roquette contre l'ambassade des États-Unis, le quartier des Américains et le centre culturel américain avait été lancée par des terroristes non identifiés, apparemment opposés aux imminentes sanctions contre l'Afghanistan pour l'accueil qu'il offrait à Ben Laden[18]. Par chance, personne ne fut tué. Le directeur du club me dit : « L'officier de la sécurité des Nations unies m'a prévenu que les prochaines attaques pourraient se produire après 11 heures du soir, donc je vais devoir annuler la fête du nouvel an, car ce ne serait plus une fête si nous devions fermer à 22 h 30. »

Ces terroristes non identifiés ne représentent qu'une infime partie de ceux qui soutiennent Ben Laden : il jouit d'un véritable culte là-bas. « Je pense qu'il est plus populaire que n'importe quel homme politique pakistanais », dit Hamid Mir, le rédacteur en chef d'un journal influent en ourdou. Pour un magazine pakistanais, une couverture sur Ben Laden est un moyen infaillible de faire du chiffre. Un article de cet acabit, paru dans l'hebdomadaire *Wujood*, avançait le nombre sensationnel et évidemment absurde de cent cinquante commandos, entraînés en Israël et aux États-Unis, prêts à s'emparer de l'exilé saoudien ou à le tuer[19].

Les idées de Ben Laden ont un grand écho chez certains religieux pakistanais, qui, on l'a vu, ont publié en 1998 une fatwa approuvant ses appels à l'évacuation des troupes américaines d'Arabie Saoudite[20]. En outre, les chefs des partis religieux font de la surenchère dans leurs menaces de représailles contre les Améri-

cains dans le cas où des attaques seraient lancées contre l'exilé saoudien[21]. Une exhortation de cette sorte a été lancée par un religieux bien connu, le mufti Mizan-ud-din Shamzai, qui décréta un boycott des produits occidentaux en expliquant : « L'Amérique étant en guerre contre les musulmans, il est permis de faire couler le sang des Américains selon la charia[22]. » Au printemps 2001, près de Peshawar, une réunion d'islamistes attira des centaines de milliers de Pakistanais pour lesquels Ben Laden est tout simplement un héros. Des posters géants du Saoudien étaient suspendus aux stands de ce meeting, et les participants adoptèrent le boycott des produits américains[23].

Nulle part Ben Laden n'est plus populaire que dans les madrassas du Pakistan, ces écoles religieuses où les talibans ont fait beaucoup de recrues. Au début des années quatre-vingt, le général Zia ul-Haq soutint les madrassas situées le long de la frontière pakistano-afghane et destinées à servir de centres de recrutement pour les candidats à la Guerre sainte contre les Soviétiques[24]. Des diplômés en sortirent, sans rien connaître du monde mais sachant le Coran par cœur et animés d'un zèle impressionnant pour le jihad. Durant la décennie suivante, les madrassas se répandirent dans tout le Pakistan. En 1997, dans la seule province du Penjab, il y avait plus de deux cent mille étudiants de madrassas, qui fournirent des dizaines de milliers de recrues aux talibans — version moderne des moines guerriers du Moyen Âge, les Templiers[25].

La madrassa la plus célèbre est peut-être la Jaamiah Darul Uloom Haqqania, située hors de Peshawar et dirigée par le maulana Sami ul-Haq (« maulana » est un titre religieux important). Le maulana ul-Haq dirige deux mille huit cents étudiants, pour la plupart originaires du Pakistan, et aussi des centaines venus d'Afghanistan et des dizaines des républiques d'Asie centrale de l'ex-Union soviétique[26].

Je l'ai rencontré dans une villa d'une tranquille banlieue de Peshawar. Jusqu'alors je n'avais vu en lui qu'un jovial mollah de village qui avait réussi à parvenir à un poste de directeur d'école. De fait, c'est un homme sociable, souriant derrière sa barbe fournie. Mais il est plus important que son apparence ne le laisse deviner. Il a assez d'argent et d'influence pour faire des voyages en Europe avec ses hommes, et faire le lien entre les partis religieux pakistanais et les talibans. C'est le chef d'une faction de l'extrémiste Association des oulémas (JUI), parti qu'il représente au Sénat. Et de son école sont issus pas moins de huit membres du gouvernement taliban[27]. C'est aussi un fervent admirateur de Ben Laden,

qu'il a rencontré lorsque le Saoudien était basé à Peshawar dans les années quatre-vingt. (Un des assistants du maulana me dit qu'il a apprécié l'interview de Ben Laden sur CNN, ajoutant qu'il l'a regardée dans un salon particulier de l'aéroport de Roissy.)

Le maulana ul-Haq me dit que son école avait connu des débuts modestes : « Mon père, le maulana Abdul, était professeur dans une importante école religieuse indienne. Après la partition [de l'Inde et du Pakistan], il vint ici et y fonda une petite école. » Ul-Haq m'expliqua que ses étudiants ne payaient rien parce que son école était financée par de riches musulmans, ce qui explique une partie de l'attraction qu'elle exerçait sur les milliers d'Afghans sans ressources qui y avaient été formés.

Le crépuscule approchait et le maulana ul-Haq rassembla son entourage pour accomplir la prière dans le jardin. J'ai toujours trouvé touchant le spectacle des musulmans en prière. En Occident, l'acte de dévotion collective au cœur de la vie quotidienne a presque disparu. La scène de *L'Angélus*, de Millet, ces paysans français du XIX^e^ siècle interrompant leurs travaux pour la prière du soir, représente quelque chose qui nous est devenu étranger.

Une fois la prière terminée, je demandai au maulana ce qu'il pensait de Ben Laden. Il me répondit : « Je ne pense pas qu'il ait des intentions agressives. Ce n'est pas un saboteur ni un terroriste… Dieu nous a gratifiés du pétrole et du gaz mais les Américains veulent tout pour eux. Je pense qu'il trouve que l'Amérique est injuste avec nous. » Ul-Haq ajouta que, de même que les Russes avaient envoyé une armée en Afghanistan et que Ben Laden l'avait combattue, il luttait maintenant contre l'armée américaine qui était venue dans son Arabie natale.

À la fin de notre discussion, je demandai à ul-Haq s'il croyait que la politique sociale que les talibans avaient imposée en Afghanistan pourrait aussi l'être au Pakistan. C'était un souci pour de nombreux Pakistanais laïques qui ont vu une « talibanisation » progressive des régions frontalières de l'Afghanistan, où des groupes islamistes comme le Tehrik-e-taliban ont interdit la télévision et institué des châtiments dans le style des talibans, telle l'amputation[28]. Dans la zone tribale du Malakand, par exemple, les mollahs locaux ont déclaré que la charia était en vigueur[29]. Cette vague islamiste se répandait dans tout le Pakistan avec la prolifération de groupes extrémistes tels les Sipah-e-Sahaba, qui ont tué des centaines de membres de la minorité chiite[30]. Si nombre de Pakistanais condamnent de tels actes terroristes, des sondages ont montré qu'ils sont sensibles aux idées islamistes. Un sondage com-

mandé par le magazine respecté *Newsline* en 1998 montra que 57 % des Pakistanais sont favorables à la charia « dans la lettre et dans l'esprit[31] ». Dans une tentative désespérée de consolider sa popularité faiblissante, le Premier ministre d'alors, Nawaz Sharif, avait même proposé une révision de la Constitution pour faire de la charia la loi unique du pays[32].

Ul-Haq prit un moment pour réfléchir à ma question sur l'avenir du Pakistan puis me répondit passionnément : « Les talibans sont devenus très populaires ici, parce que les gens sont las de la corruption. Il n'y a pas de démocratie ici, pas de droits élémentaires. Les gens sont écrasés par ce système corrompu. Et l'Amérique ne veut pas que nous changions ce système pacifiquement. Si l'Amérique ne nous laisse pas changer notre système économique, politique et judiciaire, il y aura la même réaction [qu'en Afghanistan][33]. »

De retour dans ma chambre d'hôtel, à Islamabad, je regardai le dernier avis d'alerte du Département d'État aux voyageurs à propos de l'Afghanistan : « Les Américains sont exposés à des attaques pour motifs politiques et criminels, et à toute forme de violence, y compris le vol et la prise d'otages. Dans tout le pays, les mines, dont le nombre est estimé à cinq ou sept millions, constituent un danger supplémentaire… Le Département d'État invite les Américains qui resteraient en Afghanistan en dépit de cet avertissement à se montrer extrêmement prudents, à veiller attentivement à leur sécurité et à se préparer à toute dégradation subite de leurs conditions de sécurité[34]. » Le mot « subite » me frappa comme un détail amusant.

Le lendemain, je fus réveillé à l'aube par le muezzin appelant à la prière. Après avoir pris un peu honteusement un petit déjeuner servi par un domestique dont je savais qu'il jeûnait, je me rendis à l'ambassade d'Afghanistan. Des responsables talibans coiffés du turban noir étaient assis derrière des bureaux pleins de piles de demandes de visa. Je m'assis devant celui que son carton présentait comme l'« ingénieur Abdul Khabir Hotaki, troisième secrétaire ».

« Que puis-je faire pour vous ? » me demanda-t-il sèchement en anglais, sans lever les yeux.

Je lui répondis que je voulais un visa pour l'Afghanistan, il me demanda pour quelle raison et je lui répliquai que j'écrivais un livre sur les mouvements islamistes.

« Sur qui écrivez-vous ? »

Je bafouillai quelque chose sur les groupes militants égyptiens et Ben Laden.

Alors Hotaki me jeta un regard pénétrant. « Mais ces groupes sont antiaméricains », me dit-il. Je souris platement alors qu'il continuait. « Votre éditeur doit nous envoyer une lettre demandant spécifiquement un visa pour l'Afghanistan, expliqua-t-il. Ensuite, il faudra dix jours, peut-être deux semaines, pour qu'il soit accordé. »

Le jour convenu, je revins chercher mon visa.

« C'est trente dollars pour le visa, me dit l'homme assis derrière le guichet.

— Puis-je payer en roupies ? demandai-je.

— Uniquement en dollars », me répondit-il.

Si les talibans ne sont pas des fans des États-Unis, ils connaissent le pouvoir des billets verts.

Alors que j'attendais que l'on me délivre mon passeport, je lus une liste de règles adressées aux journalistes se préparant à séjourner en Afghanistan. D'abord, on devait se faire enregistrer auprès du ministère des Affaires étrangères. Ensuite, on ne pouvait résider qu'à l'hôtel Intercontinental de Kaboul et on devait avoir recours à un guide et à un chauffeur fournis par le gouvernement (lesquels devaient être payés en dollars). Enfin, « filmer et photographier des personnes est strictement interdit ». Le premier amendement de la Constitution américaine ne semble pas être du ressort de la charia.

Avec un sourire, le responsable des visas me remit mon passeport portant le tampon de l'Émirat islamique d'Afghanistan.

« Maintenant, vous pouvez partir. »

Avant de me mettre en route pour l'Afghanistan, je rendis visite à Rahimullah Yusufzai, le directeur du bureau de *The News* à Peshawar et correspondant de *Time*, de la BBC et d'ABC News. D'habitude, son bureau peu avenant était rempli de journalistes, d'hommes politiques locaux et de quémandeurs de toute sorte, qui avaient tous besoin d'aide ou d'un avis, et étaient accueillis avec un humour et une patience à toute épreuve. C'était un musulman pratiquant, interrompant invariablement la conversation à l'heure des prières, et possédant deux qualités qui font défaut à beaucoup de journalistes : la modestie et la générosité. Rahimullah fut le premier dipômé de son village, et chaque vendredi il y retournait pour écouter des requêtes ou régler des litiges. Je me demandais toujours quand il pouvait travailler mais sa capacité de travail est prodigieuse.

Rahimullah sortit sa carcasse dégingandée de derrière son bureau encombré et m'accueillit avec sa chaleur coutumière. Nous étions tous les deux avides de parler du récent coup d'État : l'une des premières personnes arrêtées avait été le ministre de l'Information, Mushahid Hussein, que certains considéraient comme le cerveau du gouvernement renversé de Nawaz Sharif. Je l'avais interviewé autrefois et l'avais apprécié : il était intelligent, ouvert et savait plaisanter, qualités assez rares parmi les politiciens pakistanais. Son aisance avec les médias pouvait s'expliquer par son métier antérieur de rédacteur en chef, qu'il avait exercé à une époque où il était le patron de Rahimullah. Ce dernier me dit que les militaires avaient forgé quelques accusations contre Hussein parce qu'il est « très malin et saurait organiser une campagne médiatique contre le gouvernement militaire ».

Les militaires avaient aussi essayé de recruter des Pakistanais de premier plan pour soutenir leur gouvernement ; Rahimullah avait été approché et on lui avait proposé de figurer dans un important comité politique. Mais il avait bien fait comprendre qu'il ne pouvait accepter.

Nous parlâmes aussi des talibans, auxquels Rahimullah a accès comme personne, non seulement parce que c'est un des meilleurs journalistes du Pakistan mais aussi parce qu'il appartient à une tribu pachtoune, comme les dirigeants talibans. En fait, Rahimullah était et reste un des rares journalistes à avoir interviewé leur chef reclus, le mollah Omar. Il me l'a décrit comme un homme qui évite les étrangers comme la peste et gère le trésor des talibans à la manière d'un roi d'Angleterre du XII[e] siècle. Lorsqu'il doit distribuer de l'argent, « le mollah Omar, qui a un coffre dans sa chambre, en sort la clef de sa poche, et ouvre le coffre pour prendre des liasses de billets ».

Rahimullah confirma mon impression que les talibans n'étaient pas forcément les adeptes de Ben Laden que leurs déclarations publiques laissaient suggérer. « En privé, j'ai entendu des critiques, me dit-il. Ils disaient d'un ton sarcastique : "Après avoir fait la guerre [contre les communistes], nous devons encore nous occuper de Ben Laden." » D'autres observateurs des talibans ont fait remarquer qu'ils sont partagés entre extrémistes et modérés, lesquels veulent avoir plus de contact avec l'Occident et pour qui Ben Laden est une source de tracas[35].

Rahimullah me souhaita bon voyage et, avec une grande excitation, je partis pour l'Afghanistan. J'empruntai la même route que deux ans plus tôt, lorsque j'allais rencontrer Ben Laden, et encore

une fois je descendis à l'hôtel Spinghar de Jalalabad, où j'étais le seul client. Je me souvenais de l'employé de la réception. Entretemps, il s'était laissé pousser une barbe impressionnante, certainement pour s'insinuer dans les bonnes grâces du pouvoir taliban local. Pour avoir le privilège de séjourner dans son hôtel dépourvu de toute étoile, j'eus à débourser la somme exorbitante de 80 dollars la nuit — pas loin du revenu annuel d'un Afghan moyen. L'employé vint ensuite frapper à la porte de ma chambre en me demandant si je n'avais pas de dollars ou de livres « en trop » car il « collectionnait » les monnaies étrangères. Culot à la talibane.

Le lendemain, je partis pour Kaboul. Tolstoï a dit que les familles heureuses se ressemblent toutes mais que chaque famille malheureuse l'est à sa manière ; on peut dire la même chose des nations. Et à tout point de vue, l'Afghanistan n'est pas une nation heureuse. Selon un guide touristique des années soixante-dix, le voyage de Jalalabad à Kaboul dure deux heures et demie[36]. Aujourd'hui, cela prend près de sept heures ; vingt ans de guerre ont pilonné la route et l'ont transformée en une piste pierreuse trouée de cratères énormes. Cela a engendré une industrie de troisième ordre pour vieillards et garçonnets : combler de gravier les nids-de-poule avec l'espoir que de petits pourboires seront lancés des voitures de passage.

En entrant dans Kaboul, on passe par des rues évoquant Dresde après les déluges de feu de la Seconde Guerre mondiale, ou Grozny après sa seconde destruction par les Russes. Rien d'étonnant à ce que les enfants jouant à la guerre à Kaboul ne fassent pas le « pan pan » que font les enfants américains mais « tac tac », le vrai bruit des tirs qui approchent, celui qui a bercé leur enfance.

Le ramadan à Kaboul : par comparaison, le carême dans la Florence de Savonarole devait être une réjouissance. Dans ce pays où des millions de gens ont froid et faim, les croyants jeûnaient. Comme à l'hôtel Spinghar, j'étais le seul client du sinistre, caverneux et bien mal nommé, Intercontinental. Cela me rendit populaire auprès du personnel, qui ne me lâchait pas d'une semelle comme des hyènes traquant la chair fraîche. Une nuit, un jeune groom vint me voir dans ma chambre pour me raconter sa triste histoire. Il me dit que, des membres de sa famille, il était le seul à travailler, sur un chantier le jour, et la nuit à l'hôtel, pour les nourrir. « Je ne touche que quatre dollars par mois pour ma famille, et je ne peux pas les nourrir. C'est le ramadan, je ne mens pas. » Cette situation était celle de nombreux Afghans, y compris les médecins, qui gagnaient six dollars par mois. Je lui ai donné l'équi-

valent de vingt dollars. Il m'a embrassé en disant : « N'en parlez à personne. »

On trouvait dans le hall de l'hôtel des vestiges d'époques révolues : des pancartes indiquant la salle de bal et le bar, ainsi que des publicités pour des vacances en Union soviétique avec Intourist. À Kaboul, le couvre-feu commence à 9 heures du soir. Vers 8 heures, il n'y a déjà plus personne dans les rues, hormis les jeunes soldats talibans qui, à chaque carrefour, contrôlent soigneusement les véhicules de passage. Certains ont les yeux cernés de khôl, ce qui leur donne un regard félin et féroce — les femmes, elles, sont loin d'utiliser des cosmétiques.

Les talibans ont imposé leur vision ultrapuritaine de l'islam à la majeure partie du pays. Les hommes n'ont pas le droit de se raser ni de couper leur barbe. Les femmes doivent porter le voile qui les couvre des pieds à la tête, le tchadri, et ne peuvent sortir de chez elles qu'en compagnie d'un mâle de leur famille. Les décrets des talibans sont promulgués par la police religieuse du poétiquement nommé ministère pour la Promotion de la vertu et la Prévention du vice, qui patrouille en Jeep à la recherche de malfaiteurs à bastonner[37]. Une telle politique atteignit le summum de l'absurdité avec l'ordonnance demandant aux propriétaires de maisons de peindre leurs fenêtres en noir afin que personne ne puisse apercevoir accidentellement un visage de femme à l'intérieur[38]. En Iran — très critiqué pour sa misogynie — les femmes peuvent travailler, voter et avoir des responsabilités politiques.

Les talibans prônent l'ensevelissement et le confinement des femmes au prétexte qu'il s'agit des normes culturelles de l'Afghanistan. Ce qu'ils ne reconnaissent pas, c'est que ce sont les normes de l'ethnie pachtoune, qui s'élève à un peu plus de la moitié de la population du pays et de la presque totalité des hauts dirigeants talibans[39]. Dans le Pakistan voisin, où il n'y a aucune contrainte légale de porter le tchadri, des femmes pachtounes le portent. Un proverbe résume le statut de la femme pachtoune : « Une femme doit être dans sa maison ou dans sa tombe[40]. »

Mais il est important de comprendre la raison du confinement des femmes à la maison. Pour les talibans, il ne s'agit pas de diminuer leurs droits, comme on le comprend dans le reste du monde, mais plutôt de leur donner leurs pleins droits tels qu'ils sont définis par la loi islamique. Le gouverneur taliban de Herat l'a dit : « Nous donnons aux femmes les droits que Dieu et son messager leur ont donnés, c'est-à-dire de rester à la maison et de rester recluses [dans le *hejab*] pour s'instruire en religion[41]. »

Pour les autres groupes ethniques d'Afghanistan, essentiellement les Tadjiks, les Hazaras et les Ouzbeks, et les habitants des grandes villes, notamment Kaboul, la politique pachtoune-talibane constitue une importation d'une autre culture[42]. Même dans les années soixante, Kaboul était une ville assez cosmopolite. En 1967, un Japonais écrivait : « Avec leurs costumes bien coupés et leurs chaussures italiennes, les hommes ressemblent aux fonctionnaires de n'importe quelle ville occidentale... Les femmes aussi portent des tailleurs élégants et des chaussures à talons hauts et — à la surprise de plusieurs membres de notre groupe — pas de tchadris, ces voiles pareils à des linceuls portés par les femmes dans cette région du monde[43]. » À cette époque, Kaboul était une étape indispensable sur la route des Indes. Des hippies y passaient des semaines à goûter le haschich local, et les Pakistanaises riches y passaient leurs vacances, portant des minijupes et donnant des soirées d'une manière qui n'était pas de mise dans leur pays.

La vision du monde propre aux talibans dépasse cependant la culture des Pachtounes. Un mouvement aussi extrémiste ne pouvait apparaître que dans un pays traumatisé par vingt ans de guerre. Les talibans me rappellent les Khmers rouges, qui en 1975 ont surgi, sans être annoncés, des forêts du Cambodge à la suite d'une désastreuse guerre par procuration entre l'Union soviétique et les États-Unis, pour imposer aux Cambodgiens leur version maoïste du paradis. À la différence des Khmers rouges, les talibans n'ont pas créé un régime totalitaire et n'ont pas assassiné un million de leurs propres concitoyens. Mais ils partagent la même certitude sur la manière de créer le paradis sur terre. Les Khmers rouges appelaient ce paradis l'an zéro. Les talibans l'appellent le règne de la charia, et sont convaincus qu'une fois qu'elle sera bien instaurée, les Afghans seront vertueux et que la société parfaite sera établie. Des « détails mineurs », tel le programme de gouvernement qui pourrait remettre l'Afghanistan sur pied après vingt ans de guerre, intéressent peu les talibans. Alors que cinq millions d'Afghans, soit un quart de la population, « subissaient une grave famine », les talibans s'occupaient de questions absconses, comme la sorte de vêtement distinctif que devaient porter les membres de la minuscule minorité hindoue du pays[44].

Et la version de la charia des talibans contredit souvent les enseignements et la vie de Mahomet. Par exemple, le premier mariage du Prophète — une union très heureuse — se fit avec la riche marchande Khadijah, une citadine plus âgée que lui qui l'employa dans son commerce florissant. Les talibans, eux, ont décrété que les

femmes ne doivent pas travailler ni suivre des études, ni même être vues dehors sauf par des membres de leur proche famille[45].

En fait, le Coran demande *aux deux sexes* de prendre des mesures pour ne pas céder à la tentation sexuelle : « Dis aux Croyants qu'ils baissent leurs regards et soient chastes [...] Dis aux Croyantes de baisser leurs regards, d'être chastes, de ne montrer de leurs atours que ce qui en paraît. Qu'elles rabattent leurs voiles sur leurs gorges ! Qu'elles montrent seulement leurs atours à leurs époux, ou à leurs pères, ou aux pères de leurs époux, ou à leurs fils, ou aux fils de leurs époux, ou à leurs frères, ou aux fils de leurs frères, ou aux fils de leurs sœurs, ou à leurs femmes, ou à leurs esclaves, ou à leurs serviteurs mâles que n'habite pas le désir charnel, ou aux garçons qui ne sont pas encore au fait de la conformation des femmes[46]. » Ces injonctions sont mises en pratique de diverses manières dans le monde musulman, du simple voile des Pakistanaises aux robes enveloppant tout le corps des paysannes yéménites.

Si on considère souvent les talibans comme un groupe monolithique, il est en fait partagé entre les radicaux et ceux qui veulent s'ouvrir davantage au monde extérieur. De fait, en 1999, il y eut un changement discret et en douceur sur l'un des aspects de la politique des talibans : l'interdiction faite aux filles d'étudier et aux femmes de travailler. Erik de Mul, qui coordonnait les diverses agences des Nations unies, qualifia ce changement d'officieux et décrivit les endroits où il se produisit — d'abord les régions rurales — comme des « zones floues ». Les talibans ont tendance à considérer les grandes villes comme des « territoires occupés », des Sodome et Gomorrhe à châtier pour leurs transgressions passées, et ils y appliquent plus sévèrement leurs décrets.

Le changement fut plus profond dans l'éducation des filles. Le comité suédois pour l'Afghanistan, l'une des plus importantes organisations humanitaires œuvrant dans le pays, rapporta que dans les six cents écoles qu'il finançait il y avait désormais trente mille écolières et que, curieusement, « dans certaines zones des régions rurales de l'Afghanistan, il y a plus de filles à l'école qu'il n'y en a jamais eu auparavant dans l'histoire afghane[47] ». Et des responsables de l'Onu disaient que même à Kandahar et à Kaboul certaines écoles privées avaient été ouvertes depuis 1988 et scolarisaient maintenant des milliers de filles. À Kaboul, une de ces écoles était discrètement située au bout d'une ruelle dans une

maison particulière, où un couple avait installé une salle de classe de fortune. Une organisation caritative occidentale les payait cinquante dollars par mois pour apprendre à une vingtaine de filles à écrire, à compter et à parler une langue étrangère[48].

Les talibans étaient réticents à reconnaître officiellement ce changement : personne ne voulait affaiblir ses références islamiques en paraissant trop « libéral ». Et cette évolution ne devait pas être exagérée : l'éducation des filles s'arrêtait toujours à douze ans. Mais Erik de Mul était optimiste sur le fait qu'il y aurait davantage d'écolières au fur et à mesure que les familles constateraient les avantages du changement.

En 1999, il y eut d'autres transformations. Les talibans s'étaient aperçus qu'ils ne pouvaient à la fois interdire aux femmes de se faire soigner par des docteurs et d'étudier la médecine, vu le petit nombre d'infirmières et le fait que les médecins travaillaient maintenant dans les hôpitaux urbains. À Harat, le programme mondial d'alimentation (WFP) finançait une action d'éducation médicale sur trois ans pour plus d'une centaine de femmes, avec l'approbation des autorités locales, obtenue en mai 1999. Un responsable du WFP déclara qu'un tel projet n'aurait pu être mené à bien auparavant. À Kandahar, un groupe de médecins me dit que l'interdiction de soigner les femmes avait été levée.

Et à la fin des années quatre-vingt-dix, il y avait même de petites occasions de travail pour les femmes. Depuis 1997, le WFP avait ouvert quarante-neuf boulangeries à Kaboul et à Mazar-e-Charif, tenues entièrement par des femmes, pour la plupart des veuves qui, sans cela, auraient manqué de ressources[49].

Cependant le palmarès des talibans en matière de droits de l'homme reste sombre. Pour avoir une perspective singulière sur ce sujet, j'ai rendu visite à Isaac Levi, le dernier juif de Kaboul, qui vivait dans une maison de guingois et délabrée, semblant inhabitée, hormis la pièce sordide où il se tenait. Une longue barbe blanche et un chapeau d'astrakan gris encadraient son visage. Il était né à Harat, soixante ans auparavant, et avait passé ses vingt-cinq premières années à Kaboul. Lorsque j'entrai, il s'affaira pour trouver des coussins afin que je m'assoie à l'aise. Sur une cuisinière électrique, il préparait un plat de riz pour le lendemain, jour de shabbat.

Je lui demandai ce qu'il comptait faire en ce jour saint. « Je prierai Dieu tout-puissant », me répondit-il, à la fois inquiet et triste.

Avant l'invasion soviétique de 1979, il y avait plus de soixante familles juives à Kaboul, m'a dit Levi. Ses enfants, quatre fils et une fille, étaient partis pour Israël. Il se décrivait comme un rabbin qui prenait soin de la dernière Torah de la ville. Mais, en mai 1999, il fut arrêté et battu, « pour sorcellerie », me dit-il. « J'ai passé quarante-neuf jours à la prison de Pol-e-Charki », un sombre donjon à quelques kilomètres de Kaboul. Le ministère de l'Intérieur avait confisqué sa précieuse Torah.

J'ai demandé à Levi pourquoi il avait choisi de rester à Kaboul. « Cette maison a appartenu à mon père et à d'autres membres de la communauté juive, me répondit-il. Si je pars, la maison sera saisie par les talibans. Mon devoir est de conserver cet endroit. »

À la question de savoir comment il vivait, il fut évasif, disant qu'en tant que religieux, il priait pour que les gens aient moins de soucis. (Ensuite, mon interprète me confia que Levi recevait souvent des gens pour lire les lignes de la main.) Le rabbin mit fin à la discussion au bout de quinze minutes, faisant observer qu'il ne voulait pas que ses voisins disent qu'il recevait des étrangers. En 2001, Levi était prêt à quitter l'Afghanistan, implorant le gouvernement israélien : « S'il vous plaît, sauvez-moi. Je ne peux plus rester ici[50]. »

L'histoire de Levi n'a rien d'exceptionnel. Amnesty International a accusé les talibans d'avoir assassiné des milliers de chiites hazaras après la prise de Mazar-e-Charif, en août 1998, et un rapport du Département d'État publié au printemps 2001 affirmait que les talibans avaient commis « de nombreuses violations des droits de l'homme ». Selon ce rapport, les pires abus furent commis durant la guerre qu'ils menèrent au nord du pays contre les ex-gouvernants : les talibans y exécutèrent sommairement des civils, déportèrent des populations, incendièrent des maisons et des cultures, et imposèrent le travail forcé[51].

J'étais curieux de voir de mes yeux les pratiques des talibans en matière de droits de l'homme et décidai de faire une visite inopinée à la prison de Pol-e-Charki. Je fus chaleureusement accueilli à l'entrée par le sous-commandant, le mollah Khan Jan, qui m'expliqua qu'il venait d'obtenir cette affectation le mois dernier. Le gai mollah, qui me permit de visiter les lieux à loisir, semblait plutôt un Père Noël de centre commercial de banlieue qu'un directeur de prison.

Dans la cour principale, je vis des centaines de prisonniers qui tournaient en rond. En dépit des conditions misérables, aucun ne semblait souffrir de mauvais traitements patents. La prison conte-

nait mille huit cents détenus divisés en quatre catégories : les « politiques », les « prisonniers de guerre » de l'Alliance du Nord ; les criminels de droit commun, et ceux qui avaient été emprisonnés par la police du vice et de la vertu. Les deux premières catégories formaient la grande majorité. J'ai parlé à un prisonnier politique, qui m'a dit être détenu depuis onze mois. Il pensait que sa condamnation pouvait être illimitée. J'ai aussi pu parler à un des quinze prisonniers de la section du vice et de la vertu, un vieil homme qui me dit avoir été battu puis détenu deux mois et demi pour ivrognerie.

Le petit nombre de prisonniers du vice et de la vertu donnait à penser que la vraie guerre des talibans contre l'ex-gouvernement, l'Alliance du Nord, avait relégué au second plan la guerre culturelle. Cela fut confirmé durant mon voyage de plusieurs manières. Partout je voyais des gens jouer au football et des garçons avec des cerfs-volants, ce que des décrets talibans avaient interdit. J'entendais souvent dans les taxis de la musique indienne interdite. Je voyais dans les rues plus de femmes non accompagnées que lors de mon voyage de 1997. Même si ce n'étaient pas des changements remarquables, ils indiquaient un assouplissement, peut-être pour tenir compte de cette réalité politique : beaucoup d'Afghans n'approuvaient pas le néo-fondamentalisme islamique des talibans. (Cette réalité apparut en septembre 2001 dans des rapports filtrant de l'Afghanistan selon lesquels beaucoup d'Afghans ignoraient tout simplement la loi des talibans, et comptaient sur le fait que la coalition internationale contre le mouvement allait les affaiblir, voire les éliminer.)

Sur un sujet, toutefois, les talibans sont restés inébranlables : Oussama Ben Laden. C'était clair dès mon premier rendez-vous à Kaboul avec le ministre de la Planification, le qari al-Din Mohamed Hanif. Le titre « qari » signifie que le ministre avait retenu par cœur le Coran, un exploit qu'il avait accompli entre neuf et douze ans. Mais cela ne l'aidait pas beaucoup dans la tâche qui consistait à reconstruire son pays. Signe patent de la pauvreté du pays dans le bureau du ministre : mon souffle était glacial. Les ressources étaient rares ; le ministère entier ne possédait que quatre ordinateurs (l'Afghanistan n'avait pas besoin de plans d'urgence contre le bug de l'an 2000). Sur la table de Hanif, un presse-papiers de la Compagnie du pipeline gazier d'Asie centrale, triste souvenir de cette défunte entreprise milliardaire.

« Nous sommes un peuple blessé », annonça le ministre, outré par les sanctions que les Nations unies avaient récemment imposées à l'Afghanistan parce que le pays continuait à héberger Oussama Ben Laden. « Nous avons besoin de baume sur nos plaies ; au lieu de cela ils les frottent avec du sel. » Les prix des denrées alimentaires de base, me dit-il, ont doublé depuis que les sanctions ont été imposées, et la monnaie a perdu plus de 10 % de sa valeur. Interrogé sur Ben Laden, il répondit : « C'est très simple. Nous devons respecter la tradition. Ce n'est pas un terroriste, c'est un combattant de la Guerre sainte. Seul l'Occident l'accuse. Nous avons une tradition d'hospitalité. Il est notre hôte, et c'est la tradition de notre peuple. »

De fait, les dirigeants talibans souscrivent au vieux et minutieux code tribal pachtoune, le Pachtounwali[52]. Le Pachtounwali met l'accent sur deux concepts : Malmastiya, « l'obligation d'être hospitalier avec tous les visiteurs, sans espoir de rémunération ou de faveur » ; et Nanawati, « l'asile[53] ». Les meilleurs spécialistes de l'Afghanistan définissent l'obligation du Nanawati de cette façon : « Se battre jusqu'à la mort pour qui a trouvé refuge chez moi, quel que soit son lignage[54]. » Un article publié en 1998 dans un journal pakistanais expliquait que le code tribal de protection était encore en vigueur : « Ces derniers temps, un ancien d'une tribu a préféré voir détruire sa maison fortifiée plutôt que de remettre au gouverneur un homme recherché[55]. » Pour les talibans, livrer Ben Laden est aussi inimaginable que pour un prêtre du Moyen Âge livrer une personne qui avait trouvé asile dans son église.

Les propos les plus durs sortaient de la bouche de Maulvi Hafeezullah du ministère des Affaires étrangères, qui, sans sollicitation, s'embarqua dans une diatribe de quinze minutes contre la politique des États-Unis envers Ben Laden. « Nous aimons le peuple américain, déclara-t-il. Mais nous voulons dire à Albright, Clinton et Cohen qu'ils mettent en danger leurs intérêts futurs dans la région… Ces sanctions ont rapproché du gouvernement des Afghans qui n'étaient pas forcément partisans des talibans… Nous pouvons vivre d'herbe, nous n'avons pas besoin de Pepsi. De toute évidence, maintenant que nous sommes acculés, nous devons nous défendre. » Hafeezullah fit remarquer que lors de la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Afghanistan subit la pression des Alliés pour livrer quelques centaines d'Allemands vivant dans le pays, la demande avait été rejetée. « Ce n'étaient même pas des musulmans, et nous ne les avons pas livrés. »

Le processus de décision des talibans a toute la clarté du Politburo de Leonid Brejnev, mais une chose est sûre : sur la politique, le dernier mot revient au mollah Omar, l'homme qui mena la bande d'étudiants religieux à la conquête du pouvoir, qui s'empara de la ville en 1994 et consacra sa domination en se drapant de la cape du Prophète, l'une des plus saintes reliques d'Afghanistan, qui ne fut exposée publiquement qu'à trois reprises au siècle dernier[56]. Un reclus qui accorde rarement des interviews et vit dans une modeste maison de Kandahar — ayant fait de cette ville, et non de Kaboul, le cœur spirituel et la capitale politique des talibans. Il n'a pas de fonction officielle, mais en tant que Amir al-Mouminin, « commandeur des croyants », le mollah Omar est la plus haute autorité de ce côté du paradis. Et la plus haute autorité a rendu son verdict : « Livrer Ben Laden est, pour nous, aussi difficile que d'abandonner un des piliers de l'islam[57]. »

Au-delà de son statut d'hôte de marque, Ben Laden a été un allié de choix des talibans, car il a apporté de l'argent et des hommes à leur cause durant des années. En 1996, à un moment critique, il fit un don de 3 millions de dollars aux talibans alors qu'ils se préparaient à s'emparer de Kaboul[58]. Un journaliste afghan travaillant pour Associated Press m'a dit avoir vu « une sorte de division » des troupes de Ben Laden — peut-être trois mille hommes — combattant aux côtés des talibans sur le front, au nord de Kaboul, durant l'hiver de 1997. Ils étaient bien équipés, et avaient même des tanks[59]. En 1999, quatre cents Arabes dirigés par Ben Laden, la brigade 055, se battaient contre l'Alliance du Nord[60].

Comme on pouvait s'y attendre, l'une des personnes les plus au fait des capacités des forces de Ben Laden est le ministre des Affaires étrangères de l'Alliance du Nord, le docteur Abdullah. Nous nous sommes rencontrés autour d'une tasse de thé dans le hall du très chic hôtel Mayflower de Washington, fin septembre 2000. La brigade 055, me dit-il, s'était battue dans les régions voisines de Kaboul puis s'était déplacée vers le nord ; grâce à l'interception de communications radiophoniques, ses services de renseignement avaient identifié deux assistants de Ben Laden qui dirigeaient les opérations dans la région de Koundouz. « Ce sont de bons combattants, me dit-il. Ils ne sont pas bons du point de vue tactique, mais leur moral est exceptionnel. » Il m'expliqua que les troupes de Ben Laden préféreraient se suicider que d'être prises, et me raconta la découverte macabre de ses soldats, près de la ville de Charikar, en 1999 : les cadavres de quatre Arabes qui avaient utilisé leurs dernières grenades pour se faire exploser.

À l'époque de notre rencontre, le docteur Abdullah était l'alter ego du commandant militaire de l'Alliance du Nord, Ahmad Shah Massoud. Ils formaient un duo improbable : Massoud, le soldat, en treillis et avec la cape de laine brune de sa vallée natale du Panchir ; le docteur Abdullah, le diplomate professionnel, dans sa veste bleue bien coupée, avec un élégant foulard rouge, une chemise blanche amidonnée et des boutons de manchettes en argent. Mais les apparences étaient trompeuses : le docteur Abdullah avait eu sa part de carnage. Formé au début des années quatre-vingt en chirurgie ophtalmologique à Kaboul, il avait rejoint en 1985 les forces de Massoud dans le Panchir et fondé une clinique médicale. Au milieu des années quatre-vingt, les Soviétiques avaient lancé l'une des attaques les plus dévastatrices de la guerre contre les forces de Massoud dans le Panchir, et la clinique du docteur Abdullah était occupée — trop. Il est difficile de fixer longuement des yeux pleins d'une grande intensité, pas celle d'un névrosé mais celle d'un homme qui en a trop vu.

Après le Panchir, le docteur Abdullah rejoignit complètement la résistance, travaillant tout d'abord comme secrétaire de Massoud, devenant avec le temps son ministre des Affaires étrangères. Après l'assassinat de Massoud, le 9 septembre 2001, le docteur Abdullah joua un rôle crucial dans l'effort américain de recueillir des renseignements sur Ben Laden et dans la planification d'une opération militaire contre lui et les talibans.

Dans quelle mesure Ben Laden et le mystérieux mollah Omar sont-ils proches ? Des rumeurs circulent sur une alliance matrimoniale entre leurs familles : peut-être Ben Laden a-t-il épousé l'une des filles d'Omar. Chaque officiel taliban que j'ai interrogé l'a nié. (En 2000, Ben Laden a épousé la quatrième et dernière femme que la loi islamique lui permet d'épouser ; c'est une Yéménite.)

Les talibans et Ben Laden n'ont pas toujours eu des relations sans nuage. S'il est leur hôte et s'ils n'entendent pas le livrer aux États-Unis, il a aussi été un tracas pour la direction du mouvement, qui n'apprécie pas ses appels répétés à la violence contre les Américains qui ne font que compliquer davantage leur quête de reconnaissance internationale. Selon un rapport, les talibans auraient même conclu un marché avec des responsables saoudiens au début de l'été 1998 afin d'envoyer Ben Laden dans une prison saoudienne, mais cela échoua à cause des attentats contre les ambas-

sades américaines en Afrique et des frappes américaines sur l'Afghanistan[61].

Les tensions entre Ben Laden et ses hôtes afghans devinrent critiques en février 1999. Selon le journal *Al-Quds Al-Arabi*, le mollah Omar aurait pris Ben Laden de haut, le faisant patienter deux heures durant lorsqu'il vint offrir ses respects pour la célébration de l'Aïd, la fête marquant la fin du ramadan. Le mollah Omar avait été agacé par les menaces lancées par Ben Laden contre les Américains à la fin de décembre 1998[62]. Le *New York Times* avait même fait état d'un rapport fantaisiste selon lequel il y avait peut-être eu des échanges de feu entre des soldats talibans et des gardes du corps de Ben Laden. Des responsables afghans l'ont nié mais ont déclaré avoir demandé à Ben Laden de suspendre ses activités politiques et militaires en février 1999, confisquant ses téléphones satellitaires et lui imposant une garde de dix hommes chargés de surveiller ses mouvements[63]. Après quoi, Ben Laden cessa d'accorder des interviews aux médias étrangers. (Mais ses conférences et ses apparitions publiques furent enregistrées par la branche média d'al-Qaida puis diffusées par des médias arabes.)

En juin 2001, le mollah Omar déclara que les fatwas de Ben Laden étaient « nulles et non avenues » car il n'avait pas l'autorité religieuse lui permettant de les promulguer[64]. C'est moins simple que cela n'en a l'air, puisque les religieux afghans ont publié des fatwas soutenant les positions de Ben Laden sur des sujets tels que la présence de troupes américaines en Arabie Saoudite[65].

Si les talibans n'ont pas vraiment cherché à le rappeler à l'ordre, ils n'ont pas non plus tenté de s'emparer des camps d'entraînement qui continuent à œuvrer en Afghanistan. En fait, des armes utilisées dans ces camps sont achetées aux talibans[66]. Un journaliste afghan m'a rapporté qu'il avait parlé avec des Pakistanais des écoles religieuses de Peshawar, Quetta et Lahore qui étaient arrivés à Kaboul à l'automne 1999 pour suivre un entraînement militaire. (Les Pakistanais étaient les plus visibles d'un groupe polyglotte de Tchétchènes, Cachemiris, Ouzbeks, Tadjiks, Bangladeshis, Égyptiens, Algériens, Libyens, Yéménites, Ouïgours chinois, Birmans et même d'Afro-Américains[67] !)

À partir des informations que j'ai recueillies au cours d'entretiens avec des responsables américains et grâce à des sources pakistanaises et afghanes, j'ai dénombré à peu près une douzaine de camps d'entraînement en activité au Pakistan en 2000. Un responsable des Nations unies visitant régulièrement le pays m'a dit

qu'un camp d'Arabes et de Tchétchènes est situé à 20 kilomètres de Jalalabad, une région où Ben Laden opère depuis des années.

Le docteur Abdullah a identifié quatre principaux camps pour les militants de l'internationale islamiste. L'un, près de Khost, fut rasé par un missile de croisière américain en août 1998, mais reconstruit. Le deuxième, dans la région de Jalalabad, près de Hadda, a été utilisé par le groupe de Ben Laden. Le troisième était au sud de Kaboul, à Charasayab, et avait été la base de Gulbuddin Hekmatyar. J'ai visité cette base en 1993 et elle était extrêmement bien équipée pour l'entraînement, un vaste complexe de casernes y était déjà construit. Le quatrième camp se trouvait à Uruzgan, dans le sud du pays.

En 1999, des responsables pakistanais, qui critiquent rarement leurs protégés talibans, se préoccupaient des camps d'entraînement : des gens issus de ces camps étaient de plus en plus impliqués dans certains des conflits sanglants opposant les chiites aux sunnites qui firent des milliers de cadavres dans tout le Pakistan[68]. Une semaine avant d'être renversé par le coup d'État du général Moucharraf, le Premier ministre Nawaz Sharif avait déclaré : « Nous possédons des preuves solides qu'il y a en Afghanistan des camps d'entraînement qui forment des terroristes et les envoient chez nous pour tuer des gens[69]. » En juin 2000, le gouvernement militaire du Pakistan transmit aux talibans une liste de dix-huit camps fréquentés par des militants pakistanais, et les talibans en fermèrent deux, proches de Kaboul — bien que des gens de la région aient affirmé que les militants étaient simplement partis combattre l'Alliance du Nord[70].

En somme, l'essentiel des camps d'entraînement talibans fonctionne encore malgré les dénégations du ministre des Affaires étrangères, Wakil Ahmed Muttawakil, qui déclara sur CNN en janvier 2000, sans se soucier de franchise : « Nous n'avons pas besoin de camps ni de qui que ce soit pour être entraînés. Ils ont été automatiquement fermés. » Puisque les talibans n'ont pas réussi à fermer ces camps, le président George W. Bush aurait déclaré qu'il s'en chargerait.

Malgré les signes de modération de la fin des années quatre-vingt-dix, en 2001 les talibans étaient de plus en plus sous la coupe des extrémistes. Au début de l'année, le mollah Omar ordonna la destruction de toutes les statues du pays parce que représenter l'être humain était contraire à l'islam. En conséquence, le trésor

extraordinaire de milliers de reliques bouddhistes, un legs du temps où le pays était un foyer du bouddhisme, fut systématiquement pulvérisé. Ces actes provoquèrent la condamnation horrifiée de l'Occident et du monde musulman, surtout lorsqu'il fut annoncé que l'on avait prévu la destruction de deux statues gigantesques de bouddha. Sculptés dans des falaises du centre de l'Afghanistan, les Bouddhas dataient des IIIe et Ve siècles, et étaient une des premières attractions touristiques du pays dans les années soixante-dix. En mars 2001, des soldats talibans, qui avaient déjà défiguré les statues, furent envoyés pour achever le travail avec des explosifs et de l'artillerie[71]. Puis, en un sinistre rappel des lois nazies de Nuremberg, les hindous d'Afghanistan se virent ordonner de porter des vêtements jaunes et de signaler leurs maisons par un tissu de la même couleur. On leur annonça aussi qu'ils ne pouvaient plus vivre avec des musulmans.

Les talibans rendirent aussi la vie de plus en plus difficile aux organisations internationales dans leur pays. En août 2001, le gouvernement fit arrêter vingt-quatre travailleurs humanitaires, afghans et occidentaux, dont deux Américains, accusés de prosélytisme chrétien, crime passible de prison ou d'expulsion pour les Occidentaux, et de mort pour les Afghans[72].

Jusqu'en septembre 2001, les talibans avaient maintenu leur refus de livrer leur allié Ben Laden. Il semble que leur révolution soit entrée dans sa phase jacobine, sans Thermidor en vue.

Ainsi le mouvement jihadiste afghan est-il bien en vie : des ressortissants du Cachemire viennent en Afghanistan pour s'entraîner au maniement des armes lourdes ; un groupe terroriste baptisé du nom d'un commandant de moujahidines afghans continue à enlever des touristes occidentaux aux Philippines ; des islamistes d'Asie centrale utilisent en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan leurs compétences acquises en Afghanistan pour attaquer leurs gouvernements respectifs ; et des groupes militants égyptiens maintenant basés en Afghanistan appellent à des attaques contre des Américains au Proche-Orient.

Comme l'ont bien fait comprendre les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone, les activités des militants basés en Afghanistan sont aujourd'hui la menace principale contre les États-Unis.

Chapitre 9

Les combattants de la Guerre sainte au Yémen

La foi est yéménite, la sagesse est yéménite.

Proverbe yéménite

Les têtes des incroyants volèrent dans toutes les directions, et leurs membres furent dispersés. La victoire de l'islam est arrivée, et la victoire [que nous avons remportée] au Yémen se poursuivra.

OUSSAMA BEN LADEN, à propos de l'attentat à la bombe contre le *USS Cole* sur une cassette vidéo de recrutement d'al-Qaida, en 2001.

Dans la matinée accablante, légèrement couverte, du 12 octobre 2000, deux Yéménites conduisirent un camion Nissan jusqu'à une plage proche du port d'Aden et déchargèrent un petit bateau, qui contenait de 500 à 700 kilos d'explosifs[1]. Ils savaient que la « fenêtre de tir » de leur mission était étroite, puisque le navire de guerre *USS Cole* ne mouillerait que quelques heures pour se ravitailler en carburant. Laissant un garçon de douze ans garder leur véhicule, ils partirent en mer pour accomplir un trajet de quinze minutes, jusqu'à l'énorme destroyer[2].

Les terroristes eurent la présence d'esprit de se lever et de faire un signe de la main aux marins qui se tenaient sur le pont avant de faire exploser la charge qui devait, croyaient-ils, les mener dans l'autre monde[3]. En réalité, l'explosion creusa un trou de 12 mètres sur 18 dans la coque en acier renforcé du *Cole*, tuant dix-sept marins américains, en blessant trente-neuf autres, et causant pour un quart de milliard de dommages.

Aucun groupe terroriste n'avait jamais attaqué un navire de guerre américain auparavant. Cet attentat constitua donc un choc

énorme pour le Pentagone. Il n'aurait jamais dû arriver. Durant les dix années précédentes, le Yémen avait attiré un certain type de militants musulmans qui avaient trouvé dans son gouvernement faible et ses régions montagneuses reculées le lieu idéal pour s'entraîner — et pour lancer des attaques sur des cibles américaines et britanniques[4]. Et si le Yémen n'est pas un État jihadiste comme l'Afghanistan, il en prend doucement le chemin. Ce qui devrait inquiéter. À la différence de l'Afghanistan enclavé dans les terres, le Yémen est situé au bord de la mer d'Arabie, près du canal de Suez, dont le trafic est vital : c'est, au Proche-Orient, le meilleur endroit d'où faire une déclaration contre l'Occident.

Pour que je me rende au nord de la capitale, par une route appelée la route des preneurs d'otages, le gouvernement m'avait judicieusement fourni une escorte : une camionnette découverte Toyota avec une grosse mitrailleuse et une demi-douzaine de soldats en treillis orange et marron. Mon premier problème, au Yémen, fut de me débarrasser d'eux. Ce n'est qu'ensuite que je pus rendre visite au cheikh Mohamed Ben Chajea, un chef tribal qui règne sur une bande de territoire vaste et désolée, depuis sa forteresse du désert, à la frontière du Rub'al-Khali, le grand désert saoudien. C'est un des Yéménites dont j'espérais qu'il m'éclairerait sur son concitoyen à la mauvaise réputation.

À Saada, nous dîmes au revoir aux soldats, qui pensèrent sans doute que nous allions visiter un site touristique local, et nous fûmes soudainement rejoints par deux hommes armés de Ben Chajea. Une fois qu'ils furent montés sans cérémonie dans notre véhicule, nous partîmes à des dizaines de kilomètres à l'est, un voyage à travers des collines arides jonchées de cailloux, sans âme qui vive.

Jusqu'à ce que deux coups de feu retentissent au-dessus de nos têtes. Le chef des hommes de Ben Chajea, un sosie d'Omar Sharif dans *Lawrence d'Arabie*, sauta au bas de la camionnette, prêt à faire feu avec sa kalachnikov bien huilée. Mon chauffeur le rejoignit, avec son propre revolver et un fusil. Derrière nous, une vieille camionnette cabossée s'arrêta en faisant crisser ses pneus, et trois jeunes gens aux traits durs en descendirent, les armes à la main. Ils prétendirent ensuite qu'ils cherchaient quelqu'un qui puisse emmener l'un d'eux et n'avaient aucune mauvaise intention — une histoire pas très crédible. Mon traducteur me confia ensuite qu'il était sûr qu'ils voulaient nous prendre en otages, mais avaient abandonné après avoir rencontré une réelle résistance.

En tout cas, c'était une grave brèche dans l'étiquette tribale. Le chef des jeunes gens offrit à « Omar Sharif » son arme en réparation du tort causé, mais l'offre fut déclinée pour la simple raison que l'incident serait soumis à leurs chefs tribaux respectifs, ce qui pouvait aboutir à une affaire importante. Dans ces régions, c'est à l'artillerie que l'on règle ces démêlés.

Cela me sembla tout à fait approprié comme début de voyage au Yémen, un pays dont l'histoire est riche en prise d'otages et en terrorisme. Le contrôle incertain du gouvernement sur les régions les plus reculées a été aggravé par les nombreuses guerres civiles opposant les communistes aux nationalistes et aux islamistes. Un héritage de ces guerres, dont la dernière eut lieu en 1994, est le nombre d'armes en circulation : à peu près soixante-cinq millions, réparties sur une population de dix-huit millions d'âmes[5]. Faites le compte.

Un navet, *L'enfer du devoir*, où Samuel Jackson joue un héroïque officier des *marines* accusé à tort du massacre de civils yéménites, est sorti quelques mois avant l'attentat contre le *Cole*. Le film débute par une scène où une énorme foule de civils yéménites, dont certains cachaient des armes automatiques, assiègent puis dévastent l'ambassade des États-Unis à Sanaa. Bien sûr, c'est une construction hollywoodienne : en réalité, l'ambassade des États-Unis à Sanaa n'est pas située dans un vieux palais délabré et sur une vaste place permettant des manifestations furieuses, mais en retrait de la rue et entourée de murs et de postes de garde. Cependant il y a un peu de vérité dans l'image de la populace yéménite instable qui est représentée. Le lendemain de l'attentat contre le *Cole*, une bombe explosa à l'ambassade de Grande-Bretagne, détruisant un mur extérieur et faisant éclater les vitres des fenêtres. Comme l'engin a explosé à 6 heures du matin, on ne déplora aucune victime[6]. En janvier 2001, un avion transportant l'ambassadeur américain à Sanaa fut pris en otage par un activiste qui se disait pro-irakien, et fut ensuite maîtrisé. À cause des menaces terroristes de juin 2001, des agents du FBI qui enquêtaient sur l'attentat contre le *Cole* durent quitter le Yémen et l'ambassade des États-Unis fut fermée pour des raisons rien de moins qu'essentielles. La police yéménite arrêta dix militants soupçonnés d'être affiliés à Ben Laden ; ils étaient en possession de pièces d'assemblage de bombes, de grenades et de cartes de la zone où se trouve l'ambassade[7].

Malgré son histoire sans foi ni loi, le Yémen est devenu une destination touristique grâce au charme de ses habitants et de ses

extraordinaires villes médiévales. Le vieux Sanaa est un dédale de mini gratte-ciel séculaires décorés de stuc blanc, s'élevant jusqu'à douze étages comme de gigantesques pains d'épice au sucre glace. À l'étage supérieur de chaque maison se trouve le *mafraj*, sans doute la pièce la plus importante, réservée aux séances de *qat*, le principal loisir des hommes du pays. Les feuilles vertes et amères du *qat* provoquent une douce euphorie qui stimule la conversation[8].

Dans les allées labyrinthiques qui serpentent entre ces maisons, on trouve des scènes que Jérôme Bosch aurait représentées s'il était descendu aussi loin vers le sud : des forgerons façonnant des clous sur des feux en plein air ; des hommes fabriquant au tour des manches de dagues ou affûtant finement des lames dans un nuage de poussière métallique ; des colporteurs braillant les noms de leurs articles à la foule dans les rues pavées ; des chameaux à œillères actionnant des mortiers de bois qui écrasent des graines de sésame pour faire de l'huile ; des échoppes illuminées aux bougies où l'on trouve de vieux mousquets et des pistolets à silex incrustés de perles ; et des épiciers proposant de gros morceaux de myrrhe ambrée et des monticules de grains d'encens.

Les hommes portent des tenues qui ailleurs sembleraient étranges. Par exemple, on voit souvent des vestes occidentales portées sur des sortes de chemises maintenues par un ceinturon avec la *janbiyya*, grosse dague courbe qui doit poser à son propriétaire des problèmes pour s'asseoir. J'avais vu des photos de Yéménites ainsi costumés dans mon guide touristique mais pensais que ce genre d'accoutrement était encouragé par les syndicats d'initiative. Rien de tel. Mon interprète, qui travaillait au noir comme *webmaster* pour un quotidien, portait une magnifique ceinture brodée du XIX^e^ siècle qui enserrait à la fois sa dague et son Alphapage.

J'arrivai au début du ramadan, lorsque la première apparition de la lune indique le début du mois de fête, commémorant la révélation du Coran à Mahomet. Alors que le crépuscule tombait, l'appel retentissant des muezzins s'élevait de chaque mosquée : « *Allah akbar, Allah akbar* », Dieu est grand. Comme le soleil se couchait, une foule d'hommes qui avaient jeûné toute la journée assiégea un magasin en fourrant de l'argent dans la main du propriétaire ; ils ressortirent avec des sacs en papier contenant de savoureux morceaux que je ne sus identifier. Leurs femmes attendaient patiemment à distance de la foule.

Durant le mois sacré, le Yémen tourne à l'envers. Les boutiques suivent des horaires inhabituels, ouvrant l'après-midi et fermant parfois à 3 heures du matin. Je fus étonné de trouver le centre de

Sanaa aussi animé à minuit que Manhattan. Dans un centre commercial inondé de marbre, des groupes de femmes vêtues de noir sirotaient du Pepsi, se reposaient de leur travail chez Bally, Hugo Boss et Baskin & Robbins. À 1 heure du matin, l'orchestre de mon hôtel débita laborieusement des tubes. Le refrain de l'une de leurs chansons ressemblait à « *Rastafari, Rastafari, sinsemilla, sinsemilla* », bien que cela fût improbable. Invoquer un autre Dieu qu'Allah n'est pas recommandé au Yémen. Et, avec tout le *qat* qu'ils mâchent, les Yéménites n'ont pas besoin d'autre herbe.

Toute la nuit des hommes aux yeux exorbités se pressaient dans les rues de Sanaa, les joues gonflées d'un gros morceau de *qat*, le mastiquant furieusement, comme s'ils se rendaient à un congrès de pseudo Bugs Bunny. Lorsque je goûtai pour la première fois le *qat*, il me sembla croquer à belles dents une motte d'herbe détrempée et amère. Ensuite je trouvai que le *qat* alliait l'âpreté d'un double express à la bonhomie contagieuse d'un Martini. Pas étonnant que chaque Yéménite, du Premier ministre jusqu'à l'homme du peuple, soit un ardent avocat de la chique.

Six semaines après l'attentat contre le *Cole*, les gens me souriaient et me faisaient des signes de la main quand je flânais dans les rues de la vieille ville. Mais, juste en face de mon hôtel, il y a un pont autoroutier sur lequel le nom « Oussama » avait été bombé en rouge — de quoi me rappeler le but de ma visite.

Alors que le Yémen est le pays le plus pauvre de la péninsule arabique, les rues de Sanaa sont encombrées de Mercedes et de 4 x 4 Toyota : *quelqu'un* gagne des rials[9]. Et le Yémen peut à juste titre prétendre être une démocratie naissante. Depuis 1978, son président, le général Ali Abdallah al-Salih, a institué un système politique fascinant, qui, faute de mieux, pourrait s'appeler démocratie despotique. Comme dans beaucoup de dictatures et de monarchies du Proche-Orient, les portraits du président sont partout mais il y a aussi un Parlement qui exerce certains pouvoirs et au sein duquel des groupes de diverses tendances — dont le parti islamico-tribal Islah et les petits partis socialiste et nationaliste — sont représentés. Le Yémen est généralement reconnu comme un des plus démocratiques États arabes ; ce qui n'est qu'un éloge mesuré[10].

C'est justement la relative liberté du Yémen qui a favorisé le développement de groupes jihadistes dans les années quatre-vingt-dix. Des Yéménites figuraient parmi les principales recrues du groupe de Ben Laden durant la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques ; en 1989, à la fin de cette guerre, ils furent nombreux

à rentrer au Yémen, emmenant avec eux des ressortissants de pays comme la Syrie, la Jordanie et l'Égypte, lesquels eussent été arrêtés dans leur propre pays[11]. En 1991, un camp pour les Arabes afghans fut fondé dans les montagnes du nord du Yémen, près de la ville de Saada[12]. Pour sa part, Ben Laden finança un camp d'entraînement dans la province méridionale d'Abayan[13].

En décembre 1992, les Arabes afghans s'attaquèrent pour la première fois à une cible américaine au Yémen, huit ans avant l'attentat contre le *Cole* : ils posèrent des bombes devant deux hôtels élégants d'Aden. Comme je l'ai dit précédemment, une centaine de militaires américains étaient cantonnés là dans le cadre de l'opération *Rendre l'espoir*, la malheureuse mission américaine visant à nourrir les Somaliens affamés, qui fut interprétée par al-Qaida comme une avancée des États-Unis destinée à accroître leur présence militaire dans les pays musulmans[14].

Les bombes explosèrent devant les hôtels Mövenpick et Goldomohur, tuant un touriste autrichien et un employé mais aucun Américain. Un responsable américain de la justice m'a déclaré que Ben Laden était derrière cette attaque, mais qu'il y avait peu de chances d'élucider cette affaire à cause du peu de preuves médico-légales[15]. Quelques jours après l'attentat, le Pentagone annonça que le Yémen ne serait plus utilisé comme base de soutien pour son opération en Somalie. Ben Laden fit une référence voilée à cette explosion dans son interview sur CNN : « Si les États-Unis se vantent de posséder encore ce type de pouvoir après toutes leurs défaites successives au Vietnam, à Beyrouth, à Aden et en Somalie, eh bien, qu'ils retournent dans ces lieux. » Il semblerait que les États-Unis aient tenu compte de cet avis.

Selon un diplomate occidental en poste au Yémen et un haut responsable yéménite, l'homme qui dirigea l'attentat contre les hôtels était Tariq al-Fadhli, le fils du sultan déposé d'Abayan, une région proche d'Aden[16]. En 1967, les socialistes du Yémen du Sud chassèrent les Britanniques, qui avaient gouverné la cité-État d'Aden pendant plus d'un siècle. Le père d'al-Fadhli, dépouillé de son sultanat, se rendit en Arabie Saoudite, et Tariq fut élevé à Djedda[17]. Durant les années quatre-vingt, pendant deux ans, il combattit les communistes en Afghanistan[18]. Là, il rencontra Ben Laden, avec lequel il eut de « bonnes relations[19] ». Après le retrait des Soviétiques, en 1989, al-Fadhli rentra au Yémen comme chef des Arabes afghans, qui étaient plus un groupe de militants de même sensibilité qu'une organisation au sens strict[20]. Ben Laden finança leur

Guerre sainte pour débarrasser le pays du gouvernement socialiste du Yémen du Sud[21].

À la suite de l'attentat contre les hôtels, les autorités envoyèrent une brigade blindée pour arrêter al-Fadhli, qui s'était replié dans sa forteresse des montagnes de Maraqasha, près d'Aden ; finalement il se rendit dans des circonstances troubles[22]. Aurait aussi été lié à ces attentats un autre vétéran afghan, le second d'al-Fadhli, Jamal al-Nahdi[23]. Le gouvernement yéménite semble atteint d'amnésie en ce qui les concerne tous les deux : al-Fadhli est maintenant membre d'un conseil consultatif de la présidence, et sa sœur est mariée au général Ali Mouhsin al-Ahmar, un parent du président al-Salih ; al-Nahdi est un homme d'affaires de Sanaa et il fait partie du comité permanent du parti au pouvoir[24].

L'attentat contre les hôtels fut le premier signe que Ben Laden et ses Arabes afghans ne plaisantaient pas au Yémen. Selon l'acte d'accusation américain émis contre lui, depuis 1992, le groupe de Ben Laden a lancé des fatwas appelant à attaquer des cibles militaires dans ce pays[25].

Les vicissitudes de la politique yéménite au cours des années quatre-vingt-dix tournèrent à l'avantage des Arabes afghans. Jusqu'en 1990, le Yémen était divisé en deux États, la République arabe du Yémen, au nord, et, la République démocratique et populaire du Yémen, au sud, d'inspiration marxiste. (Axiome politique : toute combinaison des mots « populaire » et « démocratique » dans le nom officiel d'un pays indique la répression brutale et du peuple et de la démocratie.) Depuis 1990, l'union a toujours été difficile ; en 1994, le Yémen du Nord fit la guerre contre le Sud socialiste. Le cheikh Abdul Majid al-Zindani, un religieux de premier plan, futur fondateur du parti islamiste Islah, et grand recruteur pour le jihad afghan (les responsables américains le considèrent comme un allié de Ben Laden), mobilisa les Arabes afghans dans la guerre contre le Sud[26]. On n'eut pas besoin de le leur dire deux fois : c'était une nouvelle occasion de casser du communiste athée. Dix mille civils furent tués au cours de la guerre, et lorsque les Arabes afghans s'emparèrent de la capitale du Sud, ils incendièrent l'unique brasserie du pays[27]. Le gouvernement victorieux du Yémen du Nord fut reconnaissant envers les saints guerriers et distribua des emplois de fonctionnaires dans le pays réunifié[28].

Après cette guerre, les chefs des Arabes afghans comme le cheikh al-Zindani et Tariq al-Fadhli furent appelés à siéger dans le gouvernement d'union nationale du président al-Salih. Dans une certaine mesure, la stratégie de « grande tente » avait été efficace.

Said Thabit, journaliste et porte-parole du cheikh al-Zindani, a un point de vue sur la présence américaine en Arabie qui est bien différent des déclarations à l'emporte-pièce de Ben Laden. « Les Américains sont-ils entrés à La Mecque ? demanda Thabit. Si ce n'est pas le cas, il n'y a aucun problème. Les seuls lieux saints sont La Mecque et Médine. » Il fit aussi remarquer que le parti Islah était favorable à la démocratie, ce qui le rendait impopulaire auprès des Arabes afghans et autres islamistes. Alors que nous parlions, une femme non voilée entra dans son bureau puis en sortit — ce qui est, pour moi, le signe que le parti Islah s'est bien éloigné du néofondamentalisme des jihadistes.

Cette image du parti Islah fut renforcée par Abdul Wahab al-Anesi, ex-vice Premier ministre du pays, que je rencontrai dans une salle de réception de l'une des antennes du parti. Ici et là, il y avait des coussins rouges sur lesquels on pouvait s'asseoir. Les hauts murs de stuc étaient surmontés de fenêtres cintrées de verre coloré, mosaïque de bleus, rouges, jaunes et verts. Al-Anesi portait un pardessus gris très élégant et une veste assortie sur sa robe blanche. Son attitude était sérieuse lorsqu'il me fit remarquer que son parti (dont le nom signifie « réforme ») ne porte pas le mot « islam » : « Le Yémen est une nation musulmane, et personne ne peut, à lui seul, prétendre représenter l'islam. » Il souligna qu'à la différence d'autres groupes islamistes, Islah est attaché au système multipartite du pays : « La démocratie est le meilleur cadre pour le Yémen[29]. »

Alors que certains jihadistes yéménites avaient déposé leur barda de Guerre sainte au milieu des années quatre-vingt-dix, un contingent d'Arabes afghans n'en avaient pas l'intention. Voyons les liens qui existaient entre les guerriers saints du Yémen et ceux d'Afghanistan. En 1999, Julie Sirrs, une ex-analyste de renseignements du Pentagone, interrogea plusieurs prisonniers de guerre détenus par l'Alliance du Nord antitalibane. Parmi ces prisonniers, il y avait deux Yéménites qui étaient venus en Afghanistan passer quelques mois et voulaient rentrer chez eux, une fois aguerris[30]. Les Yéménites s'engagèrent comme volontaires pour « aller partout tuer des Américains[31] ». En 1998, quand les États-Unis attaquèrent les camps de Ben Laden dans l'est de l'Afghanistan, il y eut trois Yéménites parmi les tués[32].

En 1997, Ben Laden envisagea même sérieusement de déplacer sa base d'opérations de l'Afghanistan à la terre de ses ancêtres, envoyant des émissaires à une réunion de chefs de tribus pour en préparer les détails. Il avait déjà déclaré à *Al-Quds al-Arabi* que les

hommes en armes des tribus yéménites, le terrain montagneux et « l'air pur que l'on y respire sans humiliation » étaient les raisons qui le poussaient à y venir[33]. Un des chefs de tribu consultés à propos de l'arrivée de Ben Laden était le cheikh Ben Chajea, que j'allais interviewer.

Après notre rencontre avec les preneurs d'otages auto-stoppeurs, nous arrivâmes à la forteresse de Ben Chajea. La piste rocheuse aboutit à un désert plat et blanc qui se transforme brusquement en dunes orangées du « Quart vide ». Enfin, nous vîmes une tour de garde et, derrière, se trouvait le camp de Ben Chajea. Il se composait d'une mosquée et des villas pour les femmes du cheikh, avec lesquelles il avait eu vingt fils et vingt filles. Avant toute discussion, il a fallu s'asseoir autour d'une grande nappe garnie de plats d'agneau, de poulet, de soupe, et d'un dessert au miel yéménite (supposé aphrodisiaque) répandu sur un dôme de pâtisserie, tout ce dont le cheikh remplit mon assiette avec insistance. Avec nous, une vingtaine de gardes du corps et serviteurs du cheikh, élégamment vêtus de vestes à rayures fines, de robes blanches et de foulards à carreaux rouges et blancs, s'assirent à côté de leurs diverses armes pour entamer le repas qui rompt le jeûne.

Ensuite nous nous retirâmes dans le *divan* (salle de réception) de Ben Chajea, qui avait les dimensions d'un stade de football et dont le plafond était décoré de lustres de cristal. « Je suis un personnage important ici, fit tout de suite remarquer le cheikh. Et le président est un personnage important à Sanaa. » Ben Chajea possède une telle autorité qu'il peut mener ses guerres privées sans craindre l'intervention du gouvernement. À l'époque de notre rencontre, il était au cœur d'une querelle de dix-huit mois avec une autre tribu, une querelle qui se réglait à coups de mortiers, de roquettes et de divers canons. Huit personnes étaient déjà mortes[34].

Le cheikh me dit qu'il avait rencontré Ben Laden deux ans auparavant en Arabie Saoudite, avant qu'il fût contraint de partir pour le Soudan, en 1991 ; il me dit qu'il le respectait comme « savant religieux » et « opposant saoudien ». Mais il ajouta catégoriquement qu'il supportait mal ses appels à la Guerre sainte. Pour insister, le cheikh avait l'habitude légèrement déconcertante de me prendre la main et de la serrer.

Ben Chajea m'expliqua qu'il faisait partie de la vingtaine de cheikhs qui avaient reçu les émissaires de Ben Laden à Sanaa au début de 1996. *Serrement de main.* Cette rencontre avec les émissaires, deux religieux saoudiens et deux yéménites, avait duré trois

heures. Ils avaient réclamé une protection efficace pour Ben Laden et une zone où il pourrait opérer, de préférence la région montagneuse du Nord-Ouest, à la frontière de l'Arabie Saoudite. Ils n'avaient proposé aucune somme d'argent. *Serrement de main.* Les cheikhs avaient répondu : « Nous vous considérons comme un Yéménite, nous ne vous rejetons pas mais nous vous demandons de suspendre toute activité politique ou militaire dirigée contre d'autres pays. » Ben Chajea ajouta qu'il n'avait plus jamais entendu parler de Ben Laden. *Deux serrements de main.*

Malgré la tolérance professée par Ben Chajea, il y avait un sentiment antiaméricain croissant au Yémen qui se manifesta par la prise en otages de seize touristes occidentaux, en décembre 1998, près d'Aden[35]. Les victimes étaient onze Britanniques, deux Australiens et deux Américains ; une infirmière, un employé des postes, plusieurs professeurs d'université, un instituteur et un cadre supérieur de la société Xerox. Tous étaient en vacances pour Noël[36].

La prise d'otages est une industrie artisanale au Yémen : entre 1996 et 2000, cent cinquante otages furent pris, dont cent vingt-deux étrangers, et au cours de ces affaires relativement civilisées, les otages furent bien traités et les kidnappeurs demandèrent de l'argent ou la réparation d'un conflit local[37]. Mais dans l'affaire de 1998, cette tradition presque pittoresque et non violente ne fut pas respectée. Le groupe responsable, l'Armée islamique d'Aden (IAA), s'était entraîné avec al-Qaida, et après un combat intense avec les forces de sécurité, quatre otages et trois kidnappeurs furent tués[38]. (*Nota bene* : en cas de prise d'otages, ne jamais être « sauvé » par une armée du tiers monde.)

L'histoire de l'IAA donne un aperçu intéressant sur les groupes jihadistes basés au Yémen et leurs relations avec les responsables gouvernementaux comme avec les militants hors du pays. Cela tient de la farce à la Gilbert et Sullivan et de la tragédie shakespearienne, avec une bonne dose de Kafka.

Tout d'abord, rencontrons le méchant de la pièce. L'homme qui dirigeait la prise d'otages était Zain al-Abidine al-Mihdar, connu sous le nom de Abou Hassan, âgé de trente-deux ans[39]. (Khalid al-Mihdar, un membre de la tribu d'Abou Hassan, et peut-être son parent, joua un rôle important dans les attaques du 11 septembre 2001.) Abou Hassan combattit en Afghanistan avec Ben Laden puis fonda l'Armée islamique d'Aden en 1997[40]. Si elle n'eut jamais rien d'une armée, l'IAA commença en 1998 à publier des communiqués se félicitant des attentats contre les ambassades

américaines en Afrique[41]. Lorsqu'il fut finalement jugé pour la prise en otages de touristes occidentaux, Abou Hassan parla d'eux comme de « race de porcs et d'ânes » et déclara que, si son pistolet ne s'était pas enrayé, il en aurait tué davantage[42].

L'autre protagoniste est l'Égyptien Abou Hamza, que le gouvernement yéménite a appelé l'éminence grise de l'IAA[43]. Dans une vraie pièce de Shakespeare, Abou Hamza aurait été le fou qui entre et sort de scène, et fait des observations tantôt pertinentes, tantôt idiotes, parfois les deux à la fois. Le gouvernement yéménite dit qu'il est le cerveau de l'IAA, mais Abou Hamza se définit simplement comme son « conseiller en communication[44] ».

On ne le trouve pas au Yémen, mais à des dizaines de milliers de kilomètres au nord, à Londres, où il est l'imam de la mosquée de Finsbury Park, située au bout de la rue du stade du légendaire club de football de Londres, l'Arsenal. Les opposants arabes sérieux considèrent Abou Hamza comme un plaisantin, car ce n'est ni un érudit en religion ni une figure politique importante[45]. Mais certaines plaisanteries finissent très mal.

J'ai rencontré Abou Hamza en novembre 1999 dans sa mosquée moderne, que l'on découvre après avoir dépassé une rangée de maisons modestes du XIX^e^ siècle. Dans le hall, une affiche incitait à faire des dons pour les musulmans de Tchétchénie : « Les Russes bombardent nos frères, utilisent des armes chimiques. » Il y avait des cassettes en vente sur une longue table à tréteaux. Deux titres attirèrent mon regard : « Pourquoi le jihad ? » et : « Pas de pitié pour cette sale Amérique », les deux dus à Abou Hamza. Des jeunes gens, fuyant la rue pluvieuse et venteuse de Londres, se précipitaient à l'intérieur.

Il semble que le seul « méchant » politiquement correct ces derniers temps soit un terroriste arabe aux yeux exorbités prêt à faire sauter le monde, mais aucun scénariste de Hollywood n'aurait osé rêver d'un « vilain » aussi excentrique qu'Abou Hamza. C'est un homme immense, portant la tenue traditionnelle afghane (*shalwar kamiz*) sous une cape marron. La première chose que l'on remarque, c'est l'un de ses yeux, immobile dans son orbite, et ses bras réduits à l'état de moignons — conséquence de l'explosion d'une mine en Afghanistan. À ces moignons il accroche parfois un crochet, ce qui lui donne l'aspect d'un méchant de James Bond, impression renforcée par ses appels au jihad contre les ennemis de l'islam, prononcés dans un anglais débité à petites phrases. Rien d'étonnant à ce qu'il figure, à Londres, dans le fichier de tout agent chargé de trouver des invités de talk-shows.

Comme nous étions entourés de ses acolytes, je décidai de ne pas lui demander si son premier travail avait bien été, comme on le dit, videur dans un night-club du quartier chaud de Soho[46]. Je n'évoquai pas davantage les prestations sociales qu'il avait touchées du gouvernement britannique, qu'il méprise tant. Le reporter du *New York Times*, John Burns, qui avait visité la mosquée six mois auparavant, s'était retrouvé avec un pistolet braqué sur lui par un partisan algérien d'Abou Hamza ; il semblait donc prudent de ne pas déranger ses copains. Mais je demandai à l'homme de me parler — en général — de sa vie.

Abou Hamza est né Moustafa Kamal à Alexandrie d'Égypte en 1958 et partit à vingt ans pour l'Angleterre, où il étudia le génie civil à l'université de Brighton[47] (il obtint son diplôme en 1986). Au cours de ses études, il rencontra le cheikh Omar Abdel Rahman, le chef spirituel du mouvement égyptien al-Jihad. Abou Hamza définit le cheikh aveugle, maintenant détenu aux États-Unis pour son rôle dans l'attentat contre les bâtiments symboliques de New York, comme un « bon exemple ». Au début des années quatre-vingt, il épousa une Occidentale, dont il est maintenant divorcé ; de leur union naquit un fils, Mohamed. En 1987, Abou Hamza rencontra le recruteur en chef du jihad afghan, Abdallah Azzam, alors qu'il effectuait le pèlerinage en Arabie Saoudite. Il décrit Azzam comme « un des phares du jihad à notre époque ».

Inspiré par la Guerre sainte afghane, Abou Hamza passa le plus clair de son temps de 1989 à 1993 en Afghanistan. Il s'installa à Jalalabad, où il devint ingénieur en chef de la province de Nangarhar, construisit des maisons et démina la campagne. En 1993, il eut « un accident ». Et c'est ainsi qu'il rentra à Londres pour « enseigner dans cette mosquée » et fonder son organisation Les Partisans de la Charia (SOS), avec d'autres vétérans de la guerre afghane[48].

Pour SOS, le jihad est un devoir incombant à tout musulman, hormis les vieux, les aveugles et les femmes[49]. Les groupes de discussion sur son site Web le disent clairement. Dans un échange, quelqu'un demande : « Je veux rencontrer les talibans pour participer au jihad ou au moins m'entraîner. Quel serait le coût approximatif en dollars d'un séjour d'un an ? » Réponse : « Demandez un visa de tourisme pakistanais pour quatre-vingt-dix jours. Ensuite, essayez de trouver un bon Arabe musulman qui vous aidera à passer en Afghanistan. Je pense que vos dépenses ne dépasseront pas 2 000 dollars. » Un autre donne le numéro d'un compte bancaire au Pakistan pour faire des dons au Harakat-ul-Mujahideen, un

groupe terroriste du Cachemire lié à Ben Laden qui prit en otage un avion d'Indian Airlines en décembre 1999[50].

Dans son bureau de la mosquée, Abou Hamza me dit qu'il avait passé le milieu des années quatre-vingt-dix à faire des allées et venues entre Londres et la Bosnie pour aider les Bosniaques massacrés par dizaines de milliers par des Serbes qui espéraient créer une Yougoslavie « ethniquement pure ». Il passa la plupart du temps à Zenica, dans le centre de la Bosnie, où des centaines d'autres Arabes attirés par le jihad étaient basés.

À la fin des années quatre-vingt-dix, il s'intéressa au Yémen. « J'ai essayé de faire entendre la voix des islamistes au Yémen, dit-il. Les États-Unis tentaient d'y construire une base[51]. Nous étions en contact avec des moujahidines d'Afghanistan vivant dans le nord et le sud du Yémen. Il y avait beaucoup de signes qu'une action militaire se préparait. Je connaissais certains Yéménites qui allaient et venaient. » À cette période, Abou Hamza apparut à la télévision sur une chaîne diffusée par satellite dans tout le Proche-Orient et appela au meurtre des « infidèles » au Yémen[52]. Ce sont ses contacts avec les militants yéménites, dont Abou Hassan, qui conduisirent le gouvernement du Yémen à considérer Abou Hamza comme le cerveau de l'Armée islamique d'Aden.

À la fin de 1998, des musulmans britanniques originaires d'Asie et du Proche-Orient, dont plusieurs étaient liés à Abou Hamza, débarquèrent au Yémen. Il y avait le fils d'Abou Hamza, Mohamed, son gendre, et le chargé de presse du groupe SOS[53]. Ces huit Britanniques, âgés de dix-sept à trente-trois ans, avaient grandi dans les Midlands ou la région de Londres. Beaucoup avaient fait des études de gestion, d'informatique ou de comptabilité, ou travaillaient dans les assurances[54], où ils passaient inaperçus. Bref, ils ne pouvaient pas être plus ordinaires ni moins inquiétants. Les huit d'Aden, comme on les appela, dirent qu'ils partaient en vacances au Yémen pour rendre visite à des parents ou améliorer leur arabe[55].

Mais un simple contrôle de police sur la route d'Aden, le 24 décembre 1998, révéla une histoire moins banale[56]. Dans la voiture, il y avait trois de ces huit hommes ; ils tentèrent de s'échapper mais furent capturés[57]. À la suite de leur arrestation, le gouvernement yéménite découvrit une maison remplie d'objets peu appropriés à des vacances : des mines, des lance-roquettes, des ordinateurs, du matériel de cryptage de communications et plusieurs cassettes audio et vidéo de l'organisation d'Abou Hamza[58]. Le gouvernement yéménite conteste que ces Britanniques aient été

liés à l'IAA d'Abou Hassan et que certains d'entre eux aient planifié un vrai festival d'attentats à Aden — contre une église anglicane, le consulat britannique, le siège d'une équipe de démineurs américains et l'hôtel Mövenpick (où le groupe de Ben Laden avait déposé une bombe six ans auparavant)[59]. Un diplomate occidental me dit que certains de ces Britanniques avaient, avant leur arrestation, rencontré Abou Hassan — sans aucun doute, un étrange précepteur d'arabe[60].

La position officielle du gouvernement britannique est que les huit d'Aden, dont cinq purgent des peines de trois à sept ans dans les prisons du Yémen, n'ont pas eu de procès équitable — entre autres parce que le président du Yémen les a déclarés coupables avant leur procès[61]. Les avocats des huit ont affirmé que c'est en torturant leurs clients qu'on leur a extorqué des aveux.

Quelle que soit la vérité dans cette histoire inextricable, les arrestations des Britanniques à la veille de Noël eurent bientôt des conséquences tragiques.

Peu avant midi, le lundi 29 décembre. Pour un groupe de touristes occidentaux, ce devait être une journée d'excursion en voiture à travers les montagnes désertiques de l'intérieur du Yémen ; pour un groupe de preneurs d'otages armés de bazookas, de RPG et de kalachnikovs, c'était l'heure de la revanche après la capture de leurs frères militants[62]. La vingtaine de preneurs d'otages vit le convoi de 4 x 4 Toyota avancer dans la grande plaine vers Aden[63] ; ils pouvaient voir que les passagers étaient tous des *kuffar*, des infidèles, et prièrent pour qu'il y ait beaucoup d'Américains parmi eux. Leur chef, Abou Hassan, était déterminé à obtenir la libération de leurs camarades britanniques[64].

Dans l'un des 4 x 4, se trouvait Mary Quin. Vice-présidente de la firme Xerox de Rochester, dans l'État de New York, elle était au Yémen pour visiter les extraordinaires villes médiévales. « Nous devions faire 300 kilomètres ce jour-là, m'a-t-elle dit. Nous roulions dans des Toyota sur une route du désert et venions de traverser un bourg lorsqu'une camionnette s'interposa entre deux de nos véhicules. Le premier signe que quelque chose n'allait pas, ce fut les coups de feu. Je me suis dit : "Cela ne va pas être un jour comme les autres." Nous ne comprenions pas ce qui se passait. Des types armés encerclèrent le véhicule puis nous emmenèrent dans le désert. Au bout d'une vingtaine de minutes, nous sommes parvenus à un ravin. »

Cadre supérieur de formation scientifique, donc réaliste, Mary Quin estima qu'il y avait dix-huit preneurs d'otages : un groupe

déterminé qui semblait anxieux et tendu (un des hommes avait un téléphone par satellite), et quelques villageois locaux venus voir[65]. « Un seul terroriste parlait anglais, dit-elle. Il nous a dit que nous avions été kidnappés parce que le gouvernement avait arrêté certains de leurs camarades anglais. » Les preneurs d'otages firent savoir qu'ils protestaient aussi contre la récente opération Renard du désert, où en soixante-dix heures à partir du 17 décembre les États-Unis avaient lancé plus de quatre cents missiles de croisière et plus de six cents bombes sur des cibles irakiennes[66]. Le garde de Mary Quin lui dit : « Vous n'êtes pas responsable du bombardement de l'Irak, mais votre gouvernement l'est. » Selon elle, il était clair que les preneurs d'otages étaient déçus que le groupe de touristes ne comprenne que deux Américains.

Cette épreuve eut aussi ses moments de détente. Mary Quin se souvient d'une discussion digne des Monty Python avec l'un des preneurs d'otages sur la différence entre « sauce » et « jus de viande ». Mais le jour suivant fut tout sauf amusant.

« Presque vingt-quatre heures après avoir été enlevés, nous nous sommes aperçus que l'on venait nous délivrer, dit-elle. C'était très chaotique, on tirait au pistolet et on lançait des grenades. Pendant deux heures, on nous tira dessus. » Mme Quin dit que sa formation l'aida à analyser la situation logiquement et à garder son calme. « Nous étions devenus des boucliers humains, dit-elle. J'ai empoigné le pistolet d'un kidnappeur qui avait été touché, et je me suis lancée dans une lutte acharnée pour lui arracher son AK-47. » Le cran qu'elle tient de sa Nouvelle-Zélande natale apparut lorsqu'elle assomma l'adversaire, « non sans plaisir ».

Le gouvernement yéménite qui n'avait jamais, au cours de dizaines de prises d'otages, lancé d'intervention armée, avait oublié de communiquer son plan aux diplomates occidentaux[67]. (Ils auraient certainement découragé ses efforts, sachant que de telles opérations ne sont pas le point fort de l'armée yéménite.) On avait vu grand : plus de deux cents soldats furent lancés à l'assaut du repaire des preneurs d'otages. Le gouvernement d'Aden maintient que les preneurs d'otages ont tiré les premiers, ce que les otages survivants réfutent fermement[68].

Durant la fusillade, Abou Hassan dit à son lieutenant, Oussama al-Masri, membre du groupe égyptien al-Jihad — maintenant rattaché à al-Qaida — de tuer une femme au hasard[69]. Malheureusement, al-Masri mourut au cours de la bataille, de sorte que les enquêteurs ne peuvent élucider ses liens avec le groupe al-Jihad et

avec Ben Laden. Cette année-là, ils avaient publié un communiqué commun appelant à l'assassinat de tous les Américains.

Dans l'opération de secours ratée, trois Britanniques et un Australien, hommes et femmes de caractère, furent tués, dont le docteur Peter Rowe, un professeur de médecine iconoclaste de l'université de Durham en Grande-Bretagne, dont l'agacement envers la politique universitaire était proportionnel à l'amour qu'il portait aux étudiants[70]. Sa femme, Claire Marston, universitaire elle aussi, fut gravement blessée. Ruth Williamson, une infirmière écossaise, fut exécutée par un des preneurs d'otages[71]. Margaret Whitehouse, une institutrice anglaise, fut aussi tuée ; servant de bouclier humain, elle marcha vers la mort « comme à une promenade dominicale » et mourut sous les yeux de son mari[72].

Abou Hassan et deux autres accusés furent jugés en janvier 1999. Abou Hassan ne nia pas sa responsabilité : il expliqua qu'après la prise d'otages, sa prétendue armée se proposait d'attaquer des cibles britanniques et américaines à Aden, et à lancer une attaque contre une église pour faire bonne mesure, en partant du principe que « deux religions ne pouvaient s'unir et qu'une cloche ne pouvait sonner dans la péninsule Arabe[73] ». Son aveu ne fut d'aucun secours pour ses copains musulmans britanniques qui languissaient dans les prisons yéménites : c'étaient justement les attentats qu'ils devaient effectuer.

La question la plus pressante reste : y eut-il un lien entre Abou Hassan et les éléments islamistes du gouvernement yéménite ? Des signes terriblement tentants d'une telle collusion apparurent durant le procès des preneurs d'otages, dont le témoignage d'un chauffeur employé par l'agence de tourisme. Il déclara qu'Abou Hassan avait appelé avec son téléphone par satellite le général Ali Mouhsin al-Ahmar, un parent du président al-Salih qui aurait rencontré Ben Laden en Afghanistan dans les années quatre-vingt[74]. Pourquoi Abou Hassan aurait-il consacré son temps de preneur d'otages pour bavarder avec un membre de la famille du président ? Un autre chauffeur expliqua qu'Abou Hassan avait utilisé son téléphone par satellite pour joindre à une personne non identifiée — probablement responsable de l'opération — et l'avertir : « Nous avons la marchandise que vous avez commandée : seize cartons en provenance de Grande-Bretagne et d'Amérique », allusion pas trop indéchiffrable aux touristes. Et un chef de tribu qui tenta de s'entremettre avec Abou Hassan affirma que les preneurs d'otages lui avaient dit : « Nous avons des contacts à un très haut niveau[75]. » Abou Hassan ne se souciait certainement pas de ses factures de

téléphone : il appela aussi Abou Hamza à Londres pour lui confier qu'il « ne s'attendait pas que le gouvernement yéménite traite cette affaire comme il traitait les autres prises d'otages[76] ». La clef de ce mystère disparut avec Abou Hassan, exécuté un an avant l'attentat contre le *USS Cole*.

Par une coïncidence de mauvais augure, en décembre 1998, de longues négociations entre les États-Unis et le Yémen censées permettre aux navires de guerre américains de se ravitailler en essence à Aden aboutirent à un accord[77]. Présage encore plus mauvais, Mohammed al-Owhali, un des terroristes qui avaient posé les bombes contre l'ambassade du Kenya en août 1998, avait déjà annoncé aux enquêteurs américains que le groupe de Ben Laden s'apprêtait à attaquer un navire américain au Yémen[78]. Venant d'une source si bien informée (al-Owhali avait fait le voyage du Yémen à l'Afghanistan pour rencontrer Ben Laden avant de se rendre au Kenya durant les mois qui précédèrent l'attentat contre l'ambassade), c'était une déclaration qui méritait de provoquer davantage d'alarme[79]. Comme l'avait dit al-Owhali, un groupe mieux organisé que celui d'Abou Hassan se constituait à Aden en 1998, suffisamment préparé pour frapper une cible plus ambitieuse qu'un groupe de touristes[80].

Leur chef était Mohammad Omar al-Harazi, qui, comme Ben Laden, est d'origine yéménite mais né en Arabie Saoudite[81]. Un enquêteur américain dans le secret des interrogatoires des suspects yéménites dans l'attaque du *Cole* confirma qu'une fois que le groupe de Ben Laden avait mené à bien l'attaque de l'ambassade de Nairobi, al-Harazi informa les membres de la cellule du Yémen que leur « prochaine cible serait un navire de guerre américain[82] ».

Au début, les militants envisagèrent d'utiliser des grenades autopropulsées mais ils abandonnèrent ce projet, selon l'enquêteur, parce que « un RPG n'aurait pas produit l'effet voulu ». C'est alors qu'ils eurent l'idée d'un bateau chargé d'une bombe. Les terroristes utilisèrent du C4, un explosif produit par un petit nombre de pays, dont les États-Unis et l'Iran. Un ancien responsable américain du renseignement dit que le C4 étanche employé dans l'attaque contre le *Cole* a peut-être été produit dans le Tennessee dans les années soixante-dix[83].

Les navires américains se ravitaillaient en essence à Aden d'une manière informelle même avant que les États-Unis ne signent l'accord de décembre 1998 avec le gouvernement yéménite. Les terroristes eurent donc tout le temps d'examiner les défenses des navires de guerre grâce à des houris d'apparence inoffensive, ces

étroites barques qui glissent dans le port d'Aden comme autant de moucherons[84].

Pour comprendre la réussite de l'attentat contre le *Cole*, il faut connaître la topographie du port d'Aden. C'est l'un des plus beaux ports naturels du monde : une série de criques de sable blanc au-dessus desquelles se dressent des falaises à pic ; une mer d'un bleu profond ; dans le lointain, des pétroliers géants sont à l'ancre. Le port est cerné de deux péninsules courbes qui embrassent la baie comme des pinces de homard. Sur l'une d'elles, se trouve Little Aden, avec ses maisons modestes et proprettes, la plupart construites par des Britanniques — qui s'emparèrent d'Aden en 1839 pour y renoncer en 1967. Sur l'autre péninsule, se trouve Aden proprement dit et son port principal, que les Britanniques appelaient Steamer Point.

Les terroristes utilisèrent le Little Aden, tranquille et isolé, pour construire leur bombe et faire des essais avec le bateau. Ils érigèrent un mur de tôle ondulée de 4,60 mètres de haut autour du périmètre de la maison afin de travailler sans être vus[85]. Sur la péninsule du Steamer Point, ils louèrent une maison sur une colline avec une vue imprenable sur les citernes où les navires américains se ravitaillaient[86]. En allant et venant de leur usine à bombe à leur poste d'observation, les terroristes passaient devant l'énorme complexe Ben Laden International Ltd., une branche de l'entreprise de la famille d'Oussama. La famille Ben Laden a reconstruit l'aéroport d'Aden, qui a été grandement détruit, entre autres par les Arabes afghans, pendant la guerre civile de 1994. Si les terroristes avaient eu de l'humour, cela les aurait fait sourire.

La première tentative de couler un navire de guerre américain se produisit le 3 janvier 2000, le jour le plus sacré du ramadan, la « nuit du destin » où Mahomet reçut les premiers versets du Coran[87]. La symbolique religieuse ne pouvait échapper aux terroristes : mourir ce jour-là revenait à obtenir la grâce de Dieu. Mais personne ne mourut. Le bateau, qui transportait 250 kilos d'explosifs, coula rapidement[88]. Les terroristes, qui avaient dit à leurs voisins qu'ils étaient pêcheurs, ne savaient visiblement pas comment répartir une charge sur un bateau[89]. Leur cible, le destroyer *USS The Sullivans*, repartit tranquillement d'Aden, l'équipage étant dans l'ignorance de la catastrophe qu'il venait de s'épargner.

Le coordinateur américain de l'antiterrorisme, Richard Clarke, déclara au *Washington Post* que l'attaque contre le *Sullivans* devait survenir à peu près au moment même où un groupe de militants

jordaniens liés à Ben Laden devait faire exploser une bombe dans l'hôtel Radisson d'Amman, où des touristes américains visitaient une rive du Jourdain où aurait vécu saint Jean-Baptiste[90]. Cette tentative échoua, elle aussi.

Au moment où cette attaque spectaculaire était organisée, Oussama Ben Laden et certains chefs de son réseau se rassemblaient dans une école religieuse de Kandahar, en Afghanistan. Leur réunion fut filmée en vidéo par le bien-nommé *Jihad Media*, et cette cassette intéresse les enquêteurs américains à plus d'un titre. Premièrement, un Ben Laden vieilli, à la barbe poivre et sel, porte une *janbiyya*. Dans les dizaines d'images que l'on a de lui, il n'avait jamais arboré la dague yéménite. Deuxièmement, son lieutenant, Ayman al-Zaouahiri, le chef du groupe égyptien al-Jihad, déclare : « Assez parlé, il est temps d'agir contre cette force inique et impie [les États-Unis] qui a introduit ses troupes en Égypte, au Yémen et en Arabie Saoudite[91]. » Troisièmement, à cette époque Ben Laden épousa sa quatrième femme, une Yéménite de la province d'Abayan[92]. Il fut certainement sensible à ce symbolisme.

Sur la cassette, Ben Laden déclare : « En cette nuit bénie, nous faisons le vœu [...] d'expulser les juifs et les chrétiens des lieux saints [la péninsule Arabique]. » La référence à la « nuit bénie » indiquerait que la bande fut enregistrée durant le mois de ramadan, peut-être même le 3 janvier, alors que les terroristes mettaient la dernière main à leur plan de torpillage du *Sullivans*. Comme je l'ai dit, Ben Laden prépare ses attaques en prenant le calendrier en considération. Il aime aussi signaler discrètement l'action prochaine de son groupe. En mai 1998, il avait tenu une conférence de presse en Afghanistan pour annoncer qu'il y aurait « de bonnes nouvelles durant les prochaines semaines ». Neuf semaines plus tard, des bombes dévastaient les deux ambassades américaines en Afrique.

En janvier, après le naufrage calamiteux de leur bateau, les terroristes d'Aden quittèrent la ville pendant un temps, et y revinrent plus tard pour parfaire leurs plans[93]. Cette fois-ci, il n'y aurait pas de faille. Mohammad Omar al-Harazi se rendit à Aden avant l'attaque contre le *Cole* pour fournir de l'argent et de l'entraînement ; puis, selon un haut responsable yéménite, il partit pour l'Afghanistan juste après la réussite de l'attaque[94]. Il ne manqua pas de compagnie : « Beaucoup de gens partirent immédiatement pour l'Afghanistan » à la même époque, selon la déposition devant le Congrès de l'ambassadeur Michael Sheehan, coordinateur américain de l'antiterrorisme[95].

Ceux qui restèrent à Aden pour mourir furent les deux poseurs de bombes. Le premier portait le pseudonyme d'Abdallah al-Moussawah ; il avait obtenu une fausse pièce d'identité à ce nom en 1997 à Lahej, une forteresse islamiste non loin d'Aden[96]. Son vrai nom était Hassan Said Aouad al-Khamri et c'était un Yéménite, proche de la trentaine, originaire de l'Hadramaout comme Ben Laden[97]. Sur la photographie qu'il utilisa pour faire enregistrer le bateau qui devait transporter la bombe, al-Khamri dévisage sans sourire le photographe, derrière des lunettes de soleil et une barbe fournie[98]. Le deuxième homme n'est toujours pas identifié mais on croit savoir que c'était un Yéménite installé en Arabie Saoudite.

Il y avait d'autres conspirateurs présumés. Jamal al-Badawai, qui aurait admis s'être entraîné dans les camps de Ben Laden en Afghanistan, est accusé par les Yéménites d'avoir fait les courses et acheté de l'équipement pour les terroristes[99]. De même que le malheureux Fahd al-Qoso, qui était posté au point d'observation du Steamer Point avec le code 101010 pour filmer l'explosion avec une caméra vidéo[100]. Apparemment, il s'endormit et faillit à sa mission[101].

Les marins qui moururent dans l'explosion étaient, pour la plupart, natifs de petites villes américaines comme Woodleaf en Caroline du Nord, Rex en Géorgie, Kingsville, dans le Texas, et Portland, dans le Dakota du Nord[102]. Le plus âgé avait trente-cinq ans, et certains n'avaient pas vingt ans. Parmi eux, Marc Nieto, vingt-quatre ans, de Fond-du-Lac, dans le Wisconsin, travaillait à l'énorme machinerie du *Cole*. Il ne lui restait que deux semaines pour achever sa carrière navale et il s'était déclaré à son amie, Jamie De Guzman, elle aussi marin sur le *Cole*, alors qu'ils faisaient route vers le Yémen[103]. La mère de Nieto a dit : « Il avait des buts ambitieux et les aurait atteints. Il avait la vie devant lui », comme les seize hommes et femmes qui furent tués pour avoir servi dans les forces armées du pays qu'ils aimaient.

À moins de 1 kilomètre et demi de l'endroit où le *Cole* mouillait, Abdul Aziz Hakim travaillait dans la librairie familiale, comme il le fait depuis 1946[104]. Sa boutique est remplie de livres et de magazines qui sentent l'Aden des années soixante, lorsque c'était l'un des ports les plus actifs et un fier avant-poste de l'Empire britannique. Des numéros moisis du magazine *Commando* représentant des nazis qui hurlaient : « Rendez-vous ou vous mourrez, cochons d'Anglais », s'y mêlent à des livres dont le bandeau annonce : « Pour les après-midi de bridge ou de whist, une table d'appoint

fera-t-elle l'affaire ou bien en faudra-t-il plusieurs ? » L'onde de choc de l'explosion fit éclater les fenêtres de l'immeuble de pierre de style victorien où habitait Hakim. À 3 kilomètres de là, dans le quartier de Malla, un chauffeur de taxi crut à un tremblement de terre.

Comme lors de l'explosion de 1993 contre le World Trade Center et celle de 1995 à Oklahoma City, les premières informations confuses laissèrent à penser qu'il s'agissait d'un accident. Le gouvernement suivit cette piste pendant plusieurs jours, réticent à admettre l'éventualité d'un acte terroriste. D'autre part, les responsables américains, à Washington, qui se réveillèrent le lendemain avec la nouvelle eurent — au moins officieusement — quelques doutes quant à la nature réelle de l'explosion [105]. En quatre jours, l'affaire fut transférée au bureau du FBI de New York, qui, en vertu de ses enquêtes sur les attentats du World Trade Center et des ambassades africaines, avait de vastes connaissances sur le terrorisme islamiste [106]. Des agents qui avaient traqué Ben Laden pendant des années furent envoyés au Yémen [107].

Lorsque je me rendis à Aden, deux mois plus tard, je réservai une chambre à l'hôtel Goldmohur, celui qui avait fait l'objet d'un attentat huit ans auparavant par des partisans de Ben Laden. Depuis cet attentat, qui avait détruit le quatrième étage, le Goldmohur avait été joliment restauré. Alors que j'approchais de l'hôtel, qui est situé sur une des deux péninsules donnant sur le golfe, je fus étonné de voir mon taxi fouillé par deux équipes de sécurité. Lorsque j'arrivai, je compris. Cette péninsule facilement défendable avait été choisie comme base d'opération par les Américains qui enquêtaient sur l'explosion du *Cole*. Dans le hall, une jeune femme portant une casquette de base-ball des New York Subway Series parlait à un homme âgé, ayant cet air si particulier des agents du FBI. Sortant par erreur de l'ascenseur au mauvais étage, je fus accueilli par un *marine* en treillis.

L'attitude « Forteresse Amérique » qu'adoptèrent les enquêteurs est révélatrice de la réelle menace que représentaient pour eux les militants yéménites. L'enquête piétina, non seulement à cause du choc des cultures entre le FBI, qui est probablement la centrale de renseignement la plus performante du monde, et la police yéménite, dont les techniques d'enquête médico-légale vont jusqu'à la torture, mais aussi à cause de l'idée que s'étaient faite certains responsables américains que le Yémen allait leur donner carte blanche pour mener leurs recherches [108]. Cela dénotait une incompréhension fondamentale de l'environnement dans lequel ils travaillaient.

En 1995 et 1996, après que les installations des Américains chez le voisin du nord du Yémen, l'Arabie Saoudite, eurent fait l'objet d'attaques à la bombe et que vingt-quatre Américains eurent été tués, les Saoudiens décapitèrent rapidement quatre suspects de l'affaire de 1995, mais furent moins coopératifs durant l'affaire de 1996[109]. Au Yémen, le président al-Salih devait tenir compte de la réalité politique, à savoir que le parti Islah détient 20 % des sièges au Parlement et que beaucoup de Yéménites sont opposés à toute présence militaire américaine dans leur pays.

La réaction de l'ex-vice-Premier ministre al-Anesi à l'attentat fut celle de nombreux Yéménites : « Il n'y avait aucune justification à cet attentat. J'ai été choqué et étonné. Mais les États-Unis portent une grande responsabilité dans l'incident à cause de leur manière de traiter les problèmes du Proche-Orient. Il ne s'agit pas seulement de la Palestine et de sa résistance à Israël mais de toute la politique des États-Unis. La présence militaire américaine n'est pas appréciée. Tant que l'Amérique continuera dans cette voie, il y aura beaucoup de choses de ce genre. »

Une semaine après l'attentat, Louis Freeh, l'Elliot Ness qui dirige le FBI, arriva au Yémen et demanda la coopération des Yéménites. Lors d'une conférence de presse, il expliqua que l'attentat contre le *Cole* était dû à « un engin explosif sur un moyen de transport maritime ». Un des journalistes de l'assistance lui cria : « Une bombe sur un bateau, quoi ! », ce qui provoqua l'hilarité générale[110].

Tout d'abord, les agents du FBI ne reçurent que des transcriptions mal traduites et pleines de corrections. C'était les interrogatoires des soixante suspects et des centaines de témoins rassemblés par la police yéménite[111]. Mais à la fin de novembre, les deux gouvernements signèrent un accord permettant aux agents américains d'assister aux interrogatoires et suggérer des questions appropriées. C'était plutôt un bon arrangement, mais les résultats furent, pour le moins, inégaux. Sept mois plus tard, en juin 2001, les agents du FBI restés dans le pays se retirèrent, non seulement à cause des menaces terroristes mais aussi à cause des continuelles disputes avec les Yéménites sur la manière de conduire l'enquête[112].

Comment le gouvernement américain a-t-il pu perdre le contrôle de la situation ? Après tout, l'accord permettant aux navires américains de se ravitailler au Yémen avait été signé après que les États-Unis eurent pris connaissance auprès d'une source très crédible qu'une attaque contre un navire de guerre était en préparation.

En avril 1999, le Département d'État publia son rapport annuel, intitulé *Caractéristiques du terrorisme mondial*. Le chapitre sur le Yémen est instructif. Il reconnaît que ce pays a fait des efforts pour forcer les extrémistes étrangers à quitter le pays, mais évoque aussi la prise des otages occidentaux par l'Armée islamique d'Aden[113]. Dans le rapport de l'année suivante, le chapitre sur le Yémen accorde au gouvernement de ce pays d'avoir signé plusieurs « conventions antiterroristes internationales » et d'avoir pris « des mesures pour mieux contrôler sa frontière, son territoire et les documents de voyage » mais poursuit en insistant sur le fait que « l'incapacité du gouvernement à exercer son autorité sur des régions reculées continue à faire de ce pays un havre pour les groupes terroristes ». Ces groupes comprennent l'organisation égyptienne al-Jihad qui, selon l'acte d'accusation de New York, « a de fait, fusionné » avec le groupe de Ben Laden en 1998.

Il est clair que les responsables du Pentagone et l'envoyée américaine au Yémen, Barbara K. Bodine, une ancienne spécialiste de la lutte antiterroriste qui avait signé l'accord de ravitaillement, pouvaient difficilement ignorer le contenu de l'accusation contre Ben Laden. Pas plus que le contenu du rapport sur le terrorisme du Département d'État. On est donc en droit de se demander : à quoi, diable, pensaient-ils ?

À leur décharge, il faut dire que, premièrement, Aden est un superbe port naturel, le meilleur à des centaines de kilomètres. C'est sa situation sur la mer Rouge et près du canal de Suez qui a fait que les Britanniques l'ont gardé pendant des siècles. Dans les années soixante et soixante-dix, lorsque le Yémen du Sud était un État socialiste, les Soviétiques l'utilisaient pour ravitailler leurs navires. Deuxièmement, les États-Unis espéraient recruter le Yémen dans la lutte contre le terrorisme et attirer le pays, un allié de l'Irak, dans la *Pax americana*.

Traîné devant le Congrès après l'explosion du *Cole*, le général Anthony Zinni, un commandant formidable qui a dirigé les forces américaines au Proche-Orient et en Asie, assuma pleinement la décision de ravitailler à Aden. Lorsque je l'appelai chez lui, en Virginie, quelques jours après l'attentat, il fut d'une politesse exquise. « Nous avions besoin d'un point de ravitaillement là-bas, me dit-il. Il n'y avait pas de solution parfaite. Nous avions vérifié la situation à Aden, où les problèmes étaient moindres que dans d'autres endroits possibles comme Djedda ou Djibouti. Nous n'avons pas assez de pétroliers pour ravitailler les navires individuellement, donc nous avons besoin de ports. »

La décision de se ravitailler à Aden coûta la vie à dix-sept jeunes Américains, coûta 240 millions de dollars de dommages à l'un des destroyers les plus modernes de la flotte américaine, et révéla l'impuissance américaine face à ce que les experts militaires appellent la guerre asymétrique — jolie trouvaille pour désigner David tuant Goliath[10]. Selon un ancien responsable de la CIA, « la décision de se ravitailler à Aden était un calcul politique, de toute évidence erroné. Les États-Unis ont essayé de pratiquer la politique de la carotte avec le gouvernement yéménite, un contrat de 80 millions de dollars ». Mais Aden, ajoute-t-il, est un « cauchemar sécuritaire, avec tant de groupes terroristes dans les alentours. Il leur était très facile de nous observer et de se préparer. Les navires américains y faisaient très fréquemment escale ». Un autre ancien responsable de l'espionnage qui connaît Aden déclara : « Je comprends que le gouvernement voulait se rapprocher des Yéménites, mais c'était une mauvaise idée, car le Yémen n'est pas un pays ami. »

Hormis le fait que le Yémen est un havre pour les terroristes et que le port d'Aden est loin d'être sûr, on doit comprendre les idées des responsables de cet attentat. Ceux-là croient, comme Ben Laden, que la présence des « infidèles » américains sur la terre sainte de la péninsule Arabique est un crime contre Dieu. Les responsables américains peuvent avoir pensé que l'Arabie Saoudite était dangereuse pour cette raison et n'avoir pas compris que pour les jihadistes le Yémen est tout aussi sacré.

Et le Yémen continuera sans doute à attirer des militants à la recherche d'entraînement pour le jihad si le gouvernement continue à le leur permettre ou est incapable de le leur interdire. J'ai rapidement visité une école religieuse que les Américains considèrent comme un camp d'entraînement. Cette école est à quelques kilomètres de la ville de Saada, dans le nord du pays, dans le village de Dammaj. C'était tôt, pendant le ramadan, les étudiants et les enseignants dormaient encore, et je pus faire un tour rapide des lieux sans être gêné. Très nerveux, mon interprète et mon chauffeur yéménite préférèrent rester dans la voiture.

Dammaj est un petit monde en soi. Ce monde tourne autour d'un grand auditorium blanchi à la chaux (le lieu des prières et des conférences) qui distribue des chambres (au rez-de-chaussée) où vivent les étudiants. L'école est œcuménique, mais seulement dans un sens non religieux : elle attire des étudiants du monde entier, dont plus de trente sont originaires de Grande-Bretagne (notamment de Birmingham), plusieurs des États-Unis, d'autres d'Alle-

magne, de France, d'Algérie, de Libye, de Turquie, d'Indonésie, de Russie et d'Inde — outre des dizaines de Yéménites[115]. La durée des stages va de six mois à sept ans, le nombre des étudiants allant de sept cents à huit mille selon l'époque de l'année[116].

Le cheikh Maqboul al-Wada'i, le religieux de soixante-dix ans qui dirige Dammaj, propose une stricte vision salafiste de l'islam — proche des vues ultra-puristes des talibans — dénonçant la télévision et la radio, le travail des femmes et la démocratie[117]. Il fuit toute publicité ; il a donné son unique interview à un hebdomadaire anglophone, *The Yemen Times*, en juillet 2000, prenant la peine d'affirmer : « Nous ne voulons combattre aucune religion. » Le cheikh a aussi démenti les rapports selon lesquels des diplômés de son école sont partis se battre dans les Guerres saintes d'Afghanistan, du Cachemire et de la Tchétchénie, et a insisté sur le fait que son école n'accueille « aucune cellule terroriste ou radicale[118] ».

Cette profession publique de pacifisme est plutôt étrange, vu les relents de violence qui entourent le cheikh et son école. Peu avant que Maqboul n'accorde son interview au *Yemen Times*, un étudiant britannique de seize ans, Hosea Walker, s'était fait tuer à Dammaj dans ce qui fut décrit comme un accident[119]. En 1998, alors que le cheikh prononçait un sermon dans l'une de ses mosquées à Sanaa, une bombe explosa, tuant deux personnes et en blessant d'autres parmi ses partisans, dont deux Américains et un Canadien[120]. À la même époque, un des gardes du corps du cheikh fut assassiné. Et il est difficile de faire coïncider l'amour du cheikh Maqboul pour la paix avec la fatwa qu'il envoya au groupe extrémiste indonésien Laskar Jihad en mars 2000 : « Les chrétiens ont mis le feu aux poudres en massacrant plus de cinq mille musulmans. C'est pourquoi, vous, honorables croyants, vous devez à un jihad total et devez chasser tous les ennemis d'Allah[121]. » En outre, les sources yéménites disent que les armes sont partout à Dammaj. Dans son interview au *Yemen Times*, le cheikh concéda : « Les étudiants viennent avec leurs propres armes[122]. »

L'enquête sur l'attentat contre le *USS Cole* connut une pause vers l'été 2001. Le gouvernement yéménite avait arrêté la demi-douzaine d'hommes directement impliqués, et pensait que les recherches étaient terminées. Pour sa part, le FBI voulait étendre l'enquête à certains membres du gouvernement, notamment un dirigeant du parti Islah et un général proche du président al-Salih.

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement yéménite était peu favorable à une enquête aussi vaste. Un journaliste yéménite fit observer : « Dès le départ, il était clair que les agents de l'attaque seraient jugés et exécutés, mais que les gens qui, à l'intérieur du Yémen l'avaient financée et avaient usé de leur pouvoir pour la faciliter ne seraient jamais traduits en la justice[123]. »

Le rôle de Ben Laden dans l'attentat contre le *Cole* n'a pas été prouvé mais la joie que lui causa cette attaque est indéniable. En janvier 2001, à la noce de l'un de ses fils, Ben Laden déclama un poème extraordinaire sur le *Cole* à des centaines d'invités réjouis : « Un destroyer est redouté, même par un brave. Il inspire l'horreur, au port comme en haute mer. Il prend la mer escorté par l'arrogance, la hauteur et l'apparente puissance. Mais, grisé par une énorme illusion, c'est à sa ruine qu'il vogue doucement. Car, dansant sur les flots, un canot l'attend[124]. »

J'ai déjà décrit en détail mon voyage dans l'Hadramaout. Visiter cette région, c'est comprendre la culture religieuse conservatrice que le père d'Oussama Ben Laden a transmise à son fils. Pour arriver au village ancestral de la famille, j'ai traversé le Ouadi Doan, une vallée longue de 160 kilomètres où la route n'est qu'une piste rocailleuse. Soixante-dix ans après que Mohamed Ben Laden a quitté cette vallée pour chercher fortune en Arabie Saoudite, des femmes voilées de noir filent comme des spectres le long des ruelles des villages de la vallée, évitant le regard des étrangers. Dans les champs, d'autres font la moisson complètement enveloppées de noir, portant des chapeaux de paille coniques caractéristiques. Une tentative de photographier des femmes hadramites produisit une telle colère de la part de mon chauffeur local que j'abandonnai.

Le village des Ben Laden est replié à l'ombre de falaises couleur de miel qui surplombent le fond de la vallée de 600 mètres. C'est un village ramassé, rempli d'enfants rieurs qui errent dans les rues entre les hautes maisons de torchis. Le village s'appelle al-Roubat Ba'ichn, du nom d'un saint soufi, Sayyid Mohamed Ba'ichn, dont la tombe se trouve dans les montagnes derrière le village. Ce qui est assez ironique : les villageois d'al-Roubat pratiquent le soufisme et vénèrent la tombe de saints morts il y a longtemps, une forme de piété que Ben Laden abhorre au même titre que l'idolâtrie. Et les habitants d'al-Roubat, en dépit de leur misère noire et de

leur mode de vie très conservateur, rejettent le fanatisme de Ben Laden.

Alors que Ben Laden déclamait un poème exaltant l'explosion du *USS Cole*, l'aimable cheikh d'al-Roubat, qui dirige une école dans les alentours du vieux quartier de la famille Ben Laden, m'a dit : « Nous sommes contre cette Guerre sainte. L'attaque contre le *Cole* a fait plus de tort à la réputation du Yémen qu'à celle de l'Amérique. Nous sommes désolés pour ces hommes et femmes américains. Ce sont nos hôtes. » Il conclut sa péroraison en m'invitant à « venir à l'islam ».

Le dernier mot sur ce sujet revient à l'un des rares parents de Ben Laden qui soit resté sur place. Khaled al-Omari, un cousin de trente ans qui possède une petite épicerie sur la rue Ben-Laden. Al-Omari esquive les questions directes sur son fameux parent, mais lorsqu'on l'interroge sur sa conception du jihad — un mot qui, comme je l'ai dit, ne signifie pas seulement Guerre sainte mais tout effort religieux — montre fièrement son fils de trois ans et dit : « Voici mon jihad. »

Chapitre 10

Le réseau mondial. Le tour du monde en quatre-vingts jihads

« Nous parlons de l'organisation de Ben Laden, mais c'est plutôt une alliance Ben Laden. Il est rare de trouver des Palestiniens et des Yéménites, des Soudanais et des Asiatiques dans une même alliance. Ben Laden est le ciment qui unit des groupes qui ont peu en commun les uns avec les autres, par exemple, les gens du Cachemire avec les Égyptiens d'al-Jihad. »

Un responsable américain,
Washington, 1998.

Lorsque Ahmed Ressam, l'Algérien qui voulait faire exploser une bombe dans l'aéroport international de Los Angeles, sortit du ferry en provenance du Canada, à Port Angeles, dans l'État de Washington, par un jour venteux de décembre 1999, et fut arrêté par des agents des douanes, les enquêteurs américains ne se doutaient pas qu'ils allaient comprendre l'ampleur d'al-Qaida : le réseau s'était étendu à trois continents et une douzaine de pays. Ils apprirent qu'à l'occasion du Nouvel An 2000, al-Qaida avait prévu des actions à l'échelle du globe, avec non seulement une attaque sur l'aéroport international mais aussi sur des sites touristiques de Jordanie et un navire de guerre américain au Yémen. Le complot fut déjoué grâce à l'efficacité de la police et à l'incompétence des terroristes ; finalement des membres d'al-Qaida furent arrêtés en Angleterre, en Espagne, en Allemagne, en Italie et en Syrie[1]. Mais face à ce succès, il fallut aussi reconnaître qu'en ce début de millénaire al-Qaida était vraiment devenue une organisation mondiale.

Un livre récent sur la mondialisation postule l'existence d'une nouvelle classe de citoyens du monde, les « cosmocrates », qui se sentent chez eux à Londres ou à Hong Kong aussi bien que dans

leur ville natale, qui peut se trouver en Irlande ou au Nigeria[2]. Vous avez dû rencontrer un cosmocrate au cours de vos voyages : le consultant en gestion qui peut se rendre à une réunion à Bakou puis, le lendemain, assister à un mariage à Oxford ; ou le cadre d'une banque anglaise, marié à une Russe, qui passe six mois de l'année à faire la navette entre la Pologne et la Colombie. Les cosmocrates font grand cas de l'excellence universitaire et sont souvent bardés de diplômes de facultés prestigieuses. Ce n'est pas leur milieu d'origine qui compte mais leur talent et leur dynamisme.

Il y a un intéressant parallèle à établir avec l'organisation de Ben Laden, qui est autant une création de la mondialisation qu'une réponse à cette mondialisation. Ce réseau se forma à l'occasion d'un conflit international entre l'Union soviétique et l'Afghanistan — une guerre qui impliqua les Pakistanais, les Américains et les Saoudiens ainsi que des musulmans du monde entier. Les dirigeants musulmans ont toujours chéri l'idée de l'Oumma, la communauté mondiale des musulmans. C'est une notion antérieure à la mondialisation de plus d'un millénaire et qui est considérablement plus forte que celle de chrétienté, laquelle perdit probablement de son allant lorsque Henri VIII décida de prendre une seconde femme.

Le réseau de Ben Laden — qui fait aussi grand cas de l'efficacité technique, même si c'est dans un domaine particulier — est aussi cosmopolite que celui des cosmocrates. Que l'on considère les lieux où il a opéré : le Soudan, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, le Yémen, la Somalie, l'Afghanistan, le Pakistan, la Bosnie, la Croatie, l'Albanie, l'Algérie, la Tunisie, le Liban, les Philippines, le Tadjikistan, l'Azerbaïdjan, le Kenya, la Tanzanie, le Cachemire en Inde, et la Tchétchénie en Russie[3]. Al-Qaida a aussi des partisans aux États-Unis, à New York, à Boston, au Texas, en Floride, en Virginie et en Californie ; et au Royaume-Uni, à Londres et à Manchester. Des adhérents de l'organisation de Ben Laden ont été arrêtés dans des lieux tels que Seattle, la Jordanie, la France, l'Uruguay et l'Australie[4].

Durant les mois qui suivirent les attentats contre les ambassades en Afrique, les agents du renseignement américain découvrirent des partisans de Ben Laden prêts à attaquer des ambassades en Albanie, au Tadjikistan, en Ouganda, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mozambique, au Liberia, en Gambie, au Togo et au Ghana[5]. David Carpenter, le directeur du bureau de la sécurité du Département d'État a témoigné devant le Congrès que les installations diplomatiques américaines dans le monde avaient reçu six cent cin-

quante « menaces crédibles » du réseau Ben Laden, au cours des six mois qui ont suivi les attentats contre les ambassades[6]. Selon un responsable américain de l'antiterrorisme, sont caractérisés comme « menaces crédibles » des films vidéo suspects sur des ambassades, des renseignements fournis par la mise sur écoute téléphonique, la présence d'un terroriste dans une ville particulière, ou des informations provenant d'un informateur infiltré.

En 2001, al-Qaida prévit d'attaquer des ambassades américaines au Yémen, au Bangladesh et en Inde[7]. Le chef chargé du complot contre une cible indienne était Mohammad Omar al-Harazi, qui avait aussi conduit l'attentat contre le *USS Cole*. En juillet 2001, la police indienne arrêta deux hommes à New Delhi en possession de 6 kilos de RDX, un puissant explosif. Ils avouèrent avoir envisagé de déposer une bombe, dans les mois suivants, au bureau des visas de l'ambassade, et qu'ils agissaient sous instruction d'un lieutenant de Ben Laden, connu comme Abdul Rahman al-Safani, un pseudonyme d'al-Harazi[8]. À la fin août, la police indienne accusa Ben Laden et cinq autres, dont al-Safani, d'avoir tenté de faire exploser l'ambassade américaine. Ce plan avait demandé deux ans de travail[9].

Les membres d'al-Qaida parcourent réellement le monde. Pendant les années quatre-vingt-dix, un membre important du groupe, Mamdouh Mahmoud Salim, se rendit en Turquie, à Dubaï, en Azerbaïdjan, en Afghanistan, au Pakistan, au Soudan, en Malaisie, aux Philippines et en Chine[10]. Lorsqu'il fut arrêté, en 1998, à Bruneck, en Bavière, il déclara être en Allemagne pour acheter des voitures[11]. Le Libano-Américain Wadi el-Hage fit la navette entre la Louisiane, New York et le Pakistan pendant les années quatre-vingt ; pendant les années quatre-vingt-dix, il vécut en Arizona, au Soudan, au Kenya et au Texas et fit des voyages en Afghanistan, en Allemagne et en Slovaquie[12]. L'étendue mondiale d'al-Qaida est encore soulignée par les appels passés au moyen du téléphone par satellite de Ben Laden, un appareil semblable à un ordinateur portable, acheté pour 7 500 dollars en 1996 à une société de New York. Durant les deux années suivantes, des milliers d'appels furent passés grâce à ce téléphone à Londres, au Soudan, en Iran et au Yémen, et des dizaines en Azerbaïdjan, au Pakistan, en Arabie Saoudite et au Kenya[13].

Aucun livre ne peut recenser toutes les activités dans lesquelles al-Qaida a trempé, mais j'aimerais en examiner quelques-unes, les

plus particulièrement intéressantes. Avant tout celles qui eurent lieu en Égypte, pays qui joua un rôle central dans le développement de l'organisation de Ben Laden et continue d'avoir une influence importante — de sorte que mes derniers voyages finissaient presque toujours à l'aéroport du Caire.

« Qu'est-ce que c'est ? » me demanda l'inspecteur des douanes, en tenant une liasse de feuillets en arabe qu'il avait triomphalement extraite de mon sac.

Je choisis une approche honnête, car il pouvait facilement lire le matériel incriminé. « C'est la déclaration de guerre de Ben Laden aux Américains », dis-je du ton le plus neutre que je pus. J'ajoutai que c'était du matériel pour un livre que j'écrivais et que je n'avais aucune intention d'en distribuer des copies à des militants de Ben Laden — pour eux, d'ailleurs, la déclaration n'aurait rien eu d'original.

« Comment l'avez-vous eue ? demanda l'inspecteur, d'un ton vaguement menaçant. Par Yasser al-Sirri ? »

J'étais en terrain plus mouvant. Yasser al-Sirri est un dissident égyptien basé à Londres et accusé d'avoir tenté d'assassiner le Premier ministre égyptien en 1993 [14]. Dans cette tentative avortée, une fillette fut tuée [15]. Dans l'éventualité improbable où Yasser al-Sirri voudrait rentrer dans son pays natal, il a le choix entre plusieurs peines peu attrayantes : emprisonnement pendant vingt-cinq ans, travaux forcés pendant quinze ans, ou — plus probablement — exécution [16].

« Non, pas par Yasser al-Sirri. »

L'inspecteur m'escorta dans un couloir jusqu'à son bureau, de toute évidence pas pour prendre le thé avec des membres de l'omniprésente police du tourisme. Derrière un vaste bureau, un officier de sécurité en civil me demanda, sans plaisanter : « Avez-vous déjà rencontré Yasser al-Sirri ? »

C'était une excellente question, mais il fallait que j'esquive ; de fait, j'avais passé plusieurs heures à m'informer auprès d'al-Sirri. Le révéler n'allait pas abréger ma conversation avec la police secrète, mais une fouille de mon sac aurait permis de découvrir son numéro de téléphone. J'optai pour la totale, mais à la Clinton :

« Je lui ai parlé au téléphone. »

Après un certain moment d'hésitation, l'officier de sécurité décida de me prendre au mot. Il me dit que je pouvais partir, puis me serra la main.

Pourquoi, me suis-je demandé, al-Sirri constituait-il une obsession pour ces gens ? C'est un homme assez petit, à la calvitie nais-

sante, proche de la quarantaine, qui dirige — très publiquement — une équipe appelée le Centre d'observation islamique, lequel publie des communiqués de presse critiques contre le gouvernement égyptien et fournit des informations sur les militants islamistes. Mais c'est un petit poisson, il n'a pas de partisans en Égypte ni à l'étranger[17]. Alors je me suis rappelé que le président égyptien, Hosni Moubarak, est sensible à la critique. Peut-être que, dans son univers, al-Sirri est important.

Si j'ai été étonné par cet acharnement contre al-Sirri, je comprends volontiers la vigilance de ce pays à propos des militants islamistes. Durant le dernier quart de siècle, le groupe égyptien al-Jihad s'est engagé dans une guerre totale contre l'État. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, il a travaillé main dans la main avec Ben Laden. L'acte d'accusation américain contre Ben Laden dit qu'al-Qaida a « de fait, fusionné » avec al-Jihad en 1998, mais c'est un peu trompeur, puisque le groupe égyptien est peut-être l'élément principal. Alors que Ben Laden est le visage public et le bailleur de fonds d'al-Qaida, *tous* ses membres importants sont des Égyptiens, et son idéologie comme sa tactique sont fondées sur des modèles égyptiens. On pourrait affirmer que c'est un groupe de jihadistes égyptiens qui a pris le contrôle de l'organisation de Ben Laden, plutôt que l'inverse.

Il n'est pas étonnant que l'idéologie et la tactique d'al-Qaida viennent d'Égypte : le pays qui a longtemps été à l'avant-garde culturelle du monde arabe[18]. L'université al-Azhar, au Caire, a été le phare de la pensée arabe pendant des siècles ; et durant les années soixante et soixante-dix, le président Gamal Abdel Nasser fut l'inspirateur du panarabisme moderne. L'idéologue du mouvement jihadiste, Sayyid Qoutb, était diplômé d'une école d'instituteurs du Caire[19].

On ne saurait sous-estimer l'influence de Qoutb sur les groupes jihadistes égyptiens, et par extension sur Ben Laden. Journaliste et critique, Qoutb fit un stage aux États-Unis de 1948 à 1951 et fut « épouvanté par le racisme et la permissivité sexuelle ». Il rentra en Égypte avec « une haine résolue de l'Occident et de toutes ses œuvres » et rejoignit rapidement les Frères musulmans, qui, dans les années quarante, formaient déjà un mouvement de masse avec peut-être un demi-million de membres, et s'opposa au régime de Nasser, arrivé au pouvoir par un coup d'État, en 1952[20]. Le slogan des Frères musulmans était retentissant et sans ambiguïté : « Le Coran est notre Constitution, le Prophète notre guide. La mort pour la gloire de Dieu est notre plus haute ambition. »

De 1956 à son exécution, en 1966, Qoutb passa plus de dix ans dans les épouvantables prisons de Nasser. Il y écrivit *Signes de piste*, un plan de destruction du régime de Nasser — et, par voie de conséquence, de tout régime jugé non islamique. Pour Qoutb, l'État nassérien était de la *jahiliya*, et relevait du monde préislamique de la barbarie et du paganisme. Pourquoi ? Parce que Nasser avait créé une société « dans laquelle l'islam n'était pas appliqué ». Il était donc un *kafir*, un infidèle. Qoutb interpréta aussi le jihad comme plus qu'un combat intérieur de purification ou une guerre défensive. Le jihad doit être utilisé « pour établir le règne de Dieu sur terre et abolir le règne de l'homme ». L'exécution de Qoutb l'éleva au rang de martyr ; ses écrits furent ensuite dévorés par les islamistes[21]. Le dissident saoudien Saad el-Fagih décrit les écrits de Qoutb comme « les textes les plus importants » pour le mouvement islamiste[22].

L'idée maîtresse du livre de Qoutb était claire : les responsables égyptiens étaient des infidèles et le seul moyen de s'en débarrasser était l'action, pas la parole. C'est le même raisonnement que celui qu'applique Ben Laden au régime saoudien. (Un tel raisonnement requiert une lecture sélective des textes musulmans. Mahomet lui-même a dit : « Insulter un musulman est un péché, en tuer un est de l'impiété[23]. »)

L'histoire des groupes militants égyptiens qui ont appliqué le plan d'action de Qoutb à l'action jihadiste est compliquée, pleine de luttes intestines et de retournements d'alliances typiques des organisations extrémistes. Je la rappellerai brièvement. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, la Gama'a islamiyya, le Groupe islamique, entama une campagne contre les éléments corrompus de la société égyptienne, incendiant les magasins de cassettes vidéo, cambriolant des bijouteries tenues par des coptes (la minorité chrétienne, qui représente 5 % de la société égyptienne) et tuant des touristes[24].

En 1973, Ayman al-Zaouahiri, alors étudiant en médecine, fonda avec un ingénieur en électricité et un officier de l'armée une organisation sœur du Groupe islamique. Ce fut al-Jihad, qui se consacra exclusivement au renversement de l'État égyptien et limita ses attaques aux responsables et aux bâtiments officiels[25]. À la différence du Groupe islamique, qui fonctionnait presque ouvertement, collectant de l'argent dans les mosquées et dirigeant des œuvres de charité, le groupe al-Jihad opéra très secrètement[26].

Au début de 1981, le Groupe islamique et al-Jihad unirent leurs forces pour mettre en œuvre leur opération la plus réussie, l'assas-

sinat du président égyptien Anouar el-Sadate[27]. Les militants avaient déjà conclu que Sadate était un infidèle, mais lorsqu'il signa un accord de paix avec Israël — et le scella par une poignée de main avec le Premier ministre Menahem Begin devant le président Jimmy Carter sur la pelouse de la Maison-Blanche en 1979 — c'était son arrêt de mort qu'il signait[28]. L'image historique fut saluée dans le monde entier comme le signe d'une nouvelle ère de paix mais fit enrager les militants égyptiens ; le cheikh Omar Abdel Rahman, le chef spirituel d'al-Jihad et du Groupe islamique, donna sa bénédiction à l'assassinat[29]. Le 6 octobre 1981, Khaled Islambouli, un lieutenant de vingt-quatre ans, tira des rafales de mitraillette sur Sadate alors que ce dernier assistait à un défilé militaire[30]. « J'ai tué le Pharaon, et je ne crains pas la mort », s'exclama Islambouli[31].

Dans l'année qui suivit l'assassinat de Sadate, des centaines de militants furent jugés pour leur rôle dans le complot et d'autres activités subversives[32]. Le cheikh Abdel Rahman fut arrêté puis acquitté après que l'on eut découvert qu'il avait été torturé durant son interrogatoire[33]. Al-Zaouahiri fut condamné à trois ans de prison[34]. L'enquête sur al-Jihad révéla des choses troublantes pour le gouvernement égyptien : des « entraînements rigoureux au maniement des armes et des explosifs, enquêtes sur le comportement et les habitudes des membres importants du gouvernement et recherche de plans d'installations stratégiques ». Tout à fait le type d'entraînement et de planification caractéristique des opérations d'al-Qaida, quelques années plus tard[35].

Une fois sorti de prison, al-Zaouahiri relança al-Jihad sous le nom des Avant-gardes de la conquête, un nom de guerre qu'il employa ensuite à d'autres occasions[36]. Au milieu des années quatre-vingt, comme d'autres militants égyptiens il se rendit au Pakistan pour apporter son soutien aux moujahidines afghans. Les groupes militants furent occupés par ce jihad jusqu'au retrait soviétique, et la violence d'inspiration religieuse en Égypte se calma jusqu'au retour des vétérans afghans au pays, en 1990[37].

Curieusement, al-Zaouahiri est allé aux États-Unis, à deux reprises, durant les années quatre-vingt-dix, pour collecter des fonds pour al-Jihad, qui faisait déjà partie d'al-Qaida[38]. Il était accompagné par Ali Mohamed, l'ex-sergent américain qui conseillait al-Qaida sur les questions militaires.

En 1993, Al-Jihad tenta en vain d'assassiner le ministre de l'Intérieur égyptien et, en 1995, le Premier ministre. Cette année-

là, il eut davantage de succès avec un camion piégé qui dévasta l'ambassade d'Égypte au Pakistan, à Islamabad.

Au début puis au milieu de la décennie quatre-vingt-dix, les militants égyptiens tuèrent aussi des officiers de police, des coptes et des touristes, en tout environ 1 200 personnes[39]. En 1997, cette violence culmina avec le massacre grotesquement sanglant de cinquante-huit touristes et quatre Égyptiens à Louxor, le célèbre site antique[40]. Les terroristes chassèrent les touristes comme des chiens, leur tirant dessus, les poignardant et les mutilant, dansant avec exaltation alors qu'ils se livraient à leur sinistre besogne[41]. La réaction de la population horrifiée par la violence des groupes jihadistes fut à son comble après ce massacre. Les chefs du Groupe islamique, se rendant compte qu'ils s'aliénaient le reste de soutien populaire dont ils jouissaient, annoncèrent un cessez-le-feu en 1998 — une décision qu'al-Zaouahiri rejeta catégoriquement.

Le profond impact d'al-Zaouahiri sur la pensée de Ben Laden est devenu incroyablement clair, et certains ont suggéré que ce chirurgien peu connu est plus important pour al-Qaida que Ben Laden lui-même[42]. Comme feu Abdallah Azzam avant lui, al-Zaouahiri a influencé son jeune compagnon dans le sens d'une radicalisation. Pendant leurs rares apparitions publiques, il est assis à côté de Ben Laden ; c'est un homme d'une cinquantaine d'années, cérébral, taciturne, dont le visage est encadré de grosses lunettes, d'une barbe et d'un lourd turban. Il parle très bien anglais et parfois tient lieu d'interprète à Ben Laden[43].

Pour mieux comprendre al-Zaouahiri, je suis allé voir Saad Eddine Ibrahim, un sociologue égyptien renommé qui a étudié les militants islamistes égyptiens dans les années soixante-dix. Il me dit avoir rencontré al-Zaouahiri au début de sa carrière de jihadiste. « Très intelligent, très calme, dit Ibrahim. Il est issu d'une bonne famille, liée à l'aristocratie égyptienne ; son père était un médecin connu. Il semble équilibré et s'exprime bien. »

Mon second interlocuteur, lorsque j'enquêtais sur al-Zaouahiri, fut Montasser al-Zayyat, porte-parole officieux du Groupe islamique. Il était malade au moment où j'aurais pu le rencontrer et mon rendez-vous fut annulé, toutefois je fis l'expérience de partager sa salle d'attente avec une femme habillée non seulement du *hijab* de la tête aux pieds mais encore, signe d'ultrafondamentalisme, de gants noirs — des vêtements que l'on imagine mal le Prophète recommander, vu la chaleur torride de l'Arabie. Disposant de mon après-midi, je décidai de chercher ces coptes et ces juifs que certains clients ordinaires d'al-Zayyat avaient senti de leur

devoir religieux d'attaquer dans le passé. Au coin de son immeuble se trouve la synagogue de Shaar ha shamayim, construite en 1905 dans le style Art nouveau, laquelle ne serait pas déplacée dans un arrondissement huppé de Paris. L'effet de la façade était gâché par la présence de policiers armés jusqu'aux dents et portant des gilets pare-balles. Mais l'intérieur était encore plus déprimant : seule une femme était là — une des deux ou trois cents juives du Caire, me dit-elle. Je lui demandai s'il y aurait, ce soir-là, un service de shabbat, et elle me répondit que non : il n'y avait pas de rabbin donc pas d'office. Les églises médiévales coptes de la ville s'en sortent un peu mieux : illuminées de cierges honorant les icônes de saint Georges, elles sont soigneusement entretenues par de vieux paroissiens et même, à l'occasion, par un prêtre.

Lors de ma seconde visite, al-Zayyat était encore grippé mais accepta de parler d'al-Zaouahiri et de l'histoire des groupes militants. Il est costaud, barbu, approche la cinquantaine. Son passé de défenseur des militants islamistes lui a attiré les foudres de certains éléments de la société égyptienne, et il a échappé de peu à la mort lorsqu'une bombe a fait sauter sa voiture[44]. Il supposait, me dit-il, que toutes ses conversations téléphoniques étaient écoutées.

La première chose que fit al-Zayyat pour moi fut d'expliciter les termes du cessez-le-feu de 1998 : il m'expliqua bien clairement que ce n'était pas un « accord de paix » mais simplement un « arrêt des opérations armées ». En juillet 1997, avant le massacre de Louxor, certains chefs du Groupe islamique avaient approuvé l'idée d'un cessez-le-feu, lequel fut ratifié par la *choura* (le conseil) du groupe, en mars 1998. Al-Zaouahiri et Rifaï Ahmad Taha s'y opposèrent et, à cause de leur soutien constant à la violence et à Ben Laden, on leur demanda de démissionner de leurs postes à al-Jihad et dans d'autres groupes islamistes[45].

Et al-Zaouahiri lui-même ? « C'est un chirurgien très intelligent, m'a affirmé al-Zayyat, en souriant. Lorsque vous le rencontrez, vous ne pensez pas qu'il ait quoi que ce soit à voir avec la violence. Il est très calme et posé, parle peu. Il réfléchit beaucoup. » Cependant les paroles d'al-Zaouahiri font de l'effet. Ce fut alors qu'il soignait les moujahidines dans la guerre d'Afghanistan, m'a dit al-Zayyat, qu'al-Zaouahiri convertit un riche « de donateur en saint combattant ». Il insista sur le fait qu'al-Zaouahiri était le « cerveau de Ben Laden ».

Ce point de vue a été confirmé par de multiples sources, dont Hamid Mir, un journaliste pakistanais auteur d'une biographie de Ben Laden en ourdou, et par Abdel Bari Atwan, le rédacteur en

chef d'*al-Quds al-Arabi*. Ce dernier m'a dit que c'est al-Zaouahiri qui avait amené Ben Laden à adopter la violence.

Sur la cassette de recrutement d'al-Qaida diffusée pendant l'été 2001, al-Zaouahiri fait une de ses rares déclarations. « Un des crimes de l'Amérique est qu'elle prétend défendre la démocratie et les religions. Dans le monde arabe, nous nous sommes écartés de la voie de l'islam. En Égypte, beaucoup de gens ont été mis en prison ; certains ont été pendus. Et dans les prisons égyptiennes, il y a beaucoup de meurtres et de torture. Tout ça se passe avec le consentement de l'Amérique[46]. »

Al-Zaouahiri n'est pas le seul Égyptien à jouer un rôle important dans al-Qaida. Il y a aussi le commandant militaire, un ancien officier de l'armée égyptienne appelé Abou Hafs, dont l'une des filles a épousé le fils de Ben Laden durant l'été 2001. Au début des années quatre-vingt-dix, le bras droit de Ben Laden était un ex-officier de police égyptien, Abou Oubaida al-Banchiri. Un autre conseiller militaire d'al-Qaida est le militaire égypto-américain Ali Mohamed, aujourd'hui emprisonné aux États-Unis. Mohamed Chaouqi Islambouli, le frère de l'assassin de Sadate, est membre d'al-Qaida[47]. De même que l'expert en explosifs qui confectionna la bombe utilisée dans les attentats contre les deux ambassades américaines en Afrique, ainsi que le chef d'opération — connu sous le nom de Saleh — des mêmes attentats ; et le cosignataire de la fatwa de Ben Laden incitant à tuer les Américains en 1988, Rifaï Ahmad Taha[48]. Deux fils du cheikh Omar Abdel Rahman, le chef spirituel du Groupe islamique égyptien, sont haut placés dans al-Qaida[49]. De fait, lorsque Ben Laden vivait au Soudan, au début des années quatre-vingt, les membres d'al-Qaida se plaignirent du traitement de faveur, notamment en ce qui concernait les salaires dont bénéficiaient les Égyptiens[50].

Le 3 février 1999, une centaine de militants islamistes accusés de terrorisme furent jugés au Caire, dont al-Zaouahiri (par contumace) et ce contrariant auteur de communiqués de presse, Yasser al-Sirri[51]. Parmi les inculpés, il y avait le frère cadet d'al-Zaouahiri, Mohamed, un ingénieur, et Moustafa, le frère d'Ali Mohamed[52]. Ce dernier fut condamné à cinq ans d'emprisonnement, et les frères al-Zaouahiri furent condamnés à mort[53].

Al-Sirri, je l'ai dit, vit en Grande-Bretagne, dernière étape de son tour du monde. En dépit d'une série d'arrestations récentes (la plupart à l'instigation des États-Unis), beaucoup de militants

arabes menacés d'emprisonnement ou d'exécution dans leur pays natal ont trouvé refuge à Londres. Parmi eux Abdel Abdel-Bari, un avocat qui représenta al-Jihad en Égypte et travailla étroitement avec al-Zaouahiri[54]. En 1991, Abdel-Bari contribua aussi à la défense de Sayyid Nosair — un membre important du groupe de terroristes basés à New York à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix — une fois établie sa responsabilité dans l'assassinat, à Manhattan, du rabbin Meir Kahane[55]. En juillet 1999, Abdel-Bari fut arrêté pour complicité dans la conspiration de Ben Laden visant à tuer des Américains[56]. Un autre Égyptien, Ibrahim Eidarous, fut arrêté ; les enquêteurs affirment qu'il est arrivé d'Azerbaïdjan en 1997 pour diriger la cellule londonienne d'al-Jihad[57]. Abdel-Bari et Eidarous sont surtout accusés d'avoir transmis la télécopie revendiquant la responsabilité des attentats en Afrique — actes qui, dans l'absolu, ne semblent pas criminels.

Khaled al-Fawwaz, qui organisa notre interview pour CNN avec Ben Laden, fut aussi emprisonné par la police britannique à la fin de septembre 1998[58]. Je lui ai téléphoné, grâce à un tuyau, au beau milieu de son arrestation ; lorsque je frappai à sa porte, l'homme qui m'ouvrit était un expert médico-légal, revêtu d'une combinaison argentée, avec casque et visière. On aurait dit un astronaute venant d'atterrir dans la tranquille rue de banlieue qu'habitait Khaled.

J'avais appris à apprécier et à respecter Khaled et je reste perplexe sur les motifs de son arrestation. Il avait admis qu'il était un ami de Ben Laden et qu'ensemble ils avaient fondé le groupe d'opposition Comité d'avis et de réforme. Mais il avait toujours exprimé son étonnement face aux appels de Ben Laden à tuer des Américains : s'il ne va pas jusqu'à les condamner, il ne leur trouve pas davantage de justifications. Comme je l'ai déjà dit, il avait aussi affirmé qu'il était « anti-islamique » de tuer des civils. Il avait fait ces déclarations à moi et à d'autres journalistes, et je crois qu'il était sincère[59].

Il est vrai qu'il y a des aspects troublants dans la plainte des États-Unis contre Khaled al-Fawwaz. Des appels téléphoniques montrent qu'il était en contact régulier avec al-Qaida lorsque Ben Laden appelait à la violence contre les Américains, et Khaled joua un rôle dans la diffusion de ces appels dans les médias. Au milieu des années quatre-vingt-dix, Khaled fonda une entreprise d'importation de voitures au Kenya ; Abou Oubaida al-Banchiri, alors commandant militaire d'al-Qaida, y était salarié ; Khaled fut

ensuite identifié par un informateur du gouvernement américain au Kenya comme membre d'al-Qaida[60]. Il aurait aussi payé les dépenses d'Ali Mohamed lorsque ce dernier fit un repérage photographique de l'ambassade américaine à Nairobi en 1993[61].

Je crois que l'on peut faire une interprétation innocente des actes de Khaled. Ses contacts avec al-Qaida furent une conséquence du fait qu'il en était le porte-parole officieux, et on s'engage sur une pente savonneuse lorsqu'on se met à poursuivre les messagers. La société d'importation de voitures que Khaled avait fondée n'était pas une couverture, et lorsqu'elle ne marcha plus, elle fut fermée[62]. Quant aux frais de photographies d'Ali Mohamed, il n'y a aucune preuve que Khaled savait ce que Mohamed faisait à Nairobi. L'informateur qui révéla au gouvernement que Khaled était un membre d'al-Qaida a pu se tromper. Durant le procès sur les attentats, le procureur en chef, Patrick Fitzgerald, identifia Khaled comme ayant dirigé un camp d'entraînement en Afghanistan mais Khaled maintint qu'il ne s'était jamais rendu dans ce pays (contrairement à son frère aîné).

Bien sûr, même si l'innocence de Khaled est réelle, les lois américaines sur les conspirations sont de telle nature que Khaled pourrait encore être jugé coupable de complicité dans la conspiration visant à tuer des Américains. Pour le moment, lui, Eidarous et Abdel Bari sont en prison en Grande-Bretagne, et n'ont pas encore été extradés vers les États-Unis.

Un autre membre d'al-Qaida basé en Grande-Bretagne est Anas al-Liby, qui vécut à Manchester jusqu'à ce qu'il disparaisse, en 1999, avant une descente de police à son domicile qui aurait certainement mené à son arrestation. Al-Liby, qui est présenté comme informaticien, entraîna des membres d'al-Qaida aux techniques de surveillance au début des années quatre-vingt-dix. Au milieu de cette décennie, al-Liby veillait aux besoins en informatique d'al-Qaida au Soudan[63]. Lui et Ali Mohamed se rendirent à Nairobi en 1993 et utilisèrent l'appartement d'un membre d'al-Qaida pour développer les photos des ambassades, première étape du plan de cinq ans visant à les attaquer[64]. Lorsque la police perquisitionna sa modeste maison, elle trouva un manuel de cent quatre-vingts pages intitulé *Études militaires sur le jihad contre les tyrans*[65]. Ce manuel traitait de sujets comme la méthode à suivre pour mener des opérations terroristes, fabriquer de la fausse monnaie et organiser des caches[66].

Londres a aussi attiré durant les dix dernières années de nombreux militants, dont beaucoup furent inspirés par la rhétorique et les actes de Ben Laden. Un des plus flamboyants est le cheikh Omar Bakri Mohamed, un Syrien qui se fait appeler juge de son propre tribunal appliquant la charia. Par une extraordinairement douce soirée d'avril 2000, je parcourais les rues de Walthamstow, à la recherche de la salle où le cheikh Bakri donnait une conférence intitulée « Oussama Ben Laden et le terrorisme ». Je me dis que je n'étais plus loin lorsque j'aperçus des banderoles proclamant : JIHAD CONTRE L'ÉTAT PIRATE D'ISRAËL.

La réunion avait lieu dans une salle quelconque, où un groupe d'hommes priaient. Leur allure était plutôt martiale. Certains portaient des keffiehs et des vestes de combat, d'autres la cape de laine qui révélait leur statut, réel ou supposé, de vétérans de la Guerre sainte afghane. Certains exhibaient le gilet de photographe que les correspondants des télévisions affichent lorsqu'ils veulent montrer qu'ils sont dans une zone de combats. Mais le gros de l'audience était habillé à la manière banale des étudiants, des chauffeurs de taxi et des petits commerçants. Je comptai environ deux cent cinquante hommes et, curieusement, plus de cent femmes, certaines complètement voilées mais la plupart portant simplement des foulards. C'était une foule polyglotte d'Arabes, d'Africains et d'Asiatiques.

Alors qu'on installait un projecteur vidéo pour passer des scènes de la sanglante guerre éclair des Russes en Tchétchénie, un jeune homme me montra des pamphlets avec des titres comme *Jihad en Amérique ?* Sur les murs de la salle, des posters proclamaient : CLINTON : LE TERRORISTE LE PLUS RECHERCHÉ et LES OCCUPANTS JUIFS : TUEZ-LES DÈS QUE VOUS LES VOYEZ. Un panneau exhibait une étoile de David surmontée d'un crâne et d'os entrecroisés.

Le silence se fit dans la salle lorsque le cheikh Bakri, imposant avec sa canne et son costume noir de religieux soigneusement repassé, monta sur l'estrade. « Nous ne sommes pas ici pour faire la promotion d'Oussama Ben Laden, bien que nous le soutenions », commença-t-il par dire. Puis il demanda, non sans emphase : « Qui est un terroriste ? Qui dit ce qui est bien ou mal ? » Comme l'auditoire écoutait avec ravissement, le cheikh continua : « Nous reconnaissons la direction de Ben Laden, bien que nous ne l'ayons pas rencontré, ce milliardaire qui se sacrifie pour l'islam. »

Ensuite, un jeune homme, grand et musclé, portant un T-shirt et des pantalons de camouflage, prit le micro. Se présentant comme le

directeur de la sécurité de l'organisation du cheikh Bakri, il expliqua avec un fort accent faubourien que l'entraînement militaire en Grande-Bretagne « n'est pas en lui-même illégal ».

Après le 11 septembre 2001, le rôle capital joué par le Royaume-Uni dans les plans d'al-Qaida fut mis en évidence par l'arrestation de Lotfi Raissi, un Algérien d'une trentaine d'années qui aurait appris à piloter à quatre des terroristes de l'attentat contre le World Trade Center[67].

Ben Laden a des liens moins étroits mais réels avec d'autres organisations jihadistes dans le monde, dont les groupes cachemiris basés au Pakistan. Dans ce conflit, l'enjeu est considérable : à deux reprises, l'Inde et le Pakistan sont partis en guerre pour cette belle région de montagnes et de lacs, et les dirigeants des deux côtés ont fait des déclarations belliqueuses sur l'arme nucléaire[68]. La CIA estime que la situation du Cachemire est aujourd'hui la plus susceptible de déclencher un conflit nucléaire. Depuis 1990, plus de cinquante mille personnes ont été victimes de ces troubles, qui chaque jour fournissent des nouvelles fraîches d'attentats à la bombe ou de représailles de l'armée indienne[69]. En juillet 2001, une rencontre au sommet entre l'Inde et le Pakistan buta sur le sujet du Cachemire[70].

Les liens entre al-Qaida et le groupe terroriste Harakat ul-Mujahideen (HUM) devinrent clairs en août 1998, lorsque les États-Unis firent pleuvoir des missiles de croisière sur les camps d'entraînement militaire en Afghanistan. La plupart des partisans de Ben Laden avaient quitté le camp avant les frappes, mais parmi la vingtaine de militants qui moururent, neuf étaient de l'HUM[71]. Et l'HUM n'est que l'un des douze groupes du Cachemire qui cherchent à expulser les Indiens de cette région. En 1995, une cellule de l'HUM kidnappa six touristes occidentaux au Cachemire[72]. Un touriste s'échappa, un deuxième fut décapité, et les quatre autres sont portés disparus — probablement morts. Au moment où j'écris ces lignes, l'HUM continue à utiliser les camps d'entraînement situés en Afghanistan[73].

En décembre 1999, je fis connaissance avec la tactique terroriste de l'HUM : je couvris le fameux détournement de l'avion de ligne d'Indian Airlines. L'avion a été pris à Katmandou, au Népal, et a joué à la marelle au travers de l'Asie et du Proche-Orient, atterrissant en Inde, au Pakistan, à Dubaï et finalement à Kandahar, où les preneurs d'otages entreprirent de négocier pour la libération de

militants du Cachemire et d'un religieux pakistanais, le maulana Masood Azhar, détenu en Inde[74]. (L'antenne de l'HUM qui avait kidnappé des touristes occidentaux au Cachemire en 1995 avait demandé à plusieurs reprises la libération d'Azhar, figure centrale de leur organisation[75].)

Lorsque j'appris à quel endroit l'avion se trouvait, j'étais à Kaboul, j'interviewai un ministre taliban sur Ben Laden. Un responsable de CNN me dit de me rendre, aussi vite que possible, à Kandahar ; cela devait être un voyage cauchemardesque de vingt heures. Le taxi que je pris était conduit par un mollah aimable au turban noir qui avait combattu les Soviétiques et était une recrue de la première heure des talibans, ce qui ne l'empêcha pas de chanter, tout au long du voyage, sur des airs de musique indienne interdite. Nous traversâmes des régions désertiques montagneuses et un village en pisé où le seul signe de modernité était les haut-parleurs du toit de la mosquée. Le voyage, à vous rompre l'échine, dura seize heures, avec une seule étape d'une demi-heure pour que le chauffeur puisse rompre le jeûne dans un restaurant du bord de la route où une quarantaine d'hommes, surtout des combattants talibans, attendaient scrupuleusement que le soleil se couche derrière les montagnes. Ils commencèrent par des dattes, qui furent suivies d'un énorme repas de pain indien qu'ils trempaient dans une sauce de yaourt et de carottes, accompagné d'un riz pilaf à la kabouli, de fines pelures d'orange, de raisin et d'agneau. L'addition pour trois, pourboire et boissons non alcooliques inclus, était de deux dollars.

Ensuite, nous roulâmes dans la nuit, vers le sud, et arrivâmes à l'aéroport de Kandahar au matin du 27 décembre. La tension était extraordinaire, car les preneurs d'otages venaient de lancer un ultimatum de trois heures. Dépités de n'avoir traité qu'avec un modeste diplomate, ils demandèrent à parler à de hauts responsables indiens, menaçant en cas de refus d'exécuter quelques-uns des cent cinquante-cinq passagers. Ils avaient déjà poignardé un Indien de retour de sa lune de miel au Népal : il saigna à mort sur son siège pendant deux heures[76].

Comme l'heure limite approchait, les preneurs d'otages menacèrent d'exécuter deux passagers occidentaux. Le ministre des Affaires étrangères des talibans, Wahid Ahmad Mutawakkil, leur fit savoir, par la radio, qu'une importante délégation de Delhi était en chemin vers Kandahar et il insista sur le fait que si on touchait à un des passagers il ordonnerait à ses troupes de prendre l'avion d'assaut. Il restait quelques minutes avant l'expiration de l'ultimatum ; un convoi de quatre-vingts commandos talibans, à la

mine sévère et armés jusqu'aux dents, encerclèrent l'avion. Le délai expira, sans incident.

Dans l'avion, Jeanne Moore, une psychothérapeute californienne d'une cinquantaine d'années qui s'occupe d'enfants présentant des troubles mentaux, ignorait heureusement que les preneurs d'otages avaient menacé d'exécuter des passagers occidentaux. Elle savait simplement qu'ils étaient dangereux ; dès le début de l'épreuve, elle avait reçu sur la tête un grand coup de crosse de pistolet lorsqu'elle avait fait un peu de bruit, et elle avait entendu un des preneurs d'otages, appelé « docteur », frapper un couple de passagers. Elle m'a dit qu'elle n'oublierait jamais le bruit des coups.

À un moment, les hommes avaient encerclé tous les étrangers (ceux qui n'étaient ni Indiens ni du Népal) et les avaient emmenés au bout de l'espace classe économique. Ils prirent les passeports des étrangers, donc ils découvrirent que Jeanne Moore était américaine. Les preneurs d'otages étaient alternativement brutaux et familiers. Mme Moore put entamer une sorte de dialogue avec un certain Burger, parla de grammaire anglaise et de syntaxe, et même de l'affaire Monica Lewinsky. Elle pensa qu'une « forme quelconque de camaraderie » pourrait faciliter les choses. Elle utilisa les techniques qu'elle emploie avec les enfants qu'elle traite : établir des rapports mais ne jamais affronter l'autre.

De la tour de contrôle, le ministre des Affaires étrangères Mutawakkil mena les négociations tambour battant. Le mardi, il persuada les preneurs d'otages d'abandonner certaines de leurs demandes initiales, dont l'exhumation d'un militant du Cachemire enterré en Inde et une rançon de 200 millions de dollars. Il prétexta que ces conditions étaient « non islamiques ». Les talibans maintinrent une pression psychologique sur les preneurs d'otages pour conclure un accord. Chaque soir, comme la température du désert autour de Kandahar plongeait jusqu'au gel, des soldats se blottissaient autour de feux de camp dans un périmètre englobant l'Airbus. La lueur rouge des feux illuminait doucement l'avion.

Le représentant des Nations unies pour l'Afghanistan, Erik de Mul, faisait les cent pas sur la piste de l'aéroport, avec son chapeau mou et un grand manteau, fumant cigarette sur cigarette. Ce patricien hollandais était là pour conseiller les talibans ; il déclara aux reporters qu'ils menaient les négociations d'une manière experte et sensible.

Pendant ce temps, Jeanne Moore avait du mal à savoir quel jour on était : la cabine était maintenue dans l'obscurité et les passagers

gardaient la plupart du temps la tête entre les genoux ou avaient les yeux bandés. Et elle ne savait pas où ils se trouvaient, même si elle fit quelques suppositions éclairées. Au quatrième jour ou presque de la prise d'otages, elle aida une passagère « terrorisée et réclamant une ambulance. L'électricité venait d'être coupée et il faisait de plus en plus chaud ». Jeanne Moore conduisit la femme dans le cockpit et regarda autour d'elle. Derrière les fenêtres se trouvaient des barbus armés portant des turbans. Bienvenue dans l'émirat islamique d'Afghanistan.

« Je ressentais la pression qui envahissait les preneurs d'otages, m'a dit Mme Moore. Ils n'avaient pas dormi. Ils me dirent qu'ils ne craignaient pas la mort. Je dis à Burger d'organiser la relève de ses hommes afin que certains puissent se reposer, car ils avaient des grenades, et auraient pu faire sauter tout l'avion. »

Les négociations continuèrent tout le mercredi ; l'état des otages se détériorait. Ils étaient dans l'avion depuis cinq jours et n'avaient mangé que du pain, du riz et des haricots. Les toilettes débordaient et puaient ; les appareils de l'avion, qui avaient fonctionné pendant des jours, commençaient à se détraquer : plus de chauffage ni d'air conditionné[77].

Le jeudi 30 décembre, les talibans firent une autre démonstration de force. Cette fois-ci un transport de troupes blindé vint sur le tarmac, et un tank prit position sur un monticule à 400 mètres de là. À nouveau un convoi de commandos encercla l'avion et une camionnette sur laquelle des talibans avaient chargé des missiles Stinger fit lentement le tour de l'avion. Dans l'avion, les preneurs d'otages dirent aux passagers : « Ne faites pas de bruit. Ne bougez pas. »

Mutawakkil définit les mouvements de troupes comme des mesures de sécurité de routine, mais le message était clair : mettez fin à la crise ou bien nous attaquerons l'avion. C'eût été un bain de sang, car les talibans n'ont pas d'unités semblables à la force Delta américaine ou aux SAS britanniques, capables de mener des opérations « chirurgicales » de secours d'otages.

Le jeudi soir, l'accord final fut conclu. Les Indiens acceptèrent de relâcher Azhar et deux autres militants détenus en Inde : Mushtak Ahmed Zargar, chef d'al-Umar, un groupe cachemiri peu connu, et Omar Sheikh, un citoyen britannique, de famille pakistanaise et improbable diplômé de la London School of Economics[78]. Le vendredi matin, Mutawakkil convoqua les reporters et leur dit qu'un accord avait été conclu mais que la libération des passagers serait extrêmement délicate et potentiellement dangereuse.

(Ce n'est qu'ensuite que j'appris le rôle capital joué par Ben Laden dans les coulisses des négociations entre les talibans et l'HUM : il incita les preneurs d'otages à obtenir le meilleur accord pour eux-mêmes.)

Dans l'après-midi, un avion avec, à son bord, le ministre des Affaires étrangères indien, Jaswant Singh, et les militants relâchés des prisons indiennes atterrit sur l'aéroport. Dans une opération à la chorégraphie très élaborée, les preneurs d'otages sortirent de l'avion et, assurés que leurs camarades étaient vraiment à Kandahar, permirent aux otages de monter dans quatre bus qui attendaient pour les transférer vers un avion, lequel les emmènerait à New Delhi. Jeanne Moore fut la dernière à quitter l'avion. Affaiblie et malade, elle fut transportée sur une chaise roulante.

Après la libération, le ministre des Affaires étrangères Singh, un grand diplomate aux cheveux argentés, vêtu d'un impeccable costume gris à la Nehru, donna une conférence de presse dans un salon de l'aéroport. Il fit une brève annonce que le gouvernement indien n'avait pas cédé aux terroristes. Cet énorme mensonge fut énoncé avec le plus grand sérieux, comme si la gravité suffisait à le rendre véridique. Un reporter australien, fidèle à la tradition de franc-parler de son pays, eut la témérité de contredire cette version. Singh l'ignora et, avec son entourage, sortit majestueusement. Il faut dire que son gouvernement avait été soumis à une extraordinaire pression dans cette crise. Les supplications des familles des otages furent le seul sujet qu'abordèrent les médias indiens durant le drame.

Peu après la crise, le Premier ministre Atal Bihar Vajpayee spécula en public sur le fait que le Pakistan avait orchestré la prise d'otages. Pour leur part, les médias pakistanais suggérèrent qu'elle avait été ourdie par la « main cachée » des services de renseignement indiens. Ces théories absurdes sont une excellente illustration du fait que, sur le sujet du Cachemire, le bon sens prend trop souvent des vacances sur le sous-continent indien.

L'opération fut un fabuleux succès pour les pirates. Non seulement ils assurèrent la libération de leurs camarades militants, mais les talibans leur permirent de s'échapper, très certainement via le Pakistan. Un haut responsable américain qualifia l'événement de « prise d'otages meurtrière réussie ».

Pour en savoir plus sur l'HUM et d'autres groupes cachemiris radicaux, je décidai de me rendre à Muzzafarabad, une ville proche

de la frontière séparant la région d'Azad au Pakistan, ou Cachemire « libre », du Cachemire indien, et qui tient lieu de quartier général à la plupart des groupes.

Pour se rendre d'Islamabad à Muzzafarabad, j'eus recours aux services d'Ilyas, un chauffeur de taxi de vingt-cinq ans, membre de l'infime minorité chrétienne. Avant de partir, je m'arrêtai au ministère de l'Information, où l'on me donna le laissez-passer indispensable pour Muzzafarabad (la ville est interdite au visiteur de passage). Il me dit qu'il y avait eu une sécheresse lors des derniers mois et que, pendant la fête de la rupture du jeûne, tout le monde avait prié pour que la pluie revienne. Ces prières allaient être exaucées.

Nous prîmes la route à Islamabad en direction de Muree, une ville située sur une colline où les Britanniques faisaient retraite pour échapper à la chaleur accablante des étés indiens. L'église victorienne de la Sainte-Trinité qui orne la rue principale de Muree ne déparerait pas une ville du Sussex. En montant dans les collines, très boisées, nous vîmes des panneaux annonçant la présence de paons et de lions des montagnes. Ilyas alluma péniblement le lecteur de cassettes, qui joua des airs de rap louches qu'il aimait et le mystérieusement fascinant *I believe* de Cher. Ilyas était agréable et nous avons sympathisé. Nous passâmes devant une pancarte qui mentionnait : RISQUES D'ÉBOULEMENT. Jusqu'à présent, une fine pluie tombait et, au-dessus des montagnes, je voyais des brumes se former. Lorsque nous arrivâmes à Muree, une borne, à un croisement, nous apprit que nous étions à 2 000 mètres d'altitude. La pluie devint de la neige.

Ilyas lança soudainement : « M. Peter, j'ai déjà conduit dans la neige mais je n'ai jamais vu de la neige tomber comme ça. »

Il slaloma rapidement vers un camion et emboutit son pare-chocs.

Je dis à Ilyas de ne pas se faire de souci, que je paierais les dégâts, et nous continuâmes avec précaution, une fois dépassé le club de golf de Muree, qui apparaissait de façon incongrue au travers de ce qui était devenu une tempête de neige aveuglante. La route était jalonnée de carcasses de voitures mais faire marche arrière sur cette étroite route de montagne eût été aussi imprudent que poursuivre tout droit. Alors, comme si cela avait été convenu, nous fîmes un long et lent dérapage vers un talus de pierre pour finir encastrés entre un rail de protection en métal et un mur de pierre, à quelques centimètres d'une faille de 50 mètres qui nous aurait expédiés dans un bosquet de pins recouverts de neige.

« La prochaine fois, on prendra des chaînes », proposa Ilyas.

Mais c'était tout de suite que nous avions besoin d'aide. Un bus s'arrêta et des hommes en descendirent pour nous remettre au milieu de la route. Ilyas était assez ému, et dit : « Dieu et Jésus-Christ nous ont sauvés, aujourd'hui. » J'étais d'accord pour reconnaître que notre rendez-vous avec la mort était reporté, à quoi Ilyas repartit : « Ces Anglais qui ne croient pas en Dieu ! Qu'est-ce qu'ils croient ? Que le monde tourne automatiquement ? »

Nous avançâmes très lentement sur cette route de montagne enneigée, et traversâmes de petites villes dominées par des mosquées aux toits verts. Des gens blottis sous les auvents des immeubles riaient avec jubilation à voir notre malheureux taxi tout cabossé. Lorsque nous descendîmes vers Muzzafarabad, le climat changea doucement. Nous traversâmes une rivière et arrivâmes à un poste de contrôle où des soldats examinèrent soigneusement nos laissez-passer puis nous firent signe de passer.

En entrant dans Muzzafarabad, une ville humide et difforme située sur des collines frangées de brume, je remarquai des pancartes accueillant les militants récemment libérés et félicitant les grands moujahidines. Après un rapide arrêt à notre hôtel, nous ressortîmes pour gagner la base d'opérations de l'HUM, une villa aux murs blancs d'un faubourg. Une cohorte de Jeep et de camionnettes était garées dehors. À l'intérieur, une douzaine de jeunes gens armés d'AK-47 tournaient en rond. Un d'eux me conduisit auprès d'un haut responsable, un grand gaillard d'une trentaine d'années portant une veste de camouflage et un chapeau de laine marron. Ce responsable, qui me demanda avec insistance à rester anonyme, me fit entrer dans une pièce décorée d'un luxe de photos de tanks, de mitrailleuses et de RPG. Là, il se lança dans le discours habituel des militants cachemiris : un topo détaillé du conflit du Cachemire.

Je résume : le Cachemire, grand comme l'Utah, coincé entre l'Inde et le Pakistan, a été l'objet d'un conflit entre ces deux pays depuis qu'ils ont obtenu leur indépendance de la Grande-Bretagne en 1947. La moitié du Cachemire se trouve du côté indien de la frontière, mais la majorité des Cachemiris est musulmane et veut faire sécession par rapport à l'Inde, majoritairement hindoue. Ces sentiments séparatistes ont été attisés par les fréquentes violations des droits de l'homme de l'armée indienne. Durant les cinquante dernières années, l'Inde et le Pakistan ont mené deux guerres généralisées, en 1947 et en 1965, pour le Cachemire. Après la guerre de 1947, les Nations unies ont organisé un accord de cessez-le-feu et

créé la région frontalière qui sépare l'Azad-Cachemire du Pakistan du Cachemire indien. Les Nations unies ont aussi appelé à un référendum sur le futur du Cachemire, que le gouvernement indien n'a jamais — on le comprend — permis d'organiser : dans leur grande majorité, les Cachemiris auraient voté pour l'indépendance[79].

La dernière recrudescence de troubles date de la fin des années quatre-vingt ; elle est due en partie à la frustration engendrée par des élections indiennes truquées et en partie à la fin de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan, qui libéra toute une classe de guerriers saints prêts à se lancer dans un autre jihad[80]. L'HUM a été fondé en 1985 comme groupe moujahid afghan sous le nom de Harakat al-Ansar. En 1997, après que le Département d'État a mis le Harakat al-Ansar sur sa liste d'organisations terroristes, le groupe se rebaptisa Harakat al-Mujahideen. (Le responsable de l'HUM auquel j'ai parlé prétendit que ce n'était qu'une coïncidence et que ce changement de nom était dû à des raisons internes.)

En mai 1999, une force conjointe de soldats pakistanais et de plusieurs centaines de militants cachemiris, dont des membres de l'HUM, s'empara de positions stratégiques dans la région montagneuse de Kargil, au Cachemire indien, et repoussa les assauts indiens pendant deux mois. En octobre, le général Pervez Moucharraf, qui avait dirigé l'opération de Kargil, renversa le gouvernement du Premier ministre Nawaz Sharif, qui s'était retiré piteusement de Kargil.

Lorsque j'ai demandé au responsable de l'HUM si son groupe était responsable de la prise d'otages de l'avion d'Indian Airlines, il ne répondit pas directement. Mais ses sympathies allaient aux preneurs d'otages ne serait-ce que parce qu'ils avaient attiré l'attention sur la question du Cachemire. Il nia aussi que son groupe fût lié à Ben Laden — chose étrange, puisque le chef de l'HUM, Fazil Rahman, avait, un an auparavant, annoncé publiquement que des combattants de l'HUM avaient été tués lors des attaques américaines aux missiles sur les camps d'Afghanistan. Ce responsable de l'HUM fut plus sincère sur les projets futurs du groupe, en faisant remarquer qu'il avait récemment formé des fedayins à envoyer dans des missions suicides en Inde.

L'HUM n'est pas la seule organisation à former de tels hommes. Il existe aussi le Tehrik-e-Jihad, dont le chef vit près du quartier général de l'HUM dans une autre rue tranquille de Muzaffarabad. Salim Wani, que j'ai rencontré quelques heures après ma visite à l'HUM, est un imposant père de trois enfants d'une quarantaine d'années, qui parle parfaitement anglais. À la différence du res-

ponsable anonyme de l'HUM, Wani ne portait pas de treillis mais un survêtement et une écharpe. Il me reçut dans une pièce meublée de tapis et de quelques chaises. Autour d'un thé et de petits gâteaux, il me raconta comment il était devenu un militant cachemiri.

Né dans la partie indienne du Cachemire, Wani étudia à l'université de Srinagar, où il se spécialisa en économie. En 1988, il se joignit à des étudiants lors de manifestations anti-indiennes. Le gouvernement les réprima violemment, et Wani s'échappa au Pakistan. « Ma maison fut pillée, mon père fut interrogé sept fois. Ensuite, je n'ai pas eu d'autre choix que de me tourner vers la lutte armée. » Wani rejoignit un rassemblement assez informel de militants appelé le Conseil uni du jihad, fondé en 1990. Au début, dit-il, le mouvement n'avait aucune portée. « Mais, en 1996, nous avons commencé à travailler plus efficacement, partageant des armes et des hommes. » En 1997, Wani fonda le Tehrik. « Nous menons des opérations contre des avant-postes indiens, m'expliqua-t-il. Nous avons commencé avec des pétards et des cocktails Molotov, mais avec le temps nous avons arraché de l'armement aux Indiens puis avons appris à nous en servir et à porter leurs uniformes. » Avant que je parte, Wani me demanda de passer un message à un de ses oncles qui vit en Virginie et de lui transmettre ses salutations[81].

Une importante question est de savoir dans quelle mesure des groupes tels que le Tehrik et l'HUM sont soutenus par le gouvernement pakistanais. Des diplomates occidentaux au Pakistan disent que les militants reçoivent des armes et un soutien opérationnel par l'entremise de l'ISI, les services de renseignement pakistanais[82]. Le responsable de l'HUM m'a affirmé que son groupe ne reçoit qu'un soutien « diplomatique, moral et politique » du Pakistan. Quoi qu'il en soit, la facilité avec laquelle travaillent ces groupes montre que le Pakistan ne leur met pas de bâtons dans les roues.

Ainsi du Lashkar-e-Taiba, le plus important groupe militant cachemiri basé au Pakistan, qui a des bureaux à Islamabad. Comme d'autres groupes cachemiris, le Lashkar a envoyé des centaines de militants combattre les communistes en Afghanistan. À mon arrivée dans ses bureaux, je fus reçu par son porte-parole, Abdullah Muntazir, un petit homme de vingt-quatre ans que sa barbe fournie faisait paraître plus âgé. Muntazir m'a déclaré que la plupart des activités du Lashkar ont pour but d'attiser l'opinion publique pakistanaise contre l'Inde. Le groupe finance quelque deux mille deux cents « centres de prédication » qui diffusent des informa-

tions sur les atrocités commises par les Indiens. Des centaines de milliers de Pakistanais assistent à sa réunion annuelle [83].

Mais le combat du Lashkar n'est pas que rhétorique. Ayant rejoint le groupe à dix-huit ans, Muntazir raconte qu'il fut envoyé suivre un entraînement de trois semaines en Afghanistan, où il apprit, entre autres, à utiliser des AK-47 et des RPG. Après, il se rendit au Cachemire pakistanais pour suivre trois mois de « cycle supérieur » dans des matières telles que l'attaque de bâtiments et les embuscades contre des véhicules. Muntazir n'a participé qu'à une seule opération, une tentative ratée de faire sauter un train de ravitaillement indien.

Les appels à la Guerre sainte contre l'Inde trouvent un terrain propice au Pakistan — pas seulement dans l'Azad-Cachemire mais dans tout le pays. Le maulana Masood Azhar, le religieux relâché à la faveur de la prise d'otages d'Indian Airlines, apparut au Pakistan une ou deux semaines après sa libération et s'adressa à des foules en délire dans la ville de Karachi, dans le sud du pays, et dans sa ville natale de Bahawalpur. Entouré de gardes du corps armés jusqu'aux dents, il appela au jihad pour libérer le Cachemire. En février 2000, Azhar annonça la formation d'un groupe dissident de l'HUM, le Jaish-e-Mohammed (JEM), qui a ensuite tenté d'assassiner de hauts responsables indiens et a commis plusieurs attentats au Cachemire indien. Les milliers de partisans armés du JEM sont surtout pakistanais et cachemiris mais aussi afghans et arabes. Les Américains croient savoir que le JEM reçoit de l'argent de Ben Laden [84].

Ben Laden est aussi lié à une insurrection musulmane qui dure depuis plusieurs décennies dans les îles majoritairement catholiques des Philippines, donc à des milliers de kilomètres du Cachemire. Sur plus de cinquante millions de Philippins, environ 5 % sont musulmans, la plupart habitent la deuxième île du pays, Mindanao, mais beaucoup sont éparpillés sur les centaines de petites îles du sud du pays. Depuis 1972, divers groupes islamiques mènent une guérilla contre le gouvernement central pour obtenir l'instauration d'un État indépendant, et des dizaines de milliers de personnes sont mortes [85].

Les deux principaux de ces groupes sont le puissant Front Moro de libération islamique — qui s'est entraîné avec al-Qaida au début des années quatre-vingt-dix mais a signé un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement philippin pendant l'été 2001 — et Abou

Sayyaf, plus petit, qui a fait sécession du Front Moro en 1991[86]. Ce dernier groupe fut fondé par Abdurajik Janjalani, qui prit le nom d'Abou Sayyaf (« armé de l'épée ») en hommage à l'allié de Ben Laden, Abdol Rasool Sayyaf, avec lequel il combattit durant la guerre contre les communistes en Afghanistan[87]. Abou Sayyaf compte deux mille combattants et aurait gagné des dizaines de millions de dollars depuis qu'il s'est lancé dans une campagne de prise d'otages en 1993[88]. Parmi les touristes occidentaux qui furent pris en otages se trouvait l'Américain Guillermo Subero, venu faire de la plongée aux Philippines ; en juin 2001, le groupe annonça que Subero avait été décapité.

Comme je l'ai dit dans le chapitre sur les membres d'al-Qaida résidant aux États-Unis, le responsable de l'attentat contre le World Trade Center de 1993, Ramzi Yousef, s'entraîna avec Abdol Rasool Sayyaf et organisa ensuite des actions terroristes avec Abou Sayyaf. Lui et le vétéran de l'organisation de Ben Laden, Wali Khan Amin Shah, collaborèrent avec Abou Sayyaf en 1994 sur un plan visant à faire exploser onze avions de ligne et à assassiner Jean-Paul II lors de sa visite aux Philippines[89]. Ce complot échoua lorsqu'un essai d'explosifs rata dans l'appartement de Yousef à Manille ; dans sa fuite, il laissa derrière lui un portable sur lequel figurait le détail de l'entière opération. Depuis l'arrestation de Yousef par le FBI, Abou Sayyaf a demandé à plusieurs reprises sa libération[90].

Un autre allié d'Abou Sayyaf est Mohammad Khalifa, qui est marié à l'une des deux sœurs de Ben Laden et fut en Jordanie un important recruteur du Bureau des services de Ben Laden au Pakistan durant la guerre d'Afghanistan. Au début des années quatre-vingt-dix, Khalifa supervisa une affaire de meubles en rotin aux Philippines et épousa une Philippine, une de ses quatre femmes[91]. Il aida financièrement Abou Sayyaf[92]. En 1994, un tribunal jordanien l'accusa de terrorisme et le condamna à mort, mais alors il avait réussi à obtenir un visa pour les États-Unis du consulat américain de Djedda en donnant comme adresse une des sociétés de la famille Ben Laden[93]. Il fut arrêté à San Francisco en décembre 1994 puis extradé vers la Jordanie, mais obtint un non-lieu[94].

En 1997, l'avocat de Khalifa aux États-Unis m'a affirmé que son client avait bien donné de l'argent à Abou Sayyaf, mais pour des « œuvres humanitaires », ce qui n'est pas très plausible puisque, contrairement au Hamas palestinien ou au Hezbollah libanais, Abou Sayyaf a peu d'activités autres que la prise d'otages et les

attentats[95]. Khalifa vit maintenant à Djedda et dit de son parent tristement célèbre : « Ben Laden est un de mes vingt-deux beaux-frères et je ne pardonne pas ses actes terroristes. En fait, la famille tout entière a rompu avec lui, nous n'avons aucune communication avec lui parce que nous savons ce qu'il a fait et n'approuvons pas ses activités illégales[96]. »

Les partisans de Ben Laden sont aussi actifs dans le sud de la Russie, dans la mesure où ils sont engagés dans la guerre brutale qui déchire la Tchétchénie depuis 1994[97]. Bien sûr, les Tchétchènes combattent les Russes depuis le milieu du XIX^e^ siècle. Léon Tolstoï, qui servit dans un régiment d'artillerie au Caucase, a brossé un fascinant portrait des Tchétchènes dans *Les Cosaques* : « Personne ne parle de haine envers les Russes. Le sentiment qu'éprouvent les Tchétchènes, jeunes et vieux, est plus fort que la haine[98]. » Un siècle et demi plus tard, rien n'a vraiment changé[99]. Les Russes ont essayé de soumettre les turbulents Tchétchènes par le recours à deux guerres, dont l'une a duré de 1994 à 1996, et l'autre a été menée sporadiquement de 1999 à aujourd'hui.

Un des combattants les plus redoutés de ce conflit porte le nom de guerre de Khattab — l'un des successeurs de Mahomet — et aurait développé une relation père-fils avec Ben Laden alors qu'adolescent il combattait les Russes en Afghanistan. Certains détails de sa biographie sont troubles. Des reportages font référence à ses origines proche-orientales ; des responsables américains et des sources saoudiennes d'opposition disent que Khattab est saoudien, né vers 1970, dans la région de Khobar, dans le nord-est de l'Arabie Saoudite, et que son patronyme est al-Souwailem[100]. Sur les photographies dont on dispose, il fixe l'appareil d'un air renfrogné, porte des lunettes noires, une barbe fournie, un béret, ainsi que la tenue de camouflage usagée du guérillero professionnel.

Ce que l'on sait de Khattab, c'est qu'il a consacré l'essentiel de sa vie d'adulte à tuer des soldats russes en Afghanistan, au Tadjikistan et en Tchétchénie, et qu'il a contribué à donner une vision radicale de l'islam aux commandants tchétchènes — qui, au début de la guerre, n'étaient musulmans que de nom[101].

En août 1999, Khattab et le commandant tchétchène Chamil Basayev lancèrent une attaque contre des troupes russes dans le Daghestan voisin, ce qui provoqua la seconde guerre tchétchène. Sur une cassette vidéo filmée à cette époque, Khattab déclare : « Je

ne sais pas combien de troupes russes il y a là-bas. Chaque jour des colonnes y affluent… Je sais seulement que beaucoup de soldats seront tués, beaucoup seront faits prisonniers, et que beaucoup de sang sera versé[102]. » Khattab ajouta à sa sinistre réputation lorsqu'une série d'explosions survint dans des immeubles d'habitation en Russie, en septembre 1999 ; près de trois cents personnes périrent dans cet attentat, que les autorités lui imputèrent ainsi qu'à son camarade de Guerre sainte, Basayev.

En 1999, Khattab dirigea un camp dans le village tchétchène de Serzhenyurt, où il entraîna militairement des Tchétchènes et des Daghestanais, mais aussi des militants islamistes venus d'autres pays, selon des responsables américains. Il commande maintenant un millier de soldats, dont au moins deux cents viennent du Proche-Orient, du Pakistan et d'Afghanistan[103].

Le sous-titre de ce chapitre est « Le tour du monde en quatre-vingts jihads », et, pour citer un vieil adage, ce qui va d'un côté revient de l'autre. L'extension d'al-Qaida et de ses groupes affiliés à tous les continents est maintenant confirmée par l'effort mondial de les contenir, depuis le carnage du 11 septembre 2001. Les États-Unis, autrefois fiers — peut-être trop —, utilisent avec empressement les ressources d'autres pays, par exemple de l'Arabie Saoudite, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Russie, qui tous ont de bonnes raisons de réprimer les groupes islamistes. Ces pays offrent surtout des renseignements mais cela pourrait aussi être une aide militaire. On peut dire que Ben Laden, qui a des milliers, voire des dizaines de milliers, d'alliés dans le monde, a maintenant des ennemis par centaines de millions.

Dans le passé, al-Qaida a porté sa Guerre sainte de sa base en Afghanistan au monde entier. Maintenant, c'est le monde qui concentre cette guerre sur al-Qaida.

Conclusion

Fin de partie

Quant à l'Amérique, je ne lui adresserai que quelques mots : je jure devant Dieu que l'Amérique ne connaîtra pas la paix avant qu'elle ne règne en Palestine et avant que les armées infidèles ne quittent la terre de Mahomet, que la paix soit sur lui !

OUSSAMA BEN LADEN, déclaration diffusée sur *al-Jazira*, le 7 octobre 2001.

Sharif n'aime pas ça,
remue la casbah,
remue la casbah.

« *Rock the Casbah* », du groupe *The Clash*.

Alors que j'achevais ce livre, en août 2001, au seuil d'un nouveau siècle, les États-Unis semblaient en sécurité. Si Ben Laden et son groupe représentaient pour cette sécurité une des plus grandes menaces, les Américains pouvaient tout de même dormir tranquilles : statistiquement, ils avaient plus de chances d'être tués par un serpent que par un terroriste. La guerre froide et sa menace d'anéantissement nucléaire avaient disparu comme un rêve dont on a du mal à se souvenir, et l'omniprésence de la puissance culturelle et militaire américaine faisait des États-Unis un empire romain à son âge d'or, sans Goths ni Vandales en vue.

Le 11 septembre, cette suffisance disparut. Les Vandales étaient parmi nous, causant la mort d'environ cinq mille Américains. Les ondes se remplirent de bavards parlant à tort et à travers, qui appelèrent cela une attaque contre « le mode de vie américain », contre l'idée des États-Unis et de leur culture. Si de telles affirmations

fournissent une satisfaction psychologique à ceux qui les font, elles masquent plus qu'elles ne révèlent les motivations de Ben Laden et de ses partisans.

Si vous avez lu *Guerre sainte, multinationale*, la question à laquelle vous cherchez une réponse est : pourquoi Ben Laden fait-il cela ? Pour tenter de répondre, nous ne devons pas tomber dans la caricature mais plutôt prêter attention aux propres déclarations de Ben Laden sur les causes de sa guerre contre les États-Unis. Cet homme n'est pas un enragé qui s'est réveillé un matin de mauvaise humeur, le turban défait, et a décidé que les États-Unis étaient L'ENNEMI. Il a des raisons pour haïr les États-Unis, et si nous comprenons ces raisons, nous aurons un commencement d'aperçu sur ce qui a provoqué les terribles événements du 11 septembre.

Dans les quelques dizaines de milliers de mots que Ben Laden a prononcés en public, il y a plusieurs omissions : il ne s'est pas répandu en injures contre les effets pernicieux des films d'Hollywood, ni contre le nombril de Madonna, ni contre la pornographie protégée par la Constitution américaine. Il n'a pas non plus fulminé contre la drogue et la culture alcoolique de l'Occident, ou sa tolérance envers les homosexuels. Il a laissé ces thèmes au chrétien fondamentaliste Jerry Falwell, qui a estimé que les attaques du 11 septembre constituaient la vengeance de Dieu contre les Américains pour avoir toléré le féminisme et l'homosexualité.

Si l'on en juge d'après son silence, Ben Laden se soucie peu de ces sujets de civilisation. Il condamne les États-Unis pour leur politique au Proche-Orient, un point c'est tout. À savoir, pour récapituler brièvement : la présence militaire permanente en Arabie, le soutien des États-Unis à Israël, leur bombardement de l'Irak et leur soutien à des régimes tels ceux de l'Arabie Saoudite ou de l'Égypte qu'il considère comme apostats.

Ben Laden est en guerre contre les États-Unis, mais il s'agit d'une guerre *politique*, justifiée par son interprétation de l'Islam, dirigée contre les symboles et institutions du pouvoir *politique* américain. Les preneurs d'otages qui sont venus aux États-Unis n'ont pas attaqué le quartier général d'une grande entreprise commercialisant de l'alcool, ni celui d'AOL-Time Warner, ni celui de Coca-Cola, ils n'ont pas attaqué Las Vegas ou le Village de Manhattan, ni la Cour suprême. Ils ont attaqué le Pentagone et le World Trade Center, les symboles de la puissance militaire et économique américaine. Et cela s'accorde avec les attaques précédentes d'al-Qaida contre des ambassades, des installations militaires et des navires de guerre.

Cela étant dit, les attaques sont-elles les premières salves du « choc des civilisations » prédit par le professeur Samuel Huntington, de Harvard ? « Les communautés culturelles ont remplacé les blocs de la guerre froide, a-t-il écrit, et les lignes de faille entre les civilisations deviennent les principales lignes de conflit de la politique mondiale[1]. » Selon Huntington, les plaques tectoniques de l'islam vont pulvériser celles de la chrétienté et de l'hindouisme, tandis que dans la chrétienté les orthodoxes s'opposeront aux catholiques. De tels chocs, a-t-il prédit, constitueront les futures ruptures de l'Histoire.

Huntington a isolé l'islam comme la force obscure du monde de demain. Voyons ce passage : « La propension musulmane à la violence est aussi suggérée par la manière dont les sociétés musulmanes sont militarisées[2] », et celui-ci : « Certains Occidentaux, dont le président Clinton, ont affirmé que l'Occident n'a pas de problèmes avec l'islam mais seulement avec les extrémistes musulmans violents. Ce n'est pas ce que montrent quatorze siècles d'Histoire[3]. » Huntington a aussi écrit : « Les frontières de l'islam sont ensanglantées », une accusation à laquelle les musulmans bosniaques souscriraient, j'en suis sûr[4].

Huntington fait justement remarquer le « réveil de l'islam » au vingtième siècle, mais il lie à tort ce réveil à la violence. En cela il ressemble à ces journalistes américains, prisonniers de leur vision séculière et libérale, qui critiquent le réveil fondamentaliste chrétien aux États-Unis à cause de l'assassinat de médecins pratiquant l'avortement ; le réveil chrétien concerne des millions de personnes, mais la violence contre les cliniques qui pratiquent l'avortement est le fait de quelques fanatiques.

D'une manière superficielle, Ben Laden semble s'inscrire dans la thèse du « choc des civilisations ». Après tout, il se délecte à attaquer des cibles américaines. Mais, à y regarder de près, sa colère est dirigée autant contre un des États musulmans les plus conservateurs du monde, l'Arabie Saoudite, que contre les États-Unis. Quant à sa dénonciation des Juifs, al-Qaida n'a, à cette heure, jamais attaqué une cible israélienne ou juive[5].

En outre, traiter « l'islam » comme un bloc n'est pas sensé. Il y a plusieurs islams comme il y a plusieurs chrétientés. Cela va des étudiants musulmans du MIT qui ont créé leur propre salle de prière, aux religieux yéménites qui participent aux élections, aux femmes iraniennes qui créent un féminisme musulman, à la Jamaa tablighi, un mouvement missionnaire musulman non violent peu

connu en Occident, aux « moines guerriers » talibans ayant détruit les anciennes statues bouddhistes de leur pays au nom d'Allah[6].

Même dans l'ex-Yougoslavie, la première pièce à conviction de Huntington, où deux cent mille personnes moururent durant les années quatre-vingt-dix dans les guerres opposant les Serbes orthodoxes, les Bosniaques musulmans et les Croates catholiques, son analyse n'est exacte que jusqu'à un certain point. Comme cela a été bien prouvé, il a fallu un Milosevic pour allumer les guerres de Yougoslavie comme il a fallu un Hitler pour déclencher la Solution finale. Bien sûr, une fois ces événements commencés il y a eu des Allemands « ordinaires » et des Serbes « ordinaires » (mais aussi Croates et Musulmans) pour participer avec enthousiasme à la tâche de tuer leurs voisins. Mais les « haines héréditaires » ne sont pas des explications suffisantes pour les guerres et les génocides. Les changements politiques en sont la clef. Il n'était pas désagréable d'être un Juif dans l'Allemagne de Bismarck comme il n'était pas désagréable d'être musulman sous Tito.

Le choc des civilisations est cependant une théorie pour expliquer le monde d'après la guerre froide. La validation de cette théorie réside dans son application à un grand nombre de situations, et sans aucun doute Huntington peut faire valoir nombre d'exemples : la guerre sanglante du Soudan entre son régime islamiste et les rebelles chrétiens et animistes ; les guerres continuelles entre Russes et Tchétchènes ; la rébellion musulmane aux Philippines ; les Arabes contre les Juifs en Israël, et maintenant peut-être les événements du 11 septembre.

Mais une myriade de conflits dans le monde vont à l'encontre de la théorie de Huntington. Le génocide le plus sanglant des années quatre-vingt-dix ne se déroula pas entre des civilisations mais entre des groupes tribaux : les Hutus et les Tutsis en Afrique centrale. Cette guerre fit huit cent mille morts. En Somalie, l'organisation humanitaire occidentale de 1992 fut accessoire par rapport à une décennie de guerre des clans dans cette nation majoritairement musulmane. La guerre en cours en Colombie, qui a provoqué le déplacement de millions de personnes et en a tué des dizaines de milliers, a dégénéré d'une bataille entre gauche et droite en une brutale compétition pour le contrôle du trafic de cocaïne.

Huntington utilise la guerre contre l'Union soviétique en Afghanistan dans les années quatre-vingt comme premier exemple de sa thèse, la décrivant comme « une guerre de civilisation parce que les musulmans la considérèrent comme telle et se rassemblèrent contre l'Union soviétique[7] ». Très juste. Mais l'argument de

l'Afghanistan, une fois lancé, est comme un missile guidé par la chaleur qui tourne jusqu'à ce qu'il fasse exploser sa propre théorie. Les Soviétiques se retirèrent d'Afghanistan en 1989. Depuis le pays a été déchiré par de multiples guerres civiles opposant l'Afghan à l'Afghan, l'islamiste à l'islamiste, le chiite au sunnite, le Tadjik au Pachtoune. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées[8]. Peut-être s'agit-il du *choc des connaissances* ?

Même des exemples qui semblent, à première vue, confirmer le « choc des civilisations » deviennent plus compliqués, à bien les considérer. Au Cachemire, il semble que des musulmans, aidés par le Pakistan, se battent pour se libérer du joug de l'Inde hindoue ; mais à y regarder de plus près la plupart des Cachemiris mènent une lutte nationaliste pour leur indépendance et sont opposés à la fois au gouvernement indien et aux militants islamistes du Pakistan et d'ailleurs venus les aider[9].

Un indice plus juste des rivalités postérieures à la guerre froide est le bon vieux nationalisme, comme on a pu le voir au Kosovo. En 1999, les Kosovars, plus musulmans de nom qu'en pratique, ont formellement rejeté l'aide d'islamistes venus de l'étranger[10]. Les Kurdes d'Irak et de Turquie se battent depuis des décennies pour obtenir une plus grande indépendance vis-à-vis de leurs compatriotes turcs et irakiens.

Un autre indice de conflit est ce que Michael Ignatieff, s'inspirant de Freud, appelle « le narcissisme des différences mineures » – des guerres menées entre des voisins ayant la même culture, comme beaucoup de conflits en Afrique aujourd'hui[11].

Un autre indice est, comme d'habitude, la politique de coercition. Par exemple, la tentative de Saddam Hussein de s'emparer du Koweït de ses frères arabes en 1990, et l'alliance consécutive d'États occidentaux et de la majorité des États musulmans pour le déloger. La tentative de Hussein de se parer d'une légitimité islamique afin de rallier à sa cause les musulmans du monde entier, durant la guerre qui s'ensuivit, eût été pathétique si elle n'était pas d'un cynisme à couper le souffle. Les musulmans savaient bien que Saddam Hussein était laïc, à sa manière implacable et indistincte, éliminant tous les opposants musulmans, qu'ils fussent islamistes, kurdes, chiites ou réfugiés dans les marais du sud de son pays.

La guerre du Golfe était impopulaire aux yeux de « l'homme de la rue » arabe, mais la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Qatar, le Bahreïn, le Koweït et Oman envoyèrent tous des troupes pour participer à l'opération *Tempête du désert*[12]. En fait, les oulémas saoudiens et égyptiens ont publié des déclarations appelant la

guerre contre l'Irak une Guerre sainte[13]. Des chefs de nations musulmanes ne voulaient pas que l'Irak devienne le gendarme du Proche-Orient, quelle que fût la rhétorique employée pour dire qu'ils préfèrent les États-Unis dans ce rôle.

Le président George W. Bush est maintenant le commandant en chef d'une guerre très différente de celle menée par son père contre l'Irak. Car plusieurs nations, dont la Jordanie et le Yémen qui sympathisaient avec Saddam Hussein durant la guerre du Golfe, aident la coalition menée par les Américains. La plupart des gouvernements du Proche-Orient sont implacablement opposés à al-Qaida et à ses affiliés ; ils ne sauraient oublier qu'ils sont, eux aussi, les cibles de la campagne de violence de Ben Laden. Et leur antipathie pour les mouvements radicaux jihadistes qui cherchent à les renverser semble être partagée par leurs peuples ; comme le soutien aux organisations extrémistes décline, les groupes islamistes modérés désireux de travailler dans le cadre politique en vigueur sont devenus bien plus populaires.

La journaliste Geneviève Abdo prétend que les racines du mouvement islamiste modéré se trouvent dans les Unions professionnelles égyptiennes et que le mouvement a déjà fait de grands pas afin de s'assurer le pouvoir[14]. La thèse d'Abdo est corroborée par un autre journaliste, Anthony Shahid, qui a montré que le mouvement islamiste modéré est devenu très important non seulement en Égypte mais aussi en Jordanie et en Iran[15]. (Cela dit, l'inverse se produit en Israël et dans l'autorité palestinienne, où l'effondrement du processus de paix a renforcé les radicaux des deux côtés.)

Le Yémen connaît aussi le développement d'un mouvement islamiste démocratique. Le parti islamiste Islah, qui gagne environ 20 % des sièges au parlement, comprend des éléments des Frères musulmans, qui il y a dix ans n'auraient pas participé aux élections[16]. Maintenant Islah travaille dans le cadre de la tentative de démocratie multipartite du Yémen comme acteur politique responsable[17].

Le développement de partis islamistes travaillant à l'intérieur d'un cadre démocratique ne doit pas surprendre. Il n'y a rien d'essentiellement « antidémocratique » dans l'islam, et il y a des concepts musulmans telle la *choura* – « consultation » – qui ont leur place dans un cadre démocratique[18]. Que sont les élections, sinon des consultations du peuple ? De la même manière que le franquisme, le droit divin des rois du XVIII[e] siècle et le mouvement pour les droits civils américains des années soixante sont tous issus de la société chrétienne, plusieurs modèles politiques peuvent

l'être d'un environnement islamique. La preuve réside en Indonésie : avec plus de deux cents millions d'habitants, c'est une des plus grandes démocraties du monde et le plus grand pays musulman [19]. Ce qui ne fait pas oublier que trop de pays musulmans restent la proie de dictateurs et de monarques autoritaires.

Si les avocats de l'islam politique ont bien échoué à créer des États islamistes comme le Soudan et l'Afghanistan, et si les pays du Proche-Orient voient l'émergence de groupes et partis islamistes moins portés à la confrontation, quelle est la signification de *Guerre sainte, multinationale*, le courant islamiste le plus radical ?

Pour répondre à cette question, jetons un coup d'œil à l'histoire d'un groupe analogue : les Assassins, une secte musulmane radicale des XI^e^ et XII^e^ siècles qui fut peut-être le premier groupe dans l'Histoire à utiliser systématiquement le terrorisme comme moyen de détruire ses ennemis. Les Assassins dirigeaient leur campagne de terreur de forteresses montagnardes lointaines situées dans des régions qui font aujourd'hui partie de la Syrie et de l'Iran. Des Assassins étaient envoyés pour supprimer les ennemis du groupe, principalement des chefs politiques sunnites et aussi quelques chrétiens. Des mythes apparurent autour des Assassins, particulièrement en Occident, où on croyait que les Assassins fumaient du haschisch avant d'accomplir leurs missions meurtrières. (Huit siècles plus tard, en écho aux pratiques des Assassins, Mohamed Atta se soûla quelques jours avant de faire s'écraser l'avion du vol n° 11 contre la tour nord du World Trade Center.) Les sources occidentales médiévales pensaient aussi que les Assassins étaient dirigés par un chef mystérieux, le Vieux de la montagne, qui avait créé ce groupe de meurtriers fanatiques.

Il y a des parallèles entre les Assassins et al-Qaida. Premièrement, le choix par al-Qaida d'une base, l'Afghanistan montagneux et reculé, éloignée des pouvoirs auxquels elle s'attaque. Deuxièmement, l'utilisation du terrorisme pour aboutir à ses fins. Ben Laden et compagnie ont moins centré sur l'assassinat – bien qu'ils aient tenté d'assassiner Hosni Moubarak en 1995 – que sur des actes de destruction de masse, mais c'est toujours du terrorisme. Si les Assassins étaient un groupe dissident des chiites minoritaires dans le monde musulman alors que Ben Laden prêche un néo-fondamentalisme sunnite, en pratique les deux groupes sont opposés à l'*establishment* sunnite et à l'Occident. Et, comme le Vieux de la montagne, Ben Laden a accédé à un statut presque mythique.

Si les Assassins terrorisaient leurs ennemis, à long terme ils ne furent pas capables de conquérir une seule ville, et au bout de deux

siècles ils disparurent. Est-ce que le groupe de Ben Laden et ces saints guerriers, qui continuent à arriver en Afghanistan pour se préparer au jihad, suivront le sort des Assassins dans une sanglante note en bas de page dans les livres d'Histoire ? Ou bien leur Guerre sainte aboutira-t-elle à quelque chose ?

Cela dépendra, bien sûr, de la manière dont la coalition menée par les États-Unis traitera Ben Laden et al-Qaida comme un tout. Aussi difficile soit-il de prédire l'avenir – qui aurait prédit l'écroulement du World Trade Center en direct à la télévision ? –, nous pouvons explorer ce qui est connu des capacités des États-Unis et de leurs coalisés, et celles de Ben Laden et de ses guerriers saints.

Tout d'abord, voyons ce que peuvent apporter les États-Unis. Les méthodes traditionnelles pour obtenir de l'information qui auraient été utilisées autrefois contre un ennemi comme l'Union soviétique ne sont pas très efficaces contre al-Qaida. Dans le passé, le gouvernement américain a pu recruter des informateurs : Jamal al-Fadl et L'Hossaine Khertchou ont fourni beaucoup d'informations sur les activités d'al-Qaida au début des années quatre-vingt-dix ; et le conseiller militaire égypto-américain de Ben Laden, Ali Mohamed, est un bon témoin à charge dans le cas improbable où Ben Laden serait jugé devant une cour américaine. Mais aucun de ces hommes n'a eu de contact récent avec Ben Laden. L'information la plus fraîche qu'ils puissent fournir remonte à 1998, et l'essentiel de leur information est bien plus ancien.

En outre, les États-Unis ne semblent pas avoir d'espion à l'intérieur du groupe de Ben Laden qui puisse fournir des renseignements de nature à faciliter sa capture. Un article pénétrant de Reuel Gerecht dans *The Atlantic Monthly* cite un officier de la CIA déclarant : « La CIA n'a probablement pas un seul officier qualifié arabophone d'origine proche-orientale qui pourrait apparaître comme un islamiste fondamentaliste crédible et qui serait volontaire pour passer plusieurs années de sa vie à manger de la nourriture dégueulasse et se priver de femmes en Afghanistan… Beaucoup d'officiers vivent dans les banlieues de la Virginie. C'est un produit dont nous ne disposons pas[20]. »

Enfin, il ne sert à rien que l'Agence de sécurité nationale dépense des milliards de dollars chaque année à écouter des appels téléphoniques. En théorie, le NSA peut écouter les communications de Ben Laden et des partisans via les interceptions par satellite et détecter rapidement la personne qui téléphone par son « empreinte vocale ». Mais Ben Laden le sait bien depuis au moins 1997, lorsqu'il cessa d'utiliser les téléphones par satellite pour

communiquer ses ordres, préférant utiliser la radio ou communiquant ses ordres en personne.

Les États-Unis n'ont pas de présence en Afghanistan puisqu'ils ont fermé leur ambassade à Kaboul il y a une dizaine d'années, et donc les informations de terrain sur Ben Laden et les talibans doivent parvenir par plusieurs sources. Une source importante est l'ISI, les services de renseignement pakistanais, qui ont joué un rôle dans l'accession au pouvoir des talibans – même si ces renseignements sont peu fiables, beaucoup d'officiers de l'ISI étant sympathisants des talibans. Une deuxième source est l'Alliance du Nord qui, comme on l'a vu, se bat contre les talibans et les forces conventionnelles de Ben Laden depuis des années. L'Alliance du Nord peut aligner de 15 000 à 30 000 hommes si les États-Unis et ses alliés s'engagent dans une guerre terrestre.

Une troisième source, jusqu'à présent peu employée, ce sont les tribus afghanes opposées aux talibans, notamment la tribu forte de cent mille hommes des Popalzai. La plupart sont situés à l'est et au nord de Kandahar, de fait la capitale des talibans. Le chef de cette tribu, Abdul Ahad Karzai, a été assassiné au Pakistan en 1999, un acte que les talibans ont été accusés d'avoir commandité. Ainsi pour des raisons plus qu'évidentes, les Popalzai – aujourd'hui dirigés par le fils de Karzai, Hamid – sont désireux de coopérer à l'effort visant à saper le régime taliban et à expulser Ben Laden[21].

Une autre source d'information sont les équipes des Forces spéciales qui se rendirent en Afghanistan à la suite des attentats du 11 septembre pour recueillir de l'information sur l'endroit où se trouve Ben Laden. (Certains hauts officiers ont certainement assisté à une ou deux conférences d'Ali Mohamed sur l'Afghanistan au quartier général de Fort Bragg en 1989. Ces conférences pourraient donc avoir été utiles.)

Quelle sont la taille et la nature de l'ennemi qu'affronte la coalition ? Les talibans peuvent aligner de 20 000 à 40 000 combattants, avec la possibilité de recruter d'autres combattants – surtout s'ils présentent le conflit comme une guerre ethnique entre les Pachtounes (les talibans) et les Tadjiks (l'Alliance du Nord).

Pour sa part, Ben Laden a passé quatre ans à construire des installations pour la guérilla afghane avant que ses propres forces ne commencent à se battre en 1986. Son groupe principal consiste en plusieurs milliers d'hommes ayant une connaissance intime du terrain afghan. Ils sont aguerris, très motivés et capables de mourir pour leur émir. Ils sont aussi armés de RPG et de diverses mitraillettes, familiers de toute une gamme d'explosifs et de mines.

Plus préoccupant est que le groupe dispose de missiles Stinger, qui peuvent être utilisés contre des hélicoptères et des avions américains. Un officier de la CIA connaissant bien le programme de rachat des missiles m'a surpris en septembre 2001 en estimant à plusieurs centaines le nombre de ceux qui circulent en Afghanistan, et en affirmant que les talibans et Ben Laden en possèdent. Il ajouta que le prix d'un Stinger était d'environ 100 000 dollars – une somme qui, aussi réduites que soient les ressources de Ben Laden, reste à sa portée.

Un autre avantage de Ben Laden et des forces de talibans réside dans la topographie et le climat afghans. Les collines et montagnes escarpées du nord et du centre de l'Afghanistan se prêtent très bien à la guérilla, comme les Anglais et les Russes l'ont découvert à leurs frais. Ce paysage est aussi parsemé de mines innombrables – plus que dans aucun autre pays du monde, excepté peut-être le Cambodge. Les hivers du nord, qui vont de septembre en avril, sont réputés pour leur rudesse. Dans le sud du pays, la région de Kandahar est désertique, fournissant peu de refuges pour les forces de la coalition.

Enfin, il y a les Afghans eux-mêmes. Le général de brigade Mohammad Yousaf, qui dirigea les efforts pakistanais visant à aider les combattants durant les années quatre-vingt contre les Soviétiques, les décrit comme possédant « toutes les vertus des combattants de guérilla. Ils croient passionnément à leur cause ; ils sont physiquement et moralement durs ; ils connaissent intimement leur pays ; ils sont extrêmement courageux, et ont un goût inné pour les armes ». Ce sont les vétérans de cette guerre des années quatre-vingt qui sont maintenant à la direction des talibans et d'al-Qaida.

Beaucoup considèrent la déclaration de guerre de Ben Laden contre les États-Unis en 1996 comme un peu de rhétorique démagogique mais chaque année qui passe montre qu'il est bien en guerre contre les États-Unis, portant des coups d'une férocité inattendue et croissante. La campagne de violence qui commença en 1992 avec l'attentat à peine remarqué contre des hôtels accueillant des soldats américains est allée jusqu'au meurtre de plus de cinq mille citoyens américains. Mais est-ce que les événements du 11 septembre représentent l'apogée de la campagne anti-américaine de Ben Laden, ou bien le nombre des victimes va-t-il continuer à augmenter ?

Le scénario le plus terrifiant repose sur l'utilisation des armes de destruction massive. Les propres déclarations de Ben Laden ont

toujours été la meilleure prédiction de ce qu'il allait faire et, à ce propos, ses paroles sont dénuées de toute équivoque : « Nous ne considérons pas que c'est un crime d'essayer d'acquérir des armes nucléaires, chimiques ou biologiques[22]. »

Alors qu'il n'y a pas de preuve, à l'heure qu'il est, qu'al-Qaida ait accès à des armes biologiques, il est avéré que le pirate de l'air Mohamed Atta a cherché à acheter des avions de pulvérisation des cultures en Floride au début de 2001, que le groupe cherche à développer ses capacités dans cette direction. Comme nous l'avons vu, à la fin des années quatre-vingt-dix, les membres d'al-Qaida effectuèrent des expériences primitives d'armes chimiques en gazant des animaux au cyanure. Cependant, al-Qaida n'a toujours pas les installations perfectionnées, les scientifiques et les fabricants d'armes qui pourraient transformer des agents biologiques ou chimiques en armes effectives.

Toutefois, il est certainement possible qu'al-Qaida ait acquis du matériel nucléaire rudimentaire. Comme on l'a dit au chapitre 4, au début des années quatre-vingt-dix le groupe a fait de gros efforts pour acquérir de l'uranium du type utilisé dans une bombe nucléaire. En outre, alors que j'enquêtais pour un reportage sur la vente de matériel nucléaire en 1997, je fus contacté par l'entremise d'un intermédiaire par un vendeur afghan qui vendait ce qu'il appelait de l'uranium pour fabriquer des bombes provenant de l'un des anciens pays de l'Union soviétique. Après avoir enquêté, j'en conclus que l'offre était probablement un canular, mais l'Afghan vendait certainement quelque chose de radioactif – autre chose que des déchets nucléaires – car il avait eu des problèmes de santé en le manipulant. Cela dit, même des déchets radioactifs peuvent constituer une arme de terreur. Quelques grammes placés dans la réserve d'eau d'une base américaine au Proche-Orient terroriseraient. Il y a eu plusieurs colporteurs de matériel radioactif en Afghanistan ces dernières années. Ben Laden a l'argent et la motivation pour en acheter, et ce serait de la naïveté de croire qu'il n'a pas encore essayé de le faire.

Où se trouve Ben Laden ? La réponse la plus courte est que peu de gens le savent. Un endroit où il est probable qu'il passe au moins une partie de son temps est la province d'Uruzgan, au sud-est de l'Afghanistan, où al-Qaida a une base. L'Uruzgan est un endroit attirant pour Ben Laden : c'est le plus loin possible de la frontière afghane, la région est peu peuplée, montagneuse et impénétrable.

Où que soit Ben Laden, il eut le temps d'envisager la réponse américaine à une provocation comme les attaques du 11 septembre. S'il n'a pas connu tous les détails de cette opération, il savait certainement que quelque chose de spectaculaire allait se produire. Il eut le temps de penser aux représailles qui allaient être lancées, et il a pris ses dispositions. À la différence d'autres ennemis des États-Unis, comme l'Irak, Ben Laden et ses hommes ne veulent pas négocier ni se rendre. Ils semblent plus qu'heureux de se sacrifier dans une Guerre sainte, en emportant avec eux le plus possible d'Américains. Dans ce sens, les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone furent peut-être un gigantesque – et sinistre – « Approche ! ».

En fait, l'assassinat du commandant militaire de l'Alliance du Nord, Ahmad Shah Massoud, par deux Arabes quarante-huit heures avant les attaques laisse penser que Ben Laden avait un plan de jeu pour une réponse militaire américaine : la mort de Massoud a privé les États-Unis du chef afghan le plus efficace dans la chasse à l'homme Ben Laden ou pour une guerre contre les talibans.

Que Ben Laden ait bien préparé son second coup, cela apparaît dans l'enregistrement vidéo qui fut diffusé le 7 octobre 2001, le soir où les États-Unis ont lancé leur attaque aux missiles de croisière et leurs bombardements sur al-Qaida et les talibans. La bande, dont l'enregistrement avait certainement eu lieu quelques jours auparavant, prouve une pleine compréhension du besoin insatiable qu'ont les médias de nouvelles images et de nouvelles déclarations. En fait, l'appel de Ben Laden à la Guerre sainte contre les États-Unis était lancé aux quatre coins du monde. Le monde se vit offrir l'image indélébile de Ben Laden assis sur un affleurement rocheux, flanqué de ses principaux assistants – « aussi calmes que s'ils faisaient du camping », comme l'a dit le *New York Times* – alors que les missiles Tomahawk pleuvaient sur ses camps d'entraînement terroristes et sur les installations militaires de ses alliés talibans.

Au moment où des dizaines, peut-être des centaines, de millions de personnes dans le monde étaient collées devant leurs écrans qui diffusaient des images nocturnes au grain vert des bombardements en Afghanistan, l'homme le plus recherché au monde surgit au milieu du reportage pour se réjouir du succès d'al-Qaida. « L'Amérique a été frappée par Dieu tout-puissant dans un de ses organes vitaux. Ainsi ses plus grands bâtiments ont été détruits. Que Dieu en soit remercié. Voici l'Amérique remplie de terreur, du nord au sud et d'est en ouest », psalmodia-t-il. Ce fut une commu-

nication pleine de confiance et une parfaite illustration de *Guerre sainte, multinationale* à l'œuvre – utilisant les liaisons par satellite des télévisions du monde pour transmettre un appel planétaire à la Guerre sainte. Dans l'Histoire, peu de messages politiques ont été aussi largement diffusés.

Capturer Ben Laden ou le tuer sonnera-t-il le glas d'al-Qaida ? D'autres peuvent le remplacer. Dans les coulisses, il y a l'éminence grise du groupe, Ayman al-Zaouahiri, ainsi que son collègue Abou Hafs, le commandant militaire égyptien d'al-Qaida. Ce dernier est maintenant le beau-père du fils de Ben Laden, Mohamed qui pourrait lui-même diriger al-Qaida. Et, derrière eux, il y a des milliers de membres et d'affiliés d'al-Qaida, non seulement en Afghanistan mais dans soixante pays du monde : c'est une hydre à plusieurs têtes.

Cela dit, un coup sévère aurait été porté à al-Qaida si Ben Laden était envoyé dans l'autre monde. D'autres, situés plus bas dans la hiérarchie, peuvent haïr les États-Unis tout autant, voire plus, mais ce sont le charisme de Ben Laden et sa capacité d'organisation qui firent de sa société terroriste transnationale une grande entreprise. Un haut responsable américain de l'antiterrorisme me confia après les attentats de 1998 contre les ambassades africaines : « Si Ben Laden devait quitter la scène demain, cela provoquerait de sérieuses fractures au sein d'al-Qaida dans les deux années suivantes… Mais je n'aime pas me limiter à Ben Laden, car il y a des centaines d'autres personnes. Ben Laden est le symbole d'un problème plus vaste. Il n'y a pas de ligne d'arrivée. » Il reste à voir si les idées adoptées par al-Qaida et Ben Laden périront dans ce que le président George W. Bush a appelé « la fosse commune des mensonges abandonnés ».

Si al-Qaida finit dans une fosse commune, la chose la plus importante après l'élimination des dirigeants est de fermer définitivement les camps d'entraînement afghans où les fantassins de *Guerre sainte, multinationale* ont acquis leurs compétences meurtrières. Sans ces camps d'entraînement, les recrues d'al-Qaida n'auraient pas appris si facilement comment monter des bombes dévastatrices ou comment créer des cellules disciplinées capables de mener des opérations aussi complexes que les attentats du 11 septembre. Les camps d'entraînement firent de recrues sans expérience dotées d'une antipathie générale et vague pour l'Occident des constructeurs de bombes expérimentés. Un exemple parfait de leur artisanat est Ahmed Ressam, dont l'arrestation à la frontière canadienne en décembre 1999 sauva probablement la vie

de milliers de voyageurs et de travailleurs de l'aéroport international de Los Angeles.

Comme nous l'avons vu, les camps d'entraînement furent rapidement reconstruits après avoir été bombardés, mais une reconnaissance aérienne constante des sites possibles de camps serait de nature à les empêcher de fonctionner, de même qu'un changement de régime en Afghanistan. Sans le patronage des talibans, les groupes qui utilisent le pays pour s'entraîner, qu'il s'agisse d'al-Qaida ou d'autres organisations terroristes comme le GIA algérien ou le Harakat ul-Mujahideen du Cachemire, ne pourraient plus le faire.

Quant aux États-Unis eux-mêmes, les événements du 11 septembre 2001 représentent une ligne de fracture dans l'histoire américaine. Les beaux jours des milliardaires. com, les problèmes juridiques de Puff Daddy et les dérobades de Gary Conditt dans l'affaire Chandra Levy ont disparu comme un mirage délicieux. L'Amérique est maintenant un pays différent, incertain et effrayé. Après les attaques, le Dow Jones connut sa chute la plus basse depuis la Grande Dépression. À New York, l'air était plein d'une brume âcre : les artères vitales de Manhattan étaient fermées ; les rues – même à Times Square – étaient étrangement silencieuses. À Washington, le seul bruit que l'on entendait était le son d'un hélicoptère.

Un des signes les plus éloquents de la nouvelle atmosphère est venu d'une source inattendue : la manchette du tabloïde de supermarché *Globe*, dont l'offre habituelle consiste en récits vécus d'enlèvements par des extraterrestres et de fiévreuses discussions sur la vie amoureuse de Jennifer Lopez. Le titre, au-dessus d'une photo de Ben Laden, était : ON RECHERCHE, MORT OU VIF. Sauf que le mot VIF était barré.

Moins de deux semaines après la parution de ce titre, un rédacteur en chef travaillant dans l'immeuble qui abrite les locaux de *Globe* mourut d'un cas très rare de contamination de la maladie du charbon. Un de ses collègues fut aussi infecté par la maladie. Au moment où ces lignes sont écrites, on ne sait pas encore qui est responsable – et même s'il s'agit vraiment d'un acte criminel. Mais c'est une indication des peurs qui hantent les États-Unis que les spéculations tournèrent tout de suite autour du sujet de la couverture de *Globe*, en dépit du fait que Ben Laden et ses partisans n'ont pas jusqu'à présent démontré une maîtrise particulière dans l'utilisation d'armes biologiques.

Pendant ce temps, nous pouvons être sûrs qu'al-Qaida prépare une autre attaque contre des cibles américaines à un endroit inattendu. Sera-ce en Israël ? Dans le Middle West ? En Europe ? Nul ne sait, excepté le groupe d'hommes blottis autour de Ben Laden dans une caverne pleine de courants d'air d'Afghanistan – brûlant du désir de se venger contre les États-Unis pour les insultes diversement perçues contre l'islam.

Mais les États-Unis et leurs alliés ont aussi un plan d'attaque. Et ce n'est qu'une question de temps pour que le cordon sanitaire qui a été déployé autour de l'Afghanistan, non seulement par les États-Unis et ses alliés européens mais aussi par des pays musulmans comme le Pakistan, se referme comme un nœud coulant autour de Ben Laden et ses alliés. On ne peut qu'espérer que cela pave la voie vers un Afghanistan plus modéré mais aussi vers une nouvelle ère de réconciliation entre les grandes civilisations d'Occident et du monde musulman.

Car, comme l'a dit, il y a deux mille ans, le grand prophète juif – reconnu par les musulmans et les chrétiens : « Heureux les pacifiques, car ils seront appelés fils de Dieu. »

NOTES

PROLOGUE

1. John L. Esposito, *The Islamic Threat, Myth or Reality ?,* New York, Oxford University Press, 1992, pp. 49-50.

2. Interview du docteur Saad al-Fagih sur PBS, transcription sur *www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/binladen/interviews/al-fagih.html.*

3. Interview d'un diplomate occidental par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

4. Kathy Gannon, « Taliban Decrees Rain Down on Kabul Residents », *AP World-Stream*, 28 mars 1997.

5. *Ibid.*

6. Ahmed Rachid, *The taliban, Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia,* New York, I.B. Tauris, 2000, p. 115.

7. Sir Olaf Caroe, *The Pathans,* Karachi, Pakistan, Oxford University Press, 1990. Dans un chapitre, intitulé « Le passage d'Alexandre », Caroe suggère qu'Alexandre lui-même emprunta une route serpentant dans le défilé de Katagala, à Swat, dans ce qui est aujourd'hui le nord du Pakistan.

8. *Newsline*, Pakistan, mai 1993 ; John Ward Anderson, « Fortress Fit for King, or Trafficker : Accused Pakistani Drug Baron Flaunts Enclave Near Khyber Pass », *Washington Post*, 29 avril 1993.

9. Interview par l'auteur d'Ilyas Mohsin, secrétaire du service pakistanais de contrôle des narcotiques, Islamabad, Pakistan, août 1993.

10. Interview de Rahimullah Yusufzai par l'auteur, Peshawar, Pakistan, août 1993.

11. John F. Burns, « Afghan Capital Grim as War Follows War », *New York Times*, 5 février 1996.

12. Kamal Matinuddin, *The taliban Phenomenon, Afghanistan 1994-1997,* Pakistan, Oxford Pakistan Paperbacks, 1999, p. 12.

13. G. Whitney Azoy, *Buzkashi : Game and Power in Afghanistan,* Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1982, p. 2.

14. Le journaliste pakistanais Rahimullah Yusufzai, qui a probablement passé plus de temps avec les dirigeants talibans qu'aucun autre journaliste, rapporte qu'il a entendu le récit de la bataille des seigneurs de la guerre de plusieurs sources talibanes.

15. Matinuddin, *op. cit.*, p. 223.

16. Michael Griffin, *Reaping the Whirlwind : The taliban Movement in Afghanistan*, Sterling, Virginie, Pluto Press, 2001, pp. 40-42.

17. Rahimullah Yusufzai dans *The News on Friday*, Islamabad, Pakistan, 5 mars 1995.

18. Suzannne Goldenberg, « News Focus : He Knelt, Aimed His AK-47 at the Shoulder Blades and Fired. The Condemned Man Toppled Over », *The Guardian*, 26 septembre 1998.

19. *Ibid.*

20. Il est intéressant de noter que l'Arabie Saoudite est le seul pays au monde dont le nom de la famille régnante figure dans le nom officiel.

21. Cassette de recrutement d'al-Qaida, été 2001 ; accessible sur *www.moonwarriors.com,* le 14 août 2001.

22. Reuters, « Israelis Deliberately Shelled Post, UN Says », 4 mai 1996 ; Marjorie Miller, « UN Report Disputes Israel on Shelling », *Los Angeles Times*, 8 mai 1996.

23. Interview d'Oussama Ben Laden par Abdel Bari Atwan d'*al-Quds al-Arabi*, Afghanistan, novembre 1996.

24. Interview d'Oussama Ben Laden par al-Jazira, diffusée le 10 juin 1999. Transcription sur *www.terrorism.com/terrorism/binladinTranscript.shtml.*

25. Benjamin Weiser, « Defense in Terror Trial Cites US Sanctions Against Iraq », *New York Times*, 5 juin 2001 ; « A Deal ? Iraq and the UN », *The Economist*, 27 janvier 1996.

26. Interview d'Oussama Ben Laden par CNN, Afghanistan, diffusée le 10 mai 1997.

CHAPITRE 1

1. Conférence de presse du FBI, 14 septembre 2001, *www.fbi.gov/pressrel/pressrel01/09140hj.htm.*

2. *Ibid.*

3. Selon le service de météorologie nationale, environ soixante-treize personnes par an sont tuées par la foudre. Information sur la protection contre la foudre sur *http ://205.156.54.206/om/wcm/lightning/overview.htm.*

4. Interview par téléphone d'Abdel Bari Atwan, rédacteur en chef du quotidien *Al-Quds al-Arabi*, 13 août 2001.

5. Interview du général Hayden dans « 60 Minutes II », CBS, diffusée le 13 février 2001.

6. Témoignage devant le Congrès de George J. Tenet, directeur de la CIA, 2 février 2001 ; John Goldman, « Second Bin Laden Defector Tells of Targeting Bomb Site », *Los Angeles Times*, 22 février 2001.

7. Benjamin Weiser, « Informer's Part in Terror Case is Detailed », *New York Times*, 22 décembre 2000.

8. Interview d'Abdul Wahab al-Anesi par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

9. Voir la partie consacrée à Ali Mohamed dans le chapitre 7, « Le réseau américain ».

10. Mary Anne Weaver, *A Portrait of Egypt : A Journey through the World of Militant Islam,* New York, Farrar, Straus & Giroux, 1999, p. 258.

11. « Truebes aus Der Quelle-CS1 », *Der Spiegel*, n° 43, 19 octobre 1998.

12. Interview d'Oussama Ben Laden sur al-Jazira, diffusée le 10 juin 1999. Transcription sur *www.terrorism.com/terrorism/BinLadinTranscript.shtml.*

13. *USA versus Usama bin Laden*, 98 Cr. 1023 (SDNY), accusation.

14. *Ibid.*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

15. Voir *www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/binladen/upclose/computer.html.*

16. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de l'agent du FBI Stephen Gaudin, 7 et 8 mars 2000.

17. Interview d'Oussama Ben Laden par Rahimullah Yusufzai, ABC News, diffusée en janvier 1999. Transcription sur *abcnews.go.com/sections/world/Daily News/transcriptbinladen1990110.html.*

18. *American Heritage Dictionary,* Boston, Houghton Mifflin, 2001.

19. Parmi les sources utilisées pour la liste des pays : *USA versus Bin Laden,* acte d'accusation et déposition de Jamal al-Fadl,6 février 2001.

20. Parmi les sources utilisées pour la liste des nationalités : *USA versus Bin Laden,* déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001, et déposition d'Ahmed Ressam, 3 juillet 2001. (Ben Laden est saoudien ; al-Fadl est soudanais ; L'Hossaine Kherchtou est marocain) ; interview d'Hamid Mir par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998 ; sources bien informées sur l'organisation de Ben Laden ; interview d'Ismail Khan par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

21. Interview de Ben Laden par Rahimullah Yusufzai, ABC News, janvier 1999.

22. Al Venter, « America's Nemesis : Usama Bin Laden », *Jane's Intelligence Review,* 1er octobre 1998.

23. Andrea Mitchell, NBC News, 8 décembre 1998.

24. Laurie Mylroie, *Study of Revenge : Saddam Hussein's Unfinished War Against America*, Washington, AE1 Press, 2000, p. 234.

25. Yossef Bodansky, *Bin Laden The Man who Declared War on America*, Roseville, Californie, Forum Press, 1999, p. 3.

26. *Ibid.*, p. 101.

27. *Ibid.*, p. 152.

28. Interview d'Arnaud de Bochgrave dans le *New York Times*, 21 mars 2000.

29. Il y a une controverse sur l'identité réelle de Youssef ; on trouvera davantage d'explications chez Mylroie. Les sources utilisées pour la description comprennent Brian Duffy, « The Long Arm of the Law », *US News & World Report*, 20 février 1995 ; Rommy Tangbawan, *Associated Press*, 13 février 1995.

30. Interview de Benazir Bhutto par l'auteur, New Jersey, mars 2000.

31. Livre blanc du Département d'État, août 1996.

32. Simon Reeve, *The New Jackals,* Boston, Northeastern University Press, 1999, p. 87.

33. Doug Struck, Howard Schneider, Karl Vick et Peter Baker, « Borderless Network of Terror », *Washington Post*, 22 septembre 2001.

34. James Risen et David Johnston, « A Day of Terror », *The New York Times*, 12 septembre 2001.

35. Neil Mac Farquhar, « Father Denies "Gentle Son" Could Hijack Any Jetliner » *New York Times*, 19 septembre 2001.

36. Sheila Mac Vicar, CNN, 24 septembre 2001.

37. Interview d'un responsable antiterroriste américain par l'auteur, Washington, 29 septembre 2001.

38. Susan Wells, « Terrorists among US », *Atlanta Journal and Constitution*, 16 septembre 2001.

39. Justin Blum et Dan Eggen, « Crop Duster Thought to Interest Suspects », *Washington Post*, 24 septembre 2001.

40. Rick Weiss et Justin Blum, « Suspect Made Inquiries About Cropduster Loan », *Washington Post*, 25 septembre 2001.

41. Bob Woodward, « In Hijacker's Bags, a Call to Planning, Prayer and Death », *Washington Post*, 28 septembre 2001.

42. Interview par l'auteur d'une source bien informée sur l'organisation de Ben Laden, 14 août 2001. J'ai pu télécharger la bande entière à partir de *www.moonwarriors.com.*

43. Voir *www.msanews.mynet.net/Scholars/Laden/.*

44. Voir *azzam.com.*

45. Voir *azzam.com/html/storieskhalladmadani.htm.*

46. Armée islamique d'Aden, Washington, 7 juin 2001.

47. Mary Quin, interview de l'auteur, Washington, D.C., juin 2001.

48. *USA versus Ahmed Ressam*, Cas n° CR 99-666-JCC, déposition de Jean-Louis Bruguière, 2 avril 2001 ; John F. Burns et Craig Pyes, « Radical Islamic Network May Have Come to US », *New York Times*, 31 décembre 1999.

49. Voir *www.qoqaz.de/home.htm.*

50. Voir le chapitre 9.

CHAPITRE 2

1. Interview d'Oussama Ben Laden sur CNN, diffusée le 10 mai 1997.

2. Dilip Hiro, *Holy Wars : The Rise of Islamic Fundamentalism*, New York, Routledge, 1989, p. 111.

3. Interview d'Oussama Ben Laden sur al-Jazira, diffusée le 10 juin 1999. Transcription sur *www.terrorism.com/terrorism/BinLadinTranscript.shtml.*

4. On incise les arbres pour recueillir leur sève. Le meilleur encens est produit par le Loubane (Boswellia). Pour une bonne présentation du commerce de l'encens en Arabie du Sud, voir Freya Stark, *The Southern Gates of Arabia*, Londres, John Murray, 1936, pp. 1-7.

5. Interview de Nabil al-Habshi par l'auteur, Hadramaout, Yémen, décembre 2000.

6. Jack Kelley, « Saudi Money Aiding Bin Laden : Businessmen Are Financing Front Groups », *USA Today*, 29 octobre 1999. Cet article prétend qu'al-Amoudi a financé les activités de Ben Laden, accusation que rejette la société de holding d'al-Amoudi, Midroc. Voir aussi Mark Potts *et al.*, *Dirty Money : The Inside Story of the World's Sleaziest Bank*, Washington, National Press Books, 1992, p. 204. La famille Ben Mahfouz a acheté 20 % de la Banque de crédit et de commerce international, qui fut utilisée par tout le monde, de la CIA aux trafiquants de drogue, pour financer les rebelles afghans. Interview au téléphone de Phil Griffin par l'auteur, avril 1997.

7. Interview de Nabil al-Habshi, Hadramaout, Yémen, décembre 2000.

8. Andrew Cockburn, « Yemen », *National Geographic Magazine*, avril 2000.

9. Interview de Ben Laden sur al-Jazira, juin 1999. Abdul Aziz fonda le royaume saoudien en 1932 ; voir Hiro, *op. cit.*, p. 116.

10. Stark, *op. cit.*, p. 111.

11. Interview de Khaled al-Omari (cousin de Ben Laden) par l'auteur, al-Roubat, Yémen, décembre 2000.

12. Interview du cheikh du village par l'auteur, al-Roubat, Yémen, décembre 2000.

13. Voir *www.saudi-binladin-group.com/history.htm.*

14. Interview de Nabil al-Habshi, décembre 2000.

15. Saoud se démit le 2 novembre 1964 ; voir Hiro, *op. cit.*, p. 120.

16. Said K. Aburich, *The House of Saud*, New York, St. Martin's Griffin, 1996, p. 200.

17. Ronald Kessler, *The Richest Man in the World : The Story of Adnan Khashoggi*, New York, Warner Books, 1986, p. 29.

18. Jack Kelley, « US Finds Bin Laden an Elusive Target : Even if He's Located, Catching Terrorist Will Be Complicated », *USA Today*, 1er mars 2001, interview de Ben Laden sur al-Jazira, juin 1999.

19. Interview de Ben Laden sur al-Jazira, juin 1999.

20. Interview au téléphone d'une source proche de la famille Ben Laden par l'auteur, août 2001.

21. Interview de Khaled al-Omari par l'auteur, décembre 2000.

22. Interview d'Abdel Bari Atwan par l'auteur, septembre 1998 ; « Bin Laden's Honors Cole Attack », *Reuters*, 2 mars 2001, réimprimé dans *The Seattle Times*.

23. Malise Ruthven, *Islam in the World*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 223 ; Karen Armstrong, *Jerusalem One City, Three Faiths*, New York : Knopf, 1996, p. 413.

24. Interview de Ben Laden sur al-Jazira, juin 1999.

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*

27. Interview de Victor Henderson par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

28. Voir *www/saidi-binladen-group.com.*

29. Jerry Urban, « Feds Investigate Entrepreneur Allegedly Tied To Saudi », *Houston Chronicle*, 4 juin 1992.

30. *Ibid.* ; Daniel Golden, James Bardler et Marcus Walker, « Bin Laden Family is Tied to US Group », *Wall Street Journal*, 27 septembre 2001.

31. Bill Minutaglio, *First Son*, New York, Three Rivers Press, 2001, p. 199.

32. Richard A. Oppel Jr. et George Kuemple, *Dallas Morning News*, 16 novembre 1998.

33. Interview d'une source proche de la famille Ben Laden par l'auteur, septembre 2001.

34. Interview d'un responsable gouvernemental américain par l'auteur, Washington, 1997.

35. Diverses interviews avec des bureaux, des sociétés de relations publiques et des cabinets d'avocats par l'auteur de 1997 à 2001.

36. Voir *www.saudi-binladin-group.com/bgi-exec.htm.*

37. Interview d'un responsable américain par l'auteur, avril 1997.

38. Extrait d'une affectation de la SBG sur *www.hronline.com/forums/ohs/9903/msg00378.html*, août 1999.

39. IPR Strategic Business Information, 12 juillet 2000 ; *www.saudi-binladen-group.com/news.htm.* ; Middle East-online, *www.midle-east-online.com/English,* 24 avril 2001 ; Agence France-Presse, « US Troops in Saudi Arabia to Get Housing Built by Bin Laden Construction », 14 septembre 1998 ; Rowan Scarborough, « Air Force Barracks Is Built by Bin Laden's Family Firm : Military Promises Security Sweep Before Operation », *Washington Times*, 15 septembre 1998.

40. Voir *www.saudi-binladen-group.com.*

41. Interview téléphonique d'une source proche de la famille Ben Laden, août 2001.

42. Sa quatrième femme, qu'il épousa en 2000 à Kandahar, en Afghanistan, est yéménite.

43. Interview de Ben Laden sur al-Jazira, juin 1999.

44. Gilles Kepel, *Le Prophète et Pharaon,* Paris, Seuil, 1993, pp. 65, 69, 71.

45. Sayyid Qutb, *Signposts on the Road*, Mumbai, Inde, Bilal Books, 1998, p. 19.

46. *Ibid.*, pp. 21, 62, 71.

47. Hiro, *op. cit.*, p. 128.

48. *Ibid.*, pp. 128-132.

49. Robert D. Kaplan, *Soldiers of God : With the Mujahidin in Afghanistan*, Boston, Houghton Mifflin, 1990, pp. 11, 227.

50. Rob Schulteis, *Night Letters : Inside Wartime Afghanistan*, New York, Crown, 1992, p. 155.

51. Helsinki Watch Asia, *To Die in Afghanistan*, Washington, décembre 1985, pp. 8-9.

52. G.A. Henty, *To Herat and Cabul : A Story of the First Afghan War*, réédité par Saeed Jan Quereshi, Peshawar, Pakistan, Saeed Book Bank, 1983, p. 280.

53. Peter Hopkirk, *The Great Game : The Struggle for Empire in Central Asia*, New York, Kodansha, 1992, pp. 261-269.

54. Interview de Hamid Mir par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998 ; interview de Ben Laden par l'auteur et Peter Arnett, mai 1997 ; interview d'« Ali » par l'auteur, Afghanistan, mars 1997 ; interview de Khaled al-Fawwaz par l'auteur, Londres, mars 1997 ; interview de Essam Deraz par l'auteur, Le Caire, Égypte, décembre 2000 ; interview de Ben Laden par l'auteur et Peter Arnett, mai 1997.

55. Interview de Hamid Mir, septembre 1998 ; interview de Ben Laden sur al-Jazira, juin 1999.

56. Interview de Ben Laden sur al-Jazira, juin 1999.

57. Ruthven, *op. cit.*, p. 48.

58. Interview de Deraz, décembre 2000 ; *USA versus Usama bin Laden*, 98 Cr. 1023 (SDNY), acte d'accusation, p. 3.

59. *USA versus Usama bin Laden*, témoignage de Essam el-Ridi, 14 février 2001.

60. Interview de Ben Laden sur al-Jazira, juin 1999.

61. Interview de Deraz, décembre 2000.

62. Interview de Hamid Mir, septembre 1998.

63. Hezbi Party, *Mujahideen Monthly*, Peshawar, Pakistan, janvier 1990 ; voir *htpp ://azzam.com/html/storiesabdulahazzam.htm.*

64. Mary Anne Weaver, *A Portrait of Egypt : A Journey Through the World of Militant Islam*, New York ; Farrar, Straus & Giroux, 1999, p. 91. Abdul Rahman obtint son diplôme en 1971.

65. *Nida'ul Islam Magazine*, juillet-septembre 1990 ; voir *www.islam.org.au/articles/index2.htm.*

66. Gilles Kepel, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2000, p. 220.

67. *Ibid.*

68. Voir *www.crosswinds.net/nzzhsoszy/pakistan/index/ind0004.html.*

69. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de l'agent du FBI John Anticev, 27 février 2001.

70. Kepel, *op. cit.*, p. 221.

71. Interview de Khaled al-Fawwaz, mars 1997.

72. Weaver, *op. cit.*, pp. 90, 170-171.

73. Olivier Roy, *Afghanistan : From Holy War to Civil War*, Princeton, New Jersey, Darwin Press, 1995, p. 85.

74. Interview de Jamal Ismail par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

75. Hiro, *op. cit.*, p. 262.

76. Michael Griffin, *Reaping the Whirlwind : The taliban Movement in Afghanistan* , Sterling, Virginie, Pluto Press, 2001, p. 20 ; Hiro, *op. cit.*, p. 312.

77. Interview de Jamal Ismail, septembre 1998 ; interview de Khaled al-Fawwaz, février 1997.

78. Interview de Milt Bearden par l'auteur, Washington, septembre 2000.

79. Mark Urban, *War in Afghanistan*, Londres, Mac Millan, 1988, p. 244. Le nombre total de combattants n'aurait donc pas été inférieur à 35 000 ni supérieur à

175 000. Milt Bearden m'a dit que le nombre total de moujahidine était de 250 000 mais cela comprend ceux qui passaient dans les camps de réfugiés du Pakistan pour voir leurs familles, ou devaient rentrer dans leurs villages pour la moisson, par exemple.

80. Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan : State Formation and Collapse in the International System*, New Haven, Yale University Press, 1995, p. 196 ; Kepel, *op. cit.*, 2000, p. 216.

81. Interview de Vince Cannistraro par l'auteur, Washington, 2 août 2001.

82. Rubin, *op. cit.*, p. 197.

83. Weaver, *op. cit.*, p. 93.

84. Kepel, *op. cit.*, 2000, pp. 20-21.

85. Interview de Khaled al-Fawwaz, février 1997.

86. Interview de Deraz, décembre 2000.

87. Essam Deraz, Khaled al-Fawwaz, « Ali », un médecin qui a servi Ben Laden pendant trois ans ; Jamal Ismail et Saad al-Fagih, lors d'interviews séparées avec l'auteur.

88. Interview de Deraz, décembre 2000.

89. Interview de Jamal Ismail, septembre 1998.

90. *Ibid.*, interview de Khaled al-Fawwaz, mars 1997.

91. Judith Miller, *God Has Ninety-nine Names : Reporting from a Militant Middle East*, New York, Simon & Schuster, 1996, p. 113.

92. Essam Deraz, *Osama bin Laden Narrating the Greatest Battles of the Pro-Afghani Arabs*, Le Caire, 1991.

93. Interview de Deraz, décembre 2000.

94. Interview de Ben Laden par l'auteur et Arnett, mai 1997.

95. Deraz, *op. cit.*

96. Voir *http///azzam.com/html/storiesabulmundhirshareef.htm.*

97. Interview de Jamal Ismail, septembre 1998.

98. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, février 2001.

99. *Ibid.*

100. Biographie de Benazir Bhutto, Parti populaire pakistanais, *www.ppp.org.pk/biography.html.*

101. Hiro, *op. cit.*, p. 302 ; l'avion s'écrasa le 17 août 1988.

102. Biographie de B. Bhutto citée.

103. *Ibid.*

104. Mohamad Yousaf et Mark Adkin, *The Bear Trap : Afghanistan's Untold Story*, Lahore, Pakistan, Jang Publisher's Press, 1993, p. 11.

105. Mark Fineman, « Bhutto Survives No Confidence Vote », *Los Angeles Times*, 2 novembre 1989.

106. *Mujahideen Monthly*, Peshawar, Pakistan, janvier 1990.

CHAPITRE 3

1. Kurt Lohbeck, *Holy War, Unholy Victory : Eyewitness to the CIA's Secret War in Afghanistan*, Washington, Regnery Gateway, 1993, p. 43.

2. Richard Mackenzie, « When Policy Tolls in a Fool's Paradise », *Insight*, 11 septembre 1989.

3. Simon Reeve, *The New Jackals : Ramzi Yousef, Osama bin Laden and the Future of Terrorism*, Boston, Northeastern University Press, 1999, p. 55.

4. John Cooley, *Unholy Wars : Afghanistan, America and International Terrorism*, Sterling, Pluto Press, 1999, p. 195 ; voir aussi pp. 83, 85, 86, 204.

5. Luke Harding, « Comment and Analysis : Chasing Monsters : The Americans Helped Create the Terrorist bin Laden, Now They Try To Destroy Him », *The Guardian*, 24 novembre 2000.

6. Interview de Khaled al-Fawwaz par l'auteur, Londres, septembre 1998.

7. Interview de Peter Jouvenal par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

8. Interview d'un responsable gouvernemental américain, Washington, octobre 1998.

9. John Simpson, *A Mad World, My Masters : Tales from a Traveller's Life*, Londres, MacMillan, 2000, p. 83.

10. Milt Bearden, *Black Tulip* , New York, Random House, 1998, p. 59.

11. Un ex-responsable de la CIA confirma à l'auteur le chiffre de six lors d'une interview, août 2001.

12. Interview de l'auteur avec un ex-responsable de la CIA, novembre 2000.

13. Mohamad Yousaf et Mark Adkin, *The Bear Trap : Afghanistan's Untold Story*, Lahore, Pakistan, Jang Publisher's Press, 1993, p. 81.

14. Interview de l'auteur avec un ex-responsable de la CIA, novembre 2000.

15. Extrait de la chronologie publiée par le Département d'État.

16. Marguerite Michaels, « Martyrs for the Sheik », *Time Magazine*, 19 juillet 1993.

17. Robert M. Gates, *From The Shadows*, New York, Touchstone, 1997, p. 146.

18. *Ibid.*, p. 147.

19. Mark Urban, *War in Afghanistan*, Londres, MacMillan, 1988, p. 56.

20. Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan : State Formation and Collapse in the International System*, New Haven, Yale University Press, 1995, p. 197 ; Steve Coll, « CIA in Afghanistan : In CIA's Covert War, Where to Draw the Line Was Key », *Washington Post*, 20 juillet 1992.

21. William H. Gray du Parti républicain (Pennsylvanie), lettre à Charles A. Bowser du Bureau de comptabilité générale, 25 février 1987, extrait des archives du Conseil de la sécurité nationale, microfiche n° 1987 02/25 (01926).

22. Henry S. Bradsher, *Afghan Communism and Soviet Intervention*, Karachi, Pakistan, Oxford University Press, 1999, p. 220.

23. J'arrive à ce chiffre en tenant compte des estimations de Bearden et de Yousaf que 20 % des fonds de la CIA allaient à Hekmatyar et en l'appliquant aux 3 milliards de dollars que la CIA dépensa pour financer la résistance. Yousaf et Adkin, *op. cit.*, p. 105 et interview par l'auteur, Karachi, Pakistan, 6 août 1993 ; interview de Bearden par l'auteur, Washington, septembre 2000. Bearden comme Yousaf ont leurs raisons de minorer la somme que le profondément antiaméricain Hekmatyar reçut, de sorte que les 600 millions de dollars sont l'estimation la plus basse. Certains commentateurs, comme Mary Ann Weaver, affirment que Hekmatyar reçut 50 % de l'aide américaine, ce qui ferait que sa part se serait élevée à 1,5 milliard de dollars.

24. Olivier Roy, *Afghanistan : From Holy War to Civil War*, Princeton, New Jersey, Darwin Press, 1995, p. 86.

25. Bradsher, *op. cit.*, p. 184.

26. *Ibid.*, p. 185.

27. Rubin, *op. cit.*, p. 215.

28. Lohbeck, *op. cit.*, p. 12.

29. *Ibid.*, p. 265.

30. Richard Mackenzie, « Afghan Games, How Pakistan Runs the War », *Insight*, 9 avril 1990.

31. Asia Watch, « Human Rights Abuses by Elements of the Afghan Resistance », 3 novembre 1989.

32. Bradsher, *op. cit.*, p. 330.

33. Peter Arnett, Peter Bergen et Richard Mackenzie, *Terror Nation ? US Creation ?*, Documentaire de CNN, diffusé le 14 janvier 1994.

34. Jack Wheeler, directeur de la *Freedom Research Foundation*, témoignage devant la commission spéciale du Congrès sur l'Afghanistan, 25 février 1985.

35. *Ibid.*

36. Rubin, *op. cit.*, p. 113 ; Gulbuddin Hekmatyar, discours en pushtu prenant la défense de Saddam Hussein, 1990, en possession de l'auteur.

37. *Ibid.*

38. Bande traduite pour un documentaire de CNN.

39. Michael Griffin, *Reaping the Whirlwind : The taliban Movement in Afghanistan*, Sterling, Virginie, Pluto Press, 2001, p. 21. Mirwais Jalil fut tué le 29 juillet 1994.

40. Arnett *et al.*, *Terror Nation ?*, documentaire de CNN diffusé en janvier 1994.

41. Rubin, *op. cit.*, p. 220.

42. Urban, *op. cit.*, pp. 101-111 ; David Isby, *War in a Distant Country : Afghanistan, Invasion and Resistance*, Londres, Arms and Armour Press, 1989, p. 29.

43. Roy, *op. cit.*, p. 63.

44. *Ibid.*

45. Urban, *op. cit.*, pp. 1, 63.

46. Robert D. Kaplan, « The Afghan Who Won the Cold War », *Wall Street Journal*, 5 mai 1992.

47. Arnett *et al.*, *Terror Nation ?*, documentaire cité.

48. *Ibid.*

49. Interview de Mohamad Yousaf, août 1993 ; Yousaf et Adkins, *op. cit.*, p. 40.

50. Yousaf et Adkins, op. cit., p. 175.

51. Isby, *op. cit.*, p. 114.

52. Yousaf et Adkins, *op. cit.*, p. 187.

53. Interview d'un responsable américain par l'auteur, août 2001.

54. *Associated Press*, « Opposition : US-Made Stinger Missile Brings Down taliban Jet », 6 octobre 1999.

55. Dilip Hiro, *Holy War : The Rise of Islamic Fundamentalism*, New York, Routledge, 1989, pp. 44, 55.

CHAPITRE 4

1. Le 27 février 1997, le porte-parole du Département d'État, Nicolas Burns, évalua leur nombre à quarante mille.

2. Bernard Lewis, « License to Kill », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1998.

3. Interview de Saad al-Fagih par l'auteur, Londres, septembre 1998.

4. Faiza Saleh Ambah, « Saudi Militant's Wish : To Die Fighting America », *Associated Press*, 30 août 1998.

5. Sauf mention contraire, toutes les informations sur Oussama Ben Laden réunies dans ce chapitre proviennent d'une communication privée avec une source proche-orientale.

6. Interview d'Oussama Ben Laden par l'auteur et Peter Arnett pour CNN, diffusée le 10 mai 1997.

7. « The Opposition », *Jane's Intelligence Review*, 1er décembre 1996.

8. Mamoun Fandy, *Saudi Arabia and the Politics of Dissent*, New York, St Martins's Press, 1999, p. 61.

9. Interview de Essam Deraz par l'auteur, Le Caire, décembre 2000.

10. Interview de Essam Deraz par l'auteur, Le Caire, décembre 2000 ; *USA versus Usama bin Laden*, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 26 février 2001 ; déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

11. Livre blanc du Département d'État, 1996.

12. Anthony Shahid, *Legacy of the Prophet : Despots, Democrats and the New Politics of Islam*, Boulder, Colorado, Westview Press, 2001, p. 162.

13. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 7 et 13 février 2001.

14. Interview de Khaled al-Fawwaz, Londres, février 1997.

15. Rapport Kroll, consulté par l'auteur ; *USA versus Usama bin Laden*, contre-interrogatoire de Jamal al-Fadl, 20 février 2001 ; Tom Cohen, « Affidavit Provides Rare Glimpse of Osama bin Laden as Employer », *Associated Press*, 12 janvier 2001.

16. Fiche d'information du Département d'État sur Ben Laden, 14 août 1996.

17. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

18. Livre blanc du Département d'État, 14 août 1996.

19. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 7 février 2001.

20. *Ibid.*, contre-interrogatoire d'al-Fadl, 20 février 2001 ; déposition de Wadi el-Hage devant le jury d'accusation, 20 février 2001.

21. Interview de Hamid Mir par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998, et interview de Ben Laden par Abdel Bari Atwan d'*al-Quds al-Arabi*, novembre 1996 ; *USA versus Usama bin Laden*, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 26 février 2001.

22. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Essam al-Ridi, 14 février 2001.

23. Robert Fisk, « Anti-Soviet Warrior Puts His Army on the Road to Peace : The Saudi Businessman Who Recruited Mujahideen Now Uses Them for Large Scale Building Projects in Sudan », *The Independent* (Grande-Bretagne), 6 décembre 1993.

24. Interview de Scott Mac Leod par l'auteur, Washington, septembre 1998.

25. *USA versus Usama bin Laden*, résumé de la déposition de Jamal al-Fadl, 1er mai 2001.

26. Tim Weiner, « Missile Strikes Against Ben Laden Won Him Esteem in Muslim Lands, US Officials Say », *New York Times*, 8 février 1999.

27. Laurence Jolidon, « Blinded by the Light, US Troops Came Ashore », *USA Today*, 9 décembre 1992.

28. *USA versus Usama bin Laden*, acte d'accusation, p. 15.

29. *Ibid.* Déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

30. Abou Hafs utilise aussi les noms de cheikh Taysir Abdallah et de Mohammad Atef ; information extraite de *USA versus Usama bin Laden*, résumé, 8 mai 2001, et déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

31. Mark Bowden, « Team Members Try to Free Pilot's Body », *The Philadelphia Inquirer*, 28 janvier 1998.

32. Mark Bowden, *Black Hawk Down*, New York, Atlantic Monthly Press, 1999, p. 110.

33. Mark Huband, *Warriors of the Prophet : The Struggle for Islam*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1998, p. 41.

34. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de l'agent du FBI John Anticev, 27 février 2001.

35. *Ibid.* Déposition de L'Hossaine Kherchtou, 26 février 2001, et résumé de Patrick Fitzgerald, 8 mai 2001.

36. *Ibid,* 8 mai 2001.

37. Interview de Hamid Mir par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

38. Interview d'Oussama Ben Laden sur al-Jazira, diffusée le 10 juin 1999, transcription disponible sur *www.terrorism.com/terrorism/BinLadin Transcript.shtml.*

39. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

40. *Ibid.*, 13 février 2001. Livre blanc du Département d'État, 1996.

41. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 26 février 2001.

42. *Ibid.*, témoignage de Essam al-Ridi, 14 février 2001.

43. Information sur l'*Encyclopédie du jihad en Afghanistan*, de Reuel Gerecht, qui traduisit aussi la dédicace.

44. Reuel Gerecht, magazine *Talk*, septembre 2000.

45. Interview de Rahimullah Yusufzai par l'auteur, Washington, juin 2001.

46. Alan Feuer et Benjamin Weiser, « Translation : The How-To Book of Terrorism », *New York Times*, 5 avril 2001.

47. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

48. *Ibid.*, 7 et 20 février 2001.

49. Jamal Ismail, « I am not afraid of Death », *Newsweek*, 11 janvier 1999.

50. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Wadi el-Hage devant le jury d'accusation, enregistrée le 22 février 2001. Selon el-Hage, Salim était l'imam de la mosquée d'al-Qaida à Peshawar à la fin des années quatre-vingt puis travailla comme directeur général de Taba Investments au début des années quatre-vingt-dix ; cour fédérale, district sud de New York, déclaration sous serment pour la demande d'extradition de Mamdouh Mahmoud Salim, 9 octobre 1998, pp. 11, 14.

51. *USA versus Mokhtar Houari*, S4 00 Cr.15 (SDNY), déposition d'Ahmed Ressam, 5 juillet 2001.

52. Fandy, *op. cit.*, p. 185.

53. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 et 7 février 2001.

54. *Plea agreement* de Ali Mohamed, publié sous le titre « Excerpts from Guilty Plea in Terrorism Case », New York, Columbia University Press, 1997, pp. 115-120.

55. Jaber, op. cit., pp. 82-83 ; « Truck Bomb Kills 19 US Troops in Saudi Arabia ; Moslems Militants Suspected ; US Vows to Seek Out Perpetrators », *Facts on File*, 27 juin 1996, p. 441 (A1).

56. *USA versus Usama bin Laden, plea agreement* de Ali Mohamed, 20 octobre 2000.

57. Anthony H. Cordesman, *Saudi Arabia : Guarding the Desert Kingdom*, Boulder, Colorado : Westview Press, 1997, p. 77.

58. *USA versus Usama bin Laden, plea agreement* de Ali Mohamed, 20 octobre 2000.

59. *Ibid.*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 et 7 février 2001, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 26 février 2001.

60. Robert Fox, « Mujahideen Move in to Fly the Militant Flag in Bosnia : Izetbegovich's New Allies Are Threatening to Split Old Alliances », *London Daily Telegraph*, 18 février 1995.

61. Interview d'un responsable gouvernemental américain par l'auteur, Washington, avril 1997. John Pomfret, « How Bosnia's Muslims Dodged Arms Embargo ; Relief Agency Brokered Aid from Nations », *Washington Post*, 22 septembre 1996.

62. Steve Coll *et al.*, « Global Network Provides Money, Haven », *Washington Post*, 3 août 1993.

63. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

64. Interview d'Oussama Ben Laden diffusée sur al-Jazira en juin 1999.

65. *USA versus Usama bin Laden, plea agreement* de Ali Mohamed, 20 octobre 2000.

66. *USA versus Usama bin Laden*, contre-interrogatoire de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

67. Compass, 31 mai 1996.

68. John Lancaster, « Saudis Shocked That Bomb Suspects Are Local », *Washington Post*, 26 mai 1996.

69. Fandy, *op. cit.*, p. 3.

70. Les confessions furent diffusées par la télévision saoudienne ; une copie est en possession de l'auteur.

71. Lancaster, 26 mai 1996, p. 3.

72. Fandy, *op. cit.*, p. 3.

73. Interview d'Oussama Ben Laden diffusée sur al-Jazira en juin 1999.

74. Anwar Faruqi, « Opposition Claims six Saudis Have Confessed to Bombing US Airmen », *Associated Press*, 14 août 1996.

75. Cour fédérale du Canada, Ottawa, dossier n° DES 1-97, *À propos de Hani Abd Rahim al-Sayegh*, 27 mars 1997.

76. *Mideast Mirror*, 25 octobre 1996.

77. Interview de Saad al-Fagih, septembre 1998.

78. Voir *www.cnn.com/2001/LAW/06/21/khobar. indictments/index.html.*

79. Interview de Ben Laden par l'auteur et Arnett, mai 1997.

80. *USA versus Usama bin Laden*, acte d'accusation, p. 21.

81. Saad al-Fagih, *History of Reform in Arabia*, document fourni par l'auteur.

82. *USA versus Khaled al Fawwaz*, 98 Cr. 1023 (SDNY), 23 novembre 1998.

83. Interview de Khaled al-Fawwaz, février 1997.

84.Voir Fandy, *op. cit.*

85. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 7 février 2001.

86. Tina Susman, « Bin Laden's Plush Life in Sudan », *Newsday*, 26 août 1998.

87. Information sur la phase 4 communiquée par quelqu'un connaissant bien al-Qaida ; *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 7 février 2001.

88. *Ibid.* Cassette de recrutement d'al-Qaida, été 2001 ; *USA versus Usama bin Laden*, résumé de Ken Karas, 1er mai 2001.

89. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 21 et 27 février 2001.

90. Rahimullah Yusufzai, *The News* (Pakistan), 8 décembre 1995.

91. Interview d'un responsable américain par l'auteur, 1993.

92. Interview de Jamal Ismail par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

93. Livre blanc du Département d'État, août 1996.

94. Khamran Khan, « Blast Laid to Muslim Radicals Kills fifteen at Egyptian Embassy in Pakistan », *Washington Post*, 20 novembre 1995.

95. *USA versus Usama bin Laden*, débat entre le juge Duffy et Patrick Fitzgerald, 26 février 2001.

96. Interview de Jamal Ismail par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

97. Khamran Khan, « Blast Laid to Muslim Radicals Kills 15 at Egyptian Embassy in Pakistan », *Washington Post*, 20 novembre 1995.

98. Interview de Jamal Ismail par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

99. Sandy Berger, conseiller pour la sécurité nationale, conférence de presse, 20 août 1998. Omar Hassan Ahmad al-Bachir, interview avec la télévision PBS, transcription sur *http ://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/Binladen/interviews/bashir.html.*

CHAPITRE 5

1. *USA versus Usama bin Laden*, 98 Cr. 1023 (SDNY), accusation, témoignage de l'imam Siraj Wahhaj, 19 avril 2001.

2. Michael Cook, *Muhammad*, Oxford, Oxford University Press, 1983, pp. 19, 22.

3. Cassette vidéo de recrutement d'al-Qaida, été 2001, accessible le 14 août 2001 sur *www.moonwarriors.com*.

4. Interview d'« Ali » par l'auteur, Pakistan, mars 1997.

5. Interview de Saad al-Fagih, Londres, septembre 1998.

6. Interview d'Abdel Bari Atwan par l'auteur, Londres, septembre 1998.

7. Interviews de Jamal Ismaïl et de Saad al-Fagih par l'auteur, Londres, septembre 1998.

8. Quotidien *al-Hayat*, Londres, 24 juin 1998.

9. Manifeste du Front islamique mondial, 22 février 1998.

10. Document non classé de la CIA, « Fatwas or Religious Rulings by Militant Islamic Groups Against the United States », 23 février 1998, en possession de l'auteur.

11. Reuven Firestone, *Jihad : The Origin of Holy War in Islam*, New York : Oxford University Press, 1999, p. 48.

12. Max Rodenbeck, *Cairo : The City Victorious*, New York, Vintage Books, 2000, p. 79.

13. Jason Goodwin, *Lords of the Horizon*, New York, Holt, 1998, pp. 98-100.

14. Bernard Lewis, *The Political Language of Islam*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, pp. 71-90 ; voir en général Rudolph Peters, *Jihad in Classical and Modern Islam*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1996.

15. Peters, *op. cit.*, pp. 1, 116.

16. Bernard Lewis, « License to Kill », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1998.

17. *Ibid.*

18. Interview d'Akthar Raja par l'auteur, Londres, novembre 1999.

19. Malise Ruthven, *Islam in the World*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 98.

20. Ce document est signé par le cheikh Ahmad Azam.

21. *USA versus Usama bin Laden*, accusation, pp. 30-31.

22. Interview d'Hamid Mir par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

23. W. Montgomery Watt, *Muhammad : Prophet and Statesman*, New York, Oxford University Press, 1974, p. 124.

24. Interview d'Ismail Khan par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

25. L'auteur dispose d'une copie de la carte. Le texte est traduit de l'arabe par Ferial Demy.

26. Interview d'une source proche-orientale par l'auteur, septembre 1998.

27. Interview d'un responsable gouvernemental américain par l'auteur, Washington, avril 1997.

28. Interview d'un haut responsable du renseignement par l'auteur, novembre 1998 ; interview au téléphone d'une source de la famille Ben Laden par l'auteur, août 2001.

29. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 22 février 2001.

30. *Ibid.*, 22 et 26 février 2001.

31. Lettre de Fazil, « The Letter From el-Hage's Computer », *PBS Frontline*, disponible sur *www.pbs.org/wgbjpages/frontline/shows/binladen/upclose/computer.html*.

32. Rahimullah Yuzufzai a montré à l'auteur des photos de la mosquée en septembre 1998 au cours d'une interview à Peshawar, Pakistan ; interview d'un diplomate occidental au Pakistan par l'auteur, Washington, avril 1998.

33. Interview d'Hamid Mir, septembre 1998 ; source proche-orientale, septembre 1998 ; interview d'un responsable par l'auteur, Washington, avril 1997.

34. John Mac Vetty, ABC News, 9 juillet 1999.

35. Interview d'un responsable gouvernemental par l'auteur, Washington, avril 1997.

36. James Risen et Benjamin Weiser, « CIA Suspects Countries Helped Terror Suspects », *The New York Times*, 8 juillet 1999.

37. Barry Schweid, « Senior Officials Quietly Join Probe of Terrorism Suspect », *Associated Press*, 8 juillet 1999.

38. Interview d'une source proche-orientale par l'auteur, septembre 1998 ; interview d'un responsable américain spécialisé dans l'Asie du Sud-Est, Washington, 1998. Le système *havala* est aussi appelé système *hundi*.

39. Ghulam Hasnain, « Money on the Run : Pakistan's *havala* Operators Reap a Bonanza », *Newsline* (Pakistan), août 1998.

40. Interview d'un responsable américain, Washington, avril 1997.

CHAPITRE 6

1. *USA versus Usama bin Laden*, accusation 98 Cr. 1023 (SDNY), résumé de Patrick Fitzgerald, 1er mai 2001.

2. Interview d'Oussama Ben Laden par John Miller, transcription sur *abcnews.go.com/sections/DailyNews/millerbinladen980609.html*.

3. *USA versus Usama bin Laden*, accusation, pp.16-17.

4. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de l'agent du FBI John Anticev, 27 février 2001.

5. *The Nation* (Nairobi, Kenya), 28 août 1998.

6. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de John Anticev, 27 février 2001.

7. *USA versus Usama Bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 et 7 février 2001 ; interview de Essam Deraz par l'auteur, Le Caire, décembre 2000.

8. Haroun a utilisé plusieurs pseudonymes ; le plus courant était Haroun Fazil. Son vrai nom est Abdallah Mohammad Fazul. Donald G. Mac Neil Jr. « Assets of a Bombing Suspect : Keen Wit, Religious Soul, Angry Temper », *New York Times*, 6 octobre 1998.

9. Communiqué de presse du bureau de l'US Attorney, district sud de New York, 17 septembre 1998.

10. *Ibid.*

11. *USA versus Wadih el Hage*, 98 Cr. 1023 (SDNY), plainte, 17 septembre 1998.

12. *USA versus Usama bin Laden*, accusation, pp. 32, 33, 43.

13. *USA versus Mohamed Rashed Daoud Al-Owhali*, 98 Cr. 1023 (SDNY), plainte, 25 août 1998.

14. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Stephen Gaudin, 7 mars 2001.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

17. Avis du Département d'État, 12 juin 1998. Les avis d'alerte sont datés et mis à jour selon les circonstances sur le site du Département d'État *www.state.gov*.

18. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de John Anticev, 27 février 2001.

19. *Ibid.*, 28 février 2001.

20. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Stephen Gaudin, 7 mars 2001.
21. *USA versus Mohamed Rashed Daoud Al-Owhali*, déclaration écrite sous serment de Daniel Coleman, 25 août 1998.
22. David Pallister, « Fax to Newspaper Warned of Threat to Great Satan », *The Guardian* (Grande-Bretagne), 12 août 1998.
23. *Ibid.*
24. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de l'agent du FBI Stephen Gaudin, 7 mars 2001.
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*
27. *USA versus Usama bin Laden*, résumé de Patrick Fitzgerald, 9 mai 2001.
28. *Ibid.* Déposition de Frank Pressley, 7 mars 2001.
29. *Ibid.* Déposition de Sammy Nganga, 7 mars 2001.
30. Rapport de l'Accountability Review Board, sur les attentats contre les ambassades de Nairobi et Dar Es-salaam du 7 août 1998, connu sous le nom de rapport Crowe, p. 3.
31. *Ibid.*, p. 4.
32. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de l'ambassadrice Prudence Bushnell, 1er mars 2001.
33. Alan Feur « Embassy Bombing Witnesses Recall Blood, Smokes and Chaos », *New York Times*, 8 mars 2001.
34. Rapport de l'Accountability Review Board, p. 5.
35. Louis Lief, *US News and World Report*, 17 et 24 août 1998.
36. Peter Bergen, CNN, 16 décembre 1998. Les quatre autres inculpés pour l'attentat de Tanzanie courent toujours. Voir d'une manière générale l'acte d'accusation *USA versus Usama bin Laden*.
37. Information bibliographique fournie par le bureau de l'US Attorney, district Sud de New York, 18 décembre 1998.
38. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jerrold M. Post, 27 juin 2001.
39. *Ibid.* Déposition d'Abigail Perkins, 19 mars 2001.
40. *Ibid.*
41. « Bombing Victims Testify in Court », *Associated Press*, 14 mars 2001.
42. Interview d'Oussama Ben Laden sur al-Jazira, diffusée le 10 juin 1999, transcription disponible sur *www.terrorism.com/terrorism/BinLadinTranscript.shtml.*
43. Pat Milton, *« Inspector Testifies in Embassy Trial », Associated Press*, 2 avril 2001 ; *USA versus Usama bin Laden*, déposition de John Anticev, 27 février 2001.
44. Source pakistanaise interviewée par l'auteur à Islamabad, Pakistan, en décembre 1999.
45. Voir *www.state.gov/www/aboutstate/biography/Sheehan.html.*
46. *US House of Representatives, Republican Research Committee*, 13 septembre 1993.
47. Responsable gouvernemental américain interviewé par l'auteur, Washington, avril 1997.
48. Responsables gouvernementaux américains interviewés par l'auteur, Washington, novembre 1999 et août 2001.
49. Responsables gouvernementaux américains interviewés par l'auteur, Washington, novembre 1998.
50. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Daniel Coleman, 21 février 2001.
51. Voir *www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/BinLaden/upclose/computer.html.*
52. Raymond Bonner et James Risen, « Nairobi Embassy Received Warning of Coming Attack », *New York Times*, 23 octobre 1998.
53. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Stephen Gaudin, 7 mars 2001.

54. *Ibid.* Déclaration écrite sous serment de David Coleman, 25 août 1998.

55. US Information Agency, déclaration du président, 20 août 1998. Transcription disponible sur *www.usinfo.state ; gov/topical/pol/terror/980820001.htm.*

56. Déclarations du secrétaire à la Défense William Cohen et de la secrétaire d'État Madeleine Albright, 21 août 1998.

57. Sandy Berger, conseiller pour la sécurité nationale, conférence de presse de la Maison-Blanche, 21 août 1998.

58. *Ibid.*

59. Rahimullah Yusufzai, magazine *Newsline* (Pakistan), septembre 1998.

60. Général Henry H. Shelton, directeur de l'état-major général, conférence de presse, 20 août 1998.

61. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 22 février 2001, et de Jamal al-Fadl, 6 et 7 février 2001.

62. Interview d'Abdel Bari Atwan par l'auteur, 21 août 1998 ; interview d'Oussama Ben Laden par Rahimullah Yusufzai, ABC News, diffusée en janvier 1999. Transcription sur *abcnews.go.com/sections/world/dailynews/transcriptBinladen1981228.html.*

63. Dans une interview avec l'auteur, un responsable pakistanais déclara que le gouvernement avait pensé qu'il y aurait eu une réunion au camp le 20. En septembre 1998, le journaliste Rahimullah Yusufzai me dit que c'était probablement une fuite provenant de l'ISI.

64. Travailleur humanitaire français interviewé par l'auteur à Peshawar, Pakistan, septembre 1998.

65. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de John Anticev, 28 février 2001.

66. Rahimullah Yusufzai, *The News* (Pakistan), 6 septembre 1998.

67. Robert Fisk, « Anti-Soviet Warrior Puts His Army on the Road to Peace : The Saudi Businessman Who Recruited Mujahideen Now Uses Them for Large Scale Building Projects in Sudan », *The Independent* (Grande-Bretagne), 6 décembre 1993.

68. Interview de Khaled al-Fawwaz par l'auteur, Londres, septembre 1998.

69. Laurie Mifflin, « US Fury on Two Continents : What a Difference the News Makes : Clinton as a Commander in chief », *New York Times*, 21 août 2001.

70. Sandy Berger, conseiller pour la sécurité nationale, conférence de presse de la Maison-Blanche, 21 août 1998 ; Tom Foley, porte-parole adjoint du Département d'État, conférence de presse du 21 août 1998 ; Barbara Crossette, Judith Miller, Steven Lee Myers et Tim Weiner, « US Says Iraq Aided Production of Chemical Weapons in Sudan », *New York Times*, 25 août 1998.

71. Interview de Tom Tullius par l'auteur, Boston, 22 juin 1999.

72. Sheila Mac Vicar, ABC News, 10 février 1999.

73. Rapport de l'agence privée d'investigation Kroll à l'intention de Salah Idris.

74. Michael Berletta, « Chemical Weapons in the Sudan », *Nonproliferation Review* (Institut de Monterrey), automne 1998, p. 119.

75. Andrew Marshall, « Clinton Was Angry, His White House advisers Were Mad : They wanted to Fight Back at the Terrorist who'd Bombed Two American Embassies », *The Independent* (Grande-Bretagne), 6 mai 1999.

76. Rapport Kroll.

77. James Risen, « New Evidence Ties Sudanese to bin Laden, US Asserts », *New York Times*, 4 octobre 1998.

78. Rapport Kroll.

79. *Ibid.*

80. *Ibid.*

81. Barletta, *op. cit.*, p. 116.

82. *Ibid.*, p. 129.

83. Vernon Loeb, « US Unfreezes Assets of Saudi Who Owned Plant Bombed in Sudan », *Washington Post*, 21 août 1999.

84. Ma source est un avocat américain connaissant bien l'affaire.

85. Dexter Filkins, « World Perspective, Asia : Osama Bin Laden Is Wanted Here Too : Babies and Businesses Are Named After The Suspected Terrorist, Who is a Hero on Pakistan's Frontier for His Battle against the West », *Los Angeles Times*, 24 juillet 1999.

CHAPITRE 7

1. Interview de Norvell De Atkine par l'auteur, Fort Bragg, Caroline du Nord, novembre 1998.

2. Peter Bergen, Henry Schuter et Phil Hirschkorn, « American Ties », CNN *Newsstand*, 8 décembre 1998.

3. Sauf mention contraire, toutes les informations biographiques sur Ali Mohamed proviennent du rapport militaire américain du 13 novembre 1986.

4. *USA versus Usama bin Laden*, 98 Cr. 1023 (SDNY), déclaration sous serment de David Coleman à propos d'Ali Mohamed ; interview du colonel Robert Anderson par l'auteur, Caroline du Nord, novembre 1998.

5. Centre du personnel de réserve de l'armée américaine, déclaration écrite du bureau des affaires publiques, 29 mars 1995.

6. Bergen *et al.*, « American Ties ».

7. *Plea agreement* de Ali Mohamed, publié sous le titre « Excerpts from Guilty Plea in Terrorism Case », *New York Times,* 21 octobre 2000.

8. *USA versus Usama bin Laden*, déclaration sous serment de David Coleman.

9. Collègue de Fort Bragg désirant rester anonyme.

10. Collègues du Centre militaire spécial désirant rester anonymes.

11. Centre du personnel de réserve de l'armée américaine, déclaration écrite du bureau des affaires publiques, 29 mars 1995.

12. *Ibid.*

13. Bergen *et al.*, « American Ties ».

14. Bureau fédéral des prisons, Inmate Locator, 15 décembre 1998.

15. Bergen *et al.*, « American Ties ».

16. Benjamin Weiser et James Risen, « Making of a Militant : A Soldier's Shadowy Trail in the US and Middle East », *New York Times*, 1er décembre 1998.

17. Collègue de Fort Bragg désirant rester anonyme.

18. Bergen *et al.*, « American Ties ».

19. *Ibid.*

20. Interview du colonel Robert Anderson, décembre 1998.

21. *Ibid.*

22. Bergen *et al.*, « American Ties ».

23. Interview du colonel Robert Anderson, décembre 1998. Bergen *et al.*, « American Ties ».

24. Bergen *et al.*, « American Ties ».

25. Interview du colonel Robert Anderson, décembre 1998.

26. Paul Quinn-Judge et Charles M. Sennot, « Figure Cited in Terrorism Case Said to Enter US with CIA Help ; Defense Says Defendants Trained by Him », *Boston Globe*, 3 février 1995.

27. Roger Stavis, interviewé par l'auteur, New York, octobre 1998 ; *USA versus Omar Ahmad Ali Abdel Rahman*, 93 Cr. 181 (SDNY), déposition de Khalid Ibrahim, pp. 14280-14348.

28. Document d'incorporation du bureau de New York du secrétaire d'État.

29. Interview de Nejat Khalili par l'auteur, Washington, octobre 1993.

30. Alison Mitchell, « Missing Blast Suspect's Portrait Drawn in Shadows of Militancy », *New York Times*, 21 mars 1993.

31. *USA versus Omar Ahmad Ali Abdel Rahman*, déposition de Khalid Ibrahim.

32. Interview de Roger Stavis.

33. *Ibid.*

34. Inventaire des objets trouvés par le FBI dans l'appartement de Nosair, 13 novembre 1990, pp. 2, 11.

35. Peter Arnett, Peter Bergen et Richard Mackenzie, *Terror Nation ? US Creation ?*, documentaire de CNN, janvier 1994.

36. Arnett *et al.*, *Terror Nation ? US Creation ?* ; *USA versus Usama bin Laden*, déclaration sous serment de David Coleman.

37. *Plea agreement* d'Ali Mohamed.

38. *Ibid.*

39. Phil Hirschkorn, *Passport Offers Peek Inside Bin Laden's Business, www.cnn.com/LAW/trials.and.cases/case.files/0012/embassy.bombing/trial.report/trial.report/trial.report.02.26/*, 26 février 2001.

40. *Plea agreement* d'Ali Mohamed.

41. Lettre de Valley Media, employeur d'Ali Mohamed, 6 novembre 1998, copie en possession de l'auteur.

42. *USA versus Usama bin Laden*, accusation, p. 41.

43. *Ibid.*, déclaration sous serment de David Coleman, au sujet d'Ali Mohamed.

44. *USA versus Usama bin Laden*, déposition d'Ali Mohamed devant le juge Andrew Peck, 11 septembre 1998.

45. Interview d'Abdelkader Kallesh par l'auteur, Brooklyn, New York, 1993 ; *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Wadi el-Hage devant le jury d'accusation, enregistrée le 20 février 2001 ; interview d'un responsable américain par l'auteur, 1997. *USA versus Usama bin Laden*. déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001.

46. Abdallah Azzam, *Jihad, News and Views*, sans date ; documents d'al-Kifah archivés par l'État de New York, septembre 1997 ; Leslie Cockburn et John Hockenberry, « *Day One* », ABC News, 12 juillet 1993.

47. Robert Friedman, « The CIA's Jihad », magazine *New York*, 27 mars 1995.

48. Interview de Saad Eddine Ibrahim par l'auteur, Le Caire, Égypte, décembre 2000.

49. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 février 2001 ; contre-interrogatoire d'al-Fadl, 20 février 2001.

50. Interview de Saad Eddine Ibrahim.

51. Interview d'Abdelkader Khallesh.

52. *Ibid.*

53. Observations de l'auteur dans le complexe de Seagate où vécut Shalabi.

54. Interview avec Saad Eddine Ibrahim ; interview d'Hamed Nawaby (ami de Shalabi) par l'auteur, Brooklyn, New York, 1993.

55. *USA versus Wadi el-Hage*, 98 Cr. 1023 (SDNY), remarques du procureur Patrick Fitzgerald.

56. Pat Miltin, « Wife of Accused Terrorist Waits Patiently for Verdict », *Associated Press*, 21 mai 2001.

57. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Wadi el-Hage devant le jury d'accusation, 20 février 2001.

58. Peter Bergen *et al.*, « American Ties ».

59. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Wadi el-Hage devant le jury d'accusation.

60. Interview de Jamal Ismail par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

61. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Wadi el-Hage devant le jury d'accusation.

62. Interview téléphonique de Marion Brown par l'auteur, 29 juillet 2001.

63. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de Wadi el-Hage devant le jury d'accusation.

64. Peter Bergen *et al.*, « American Ties ».

65. *Ibid.*

66. Phil Hirschkorn, « Man Who Rented Kenya Bomb House Testifies », *www.cnn.com/2001/LAW/04/18/embassy.bombing.trial/index.html*, 18 avril 2001.

67. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 26 février 2001.

68. Interview d'un responsable américain, Washington, 1997.

69. Robert Friedman, « Trade Center Bombing : Questions the Trial Will Not Answer » *Village Voice*, 8 mars 1994.

70. Craig Pyes, Judith Miller et Stephen Engleberg, « One Man and a Global Web of Violence », *New York Times*, 14 juillet 2001.

71. John-Thor Dahlburg, « Pakistan Holds Suspect in Trade Center Bombing Case », *Los Angeles Times*, 22 mars 1995.

72. *USA versus Usama bin Laden*, déposition de L'Hossaine Kherchtou.

73. Phil Hirschkon, « Trial May Conclude Weeks Earlier Than Expected », *www.cnn.com/LAW/trials.and.cases.files/0012/embassy.bombing.trial/report.0323/index.html*, 23 mars 2001.

74. Ahmed Khan, *The Herald* (Islamabad, Pakistan), août 1993.

75. Livre blanc du Département d'État américain, août 1996.

76. *USA versus Usama bin Laden*, contre-interrogatoire de Jamal al-Fadl, 20 février 2001.

77. Interview de Rahimullah Yusufzai par l'auteur, Washington, juin 2001.

78. Christopher S. Wren, « Terror Suspect Boasted of Bomb Plan », *New York Times*, 13 août 1996.

79. Jerry Capeci et Corky Siemasko, « Air Terror Plotter Admitted Plan, Witnesses Say », *New York Daily News*, 13 août 1996 ; BYLINE, « Watch Links Bomb to Top Terrorist », *Toronto Star*, 20 mars 2001 ; Interview d'un diplomate occidental par l'auteur, à Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

80. Christine Herrera, « I don't know, Gemma : I'm upset », *Philippine Daily Inquirer*, 11 août 2000.

81. Interview d'un responsable américain par l'auteur, Washington, 1997.

82. Interview d'Oussama Ben Laden par John Miller, ABC News, 28 mai 1998.

83. Charles P. Wallace, « Weaving a Wide Web of Terror : The Plan Officials Say, Was to Blow Up 11 Airliners in One Day », *Los Angeles Times*, 30 mai 1995.

84. Interview d'un ancien responsable des services de renseignement américains par l'auteur, Washington, 2001.

85. Terry Mac Carthy, « An Invasion of Paradise », *Time*, 8 mai 2000.

86. *USA versus Usama bin Laden*, résumé de Ken Karas, 1er mai 2001.

87. Voir Phil Hirschkorn, « Feds allege "unindicted co-conspirator" played key role in Bin Laden's network », *www.cnn.com/LAW/trials.and.cases/case.files/0012/embassy.bombing.trial.report/trial.report 05.04/index.html.*

88. Pedro Roz Gutierrez, « Case Built against Cabbie-Ihab Ali », *Orlando Sentinel Tribune*, 19 juillet 1999.

89. *USA versus Usama bin Laden*, résumé de Ken Karas, 1er et 3 mai 2001 ; déposition de Essam al Ridi, 14 février 2001.

90. *Ibid.*, 1er mai 2001.

91. « Judges Cites Koran as Reason to Testify », *Orlando Sentinel Tribune*, 8 août 1998.

92. Stephen Kurkjan et Judy Rakowski, « FBI Terrorism Probe Tracks Ex-Cab-drivers, Two Who Left Boston, Tied to Bin Laden », *Boston Globe*, 5 février 2001.

93. *Ibid.* Judith Miller, « Dissecting a Terror Plot From Boston to Amman ; Holy Warriors », *New York Times*, 15 janvier 2001.

94. Jamal Halaby, *Associated Press* (Amman, Jordanie), 9 décembre 2000.

95. Jamal Halaby, « Witness Testifies Chemical Seized from Terror Suspect's House Was Highly Explosive », *Associated Press*, 27 juin 2001.

96. Andrew Duffy, « Ressam Part of Terror Cell, Expert Testifies : Montreal Ring Forged and Smuggled Passports, Says French Judge », *Ottawa Citizen*, 3 avril 2001 ; « Bomb Plot Focused on Los Angeles International Airport », *Associated Press*, 30 mai 2001.

97. Joseph Meyer, « Border Arrest Stirs Fear of Terrorist Cells in US », *Los Angeles Times*, 11 mars 2001.

98. Linda Deutsch, « Prosecutor : Antiterrorism Arrest Was Los Angeles Tragedy Averted », *Associated Press*, 13 mars 2001.

99. *USA versus Mokhtar Houari*, S4 00 Cr.15 (SDNY), déposition d'Ahmed Ressam, 3 juillet 2001.

100. Deutsch, *op. cit.* ; Meyer, *op. cit.*

101. Alan Feuer, « Embassy Bombing Witnesses Recall Blood, Smoke, and Chaos », *New York Times*, 10 mars 2001.

102. Laura Mansnerus et Judith Miller, « Bomb Plot Insider Details Training », *New York Times*, 4 juillet 2001 ; Jamal Halaby « Jordanian, Canadian Plots Connected », *Associated Press*, 29 février 2000 ; voir aussi le chapitre 9 sur le Yémen.

103. *USA versus Mokhtar Houari*, déposition d'Ahmed Ressam, 5 juillet 2001.

104. Interview d'un responsable britannique par l'auteur, Washington, août 2000.

105. Judith Miller, « Dissecting a Terror Plot From Boston to Amman », *New York Times*, 15 janvier 2001.

106. Christine Haughney, « Terrorist Recounts Afghanistan Training », *Washington Post*, 7 juillet 2001 ; *USA versus Mokhtar Houari*, déposition d'Ahmed Ressam, 5 juillet 2001.

107. *USA versus Mokhtar Houari*, déposition d'Ahmed Ressam, 5 juillet 2001.

108. Colin Nickerson, « In Canada Terrorists found a Haven », *Boston Globe*, 9 avril 2001 ; *USA versus Mokhtar Houari*, déposition d'Ahmed Ressam, 5 juillet 2001.

109. *USA versus Mokhtar Houari*, déposition d'Ahmed Ressam, 5 juillet 2001.

110. *Ibid.*

111. *Ibid.*

112. *Ibid.*

113. Phil Hirschkorn, « Witness Reveals Details of Y2K Plot », disponible sur *www.cnn.com/LAW/07/02/millennium.bomb.trial/*

114. *USA versus Mokhtar Houari*, déposition d'Ahmed Ressam, 3 juillet 2001.

115. *Ibid.*, 5 juillet 2001.

116. *Ibid.*

CHAPITRE 8

1. « Taliban Poppy-Growing Ban Will Measure Afghan's Fear », *New York Times*, 16 novembre 2000. En 1999, l'Afghanistan produisit des milliers de tonnes d'opium, plus que tout le reste du monde.

2. Richard Mackenzie, « America and the taliban », *in* William Maley (dir.), *Fundamentalism Reborn ? Afghanistan and the Taliban*, New York, New York University Press, 1998, p. 91

3. Avertissement du Département d'État aux Américains se rendant en Afghanistan, juillet 1999.

4. Steve LeVine, « Helping Hand », *Newsweek*, 13 octobre 1997.

5. Richard Mackenzie, « The Succession », *The New Republic*, 14 et 21 septembre 1998.

6. Ralph H. Magnus et Eden Naby, *Afghanistan : Mullah, Marx and Mujahid*, New Delhi, Harper Collins, 1998, p. 182.

7. *Ibid.*

8. Ahmed Rashid, « Pakistan and the Taliban », *in* William Maley, *op. cit.*, pp. 72-90.

9. Un diplomate occidental interviewé par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998 ; Peter Marsden, *The Taliban : War, Religion and the New Order in Afghanistan*, Londres, Zed Books, 1998, p. 90.

10. Kamran Khan, « Army Stages Coup in Pakistan ; Troops Arest Prime Minister, Seize Buildings After Firing of General », *Washington Post*, 13 octobre 1999.

11. Kamran Khan, « Military Coup in Pakistan : Army Chief Overthrows Government », *Chicago Sun-Times*, 13 octobre 1999.

12. Tim Weiner et Steve LeVine, « For Many Pakistanis, Coup Opens to Applause », *New York Times*, 16 octobre 1999.

13. Tim Weiner, « Pakistani Report Alleges Graft by Ex-Premier », *New York Times*, 26 octobre 1999.

14. Celia W. Dugger, « Coup in Pakistan : the Overview », *New York Times*, 26 octobre 1999.

15. Stephen P. Cohen, *The Pakistan Army*, Karachi, Pakistan, Oxford University Press, 1998, pp. 169, 128 ; Ahmed Rashid, *Taliban : Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*, Londres, I.B. Tauris, 2000, pp. 28-29 ; LeVine, *op. cit.*

16. Kai Friese, « Two Uneasy States of Independence », *New York Times*, 15 août 2001.

17. Malise Ruthven, *Islam in the World*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 15.

18. Owen Bennet Jones, « Rockets Fired at western Targets in Pakistan », *The Independent* (Grande-Bretagne), 13 novembre 1999.

19. *Wujood*, magazine en ourdou (Islamabad, Pakistan), 14 septembre 1998.

20. La fatwa fut approuvée par la madrassa Qasim al-Uloom, Shayraanwala Gate ; Lahore, Pakistan, 1997, dans un document en possession de l'auteur.

21. « Pakistani Islamist Party Renews Threat Against US Nationals », Agence France-Presse, nouvelles internationales, 5 août 1999.

22. Reuters, « Scholars Accuses US of War Against Muslims ; Noted Pakistani Calls for Boycott of the West », *Baltimore Sun*, 22 août 1999.

23. Kathy Gannon, « Hundreds of Thousands of Religious Radicals Pay Tribute to Hardline Islam », *Associated Press*, 9 avril 2001.

24. Kamal Matinuddin, *The taliban Phenomenon : Afghanistan 1994-1997*, Karachi, Pakistan, Oxford Pakistan Paperbacks, 1999, p. 14.

25. *Ibid.*, p. 18 ; Ahmed Rashid, « Pakistan and the Taliban », *in* William Maley, *op. cit.*, p. 81 : dès janvier 1995, la madrassa avait fourni « près de douze mille » recrues aux talibans.

26. Jeffrey Goldberg, « Inside Jihad U. : The Education of a holy Warrior », *New York Times Magazine*, 25 juin 2000.

27. Ahmed Rashid, *Taliban : Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*, Londres, I.B. Tauris, 2000, p. 90.

28. Amir Zia, « Pakistani Admirers of Afghan Islamist Movement Gaining Influence », *Associated Press*, 30 mai 2000 ; Ahmed Rashid, « The Taliban : Exporting Extremism », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1999, p. 22.

29. Robert Marquand, « How Islamic Extremism Can Dissolve Old Borders », *Christian Science Monitor*, 20 août 1998.

30. *Newsline* (Pakistan), février 1998.

31. *Ibid.*

32. Tony Clifton, « How much Religion ? », *Newsweek*, 14 septembre 1998.

33. Interview de Maoulana ul-Haq par l'auteur, Peshawar, Pakistan, septembre 1998.

34. Avertissement du Département d'État américain aux voyageurs, Afghanistan, 8 juillet 1999.

35. Scott Anger, ex-directeur du bureau de la Voix de l'Amérique à Islamabad, interviewé par l'auteur, Washington, avril 2001.

36. Nancy Hatch Dupree, *Afghanistan*, Organisation du tourisme afghan ; publication n° 5, Tokyo, Jagra Ltd, 1977, p. 21.

37. Edward Girardet, *Afghanistan*, Genève, Crosslines, 1998, p. 25. Voir aussi Mamoun Fandy, *Saudi Arabia and the Politics of Dissent*, New York, St Martin's Press, 1999, p. 33.

38. Kathy Gannon, « Taliban Strictly Enforce Edicts », *Associated Press*, 30 mars 1997.

39. Les Pachtounes sont aussi appelés Pathans.

40. Robert D. Kaplan, *Soldiers of God : with the Mujahidin in Afghanistan*, Boston, Houghton Mifflin, 1990, p. 49.

41. Marsden, *op. cit.*, p. 98.

42. Louis Dupree, *Afghanistan*, New Delhi, Rama Publishers, 1994, pp. 59-64.

43. Masatoshi Konishi, *Afghanistan : Crossroads of the Ages*, Tokyo, Kodansha International Ltd, 1969, p. 9.

44. Peter D. Bell, memorandum de Care USA, 1er août 2001.

45. Jan Goodwin, *Price of Honor*, New York, Plume, 1995, pp. 34-35 ; W. Montgomery Watt, *Muhammad : Prophet and Statesman*, New York, Oxford University Press, 1974, p. 12.

46. Le Coran, 24/30, traduction R. Blachère.

47. Comité suédois pour l'Afghanistan, *Afghanistan, Aid and the Taliban : Challenges on the Eve of the 21st Century*, Stockholm, 1999, p. 62.

48. Nic Robertson, correspondant de CNN, qui a visité l'école en janvier 2000, interviewé par l'auteur à Londres, le même mois.

49. World Food Program, information du porte-parole Khaled Mansour. Les talibans décrétèrent en juillet 2000 qu'aucune femme afghane ne pourrait travailler pour des ONG afghanes mais annulèrent cette directive deux semaines plus tard.

50. IRIN News, Kaboul, Afghanistan, 6 août 2001.

51. Richard Galpin, « Taliban Executed Thousands As Troops Took Northern City », *The Guardian* (Grande-Bretagne), 4 septembre 1998.

52. Ou bien *pukhtunwali*.

53. David M. Hart, *Guardians of the Khaibar Pass : The Social Organisation of the Afridis of Pakistan*, Lahore, Pakistan, Vanguard Books, 1985, p. 13.

54. L. Dupree, *op. cit.*, p. 126.

55. Rahimullah Yusufzai, *The News* (Islamabad, Pakistan), 30 août 1998.

56. Ahmed Rashid, *Taliban : Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*, Londres, I.B. Tauris, 2000, p. 20.

57. Reuters citant le journal *al-Hayat*, 18 octobre 1999.

58. LeVine, *op. cit.*

59. Interview du docteur Abdullah par l'auteur, Peshawar, Pakistan, 8 septembre 1998.

60. Ahmed Rashid, « Afghanistan : Heart of Darkness », *Far Eastern Economic Review*, 5 août 1999.

61. William C. Rempel, « Saudi Tells of Deal To Arrest Terror Suspect : Afghans Backpedaled on Hand-over of Bin Laden After US Embassy Blasts, Ryadh Offical Says », *Los Angeles Times*, 8 août 1999.

62. Interview téléphonique d'Abdel Bari Atwan par l'auteur, 15 février 1999.

63. Tim Weiner, « Terror Suspect Said to Anger Afghan Hosts », *New York Times*, 4 mars 1999.

64. Patrick Bishop, « International Mystery as Bomb Suspect Bin Laden Disappears », *Reuters*, 16 février 1999.

65. *USA versus Mokhtar Houari*, S4 00 Cr.15 (SDNY).

66. *USA versus Mokhtar Houari*, déposition d'Ahmed Ressam, 3 juillet 2001.

67. Une preuve supplémentaire de la composition cosmopolite des forces qui s'entraînent militairement se trouve chez les prisonniers de guerre capturés par les forces de Massoud. Une ex-spécialiste du renseignement du Pentagone, Julie Sirrs, a pu voir ces prisonniers au début de l'an 2000. Sur mille deux cents, cent neuf étaient pakistanais, deux yéménites, deux chinois et un britannique d'origine pakistanaise. Les prisonniers chinois étaient des musulmans ouighours qui avaient fréquenté une madrassa au Pakistan avant d'aller s'entraîner à Kaboul. Le citoyen britannique Adam Rachid avait quitté l'Angleterre pour le Pakistan à cause de problèmes de drogue. Une fois au Pakistan, il traîna dans les mosquées, puis il se rendit en Afghanistan et y suivit une formation militaire de six mois, pour aller se battre contre l'Alliance du Nord. D'une manière significative, la moitié des prisonniers étrangers étaient affiliés au groupe terroriste du Cachemire Harakat ul-Mujahideen.

68. Kamran Khan, « Afghan Revenge Killings Spread to Pakistan », *Washington Post*, 28 novembre 1998. Khan fait état de cinq cents morts.

69. « Pak has Proof of Terrorist Camps in Afghanistan : PM », agence Xinshua, Islamabad, 7 octobre 1999.

70. Kathy Gannon, « Pakistani Interior Minister Talks Tough with Afghanistan », *Associated Press*, 7 juillet 2000.

71. Peter Bergen, « A Dying Nation : taliban Is Destroying More than Buddhas », *Washington Times*, 15 mars 2001.

72. « Taliban to Try Aid Workers », voir *www.cnn.com/2001/WORLD/asiapcf/central/08/29/taliban.trial/index.html.*

CHAPITRE 9

1. Interview d'un responsable américain connaissant l'enquête sur le *Cole* par l'auteur, décembre 2000.

2. John Burns, « Yemen Reports Arrest of Foreign-Born Arabs in Cole Attack », *New York Times*, 26 octobre 2000.

3. Interview d'un responsable américain connaissant l'enquête sur le *Cole*, décembre 2000.

4. Interview d'un diplomate occidental par l'auteur, Sanaa, Yémen, novembre 2000. Les militants s'entraînent dans des régions reculées du nord-ouest du pays.

5. Agence France-Presse, « Yemen launches arms sweep after mosque bombing », 25 avril 1998.

6. Ian Henderson, ambassadeur britannique au Yémen, interview avec l'auteur, Sanaa, novembre 2000.

7. Jack Kelley, « Bombing Plot Stymied in Yemen : US Still Uneasy despite ten arrests », *USA Today*, 20 juin 2001.

8. Lors d'une visite de l'auteur au domicile du Premier ministre d'alors, le docteur Abdallah Karim Iryani, un biogénéticien proche des soixante-dix ans, amateur de la satire britannique *Yes, Prime Minister*, il exhiba fièrement son *mafraj* moderne, une pièce très haute, garnie de couvertures et de coussins, donnant sur le palais présidentiel. Le Premier ministre avoua qu'il n'était pas adversaire de cet étrange chewing-gum.

9. Sue Lackey, « Yemen : Unlikely Key to western Security », *Jane's Intelligence Review*, 1er juillet 1999. Le PIB par habitant au Yémen est de 2,300 dollars ; aux Émirats arabes unis, il est de 24000 dollars.

10. Un diplomate occidental interviewé par l'auteur, Sanaa, Yémen, novembre 2000.

11. Interview de Jamal Ismail par l'auteur, Islamabad, Pakistan, 1998 ; interview d'un haut responsable gouvernemental yéménite, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

12. Un journaliste yéménite interviewé par l'auteur, décembre 2000.

13. Lackey, *op. cit.*

14. *USA versus Usama bin Laden*, 98 Cr. 1023 (SDNY), acte d'accusation.

15. Interview d'un responsable américain par l'auteur, Washington, décembre 1997.

16. Un diplomate occidental interviewé par l'auteur, Sanaa, Yémen, novembre 2000 ; un responsable yéménite interviewé par l'auteur en décembre 2000.

17. Interview avec l'auteur, d'Abdul Wahab al-Anesi, du parti officiel Islah, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

18. Un responsable yéménite interviewé par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

19. Interview de l'auteur avec un journaliste yéménite qui avait auparavant interviewé al-Fadhli, Sanaa, Yémen, décembre 2000. Mes demandes répétées d'interview avec al-Fadhli n'aboutirent pas.

20. Un journaliste yéménite interviewé par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

21. *Ibid.*

22. Pour un compte-rendu plus détaillé, voir Brian Whitaker, « Yemen and Osama ben Laden », sur *www.al-bab.com/yemen*, août 1998.

23. Un haut responsable yéménite interviewé par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000 ; *Yemen Times*, 16 septembre 2000.

24. Interview d'Al-Anesi, décembre 2000.

25. *USA versus bin Laden*, acte d'accusation.

26. Interview d'un responsable américain par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000 ; interview avec al-Anesi, décembre 2000 ; interview d'un haut responsable yéménite par l'auteur, décembre 2000.

27. Salah Nasrawi, « In Yemeni Town, Muslim Militants Retain Hold », *Associated Press*, 1er novembre 2000.

28. Interview d'un responsable yéménite par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

29. Interview d'al-Anesi, décembre 2000.

30. Julie Sirrs, ex-experte de l'Agence de renseignement militaire, interview téléphonique avec l'auteur, octobre 2000.

31. *Ibid.*

32. Interview d'Oussama Ben Laden par Jamal Ismail de la chaîne al-Jazira, diffusée le 10 juin 1999.

33. Interview d'Oussama Ben Laden par *al-Quds al-Arabi*, traduite par *Mideast Mirror*, 27 novembre 1996.

34. Interview de Ben Chajea par l'auteur, Yémen, décembre 2000.

35. Michael Becket, « Yemen Hostage Shoot-Out », *Daily Telegraph* (Grande-Bretagne), 30 décembre 1998.

36. Ahmad al-Haj, « Four Westerners Killed in Bloody End to Yemen Kidnappings », *Associated Press*, 30 décembre 1998 ; « Yemen kidnap Victims Recover After Slaughter of Four Friends », Agence France-Presse, 30 décembre 1998.

37. Chiffres tirés de *www.al-bab.com/yemen*.

38. Abou Hassan et son lieutenant s'étaient entraînés avec al-Qaida ; Sam Ghattas, « Freed Hostages Say Yemeni Troops Started Fatal Shootout », *Associated Press*, 30 décembre 1998.

39. Nasrawi, *op. cit.*

40. *Ibid.*

41. Interview d'un responsable yéménite par l'auteur, Sanaa, Yémen.

42. John Burns, « Little Sympathy in Yemen for Condemned Militant », *New York Times*, 17 septembre 1999.

43. En décembre 2000, lors d'interviews par l'auteur, un diplomate occidental et Abou Hamza dirent que le gouvernement yéménite demandait l'extradition de Abou Hamza, bien qu'il n'y ait pas eu de convention d'extradition entre le Yémen et la Grande-Bretagne.

44. Interview d'Abou Hamza par l'auteur, Londres, novembre 2000.

45. Yassir al-Sirri et Montasser al-Zayyat, par exemple.

46. Abou Hamza déclara au journal *al-Ayyam* qu'il travaillait dans un night-club à la fin des années soixante-dix, avant qu'il ne se « repente ». Voir *www.al-ayyam-yemen.com/freedom/interview.html.*

47. Interview d'Abou Hamza, novembre 2000.

48. Voir *www.supportersofshariah.org/eng/abuhamza/html.*

49. *Ibid.*

50. *Ibid.* Les comptes proposés par le Harakat ul-Mujahideen sur le site étaient de la Muslim Commercial Bank, qui a des branches à Islamabad et à Karachi, au Pakistan.

51. *The Yemen Times* rapporta, le 13 novembre 2000, qu'en 1998 un document circulait parmi les opposants à la présence militaire au Yémen disant qu'une base des *marines* avait été construite à Aden.

52. Interview d'Abou Hamza à *Al-Ayyam*, 10 août 1999, sur *www.al-ayyam .yemen.com/freedom/interview.html.*

53. On trouve des détails biographiques sur *www.al-bab.com/yemen* ; interview d'un diplomate occidental par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

54. Voir *www.al-bab.com/yemen.*

55. Le meilleur résumé de cette histoire se trouve dans un article brillant de Rory Carroll, « Terrorists or Tourists », *The Guardian* (Grande-Bretagne), 26 juin 1999.

56. Lackey, *op. cit.*

57. Carroll, *op. cit.*

58. Voir *www.al-bab.com/yemen.*

59. Interview d'un enquêteur américain par l'auteur, Yémen, décembre 2000 ; Ahmad al-Haj, *Associated Press*, 9 août 1999.

60. Interview d'un diplomate occidental par l'auteur, Sanaa, Yémen, novembre 1999.

61. *Ibid.*

62. Interview de Mary Quin par l'auteur, Washington, juin 2001 ; Stephen Farrell et Richard Duce, « Tree Britons Killed in Shootout », *The Times* (Londres), 30 décembre 1998.

63. Interview de Mary Quin, juin 2001.

64. Daniel Mac Grory, « My Wife Never Stood a Chance. As She Was Shot She Said : "Bless Me" », *The Times* (Londres), 31 décembre 1998. Un des preneurs d'otages déclara à un otage qu'il avait six amis en prison et : « On va vous échanger avec eux. »

65. Interview de Mary Quin, juin 2001.

66. Thomas E. Ricks, « Persian Gulf, US Danger Zone ; Military Has Been Committed To Hot Spot Despite Risk », *Washington Post*, 15 octobre 2000.

67. Interview d'un diplomate occidental par l'auteur, Sanaa, Yémen, novembre 2000.

68. Steve Boggan et Andrew Buncombe, « Yemen Hostage Tragedy : When Troops Opened Fire, The Hostages Were Used as Shields », *The Independent* (Grande-Bretagne), 31 décembre 1998 ; Combined News Services, « Hostages Tell of Yemen Killings : Two Survivors Say Soldiers Fired First, Triggering Gun Battle », *Newsday* (Long Island), 31 décembre 1998.

69. Interview d'une source yéménite par l'auteur, Aden, Yémen, décembre 2000.

70. Ghattas, *op. cit.*

71. Jennifer Trueland, « I Held Edinburgh's Woman's Hand As She Was Shot », *The Scotsman*, 31 décembre 1998.

72. Daniel Mac Grory, « My Wife Never Stood a Chance… », *op. cit.*

73. Michael Smith et Tim Butcher, « Yemen Hostage Shootout », *Daily Telegraph* (Grande-Bretagne), 31 décembre 1998 ; Phil Chetwynd « Yemen Hostage Drama : A Survivor's Tale », Agence France-Presse, 31 décembre 1998.

74. Interview d'un rédacteur en chef d'un journal d'Aden et d'un haut responsable yéménite par l'auteur ; John Burns, « Little Sympathy in Yemen for Condemned Militant », *New York Times*, 17 septembre 1999.

75. Voir le compte-rendu du procès sur *www.al-bab.com/yemen*.

76. *Ibid.*, citant l'interview d'Abou Hamza sur la chaîne al-Jazira, 14 janvier 1999.

77. Général Zinni, déclaration devant le Comité de forces armées du Sénat, 19 octobre 2000.

78. Reuters, « FBI Had 98 Report of Plot to Bomb Warship in Yemen, US Says », publié dans le *Washington Post*, 31 janvier 2001.

79. *USA versus bin Laden*, acte d'accusation, p. 32.

80. « FBI Had 98 Report of Plot to Bomb Warship in Yemen, US Says », art. cité.

81. Al-Harazi se fait aussi appeler Abd al-Rahman al-Safaani (Harazi signifie de la région du Yémen dont sa famille est originaire ; Safaan est le petit village d'où est originaire sa famille). Interview d'un responsable yéménite par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

82. Interview d'un enquêteur américain par l'auteur, Yémen, décembre 2000.

83. Interview d'un ex-officier du renseignement américain par l'auteur, novembre 2000.

84. Interview d'un enquêteur américain, décembre 2000 ; témoignage du général Zinni.

85. Visite de l'auteur dans la maison.

86. *Ibid.*

87. Pour la signification de « La nuit du destin », voir Malise Ruthven, *Islam in the World*, New York, Oxford University Press, 2000, pp. 36-37.

88. Interview d'un enquêteur américain par l'auteur, décembre 2000.

89. John Burns, « Ship Attack Suspect Seemed Out of Place », *New York Times*, 31 octobre 2000.

90. Vernon Loeb, « Plot Targeted US, Jordan, American Warship, Official Says », *Washington Post*, 24 décembre 2000.

91. Agence France-Presse, Dubaï, 22 septembre 2000 ; on trouve aussi sur la bande Assadallah Abdel Rahman, un des fils du cheikh Omar Abdel Rahman, qui dit aux musulmans : « Faites couler le sang. »

92. Interview de Khalid Hammadi, reporter d'*al-Quds al-Arabi* par l'auteur, Yémen, novembre 2000.

93. Interview d'un enquêteur américain par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

94. Interview d'un responsable yéménite par l'auteur, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

95. Déposition de Michael Sheehan devant le US House Judiciary Committee, 13 décembre 2000.

96. John Burns, « Remote Yemen May Be Key to Terrrorist's Past and Future », *New York Times*, 5 novembre 2000 ; Donna Nasr, « Wartime Loyalty Rewarded in Yemen », *Associated Press*, 28 octobre 2000.

97. David Ensor, Chris Plante et Peter Bergen, « US Tightens Security Overseas », *www.cnn.com/2000/US/12/20/terrorism.threat/index.html.*

98. *Al-Ayyam*, Aden, Yemen, photo de décembre 2000.

99. John Miller, « The Connection : Yemen Probe Uncovers Bin Laden Links and Missteps by Cole Bombers », voir *abcnews.go.com/sections/world/DailyNews/yemen001207b.html.*

100. Andrea Koppel, Elise Labott, Sussan Bassals et Rym Brahimi, « Remains of 1 Cole Bomber Found, US Officials say », *www.cnn.com/2000/US/11/17/usscole.02/index.html*, 17 novembre 2000.

101. *Ibid.*

102. Voir *www.cnn.com/2000/US/10/13/shipattack.thumbnails.02.ap/*

103. ABC News, *Primetime Live*, 18 janvier 2001.

104. Interview d'Abdul Aziz Hakim par l'auteur, Aden, Yémen, décembre 2000.

105. Interview d'un responsable de l'antiterrorisme américain par l'auteur, Washington, 15 octobre 2000.

106. Interview d'un responsable au bureau du FBI de New York par l'auteur, octobre 2000.

107. *Ibid.*

108. John Burns, « Yemenis Seem to Hinder Inquiry », *New York Times*, 1er novembre 2000.

109. Neil Mac Farquhar, « Saudis Say They, Not US, Will Try 11 in 96 Bombing », *New York Times*, 2 juillet 2001.

110. Interview de John Burns par l'auteur, Yémen, décembre 2000.

111. En décembre 2000, un journaliste yéménite me dit que mille huit cents personnes avaient été interviewées ; John Burns, « Yemen Links to Bin Laden Grow at FBI in *Cole* Inquiry », *New York Times*, 25 novembre 2000.

112. Massimo Calabresi, « How Feuds and Culture Clashes Have Stymied the USS Cole Investigation », *Time*, 15 juillet 2001.

113. Département d'État américain, « Patterns of Global Terrorism », *Middle East Overview*, 1998.

114. Howard Schneider et Roberto Suro, « In Yemen, A Search for Clues », *Washington Post*, 15 octobre 2000 ; le *Cole* est un destroyer *« Arleigh-Burke class-guided missile ».*

115. Interview d'un diplomate occidental au Yémen par l'auteur, décembre 2000 ; Abdul Walid, à la librairie salafiste de Birmingham ; interview du cheikh al-Wadi'i dans le *Yemen Times*, 17 juillet 2000.

116. Le *Yemen Times* du 17 juillet 2000 rapporte que de trois mille à quatre mille étudiants fréquentaient le centre.

117. *Ibid.* ; « At Least Two Killed in Bomb Explosion at Islamist Mosque in Yemen », *Agence France-Presse*, 24 avril 1998 ; *Yemen Times*, 18 septembre 2000.

118. *Yemen Times*, 17 juillet 2000.

119. *Ibid.*

120. Agence France-Presse, « At Least Two Killed in Bomb Explosion at Islamist Mosque in Yemen », Sanaa, 24 avril 1998 ; *Yemen Times*, 18 septembre 2000.

121. Voir *www.qoqaz.com.my/qoqaz/fatwa/muqbil.htlm.*

122. *Yemen Times,* 17 juillet 2000.

123. John Burns, « FBI's Inquiry in *Cole* Attack is Nearing Halt », *New York Times*, 21 août 2001.

124. « Bin Laden Verses Honor *Cole* Attack », Reuters, publié dans le *Seattle Times*, 2 mars 2001.

CHAPITRE 10

1. Gilles Tremlett, « Spanish Police Arrest bin Laden Suspect », *The Guardian* (Grande-Bretagne), 23 juin 2001 ; Sarah Lyall et Judith Miller, « Hunting bin Laden's Allies, US Extends Net to Europe », *New York Times*, 21 février 2001 ; Alessandra Stanley, « Italy Arrests five Islamists in Failed Bomb Plot », *New York Times*, 6 avril 2001 ; l'arrestation semble avoir été liée à un attentat à la bombe qui devait se dérouler à Strasbourg.

2. John Micklethwait et Adrian Woolridge, *A Future Perfect : The Challenge and Hidden Promise of Globalization,* New York, Times Books, 2000, p. 225.

3. *USA versus bin Laden*, S (6) 98 Cr.1023 (SDNY), acte d'accusation, p. 6.

4. Stephen Kinzer, « Jordan Links Terrorist Plot to Bin Laden », *New York Times*, 4 février 2000 ; « Bin Laden's Supporter Detained in France », Agence France-Presse, 3 mars 1999 ; Katherine Ellison, « Terrorism May Wear Normal Face », *Houston Chronicle*, 19 février 1999 ; « Australians Being Recruited for bin Laden Jihad, Court Told », *Associated Press*, 29 avril 1999.

5. Arlinda Causholli, « Member of Jihad Dies in Shootout with Police », *Associated Press*, 23 octobre 1998 ; Patrick Kennedy, conférence du Département d'État, décembre 1998 ; Peter Bergen, « Official : Bin Laden group major threat to US embassies », voir *www.cnn.com/US/9902/25/bin.laden/,* 25 février 1999, et l'interview par l'auteur d'un responsable américain de l'antiterrorisme, février 1999.

6. David Carpenter, déposition devant le comité des relations internationales de la chambre des représentants américaine, 12 mars 1999.

7. Sayantan Chakrarty, « The Discovery of a Plan to Bomb US Embassy in Delhi », *India Today*, 2 juillet 2001.

8. *Ibid., Yemen Times*, 19 février 2001 ; voir le chapitre 9, note 81.

9. Rajesh Mahpatra, « Indian Police Charge Osama Bin Laden with Plotting to Bomb US Embassy in New Delhi », *Associated Press*, 24 août 2000.

10. Déclaration manuscrite de Mamdouh Mahmoud Salim au FBI, copie en possession de l'auteur.

11. *Ibid.*, *Tribune News Services*, « Suspect in Bombing of US Embassies Awaits Extradition », *Chicago Tribune*, 23 septembre 1998.

12. *USA versus bin Laden*, acte d'accusation de Ken Karas, 1er mai 2001.

13. Phil Hirschkorn, « Trials Reveals a Conspiracy of Calls, but only tidbits about bin Laden », 16 avril 2001 ; voir *www.cnn.com/LAW/trials.and.cases/case.files/0012/embassy.bombing.trial.report/trial.report.04.16/index.html.*

14. Ian Black et Nicola Pelham, « Egypt's Quiet Militant Protests His Innocence », *The Guardian* (Grande-Bretagne), 19 janvier 1996.

15. Voir *www.cairotimes.com/content/issues/Islamist/london21.html.*

16. Interview de Yasser al-Sirri par l'auteur, Londres, septembre 1998.

17. Interview d'Abou al-Ela Mady par l'auteur, Le Caire, décembre 2000.

18. Voir, en général, Max Rodenbeck, *Cairo : The City Victorious*, New York, Vintage, 2000.

19. Gilles Kepel, *Le Prophète et Pharaon*, Paris, Seuil, 1993, p. 42.

20. Malise Ruthven, *Islam in the World*, New York, Oxford University Press, 2000, pp. 312-13 ; Dilip Hiro, *The Rise of Islamic Fundamentalism,* New York, Routledge, 1989, p. 66.

21. Kepel, *op. cit.,* pp. 26, 39, 44, 55, 58-59, 167.

22. Interview de Saad al-Fagih par l'auteur, Londres, octobre 2000.

23. John Burton, *An Introduction to the Hadith,* Édinbourg, University Press, 1994, p. 39.

24. Abou el-Ela Mady, *Violent Groups Connected to Islam : The Historical Roots, Theological Foundations and Future,* International Center for Country Studies, Le Caire, mars 1998, en arabe.

25. *Ibid.*

26. Interview d'Abou el-Ela Mady, décembre 2000.

27. Interview d'Abou el-Ela Mady.

28. Hiro, *op. cit.*

29. *Ibid.*

30. Anthony Shahid, *Legacy of the Prophet : Despots, Democrats and the New Politics of Islam*, Boulder, Colorado, Westview Press, 2001, pp. 77-78.

31. Kepel, *op. cit.,* p. 192.

32. Interview d'Abou el-Ela Mady, décembre 2000.

33. Document d'information du Département d'État américain, 1993, copie en possession de l'auteur.

34. Interview de Montasser al-Zayyat par l'auteur, Le Caire, Égypte, décembre 2000.

35. Robin Wright, *Sacred Rage*, New York, Simon & Schuster, 1985, p. 186.

36. Interview d'Abou el-Ela Mady, décembre 2000.

37. Interview d'Abou el-Ela Mady.

38. Mike Boettcher, « Authorities Target Bin Laden's Second-in-command », 28 septembre 2001 ; voir *www.cnn.com/2001/US/09/28/inv.second.command/index.html.* Je dois à Phil Hirschkorn, de CNN, cette importante observation.

39. « The Retreat from Fundamentalism », *The Economist*, 1er mai 1999.

40. Shadid, *op. cit.,* p. 1.

41. *Ibid.*

42. Interview de Saad al-Fagih par l'auteur, Londres, septembre 1998 ; interview de Jamal Ismail par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998 ; interview de Rahimullah Yusufzai par l'auteur, Peshawar, septembre 1998 ; interview de Montasser al-Zayyat par l'auteur, Le Caire, décembre, 2000 ; interview de res-

ponsables américains du renseignement par l'auteur, Washington, octobre 1999. Tous m'ont affirmé qu'Ayman al-Zaouahiri avait eu une profonde influence sur Ben Laden.

43. Information biographique du département du Trésor américain, bureau de contrôle des capitaux étrangers ; interview de Jamal Ismail, septembre 1998.

44. Interview de Montasser al-Zayyat, décembre 2000.

45. Interview de Montasser al-Zayyat.

46. Cassette vidéo de recrutement d'al-Qaida, accessible le 14 août sur *ww/w.moonwarriors.com.*

47. Biographie d'Oussama Ben Laden en ourdou, pp. 46-47 ; Rahimullah Yuzufzai, *Newsline* (Karachi, Pakistan), septembre 1998.

48. *USA versus Bin Laden*, déposition de Stephen Gaudin, 10 mars 2001.

49. Nancy Peckenham, Phil Hirschkorn, Peter Bergen et Douglas Wood, « Bin Laden, Millionaire with a Dangerous Grudge », 27 septembre 2001, voir *www.cnn.com/2001/US/09/12/binladen. profile/index.html.*

50. *USA versus Usama bin Laden,* déposition de L'Hossaine Kherchtou, 26 février 2001.

51. « Suspected Militants on Trial in Egypt ; 107 Face Charges Tied to Alleged Roles in Outlawed Group », *Associated Press*, 2 février 1999.

52. Interview de Montasser al-Zayyat, décembre 2000.

53. Hassan Mekki, *« Egypt Sentences to Death nine Bin Laden Followers »*, Agence France-Presse, 18 avril 1999.

54. Interview de Montasser al-Zayyat, décembre 2000.

55. Résumé par le service international de la BBC du journal *al-Hayat*, 12 février 1997.

56. Larry Neumeister, « Fresh Links Made to US Terrorism by Latest Arrest in Europe », *Associated Press*, 13 juillet 1999.

57. *USA versus bin Laden*, résumé de Patrick Fitzgerald, 3 mai 2001.

58. *USA versus bin Laden*, résumé de Ken Karas, 3 mai 2001.

59. Interview d'Abdel Bari Atwan par l'auteur, Londres, novembre 1998.

60. *USA versus Usama bin Laden,* déposition de L'Hossaine Kherchtou, 10-11 février 2001.

61. *Plea agreement* d'Ali Mohamed, 21 octobre 2000.

62. *USA versus Usama bin Laden*, résumé de Ken Karas, 1er mai 2001.

63. *Ibid.*, déposition de Jamal Fadl, 6 février 2001.

64. *Ibid.*, déposition de L'Hossaine Kherchtou, 10-11 février 2001 ; résumé de Ken Karas, 1er mai 2001.

65. Jason Burke, « Britons Hold Key Master Terrorist Trial : A "Holy War" Manual Found in Manchester is Claimed to Link four Men, Accused of Bombing Embassies in East Africa », *The Observer* (Grande-Bretagne), 20 mai 2001.

66. *Ibid.*

67. Peter Bergen, « London Dispatch : London Calling, Peshawar-on-the-Thames », *The New Republic*, 5 juin 2000.

68. *The Nation* (Islamabad, Pakistan), 5 janvier 2000.

69. Pamela Constable, « Kashmir Tension Knows No Season : Multiple Fractors Trigger New Strife in Disputed Region », *Washington Post*, 10 juillet 2000.

70. Barry Bearak et Celia W. Dugger, « Kashmir Impasse : India and Pakistan Are Stuck on Semantics », *New York Times*, 22 juillet 2001.

71. Rahimullah Yusufzai, « Over a Dozen Harakat Members Missing since US Attack », *The News* (Pakistan), 26 août 1998.

72. Interview d'un diplomate occidental par l'auteur, Islamabad, Pakistan, septembre 1998.

73. Interview d'un diplomate occidental.

74. Kathy Gannon, « Taliban's Image Getting a Shine with their Handling of Hijacking Drama with Indian Airlines », *Associated Press*, 28 décembre 1999.

75. Interview d'un responsable de l'antiterrorisme américain par l'auteur, Washington, janvier 2000.

76. Uli Shmetzer, « Hijacked Passengers Faced Tears, Threats ; American Schoolteacher Survives "in Good Health" », *San Diego Union-Tribune*, 2 janvier 2000.

77. *Ibid.*

78. David Graves, « Militants Set Free in Deal Can Return to Britain », *Daily Telegraph,* Londres, 4 janvier 2000.

79. Patrick French, « Dangerous Neighbours : India and Pakistan Have Long Fought Over Kashmir. Now, as Nuclear States, They Have Never Needed Peace so Badly », *The Independent* (Grande-Bretagne), 30 mai 1999.

80. Interview de Salim Wani par l'auteur, Muzaffarabad, Pakistan, janvier 2000 ; Sumit Ganguly, *The Crisis in Kashmir*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 41.

81. Interview de Salim Wani.

82. Interview d'un diplomate occidental par l'auteur, Islamabad, Pakistan, décembre 1999.

83. Interview d'Abdullah Muntazir par l'auteur, Islamabad, Pakistan, décembre 1999. Muntazir dit 500 000 ; un responsable américain au Pakistan dit 200 000.

84. Département d'État américain, *Patterns of Global Terrorism*, annexe B, p. 16.

85. Thomas B. Hunter, « Terror in the Philippines », *Journal of Counterterrorism & Security*, vol. 9, n° 3, juin 2001, p. 1 ; Carl H. Yeager, *Journal of Counterterrorism & Security*, vol. 6, n° 4, mai 2000.

86. Thomas B. Hunter, *op. cit.*

87. Interview de Rahimullah Yusufzai par l'auteur, Washington, juin 2000.

88. Département d'État américain, *Patterns of global Terrorism,* 2000, annexe B, section consacrée à Abou Sayyaf ; Thomas B. Hunter, *op. cit.*

89. Charles P. Wallace, « Weaving a Wide Web of Terror : The Plan, Officials Say, Was to Blow Up 11 US Airliners in One Day », *Los Angeles Times*, 30 mai 1995.

90. Yaeger, *op. cit.* ; Rajiv Chandrasekaran, « Gunmen Take Foreigners Hostage in Malaysia »,*Washington Post*, 25 avril 2000.

91. Christine Herrera, « Khalifa : I don't Know Gemma ; I'm Upset », *Philippine Daily Inquirer*, 12 août 2000.

92. Marc Van der Hout, « Suspect in Terror Gang Being Held in East Bay », *San Francisco Chronicle*, 17 avril 1995 ; interview téléphonique de Marc Van der Hout par l'auteur, avril 1992.

93. Louise Lief et Ian James, *US News and World Report*, 15 mai 1995.

94. Interview de Marc Van der Hout.

95. *Ibid.*

96. Christine Herrera, *op. cit.*

97. *USA versus Bin Laden*, déposition de Jamal al-Fadl, 6 et 7 février 2001.

98. Léon Tolstoï, *Les Cosaques*.

99. Voir, en général, Carlotta Gall et Thomas de Waal, *Chechnya : Calamity in the Caucasus*, New York, New York University Press, 1998.

100. W. Montgomery Watt, *Muhammad Prophet and Statesman*, New York, Oxford University Press, 1974, p. 74.

101. Interview téléphonique de Yo'av Karny, auteur de *Highlanders : A Journey to the Caucasus in Quest of Memory*, janvier 2000.

102. Interview de responsables américains par l'auteur, Washington, janvier 2000.

103. Toutes les informations sur Khattab proviennent de sources proche-orientales ou de responsables gouvernementaux, sauf mention contraire.

CONCLUSION

1. Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1998, p. 125. Trad. française : *Le Choc des civilisations,* Paris, Odile Jacob, 1997.

2. *Ibid.*, p. 258.

3. *Ibid.*, p. 209.

4. *Ibid.*, p. 34.

5. Cependant, le ministre israélien de la Défense, Binyamin Ben-Eliezer, déclara à Reuters en juin 2001 que Ben Laden essayait à tout prix de prendre pied dans le pays. Voir aussi Roger Crabb, « Israel Fears Bin Laden is Plotting to Attack », *Washington Times*, 26 juin 2001.

6. Jodi Wilgoren, « On Campus and On Knees, Facing Mecca », *New York Times*, 13 février 2001 ; voir aussi Robin Wright, *The Last Great Revolution : Turmoil and Transformation in Iran*, New York, Vintage, 2001, chapitres 4 et 5 ; Camelia Entekhabi-Fard, « Behind the Veil, a New Symbol for the Women in Iran », *Mother Jones*, août 2001, et Gilles Kepel, « Islamism Reconsidered », *Harvard International Review*, été 2000 ; Malise Ruthven, *Islam in the World*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 400.

7. Huntington, *The Clash of Civilizations*, p. 247.

8. Barnett R. Rubin, *The Search for Peace in Afghanistan : From Buffer State to Failed State*, New Haven, Yale University Press, 1996, p. 135. D'avril 1992 à décembre 1994, vingt mille personnes sont mortes à Kaboul — un chiffre fondé sur des estimations modestes des victimes des hôpitaux de Kaboul.

9. Jonah Blank, « Kashmir : Fundamentalism Takes Root », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1999. Blank écrit : « Les Pakistanais et les Indiens sont trompés par leurs illusions. Dans la vallée du Cachemire (la principale région qui est objet de contentieux), la population reste profondément étrangère au gouvernement indien comme à la guérilla islamiste radicale. »

10. Interview d'un nationaliste kosovar par l'auteur, New York, février 1999 ; interview d'un ex-responsable américain par l'auteur, novembre 2000.

11. Michael Ignatieff, *The Warrior's Honor : Ethnic War and the Modern Conscience*, New York, Holt, 1998, pp. 34-71.

12. *Final Report to Congress : Conduct of the Persian Gulf War*, Washington, département américain de la Défense, avril 1992, pp. 498-500.

13. Peter Partner, *God of Battles : Holy War of Christianity and Islam*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1998, p. 460.

14. Voir en général, Genevieve Abdo, *No God but God : Egypt and the Triumph of Islam*, New York, Oxford University Press, 2000.

15. Voir, en général, Anthony Shadid, *Legacy of the Prophet : Despots, Democrats and the New Politics of Islam*, Boulder, Colorado, Westview, 2001.

16. Docteur M.A. Qutaby, responsable yéménite, Sanaa, Yémen, décembre 2000.

17. Interview d'Abdul Wahab al-Anesi par l'auteur, Sanaa, Yémen, novembre 2000.

18. Karen Armstrong, *The Battle for God*, New York, Knopf, 2000, p. 163.

19. Joseph Coleman, « Islam Grows Deep and Wide in Asia », *Washington Times*, 19 août 2000.

20. Reuel Gerecht, « The Counterterrorist Myth », *The Atlantic Monthly*, juillet-août 2001.

21. Interview d'une source proche de Hamid Karzai, Washington, 30 septembre 2001.

22. « I Am Not Afraid of Death », interview d'Oussama Ben Laden par Jamal Ismail, *Newsweek International*, 11 janvier 1999.

REMERCIEMENTS

Lorsque je me suis assis pour écrire ce livre, je pensais que la partie se jouerait entre mon clavier et moi. Mais il n'en a rien été, car aucun livre n'est une île, comme le montrent ces remerciements. Et je demande à ceux que j'aurais oubliés de m'en excuser.

Merci à tous les chercheurs, journalistes et autres sources qui ont rendu ce livre possible. La plupart sont cités dans les notes. Je voudrais remercier, pour leurs immenses contributions scientifiques, Gilles Kepel, Olivier Roy, Malise Ruthven, Bernard Lewis, Ahmed Rachid, Barney Rubin et Karen Armstrong, qui, tous, ont nourri ma réflexion sur le mouvement jihadiste. Je voudrais aussi remercier le service des reportages du *New York Times*, surtout Benjamin Weiser, Judith Miller et John Burns, ainsi que Vernon Loeb et Pamela Constable du *Washington Post*.

Ce livre est le fruit d'une collaboration avec de nombreuses personnes. Beaucoup m'ont aimablement accordé de leur temps pour être interviewés, et la plupart sont cités dans le texte. D'autres ont voulu rester anonymes. Merci à tous.

J'ai eu la chance de travailler à CNN de 1990 à 1999 et j'ai énormément profité de l'équipe incroyablement travailleuse et professionnelle de ce qui est, en ordre de grandeur, le meilleur réseau d'information du monde.

Je voudrais particulièrement remercier Pam Hill et John Lane, mes patrons de CNN, qui m'ont permis de m'intéresser aux Arabes afghans et à Ben Laden alors qu'ils n'avaient pas encore retenu l'attention qu'ils suscitent actuellement. Pam et John furent, à tout point de vue, des patrons idéaux. Merci aussi à Peter Arnett, Peter Jouvenal et Richard Mackenzie pour le formidable voyage que nous avons fait en Afghanistan en 1993. Richard m'a fourni une mine d'informations sur le pays, et est resté un grand ami. En 1997, je suis retourné en Afghanistan avec Peter Arnett et Peter Jouvenal pour interviewer Ben Laden. Sans mes compagnons, il n'y aurait pas eu d'interview. Toujours à CNN, j'ai collaboré avec Henry Schuster à l'occasion de plusieurs reportages sur Ben Laden. Qui connaît Henry sait que c'est un des meilleurs reporters et producteurs du métier. Il a lu attentivement ce livre, lequel a bénéficié de ses idées et de ses obser-

vations. Phil Hirschkorn du bureau de CNN à New York, m'a aidé à plusieurs reprises avec son savoir encyclopédique sur Ben Laden et ses partisans.

D'autres à CNN m'ont aussi aidé à enquêter sur le phénomène des Arabes afghans et de Ben Laden : Josh Gerstein, Steve Daly, Amy Kasarda, Valerie Shead, Brian Rokus, Julie Powell et Alphonso van Marsh. À CNN, j'ai travaillé à plusieurs reportages liés à Ben Laden avec Jim Connor, David Ensor, Nancy Ambrose, Wolf Blitzer, Christiane Amanpour, Tom Dunlavey, John King, Beth Lewandowski, Chris Plante, Owen Renfro, Greta Van Susteren, Judy Woodruff, Roger Cossack, Nancy Lane, Paul Varian, Pam Benson, Marty Kramer, Nancy Peckenham, Jim Polk, Richard Griffiths, Christan « Fuzz » Hogan, Frank Sesno, Kathryn Cross, Rick Davis, Marianna Spicer-Brooks, Bud Bultman, Kelli Arena, Eileen O'Connor et Kevin Bohn. Merci aussi à Pierre Meilhan, Kimberly Arp-Babbit, Kim Buckwalter, Rick Perera, Amos Gelb, Sarah Shepherd, Kathly Slobogin, Brian Barger, Andy Segal, Ted Rubenstein, David Lewis, Ken Werner, Graham Messick, Ken Shiffman, Steve Turnham, Vaughn Morrison, Cliff Hackel, Jeff Milstein, Grace Wharwood, Robert Zuill, Brian Todd, Christian Hudson, Sam Feist, Kathy Benz, Gail Chalef, Pat Reap, Rebecca Bloch, Cameron Baird et Kim Abbott. Mike Maltas est depuis longtemps un ami et un collègue.

Keith Mac Allister et Steve Cassidy m'ont aimablement employé à CNN pendant plusieurs périodes alors que j'écrivais ce livre. Sean Kelly, un des meilleurs réalisateurs de vidéo du métier, a converti beaucoup de mes reportages sur Ben Laden en émissions télévisées. Merci à Nic Robertson pour le temps passé à l'aéroport de Kandahar et, depuis, à parler de l'Afghanistan. Merci à Rym Brahimi pour son excellente présentation du Yémen avant que je ne m'y rende. Merci à Pat Kloehn, Joe Murphy, Krystal Mabry, Kim Linden et Rob Brickhill pour leur grande aide pratique, au long des années. J'ai partagé pendant plusieurs années un bureau avec Bill Smee, un des réalisateurs les plus talentueux de CNN, et un merveilleux camarade de travail. Merci aussi à John Fielding, un des grands reporters du métier qui fait maintenant partie de notre famille. Merci à Paul Julian, pour ses conseils durant des années.

Un grand merci à la talentueuse journaliste Nurith Aizenam, qui, il y a plusieurs années, à CNN, travailla sur le reportage initial de ce livre. Nurith publia aussi plusieurs de mes reportages sur Ben Laden dans *The New Republic*, et c'est une grande amie. Elle a jeté son regard perçant de rédactrice en chef sur ce livre depuis le plan jusqu'à la phase finale, me faisant part de nombreuses idées judicieuses et créatives sur le sujet. David Edelstein, autre écrivain de talent, n'a pas été avare de son temps et améliora notablement mon manuscrit.

Beaucoup d'amis m'ont soutenu au cours des années passées à faire des reportages et à rédiger le livre : Jonna Pattillo, Trish Enright, Jordan Tamagni, Lindsay Griffiths et Mark Sands, Paul Berczeller, Eric Hilton, Farid Ali, Abdul Jewayni, Jeeny Rees Tonge, Jean Gordon, Linda Burstyn, Nicky Kentish-Barnes, Rupert Smith, William Sieghardt, Michael « Hutchy » Hutchinson, Scott Anger, Lou Hennesy, Scott Dunbar, Dominic Simpson, Nick

Restifo et Maria Ionata, Iona Beju, Saied Azali, Mark Hager, Tamara Hadji, Pauline Case, Patti Munter, Reuel Gerecht, Steve Emerson, Robert Noel, Ramin Bakhtyari, Tim et Amanda de Lisle, Piers et Tanya Thompson, Gavin et Kitty Wilson, Adam et Rosie Gardner, Paddy et Catherine Gibbs, Simon et Jemma Mayle, Henry Shukman, Aram Roston, Paul Leonard et Daryel Kerrigan, Liz Keirman, Sol Levine, Katty Kay, Tom Carver, Ed Vulliamy, Julian Borger, Tom Hardart, Virginia Shore et Shaun Waterman. Tom Rhodes et Deborah ont toléré mes visites dans leur appartement new-yorkais et m'ont beaucoup encouragé. Nancy Bagley m'a présenté aimablement à son amie, Benazir Bhutto.

Ma famille m'a beaucoup soutenu. Ma sœur Katherine m'a accueilli à Londres à plusieurs reprises alors que j'y effectuais des reportages et s'est toujours proposé de m'aider. Ma sœur Margaret fut d'une grande aide, notamment lorsqu'elle et ses merveilleux enfants, Charlie, Bella et Brendam, vivaient avec moi au début de l'écriture de ce livre. Merci à ma mère, pour le soutien affectif et pratique apporté au cours des années, l'aide aux traductions du français et l'ultime travail sur le livre. Merci à mon père d'avoir monté la garde à la maison durant les semaines extraordinairement chargées de la révision de ce livre, comme pour toutes ses précieuses idées sur le manuscrit.

Je voudrais aussi remercier Stephen Dammann, professeur d'histoire, qui m'a beaucoup appris, et F. Leo Chamberlain, qui m'ont poussé au New College d'Oxford à étudier l'histoire sous les auspices d'Eric Christiansen et du Dr Penry Williams. Ces professeurs furent mes maîtres.

Des amis m'ont aussi donné de précieuses réactions à la lecture du manuscrit : Mathew Campbell, John Micklethwait et Andy Marshall. Merci à Joe Reap du bureau de l'antiterrorisme du Département d'État, et à Bill Harlow et Mark Mansfield du bureau des relations publiques de la CIA.

Merci à Ferial Demy pour son aide dans les traductions de l'arabe et au docteur Virginia Schubert pour son aide dans les traductions du français.

Le docteur Saad al-Fagih, Abdel Bari Atwan, Rahimullah Yusufzai, Ismail Khan et Jamal Ismail m'ont inlassablement accordé leur temps et fait part de leurs connaissances.

En Afghanistan et au Pakistan, merci à Khalid Mafton, Pamela Constable, Chanel Khan, Mark Wentworth, Amir Shah, Mohamed Bashir, l'équipe de la maison d'hôtes « Chez soi », Jason Burke, Khaled Mansour et Rory Mac Carthy. Merci aussi à George Case et Barney Thompson pour le voyage au Pakistan en 1983 où ils ont réalisé un film sur les réfugiés afghans, et à Tom Jarriel et Janice Tomlin pour le voyage de 1989 qui leur a permis d'effectuer un reportage pour ABC News sur le statut légal des femmes au Pakistan.

Au Yémen, j'ai eu la chance de collaborer avec John Burns, qui fut longtemps un de mes héros en journalisme ; Mohamed al-Assadi, Khaled Hammadi, Faris Sanabani et Ian Henderson m'ont aussi beaucoup aidé. Merci aussi à l'équipe de l'hôtel Taj Sheba. Reem Nada m'a aidé par ses reportages et ses traductions, au Yémen comme au Caire.

Merci à Paul Golob pour avoir accepté d'acquérir les droits de ce livre pour The Free Press comme pour ses encouragements durant plusieurs années. Merci aussi à ceux qui, dans cette maison d'édition, ont permis la publication rapide de ce livre : Martha Levin, Dominick Anfuso, Carol de Onis, et Brian Selfon, qui fut irremplaçable. Merci à Carisa Hays pour ses avis pleins de sagesse concernant la publication du livre et à Elisa Rivlin pour sa révision. Jolanta Benal a fait un magnifique travail d'édition.

Merci à Carsten Oblaender, Andreas Gutzeit, Vicky Matthews et Dave Mac Kean, de Storyhouse Productions, et à Diana Sperrazza, de la chaîne National Geographic.

À *The New Republic*, merci à Peter Beinart et Sarah Blustain. Au *Daily Telegraph*, merci à Stephen Robinson. Au *Times*, merci à Bronwen Maddox et Damian Whitworth. Au *Sunday Times*, merci à Bob Tyrer. Au *Washington Times*, merci à Helle Bering. À *Vanity Fair*, merci à Graydon Carter, Wayne Lawson, Vicky Ward, Mary Flinn et Chris Garrett. Et merci à Bruce Hoffman, un des meilleurs spécialistes mondiaux du terrorisme et l'éditeur des *Études sur les conflits et le terrorisme*.

Merci à Ion Trewin, Michele Hutchinson et Katie White, de Weidenfeld & Nicholson.

Merci aussi aux membres de l'association de journalistes Leonard Silk qui m'ont fourni une aide financière à un moment critique, alors que j'achevais ce livre. Surtout merci à Jason Renker de la Fondation Century, qui m'a guidé et fut très utile en m'incitant à ne pas précipiter les conclusions.

Le programme Pew de l'association de l'université John Hopkins (SAIS) m'a fourni un bureau et un salaire qui m'ont permis d'achever ce livre. Merci aux gens merveilleux qui dirigent le programme Pew : John Shidlovsky, Louise Lief, Jeff Barrus, Denise Melvin et les collègues David Lamb et Stephen Glain.

Au SAIS encore, Martin Tillman m'a mis en contact avec deux assistants de recherche très efficaces, d'abord Kyle Stelma, qui m'a considérablement aidé, puis Erin Patrick, qui m'a fait bénéficier de son œil d'éditrice ainsi que d'extraordinaires capacités de recherche, et a vraiment travaillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour m'aider à finir ce manuscrit, tout en accomplissant son travail dans la journée. Lutter pour mettre en ordre un millier de notes aurait pu être une tâche aussi difficile que de rencontrer Ben Laden. Merci, Erin.

Mon agence littéraire, Janklow & Nesbit, a joué un rôle vital à toutes les étapes du projet. Tif Loehnis effectua une importante opération chirurgicale sur mes propositions vagues, m'a soutenu d'un point de vue moral et éditorial, et est devenu un grand ami. Lorsque Tif est parti pour Londres installer une antenne de Janklow, Tina Bennett a pris la relève et m'a fourni une aide énorme et des avis précieux, jusqu'au moment où elle accoucha de son fils, William. Lorsque Tina partit en congé de maternité, Tif reprit le flambeau. Tif et Tina sont de grands professionnels, et, de surcroît, des gens merveilleux. Chez Janklow & Nesbit, Bennet Ashley m'a beaucoup aidé pour les questions de contrat. Merci aussi à Richard Morris, Svetlana Katz et Carl

Parsons. Merci Cullen Stanley, pour l'excellent travail sur les droits étrangers.

Ce livre n'existerait pas sans son éditeur, Rachel Klayman. La concentration et la discipline extraordinaires de Rachel ont pallié mes lacunes en la matière, et elle apporta une intelligence aiguë et un esprit mordant au processus d'édition. Rachel consacra un grand nombre d'heures à mettre la dernière main au livre, mettant de côté tout le reste de sa vie très active. Dans une large mesure, ce livre est aussi le sien.

Enfin, merci, Marcie Mac Gallagher, pour ton amour et ton soutien.

PROLOGUE. Comment trouver l'homme le plus recherché au monde 9

CHAPITRE 1. Pendant ce temps-là, l'Amérique dormait 33

CHAPITRE 2. Le jihad afghan. La formation d'un guerrier saint 51

CHAPITRE 3. Retour de bâton. La CIA et la guerre d'Afghanistan 72

CHAPITRE 4. Le Coran et la kalachnikov. Ben Laden au Soudan 85

CHAPITRE 5. Des sommets de l'Hindu Kuch, la guerre est déclarée 101

CHAPITRE 6. Enquête et représailles. Les attentats contre les ambassades 114

CHAPITRE 7. Le réseau américain : de Brooklyn à Seattle 135

CHAPITRE 8. Des hommes de foi : les talibans et Ben Laden 151

CHAPITRE 9. Les combattants de la Guerre sainte au Yémen 175

CHAPITRE 10. Le réseau mondial. Le tour du monde en quatre-vingts jihads 202

CONCLUSION. Fin de partie 229

NOTES 245

REMERCIEMENTS 279

Achevé d'imprimer
sur Roto-Page
par l'Imprimerie Floch
à Mayenne, le 11 février 2002.
Dépôt légal : février 2002.
Numéro d'imprimeur : 53190.
ISBN 2-07-076473-7 / Imprimé en France.

10144

08 OCT '02

Ville de Montréal

Feuillet de circulation

À rendre le

01 NOV. 2002 06 AVR. 2004

19 NOV. 2002 17 AOUT 2004

20 FEV. 2003

13 mars

04 AVR. 2003

13 MAI 2003

29 JUIL. 2003

04 OCT. 2003

14 OCT. 2003

30 oct 2003

06.03.375-8 (05-93)

Bibliothèque nationale du Québec
475, boulevard De Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 5C4
301

Peter L. Bergen

Guerre sainte, multinationale

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean-Pierre Milelli

«Le seul livre sur Oussama Ben Laden que vous devez lire.»
Jeff Stein, *The Washington Post*

«...nous sommes embarqués pour un voyage intéressant avec un guide digne de confiance.»
Ethan Bronner, *The New York Times Book Review*

Guerre sainte, multinationale est le fruit de quatre années de recherches, entreprises par Peter Bergen bien avant les événements du 11 septembre 2001, dans le but de retracer l'évolution du terrorisme islamiste. En appuyant ses arguments sur une analyse subtile d'un certain islam incarné et popularisé par Ben Laden, l'ouvrage revient sur les aspects les plus importants du sujet : la présence des États-Unis en Arabie Saoudite, les bombardements en Irak, le conflit israélo-palestinien, le parcours personnel de Ben Laden. Il décrit leur importance respective dans le développement international d'al-Qaida, développement qui a abouti aux événements récents.

L'ouvrage de Peter Bergen s'impose comme une référence sur le sujet, tant par sa connaissance parfaite du fonctionnement des réseaux islamistes à travers le monde que par la clarté du propos et sa très grande lisibilité.

Peter L. Bergen, qui est diplômé d'histoire moderne de l'université d'Oxford, vit aux États-Unis depuis 1984. Il est l'auteur de nombreux documentaires sur l'islamisme et le monde arabe, diffusés surtout par les chaînes de télévision ABC et CNN. Ses articles sont publiés dans un grand nombre de journaux américains et britanniques. Il est un des rares journalistes à avoir rencontré Ben Laden et les principaux membres de son organisation.

VILLE DE MONTREAL
3 2777 0291 4809 0

© AP/Sipa Press.

9 782070 764730
02-II A76473 ISBN 2-07-076473-7 21 €